Atlante 4

printemps 2016

Cône sud
Des ardeurs révolutionnaires à la terreur dictatoriale

Cône sud

Des ardeurs révolutionnaires à la terreur dictatoriale

Carlos Gorriarena, *Contra el destino*, 1970,
temple a la caseína sobre papel montado sobre cartón, 73 x 62,5.

Coordination

Dorothée Chouitem, Michèle Guillemont

Avant-Propos 4

Carlos DEMASI
Los «tupamaros», la guerrilla «Robin Hood» 9

Igor GOICOVIC DONOSO
El MIR y el proceso político chileno en el ciclo 1967-1975 29

Eduardo REY TRISTÁN
La inmediatez de la revolución o la pasión como clave de participación política. Los jóvenes uruguayos y la lucha armada en 1968 56

Paula Andrea LENGUITA, Marco Aurélio SANTANA
As tradições revolucionárias do Pecebismo e do Peronismo durante as ditaduras do Brasil e da Argentina (1968/1970) 82

Nicolas DOBROWOLSKI
Du concept de « libération » à la justification théologique de la violence révolutionnaire : quatre articles de Rubén Dri publiés dans *Cristianismo y Revolución* (1966-1971) 101

Jean-Baptiste THOMAS
Insubordination ouvrière, auto-organisation et *coordinadoras interfabriles* en Argentine (1975-1976) 125

Moira CRISTIA
« Ni yankees ni marxistes : Péronistes ! » Humour et identités politiques dans la revue *El Caudillo de la Tercera Posición* (Argentine, 1973-1976) 151

Alvar de la LLOSA
El «pequeño Zimmerwald» o cuando la Revolución estaba aún presente en el Cono Sur. Encuentro y desencuentro de la izquierda revolucionaria en los años 1966-1976 180

Aurélie PROM
La presse destinée à la jeunesse au Chili : éducation et divertissement au service de la propagande, 1964-1973 212

Antonia GARCÍA CASTRO
La palabra pintada. Notas sobre la Brigada Ramona Parra y el muralismo político en Chile 234

Eugenia PALIERAKI
Écrire l'histoire des années 1960-70 chiliennes. Vieilles controverses et nouvelles pistes historiographiques **249**

Annexes

Annexe 1. Documents photographiques
Roberto Baschetti. Documentos : «¡Perón, De Gaulle, Tercera Posición!» **268**

Annexe 2. Documents : Pintura argentina. Carlos Gorriarena (**1925-2007**)
Hugo Monzón, *Carlos Gorriarena, 1964-1985* **287**
Carlos Gorriarena (Buenos Aires, 1925-2007), *Una fiesta en cuatro manzanas* **289**

Annexe 3. Témoignage
Miguel Praino, *El tango, uno de los sonidos del peronismo. Testimonio* **305**

Annexe 4. Document : Littérature
Narrativa argentina y país real. Testimonios de Rodolfo Walsh y Miguel Briante. Entrevista de Carlos Tarsitano **333**

Annexe 5. Chronique
Cristián Alarcón. *Rosauro Martínez : Es feo matarse entre chilenos, diputado.* Crónica **345**

Comptes rendus

Leandro SEBASTIÁN LÓPEZ, Martín ALBORNOZ
Historia y sociología de *Isidro Velázquez. Formas prerrevolucionarias de la violencia* de Roberto Carri **364**

Dorothée CHOUITEM
Federico Lorenz, Aldo Marchesi, Steve Stern, Peter Winn, *No hay mañana sin ayer. Batallas por la memoria histórica en el Cono Sur*, Buenos Aires, Biblios, 2015 **377**

Varia

Carlos VALLINA, Lía GÓMEZ
El silencio de la infancia en el cine de Albertina Carri **380**

Résumés **395**

Avant-Propos

Hechos[1]

yo quisiera saber
qué hago aquí bajo este techo a salvo
del frío del calor quiero decir
qué hago
mientras el Comandante Segundo otros hombres
son acosados a morir son
devueltos al aire al tiempo que vendrá
y la tristeza y el dolor tienen nombres
y hay tiros en la noche y no se puede dormir

Juan Gelman

Si l'ensemble des pays du « Cône sud » a connu, à des degrés très divers, l'extension du rôle de l'État dans le développement de l'économie, des politiques sociales et des droits des citoyens dans les premières années du XXI[e] siècle, le revirement actuel y est abrupt : destitution du Président du Paraguay, Fernando Lugo, par le parlement national en juin 2012 et élection en 2013 d'Horacio Cartes « putsch institutionnel » sur le modèle de celui du Honduras de 2009 ; victoire d'un candidat d'une alliance entre droites (PRO, Parti Radical), Mauricio Macri, aux élections présidentielles argentines de novembre 2015 ; processus de destitution (sur le modèle hondurien et paraguayen) de la Présidente du Brésil, Dilma Rousseff, enclenché le 17 avril 2016 ; première défaite électorale en Bolivie d'Evo Morales (référendum pour une réforme constitutionnelle lui permettant un nouveau mandat) ; difficultés qui s'accumulent pour Michelle Bachelet, élue fin 2013. Quant à l'Uruguay, sous la présidence actuelle de Tabaré Vazquez du *Frente*

[1] *La Rosa Blindada*, Revista mensual, año 1, marzo 1965, n°4, Buenos Aires, section « Poemas a los guerrilleros », p. 21-22.

Amplio, il apparaît pris en tenailles entre ses puissants voisins où les droites sont assurées du soutien enthousiaste de Washington, de l'Europe et des organismes internationaux (FMI, Banque Mondiale) qu'elles sont allées chercher ou rechercher , et programment l'affaiblissement des institutions d'intégration régionale (MERCOSUR, UNASUR…) au profit d'autres alliances.

Le retour à « la loi du marché » et aux dérégulations, à l'austérité budgétaire en matière sociale, éducative et culturelle, à des politiques sécuritaires et répressives qui inquiètent nombre d'associations des Droits de l'Homme formées durant les années du terrorisme d'État, renvoient observateurs et analystes de l'actualité non seulement à la période des politiques néo-libérales des années 90 où triomphait le consensus de Washington, mais aussi à celle comprise entre l'Alliance pour le Progrès (1961) et les dernières dictatures du XX[e] siècle[2] dans le contexte de la guerre froide et d'une crainte exacerbée de répliques continentales de la Révolution Cubaine, où s'imposa la « doctrine de sécurité nationale » et le « Plan Condor »[3].

Si, durant le cycle « progressiste » qui se termine, les études menées sur les années 60 et 70 ont posé continuellement la relation problématique avec les constructions des mémoires du passé dictatorial récent, le basculement actuel de la région à droite amène à s'intéresser à nouveau aux mouvements et aux formes de résistance(s), à revisiter un moment historique radicalement politique et politisé pour lire le cycle de dépolitisation qui s'initie quand bien même le monde aurait

[2] Le Paraguay subit la dictature du général Stroesner 35 années durant, entre 1954 et 1989 ; le Brésil est gouverné par les militaires 21 années, entre 1964 (renversement de Joao Goulart) et 1985 ; la Bolivie vit au rythme des coups militaires depuis le renversement de Víctor Paz Estenssoro en 1964 jusqu'en 1982 ; Pinochet se maintient au pouvoir, depuis le coup d'État de septembre 1973 contre le gouvernement de l'Unité Populaire, 17 années ; l'Uruguay vit sous la coupe des militaires depuis la dissolution du Parlement par Juan María Bordaberry, le 27 juin 1973, jusqu'en 1985 ; l'Argentine connaît une succession de dictatures depuis 1955 jusqu'à 1973, puis celle d'une durée de 7 années, entre 1976 et 1983.

[3] Voir, entre autres articles, celui de Pierre ABRAMOVICI, « Opération Condor, cauchemar de l'Amérique latine », *Le Monde diplomatique*, mai 2001, p. 24-25, et entre autres ouvrages, John DINGES, *Les Années Condor. Comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*, Paris, La Découverte, 2008 [2004].

changé entre 1970 et 1973[4], et que la date du 11 septembre ne susciterait plus le souvenir du coup d'État de Pinochet contre Salvador Allende mais celui des attentats de 2001.

C'est dans ce contexte que le quatrième numéro monographique d'*Atlante* propose le retour sur quelques-unes des situations des impétueuses années 1960-1970. L'étude de celles-ci, de ses enjeux explicites ou implicites en lien avec le moment où la recherche s'élabore, ne cesse de poser problème aux générations successives de spécialistes ce qu'Eugenia Palieraki analyse pour *Atlante* avec précision et érudition à l'échelle de la littérature très ample sur le Chili des années 60 et 70.

En effet, dans ce vaste champ des années révolutionnaires dans le Cône sud, les perspectives d'approche sont très diverses. Un objet d'étude, celui du « bandit », magistralement élaboré en 1968 par l'historien britannique Eric Hobsbawm, affleure dans l'article de Carlos Demasi sur les débuts « Robin Hood » du mouvement uruguayen Tupamaros que le lecteur pourra relier avec le compte rendu du sociologue Leandro López et de l'historien Martín Albornoz sur l'ouvrage du Roberto Carri (disparu durant la dernière dictature argentine), *Isidro Velázquez. Formas prerrevolucionarias de la violencia* (1968). L'article d'Igor Goicovic Donoso, sur l'apparition et la trajectoire de l'organisation du MIR, le rôle que cette organisation a joué au Chili entre 1967 et 1973, s'inscrit résolument dans la cadre d'une histoire politique. Celui d'Eduardo Rey Tristán est centré sur la « passion », non pas comme objet clos mais comme moyen de capter l'historicité de l'engagement d'une partie de la jeunesse uruguayenne dans la lutte armée. Ce cadre des émotions est aussi celui choisi par la sociologue Antonia García Castro pour revisiter l'expérience artistique de la *Brigada Ramona Parra* à partir de ce qui

[4] Parmi la foisonnante bibliographie, voir : Franck GAUDICHAUD, *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, PUR, 2013 ; dossier « 1973 », *Revue Internationale et stratégique*, 2013/3, n°91, Paris, Armand Colin, et en particulier, l'article d'Olivier COMPAGNON, « Chili, 11 septembre 1973. Un tournant du XX^e^ siècle latino-américain, un événement-monde », p. 97-105 ; *Chili 1973, un événement mondial*, Revue *Monde(s)*, Rennes, PUR, 2015/2, n°8, sous la direction d'Olivier COMPAGNON et Caroline MOINE.

fut absolument clé au cours de l'époque considérée : la joie en politique. La démarche d'une histoire comparative est menée par Marcos Santana et Paula Lenguita sur les radicalisations, vers la lutte armée, des traditions du *pecebismo* brésilien et du péronisme argentin. Surtout, l'étude de la *Junta de Coordinación Revolucionaria* regroupant l'ELN bolivien, l'ERP argentin, le MIR chilien et le MLN-T uruguayen par Alvar de la Llosa offre un objet d'étude véritablement à l'échelle du Cône sud entre 1966 et 1976.

La radicalisation politique des années 60 et 70 est aussi scrutée dans ce volume sous d'autres angles, tel celui qui s'opère dans le champ religieux, avec le passage de la théologie de la libération à la violence révolutionnaire promu dans la revue *Cristianismo y Revolución* (1966-1971), observé à partir de l'étude de quelques contributions du prêtre militant Ruben Dri analysées par Nicolas Dobrowolski. Le domaine de l'histoire syndicale, sans lequel la conflictualité sociale et le passage à la violence politique ne peuvent être comprises, est aussi présent avec l'exploration par Jean-Baptiste Thomas du processus d'insubordination ouvrière à partir des *Coordinadoras Interfabriles* dans l'Argentine du gouvernement de la veuve de Perón, entre 1975 et 1976. Le rôle des médias est aussi approché par deux études de cas très distinctes : celle, par Aurélie Prom, d'une presse de la jeunesse qui commence d'inclure problématiques sociales et politiques dans un Chili qui se radicalise ; celle, par Moira Cristiá, des caricatures publiées dans la revue du courant péroniste « orthodoxe », *El Caudillo de la Tercera Posición*, entre 1973 et 1976, et qui participent à la construction d'un ennemi, le *zurdo* annonciatrice, dans l'Argentine de la Triple A, de sa prochaine élimination.

Les dernières dictatures du Cône sud ne font pas l'objet de ce numéro d'*Atlante*. Mais le terrorisme d'État, qui a tranché les élans révolutionnaires des années 60 et 70, traumatisé durablement les sociétés sur lesquelles il s'est abattu, continue de peser sur les constructions, à la fois historiographiques et mémorielles, de ce passé récent. Nous y renvoyons par deux biais très différents : celui d'un compte-rendu de l'ouvrage collectif de 2015, *No hay mañana sin ayer. Batallas por la memoria*

histórica en el Cono Sur ; surtout l'article de Carlos Vanilla et Lía Gómez sur le cinéma d'Albertina Carri, exploratrice « provocatrice » et « bagarreuse »[5] des représentations de la mémoire.

Atlante a aussi toujours à cœur de produire des documents en lien avec le thème traité. Pour ce numéro, elle annexe les photos prises en 1964 non publiées par la presse d'alors, conservées par le collectionneur et spécialiste Roberto Baschetti de le visite du Général de Gaulle à Buenos Aires et à Córdoba, et qui fut l'occasion pour le péronisme proscrit de se rendre massivement visible dans l'espace public. Concernant les arts plastiques, *Atlante* a reçu l'autorisation de reproduire plusieurs tableaux, couvrant la période 1965 jusqu'à la fin du XX^e^ siècle, de l'Argentin Carlos Gorriarena, organisateur avec León Ferrari du célèbre *Homenaje al Vietnam de los artistas plásticos* de 1966 à la Galerie Van Riel, peintre de l'éclat qui n'a jamais craint de regarder l'histoire de son pays en face. Le musicien Miguel Praino, du Cuarteto Cedrón, témoigne des âges du tango dans son contexte politique et social. Carlos Tarsicano, un des rédacteurs du célèbre supplément culturel du journal *La Opinión*, nous autorise à reproduire une entrevue de 1972 à Rodolfo Walsh et Miguel Briante sur le devenir de la prose, selon ces écrivains et journalistes de deux générations différentes, dans le champ, éminemment politique, de la littérature, en prise avec la société conflictuelle de ces années. Dans le prolongement, à la fois de cette exploration artistique et de l'objet de ce numéro, Cristián Alarcón, l'une des grandes références de la non-fiction latino-américaine actuelle, nous autorise à reproduire sa chronique sur le massacre des militants du MIR revenus de leur exil en 1978 dans le sud du Chili avec le projet de combattre la dictature de Pinochet et sur l'impunité, toujours actuelle, de leurs assassins.

[5] María MORENO, « A las patadas », *Página /12*, supplément *Radar*, 18 octobre 2015, p. 7.

Los «tupamaros», la guerrilla «Robin Hood»

Carlos Demasi

Centro de Estudios Interdisciplinarios Uruguayos
Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación
Universidad de la República de Uruguay

Dentro de la ola de guerrillas que se expandió por América Latina en los años 60 el MLN-Tupamaros (o los «tupamaros») mostraba características bastante atípicas si se tomaba en cuenta el estilo que era común en la época. Era llamativo el país donde surgieron: Uruguay, que hasta el momento parecía, junto con Chile, de las democracias más estables de Sudamérica. También era original su estrategia de acción: contrariamente al ejemplo proclamado por el Che Guevara, este grupo no seguía el formato de guerrilla rural sino que actuaba en espacio urbano. Pero sin duda lo que más llamaba la atención era su estilo de accionar, que en la época se lo denominó «estilo Robin Hood»: algunas de sus acciones implicaban una redistribución de la riqueza por la vía de los hechos, quitando bienes a los ricos para entregarlos a los pobres. Sus operaciones, generalmente incruentas, tenían un estilo elegante que dejaban en ridículo a las fuerzas represivas.

Esta «etapa Robin Hood» tuvo un gran impacto mediático que les otorgó una gran popularidad. Sin embargo, al cabo del tiempo los tupamaros fueron definiendo sus acciones en una perspectiva más convencional, apelando a acciones

armadas más arriesgadas y sujetas a imponderables que resultaban peligrosos para terceros. En ese camino los asesinatos, las emboscadas, los secuestros y los robos con saldo de víctimas fatales se transformaron en la «normalidad» de la acción guerrillera. Esto fue aprovechado por el gobierno que utilizó sus recursos propagandísticos para provocar el aislamiento de la guerrilla, preámbulo de su derrota definitiva. Sin embargo, algo de aquel estilo de acción fue recuperado por los tupamaros ya en la legalidad, y se ha transformado en uno de los factores de su éxito en la política uruguaya.

La lucha armada como opción

Desde sus confusos comienzos, el MLN se planteó la opción entre dos estrategias que derivaban de una diferente evaluación de las prioridades. ¿La acción del grupo debía orientarse a organizar inmediatamente el aparato armado, o primero debía realizar su trabajo político en organizaciones de masas? Si lo primero era la organización del aparato armado, entonces eso suponía trabajar en condiciones de clandestinidad y al margen de los movimientos sociales hasta lograr la consolidación de una estructura suficientemente fuerte que pudiera sobrevivir a los enfrentamientos con la policía; pero si la prioridad era la vinculación con las masas, debía profundizarse el trabajo en los movimientos sociales antes de la organización del aparato militar. En su momento se consideró que esto suponía dos riesgos muy serios: la posibilidad de ser detectados tempranamente por la policía, y la perspectiva de enredarse en interminables discusiones teóricas con otros grupos de izquierda. En la disyuntiva, en esos momentos fundacionales, el grupo originario optó por la lucha armada. Esta opción brindaba ventajas inmediatas daba tiempo suficiente para organizarse antes de iniciar las operaciones militares , pero implicaba postergar la relación con las organizaciones de masas, algo que más adelante se iba a manifestar como un problema.

En el texto denominado «Algunas respuestas» se define la especificidad del MLN en el contexto de la izquierda uruguaya: «de [la izquierda] nacimos y de ella nos

separamos para adquirir personalidad propia» a partir de definiciones «que en los orígenes marcaron esa escisión y nuestra naciente personalidad»[1], definida por la reivindicación de la lucha armada como vía de acceso al poder. El desinterés por los debates sobre estrategia estaba compensado por la confianza en que la acción armada derivaría en «esclarecimiento» de las masas como expresaban en la fórmula «la acción genera conciencia» una forma de acción política que, como señalaba Real de Azúa, «sobre todo cuando es acción radical y juvenil tiene en común con la artística el ser más expresiva que racional»[2].

La opción por la lucha armada apenas tomaba en cuenta la articulación con los movimientos sociales. En lo que puede suponerse un complejo proceso de negociación interna, la urgencia por la puesta en funcionamiento de la organización armada parece haber postergado análisis (no menos urgentes) sobre el impacto de la violencia revolucionaria en la sociedad uruguaya «la historia no dio el tiempo para que se produjera», confiesa Fernández Huidobro[3]. Algo de las discusiones originales perduraba en 1971 cuando se hacía el relato de esos acontecimientos y señalaban argumentativamente la «paradoja» de que una organización revolucionaria no reivindicara sus acciones, contraponiéndola «a tanta búsqueda fácil de gloria, a tanto uniforme y brazalete usado prematuramente, a tanto manifiesto incendiario lanzado antes de tiempo, a tanta bulla estéril», y agregaban:

> […] de allí data una vieja acusación contra el MLN : «están aislados de las masas». No es verdad, estábamos aislados de la militancia en el frente de masas antes para poder estar conectados a las masas

[1] «Algunas respuestas», en José HARARI, *Contribución a la historia del M.L.N.*, Montevideo, Mario Zanocchi Editor, 1986, p. 340.
[2] Carlos REAL DE AZÚA, *Partidos, Política y Poder en el Uruguay (1971 Coyuntura y pronóstico)*, Montevideo, Facultad de Humanidades y Ciencias, 1988, p. 105.
[3] Citado en Alfonso LESSA , *Estado de guerra,* Montevideo, Fin de siglo, 1996, p. 204.

> ahora. Quienes nos acusaban no estaban conectados antes ni están conectados ahora[4].

La opción por la acción clandestina, tan claramente asumida por el grupo, implicaba otro riesgo que no parece haber sido cabalmente tomado en cuenta: para que «la acción genere conciencia» no debe tener ambigüedades, y eso es más de lo que un simple gesto puede lograr. Como lo ha señalado Francisco Panizza, «no es en verdad la «acción» la que crea (o no) conciencia, sino el conjunto de signos que emanan de cada acción»[5]; el sentido de las «acciones revolucionarias» puede significarse de manera distinta por distintos receptores, e incluso en éstos el significado puede variar con el tiempo. La adjudicación de sentido está vinculada a poderes socialmente jerarquizados y entre éstos, el Estado es el más importante: «...el narrador no es la persona que "inventa" la historia sino la que controla los códigos y es capaz de compartirlos con sus escuchas. En otras palabras, es quien tiene la hegemonía político-ideológica sobre la población»[6]. El despliegue de esa estrategia por la guerrilla concede claras ventajas al Estado, que es capaz de definir discursivamente el campo en el cual se desarrolla la violencia, seleccionar los interlocutores, adjudicarles discursos y roles e incluso elegir el momento para cambiar de talante y pasar a actuar por fuera de sus propios marcos legales. Así le construía sentido a las acciones guerrilleras neutralizando las posibilidades, siempre limitadas, de quienes habían optado por la acción clandestina.

Todo este planteo supone la existencia de un tercer interlocutor, que generalmente permanece mudo en estos enfrentamientos pero que juega un papel decisivo: la sociedad en su conjunto. Es en ella que el MLN quería «generar conciencia», y es su representación legítima la que el poder político reclama para enfrentarse a la guerrilla. Invocado por las dos partes y objeto de los intentos de

[4] «Algunas respuestas», en J. HARARI, *op. cit*., p. 340. Las huellas de este debate entre «teoricistas» y «militaristas» se han mantenido por muchos años, y aún pueden rastrearse en publicaciones más recientes.
[5] Francisco PANIZZA, *Uruguay, batllismo y después,* Montevideo, EBO, 1990, p. 176.
[6] F. PANIZZA, *ibid*., p. 179.

utilización por uno y otro bando, el colectivo aludido como «el pueblo» permanece como espectador en una actitud que sin embargo, no implica la neutralidad: no solamente el gesto explícito sino también el silencio puede ser interpretado como apoyo al Estado en una lectura que alinea todas las opciones en un mismo eje y deja aislado cualquier apoyo explícito a los grupos armados. Sin embargo, los fundadores del movimiento guerrillero encontraron un recurso que les permitió neutralizar esas ventajas y transformarse rápidamente en un agente «simpático» que desde «el lado del pueblo» hostigaba a un gobierno represor.

La «etapa Robin Hood»

Con certera intuición, las primeras operaciones de los tupamaros apuntaron a mostrar los límites de la represión, en dos dimensiones diferentes: el reparto de alimentos robados y los golpes «limpios», sin efusión de sangre. Se trataba de operaciones perfectamente planificadas y ejecutadas, que apuntaban a objetivos precisos y desdeñaban otros que podían ser obvios[7]. Así comenzaron a llamar la atención de la prensa y a perfilarse como un grupo «diferente»:

> Para las fiestas de 1963 varias barriadas pobres de Montevideo son sorprendidas con un inesperado regalo: camiones robados a grandes almacenes quedan a su disposición. Los más propensos a la fábula agregan también juguetes[8].

Estas primeras acciones públicas afectaban a sectores generalmente considerados «intocables» y lo hacían con gracia y estilo, casi como «*performances*». El robo del Casino de San Rafael o el asalto a una institución financiera semi-clandestina vinculada con algunas figuras del gobierno, operaciones marcadas por toques de *fair play* que reforzaron la imagen de la organización como justicieros que quitaban al rico para ayudar al pobre. A fines de febrero de 1969 coincidieron

[7] Alejandro Otero, el comisario a cargo de la represión del MLN, era también árbitro de fútbol y se exponía arbitrando en canchas de barrio. Nunca sufrió un atentado.
[8] Santo BIASATTI, «GENTE con los Tupamaros», *Gente*, Buenos Aires, 15 de agosto de 1968, p. 8.

las dos acciones. Por un lado el MLN anunció que había entregado a un juez penal los libros de contabilidad robados a *Financiera Monty*, una institución semiclandestina colateral de una casa bancaria de plaza de la que un ministro de Estado era principal accionista: los damnificados no habían denunciado el hecho a la policía, al parecer no sólo porque sus actividades eran ilegales sino además porque en los libros sustraídos aparecían figuras del gobierno involucrados en maniobras financieras. Simultáneamente robaron toda la recaudación del Casino de San Rafael (Punta del Este) y ofrecieron la devolución del porcentaje que correspondía a propinas a los funcionarios. Mientras se presentaban como los ladrones que denunciaban robos y que ofrecían devolver dinero, un oportuno incendio en el local de la financiera destruyó toda la documentación, y el gobierno amenazó hoscamente a los funcionarios del Casino con un procesamiento por «encubrimiento» si aceptaban la oferta de devolución del dinero. El desnivel de actitudes era demasiado evidente como para que el MLN no resultara beneficiado con la comparación.

En una interesante serie de entrevistas que María E. Gilio publicó en el semanario *Marcha* a mediados de abril de ese año, los entrevistados (trabajadores rurales y pequeños artesanos) expresaban su opinión; si bien afirmaban no conocer los objetivos de la organización, varios los identificaban como «revolucionarios». En las respuestas ya predominaba una imagen del MLN como «delincuentes atípicos» que resultaba muy atractiva. Lo llamativo es que todos coinciden en calificarlos positivamente: «¿Usted vio alguna vez un ladrón devolviendo plata?» pregunta uno de los entrevistados[9].

Por esa razón, cuando un anónimo periodista de la revista *Time* publicó un artículo titulado «Los Robin Hood de la guerrilla», logró identificar con precisión el mito de referencia. El juicio del periodista era francamente positivo:

[9] María E. GILIO : «¿Qué son para Ud. los Tupamaros?», *Marcha*, Montevideo, 11 de abril de 1969, p. 14-15. Entrevistas realizadas en la ciudad de Maldonado y en la zona rural próxima.

> [...] despiertan admiración y simpatía entre los 2.600.000 uruguayos. Sus osadas y bien planeadas acciones, su habilidad en las relaciones públicas, su sentido del humor y su estilo, les confieren la imagen de modernos Robin Hood, robando al rico para dar al pobre, exponiendo los errores y la corrupción y riéndose del gobierno en sus narices. Aunque ha habido varios robos de armas de los arsenales gubernamentales, han sido poco utilizadas. Quizás los tupamaros quieran evitar herir inocentes y manchar su reputación de Robin Hood[10].

Simultáneamente con la publicación de este artículo en la prensa, se hizo público el pedido de disculpas del MLN a un conocido relator deportivo por haberle cortado la transmisión de un importante partido de fútbol para irradiar una proclama del Movimiento.

Durante la llamada «etapa Robin Hood» las acciones del MLN apuntaron directamente a crear apoyos en una población que veía, entre sorprendida y divertida, cómo un pequeño grupo ponía en jaque a la policía. En ese momento sus acciones lograban consenso porque coincidían con el margen de disidencia que la sociedad se permitía. Como una proyección subconsciente, cada uno veía en el MLN la materialización de los difusos deseos de justicia dispersos en la población: representaban la reacción del «ciudadano de a pie» contra la prepotencia de los burócratas y la arrogancia de los poderosos.

En ese contexto la estrategia del MLN se definía con bastante claridad, apuntando a la captación de una masa importante que aparecía al margen del conflicto guerrilla-gobierno ; ese es, sin duda, el momento en el que predomina la «lógica política» en cuanto consideraba al escenario como constituido por un complejo de fuerzas que había que manejar separadamente: el enemigo era «la

[10] «Los Robin Hood de la guerrilla», *Marcha*, 23 de mayo de 1969, p. 21. El artículo de *Time* era del 16 de mayo.

oligarquía» que «utilizan las instituciones armadas para reprimir al pueblo»[11] ; la población era la masa a conquistar. Pero ya el anónimo periodista de *Time* apuntaba a uno de los problemas que por entonces se planteaba a los observadores: ¿cuánto podría durar esta actitud? ¿Qué ocurriría en el momento que la organización pasara a realizar acciones más duras?

Cuando en la prensa en general se traslucía la actitud favorable de buena parte de la población en la que concitaban aprobación como «revolucionarios» que «castigan a los ricos», ya estaba planteado el tema del enfrentamiento con la policía y este si debía llevarse hasta sus últimas consecuencias. En el artículo antes citado, M. E. Gilio transcribe la opinión de un entrevistado (electricista, en la ciudad de Maldonado) que afirma rotundamente: «ésos no son revolucionarios» porque «cuando la policía los encuentra, los agarra como pajaritos»; a su juicio un revolucionario debía resistirse al arresto; la posibilidad de provocar víctimas inocentes en los enfrentamientos no le parecía relevante ya que «cuando uno quiere implantar ideas por la fuerza no puede detenerse en pequeñeces». Estas afirmaciones promueven un curioso debate ya que otra persona, identificada como «un amigo del electricista», interviene para dar su opinión contraria: «La muerte, en este caso, no trae aparejado ningún bien de carácter revolucionario y por el contrario puede crear las condiciones para que la policía abandone su actual actitud y empiece a matar antes de preguntar»[12]. Llamativamente, es este y no su amigo «violentista» el que deja en claro que no es tupamaro.

Las opiniones de los vecinos de la ciudad de Maldonado parecen ser expresión de una actitud más generalizada. Los mismos voceros de la organización se congratulan de su popularidad y el Documento N°4 (enero de 1969) declaraba con tono triunfalista: «Una encuesta universitaria nos adjudicaba a mediados del año pasado un respaldo popular superior al obtenido por toda la izquierda junta en las últimas elecciones». La frase revela el optimismo con que evaluaban su todavía

[11] «Carta Abierta», diciembre de 1967, publicada en J. HARARI, *op. cit.*, p. 226.
[12] M. E. GILIO, *op. cit.* p. 15.

breve actuación pública. Pero es un estado de espíritu y no un dato de la realidad: atribuían su éxito a las acciones «auténticamente revolucionarias» de la guerrilla y no tomaban en cuenta los gestos «Robin Hood».

El giro estratégico

Aunque las acciones espectaculares y precisas hacían la fama de los tupamaros, muy pronto apareció dentro del movimiento la intención de tomar distancia de estos golpes «gentiles».

Resulta curioso comprobar que esas acciones y otras posteriores que generaron comentarios elogiosos, para la dirigencia carecían de verdadera «jerarquía» revolucionaria; es claramente perceptible en el balance que hacía E. Fernández Huidobro ante las preguntas de A. Lessa en 1996:

> Si se analiza todo el 68, lo que hicimos fue poco, golpecitos, aunque muy espectaculares, muy bien elegidos, grandes maniobras. Eran publicistas estos tipos más que guerrilleros, porque le daban al hombre justo en el momento justo. Pero como operación militar, desde el punto de vista de una guerrilla clásica, no era nada[13].

Se explica así que ni siquiera aparezcan mencionadas como una forma válida de acción en los análisis estratégicos, donde se hace caudal de su «espectacularidad» sin reparar su impacto positivo sobre la población. Parece clara la urgencia por pasar a formas de lucha más acordes con las de una guerrilla convencional sin que se valorara adecuadamente el impacto que provocaría el cambio de estrategia, en el momento preciso en que el accionar del movimiento le atraía los mayores índices de popularidad. El Documento N° 4 lo expresa así:

> Hemos engendrado una dinámica en la que el retroceso es igual a la claudicación o sólo se compadece con ella. Ahora, si tenemos fe y confianza en el pueblo, en nosotros, en nuestras ideas, sólo cabe ir

[13] Citado en A. LESSA, *op. cit.*, p. 202.

> para adelante en una opción de hierro planteada una vez más y ya sabida desde hace mucho tiempo, pero quizás nunca con tanto calor. Esa opción alguien la expresó así: «EN LAS REVOLUCIONES, CUANDO SON TALES, SE TRIUNFA O SE MUERE»[14].

La frase del Che parece involucrar una crítica a toda actividad revolucionaria que dejara más alternativas que solamente «vencer o morir». En la urgencia por realizar acciones más violentas también parece incidir la opción urbana como excepcionalidad operativa. La innovación del MLN contrariaba la experiencia insurreccional latinoamericana; y así aparece un conflicto entre las acciones típicamente guerrilleras y el tipo de las que los tupamaros planeaban y ejecutaban. Llamativamente, los documentos de la organización abundan en citas de teóricos como Régis Debray o de otros guerrilleros, como el Che o Douglas Bravo, a la vez que representan discursivamente la ciudad como un ámbito similar (aunque no igual) a la selva[15]. Aunque la ciudad puede parecer un ámbito más amistoso para el combatiente que le proporciona la cobertura del anónimo y le brinda facilidades logísticas impensables en el medio rural, en las calles los guerrilleros también arriesgan (y a veces pierden) la vida.

También la relación con el resto de la izquierda uruguaya parece influir en esta actitud. Los tupamaros surgieron en el seno de una izquierda que se caracterizaba por su tendencia enfermiza a la fragmentación y ésta, según los fundadores del MLN, derivaba de la fácil discusión teórica. De allí que rechazaran los debates teóricos y que le dieran más importancia a las acciones, argumentando que «las condiciones subjetivas se crean luchando».

Estas opciones tan rotundas y tan ajenas a las tradiciones de la izquierda reclamaban que el movimiento fuera creíble, y para eso debían actuar como «una guerrilla clásica» (es decir, con acciones militares) y no como «publicistas»; menos

[14] «Documento N° 4», en J. HARARI, *op. cit.*, p.269. Énfasis original.
[15] Por ejemplo, ver «Documento N° 4», § «1. La Organización», en J. HARARI, *op. cit.*, p. 275-283.

declaraciones y más acciones concretas los ayudaba a insertarse en el ámbito de las guerrillas latinoamericanas y a diferenciarse de la izquierda uruguaya «bastante, y hasta por los codos, se hablaba en el Uruguay en materia política; al punto que ya nadie creía en nada ni en nadie»[16]. Para cumplir estas operaciones vistas como el método principal toda la organización se estructura como un grupo militar pero no está claramente definido el lugar que ocuparía la lucha política ni el carácter de las acciones armadas. El MLN quedó encerrado en algunos análisis poco elaborados: la subestimación del potencial del ejército (y por consiguiente, la sobrevaloración implícita de su propia capacidad) y una previsión de la dinámica de los sucesos que finalmente no se cumplió.

En un documento de julio de 1967, el MLN analizaba así a las Fuerzas Armadas:

> El aparato represivo es relativamente débil (con relación al resto de América Latina) ya que el ejército, marina y aviación suman 12.000 hombres, de los cuales seis mil tienen asiento en Montevideo. Su organización es para la guerra clásica. El reclutamiento se efectúa entre desocupados rurales fundamentalmente. No existe servicio militar obligatorio, lo que significa que no existen reservas movilizables. Depende para su aprovisionamiento en materia de armamento y aprovisionamiento, en forma total, del exterior. La policía 22.000 hombres cuenta con tres cuerpos militarizados que en total reúnen 1.300 hombres[17].

Muchas veces se ha señalado como un error bastante común en los movimientos guerrilleros de la época la tendencia a subestimar el poder del enemigo. En el imaginario tuvo más peso la imagen de los guardias de Batista vendiendo sus fusiles a los guerrilleros que los resultados de las experiencias latinoamericanas: no ocurrió que las guerrillas derrotaran a verdaderos ejércitos sino a guardias nacionales, de estructura y organización mucho más débil. Poco después de la

[16] Eleuterio FERNÁNDEZ HUIDOBRO, *Historia de los tupamaros*, Montevideo, TAE, 1986, vol. III, p. 72.
[17] «Documento Nº I», en J. HARARI, *op. cit.*, p. 234.

difusión de este documento el Che Guevara era derrotado y asesinado por el ejército supuestamente más débil del continente; pero este hecho se explicó con argumentos circunstanciales, sin que se viera la necesidad de replantearse la estrategia. Los documentos del MLN trasmiten una suerte de optimismo teórico, sustentado en la idea de que «los principios básicos de una revolución socialista están dados y experimentados en países como Cuba, y no hay más que discutir»[18]. Un portavoz de la organización vaticinaba en 1970:

> [...] una de las eventualidades que se puede manejar es la intervención de los Estados Unidos, directamente o por intermedio de los ejércitos de los países limítrofes. En este caso la lucha tendría un carácter nacional contra un ejército invasor y serían las condiciones de hecho que se creen para que la propia dialéctica de esa lucha nos lleve a un nuevo Vietnam[19].

La escasa elaboración del tema de la violencia parece sugerir una explicación posible: quizá existía la idea de que no sería necesaria tanta violencia; el movimiento se volvería demasiado poderoso, las FFAA no podrían enfrentarlo y entonces se produciría una intervención brasileña. Eso haría posible una unión de hecho entre las FFAA y el MLN contra el invasor extranjero. Esperando ese momento, los tupamaros continuaron sus acciones sin percatarse que su estrategia se estaba agotando. «La otra parte fue rápida en tomar las decisiones y en cambiar las estrategias», reconoce Fernández Huidobro[20]. La dirigencia percibió que sus acciones tenían menos impacto, y en el Documento N°4 de enero de 1969[21] proponían la realización de «ataques sistemáticos donde puedan participar sectores cada vez más amplios de compañeros y de pueblo»[22]. No aparece ninguna indicación del tipo de ataques que imaginaban, pero seguían confiando en que, como

[18] «30 preguntas a un Tupamaro», junio de 1968, en J. HARARI, *op. cit.*, p. 212-213.
[19] Leopoldo MADRUGA, «Tupamaros y gobierno: dos poderes en pugna», septiembre de 1970, en J. HARARI, *op. cit.*, p. 320.
[20] Citado en A. LESSA, *op. cit.*, p. 204.
[21] «Documento N° 4», en J. HARARI, *op. cit.*, p. 272.
[22] *Ibid.*

resultado natural, estas acciones multiplicarían la adhesión. La segunda mitad del año 1969 permitió observar modificaciones en la actividad de la guerrilla: la toma de la ciudad de Pando que rompió la serie de acciones incruentas y el asesinato de un policía en un ómnibus capitalino, comenzaron a mostrar una faz más sombría de la lucha armada.

La serie de acciones de la guerrilla alcanzan un clímax en agosto de 1970 cuando se produjo el secuestro de tres extranjeros vinculados de diferentes maneras al cuerpo diplomático y uno de ellos, el «asesor de seguridad» norteamericano Dan Mitrione, apareció asesinado luego de tensas negociaciones con el gobierno y operativos permanentes de la policía. En este caso se trató de una operación que (de acuerdo a los criterios de la organización) fue realizada «limpiamente» pero representó otra pérdida importante de apoyo popular. La prensa, que había hecho mucho caudal de los riesgos de la toma de Pando para los habitantes de la zona, editorializó sobre las condiciones en que se encontró el cadáver de Mitrione : «esposado con alambres», muerto de un disparo en la nuca. La acción implicaba la pérdida de los referentes éticos tan fuertemente enunciados en oportunidad de las primeras acciones; esto erosionaba la credibilidad de los proyectos de la guerrilla y atacaba directamente sus bases del apoyo popular; pero la dirigencia no pareció percibirlo. Un mes más tarde del asesinato de Mitrione, un periodista cubano, Leopoldo Madruga, interrogó directamente a un portavoz de la organización (identificado sugestivamente con el nombre de «Urbano»), sobre los motivos que llevaron a «sentenciar a muerte y ejecutar a Mitrione». «Urbano» respondió señalando el carácter de agente de la CIA del secuestrado y sus actividades en Montevideo, y agregaba:

> La ejecución de la sentencia sobre Mitrione implica no sólo una responsabilidad el movimiento frente a su pueblo; implica, además, una responsabilidad del movimiento frente a otros movimientos revolucionarios de América Latina.

Es llamativo observar la vaguedad con la que «Urbano» alude a la «responsabilidad» asumida con otros movimientos revolucionarios y con el «pueblo». También le cuesta evaluar los efectos de la operación: preguntado si la «ejecución» de Mitrione no le había significado «pagar» un precio inmediato de impopularidad visto «el grado de politización de las masas uruguayas», «Urbano» tiene dificultades para encarar la respuesta; hace un comentario lateral («No creo que el pueblo uruguayo esté despolitizado») pero ante la insistencia del periodista termina admitiéndolo: «Sí, creo que en este país una acción que implique la muerte sigue pagándose cara...». Más adelante, una respuesta más articulada se situó en un plano completamente diferente:

> [...] hay acciones que importan mucho en un proceso revolucionario y no siempre son comprendidas en forma inmediata por el pueblo [...] ese ajusticiamiento tiene un significado muy importante para la guerra que se desarrolla contra el régimen[23].

Una afirmación de esta índole cuestiona la pertinencia del principio de « la acción genera conciencia»: si éste fuera cierto, entonces no podría ocurrir que las acciones fueran incomprensibles, pero si ocurría, esta falla de la comunicación significaba que el postulado de base era erróneo. Ahora bien el entrevistado no parece percibir esta contradicción. Tal vez pocos documentos como esta entrevista reflejen tan claramente la sustitución de una lógica política por una lógica militar en el accionar de la guerrilla, y la incapacidad para percibir su efecto en la sociedad. Todavía en febrero de 1971, el «Proyecto de Documento 5» manifiesta una visión triunfalista de la organización y es apenas crítica sobre los secuestros y sus secuelas:

> En lo Organizativo: se ha cumplido una verdadera proeza en esta materia. Deslumbrante en toda América Latina. […] Los golpes de agosto [de 1970] demostraron ciertas deficiencias, es una

[23] «Tupamaros y gobierno... », en J. HARARI, *op. cit.*, p. 303-304.

> experiencia que debe estudiarse fue un buen ensayo general de modo de recomponer mejorando[24].

En una entrevista realizada por el periodista Lisandro Salazar en octubre de ese año, un tupamaro anónimo analizaba los efectos de la «ejecución» de Mitrione sobre la opinión pública y lo hacía con una mirada más distanciada de la actitud «gentil» que los había caracterizado en el pasado:

> Previmos una reacción negativa del público a la ejecución, pero no estamos interesados sólo en la «opinión pública» sabemos cómo se fabrica, ¿verdad? especialmente la reacción inmediata. Hemos visto que la opinión pública que era adversa en el comienzo se vuelve favorable en muchas ocasiones ; éramos incluso para muchos de la izquierda sólo una «banda criminal». [...] Somos conscientes de que pagamos un precio en la opinión pública cuando lo hicimos, pero no estamos interesados en la simpatía sobre una base falsa. No queremos que la gente piense que somos Santa Claus[25].

La frase final suena como una justificación *post-facto* «Previmos una reacción negativa…» pero sobre todo expresa una ruptura con el pasado: el portavoz ya asume que, a partir de determinado momento, prevalecerá la lógica de la guerra; lo otro, la semejanza con «Santa Claus», era simplemente «una base falsa».

La prensa internacional, que antes se había interesado en los gestos «Robin Hood», también señaló el cambio de estilo. Pocos días después del asesinato de Mitrione, Richard Gott (un periodista que por sus antecedentes podía ser calificado como «una opinión benévola») escribía en *The Manchester Guardian*:

> Hasta la semana pasada, cuando secuestraron y asesinaron a un asesor de la policía de Estados Unidos a quien el gobierno

[24] «Proyecto de Documento Nº 5. Febrero 1971», en J. HARARI, *op. cit.*, p. 383.

[25] Lisandro SALAZAR, «We don't want people to think we're Santa Claus. Interview with a Tupamaro», en Ernesto MAYANS, Editor, *Tupamaros*, *Cuadernos Nº 60,* CIDOC (Centro Intercultural de Documentación), Cuernavaca, México, Imprenta CIC, Julio de 1971, p. 4/153. Publicado originalmente en *Liberation News Service*, Nueva York, 18 de octubre de 1970. La traducción es mía.

> uruguayo se negó a rescatar a cambio de la liberación de 150 presos políticos, la banda Tupamaros de Uruguay tenía la reputación de ser la guerrilla más inteligente y más afable en América Latina. [...] Pero los uruguayos se sorprenderán esta vez, en parte debido a que lo que ha parecido durante tanto tiempo una divertida broma de estudiantes ahora se ha convertido en una organización revolucionaria dura, determinada a no dar cuartel[26].

Sin embargo, y a pesar de la abundancia de evidencias en contra, muchos portavoces del MLN consideraban que el operativo realizado contra Mitrione había aumentado su popularidad. A fines de 1973, cuando el MLN estaba virtualmente desmantelado y ya se había producido el golpe de Estado en Uruguay, algunos integrantes del movimiento todavía consideraban que el film *État de Siège*[27] que relata el secuestro y asesinato de Mitrione, no reflejaba exactamente la realidad:

> Una crítica que puede hacérsele es la ausencia total de participación popular durante todo el desarrollo del film. Pensamos que la acción armada, primero el secuestro, luego la ejecución de Mitrione, provocó simpatías en la gran mayoría del pueblo y esto no se refleja en el film[28].

Resulta problemático encontrar alguna prueba de esa «simpatía» (mucho menos que esta se haya manifestado «en la gran mayoría del pueblo»), así como parece igualmente difícil relatar los acontecimientos de aquellos días y señalar alguna forma de «participación popular» en las decisiones del MLN. Por el contrario parece ser el momento en el que se produjo la fractura entre los postulados éticos del movimiento y la dinámica concreta de su acción. El gobierno captó el apoyo de la

[26] Richard GOTT, «Why the Jokers Turned Wild», en Ernesto MAYANS, Editor, *Tupamaros*, *Cuadernos Nº 60,* CIDOC, *op. cit*. p. 4/135. Publicado originalmente en *Manchester Guardian*, 15 de agosto de 1970. La traducción es mía.

[27] Costa GAVRAS, Director, *État de Siège*, co-producción franco-italo-alemana, 1972. Consultada : 20 de marzo de 2016. https://www.youtube.com/watch?v=WkHAzHKxKbw. En el film, Yves Montand interpreta a «Philip Michael Santore», *alter ego* de Dan Mitrione.

[28] « Le combat des Uruguayens interroge le nôtre », *Frères du Monde* nº 82, *Supplément,* 9 de noviembre de 1973.

opinión pública presentando las acciones del MLN como violatorias de los «supuestos éticos» que serían patrimonio de la sociedad. Esto facilitó el desborde de las fuerzas represivas, cuya manifestación más ominosa fue la aparición del «escuadrón de la muerte» en julio de 1971.

A medida que la represión acosaba a la organización y su situación se volvía más comprometida, algunos de sus miembros formaron comités de propaganda en el exilio; entonces, la imagen «Robin Hood» se transformó en una pesada carga. Un balance redactado unos años después (aparentemente, en 1975) enumeraban las tareas que definieron como prioritarias:

> […] era necesario: 1) Destruir la imagen errada que aquí se tenía del Uruguay como la Suiza de América. 2) Cambiar la visión idealista que se tenía del MLN como los Robin Hood e invencibles[29].

1985: nuevo comienzo

En marzo de 1985 llegó la hora de la libertad para la dirigencia tupamara, que aún permanecían detenidos; y si en el pasado ganaron notoriedad por su forma peculiar de entender la lucha armada, ahora lo hicieron por su compromiso con la nueva democracia. En los complejos procesos de «autocrítica» que se desarrollaron a partir de su liberación, aceptaron que el descuido de la «acción política» había sido la causa de la derrota del MLN. La metodología de la lucha armada no era cuestionada por nadie; incluso algún documento afirmaba que «los errores del MLN no fueron determinantes de su derrota» sino que esta se incluía en la derrota general del movimiento popular uruguayo[30]. Pero en general se aceptaba la existencia de una «desviación militarista» ocurrida a partir de la caída de la dirigencia «histórica» a comienzos de los años 70. En uno de los documentos de

[29] «Análisis de errores y aciertos en el campo de la solidaridad» (s/f. ¿1975?), Archivo Lucha Armada (5CEIU, FHCE), «Reestructura», fol. 1(r).
[30] «Malvín 2». «Informe de la Comisión de Autocrítica (24-25 de noviembre de 1985)» Archivo Lucha Armada, «Reestructura», fol. 2(r).

autocrítica previos a la 3ª Convención (1985), se ponía el acento en la responsabilidad de los estudiantes:

> […] ¿por qué los estudiantes y no los trabajadores?
>
> A) Porque la política del MLN se orientaba hacia los sectores más radicalizados de la izquierda, no hacia la clase obrera.
>
> B) Porque en ellos había mayor nivel de manejo de la teoría política.
>
> C) Y porque tenían menos trabas para la militancia semi-legal o full-time (factores económicos, tiempo, compromisos laborales y familiares : referencias todas a la situación de clase…)[31].

Sin duda la tentación militarista es constitutiva de la estrategia foquista y forma parte de la «implícita contradicción» de la acción clandestina que señalara Real de Azúa[32]. En la dinámica de la acción, los tupamaros no lograron incorporar la «violencia gentil» como una etapa constitutiva de su lucha política, y así pasaron insensiblemente de la «lucha política con armas» a la «lucha armada», dejando por el camino cualquier estrategia de masas.

En la definición de la estrategia fue objeto de intensos debates de los que resultó una redefinición de las prioridades: las líneas de acción inmediata promueven el relacionamiento con los movimientos de masas y la postergación de la lucha armada, un proyecto que, a tono con los tiempos y la experiencia, alteraba el inicial orden de prioridades. Las recomendaciones para los militantes del MLN (que ahora eran «legales») parecen profundizar el concepto de las primeras acciones:

> Cada zonal del MLN deberá en adelante:
>
> […] Fundar por lo menos una cooperativa de vivienda por ayuda mutua, vinculándose al FACVAM [sic, por FUCVAM[33]] (en los

[31] «Reflexiones hacia la Convención. Barrio Sur», (s/f, ¿1985?), Archivo Lucha Armada, «Reestructura», fol. 15(v).
[32] C. REAL DE AZÚA, *op. cit*. p. 95.
[33] Federación Uruguaya de Cooperativas por Ayuda Mutua, movimiento social que tuvo mucho protagonismo en la movilización social al final de la dictadura.

> lugares donde no se pueda, «apadrinar» dicha fundación en otra zona)
>
> Apoyar la movilización del FACVAM [sic]
>
> Apoyar con medidas concretas los conflictos sindicales de esa zona
>
> Fundar y apoyar policlínicas, guarderías, ollas, comedores, y todas las demás formas conocidas y a inventarse de poder popular.
>
> Vitalizar o revitalizar «intersociales»[34].

Esta reorientación estuvo acompañada por una activa estrategia comunicacional: una emisora de alcance nacional y la publicación de un semanario («Mate amargo») de estilo llano y sencillo, más orientados a los problemas sociales que a la política. En esta redefinición estratégica, también reivindican las acciones antes «olvidadas» como el obsequio de alimentos robados de camiones de grandes almacenes. El documental «Tupamaros» de H. Specogna y R. Hoffman filmado en 1997 muestra a Fernández Huidobro conversando con una de las «beneficiarias» de un camión robado[35].

Pronto se vio el resultado de este giro: «Mate amargo» se convirtió en una de las publicaciones de mayor tiraje, y la emisora puso en comunicación a los dirigentes con los ciudadanos comunes; allí fue donde el estilo coloquial de José Mujica se transformó en una referencia para una audiencia creciente. Esto les dio un extraordinario resultado en los años siguientes, hasta transformar a sus dirigentes históricos en figuras de relevancia nacional y a su sector político (que se incorporó al Frente Amplio en 1989) en mayoritario en la coalición.

Esto podría suponer una crítica hacia las opciones estratégicas originarias del MLN. Su historia parece mostrar que la línea insurreccional aisló socialmente al movimiento y lo llevó a la derrota. Entonces ¿no hubo un error en la estrategia? Es

[34] «Agregados y modificaciones al documento ya circulado de propuestas al C.C. por la Comisión especial» (25 de febrero de 1985), Archivo Lucha Armada, «Reestructura», fol. 8.

[35] Heidi SPECOGNA y Rainer HOFFMANN, Directores, *Tupamaros*. Co-producción Suiza-Alemania, 1997. Consultada: 20 de marzo de 2016. https://www.youtube.com/watch?v=RZvScFXokHo. La conversación en mínuto 26:22 a 28:25.

difícil decirlo sólo desde esta perspectiva. Es cierto que «el gobierno» ayudado por «la prensa» manipuló la opinión demonizando las acciones de «la Orga», y que hubo una «desviación militarista» en las acciones posteriores a 1970. Pero esto forma parte de lo previsible en una opción insurreccional.

También puede invertirse el argumento, imaginando que si en el comienzo se optaba por la estrategia «de masas» se hubiera adelantado este éxito en el tiempo sin tener que pagar el peaje de muertos, tortura y cárcel. Pero tampoco parece una crítica acertada: la experiencia del foquismo es también un fundamento del éxito electoral del presente: presentada como una mística no exenta de picardía, la revolución de los años 60 ha alimentado un imaginario insurreccional que se suma a las tradiciones guerreras de los partidos del siglo XIX uruguayo. Irónicamente, la lucha por la construcción de la utopía ha funcionado como un mecanismo de tradicionalización política, devorada ahora por las seguridades del pasado.

El MIR y el proceso político chileno en el ciclo 1967-1975[1]

Igor Goicovic Donoso
Departamento de Historia, Universidad de Santiago de Chile

La izquierda revolucionaria en el contexto internacional y nacional de la década de 1960

La situación política internacional, a partir de 1945, quedó definida por el enfrentamiento a escala global entre el campo capitalista, dirigido por EE.UU., y el campo socialista, encabezado por la Unión Soviética. A partir de 1947 este enfrentamiento, económico, social, político e ideológico, pasó a denominarse Guerra Fría, ya que el «sobrecalentamiento» que dio origen a un importante número de conflictos político-militares sólo se produjo a escala regional (Medio Oriente, Corea, Sudeste Asiático y África del Norte), sin llegar a precipitar un enfrentamiento directo entre las dos superpotencias[2].

Efectivamente, la acentuación de los conflictos tras la Segunda Guerra Mundial (1939-1945), produjo cambios profundos en el orden político global y en la correlación de fuerzas entre los bandos en disputa. El fenómeno más importante fue el desencadenamiento de los procesos de descolonización tanto en África como en Asia; fenómeno que influyó de manera importante en la formación de la nueva

[1] Este artículo forma parte del Proyecto FONDECYT n° 1130323, *Contexto histórico y dinámicas políticas de la insurgencia armada en Chile (1978-1994).*

[2] Un estudio general sobre el fenómeno en Michael BURLEIGH, *Pequeñas guerras, lugares remotos (insurrección global y la génesis del mundo moderno)*, Madrid, Taurus, 2014.

izquierda o izquierda revolucionaria de la década de 1960[3]. El surgimiento de estos movimientos de liberación nacional ofreció nuevas alternativas para la construcción de un programa revolucionario (anticapitalismo y antiimperialismo) e instaló la sublevación armada como un modelo de acción política (Revolución China, Revolución Vietnamita, Revolución Argelina). Se trataba de un fenómeno nuevo que se desarrollaba precisamente en países en los cuales el capitalismo, como sistema económico, no había alcanzado su plena madurez. Lo anterior cuestionaba, en buena medida, las teorías estructuralistas del marxismo, que suponían que los procesos revolucionarios tenían que darse en primer lugar en los países de capitalismo avanzado. De esta manera, los movimientos de liberación nacional y los procesos de descolonización obligaron a los intelectuales revolucionarios a reflexionar sobre nuevos modelos y diseños a objeto de comprender e intervenir de mejor forma en este tipo de situaciones[4].

Uno de los fenómenos políticos que alcanzó mayor incidencia a escala regional fue la Revolución Cubana. Efectivamente, la toma del poder en Cuba por el Movimiento 26 de Julio, en 1959, y el posterior proceso de construcción del socialismo de la década de 1960, se transformaron en un desafío teórico y político para el conjunto de la izquierda a escala global. Ello, a su vez, se transformó en el estímulo que se requería para la formación de la Nueva Izquierda latinoamericana. La divulgación de los contenidos y de la experiencia de la Revolución Cubana durante la década de 1960 le otorgó sentido y contenido al andamiaje teórico y político de los movimientos insurgentes[5]. No obstante el ejemplo de la Revolución

[3] Estos procesos han sido analizados por Sophie BESSIS, *Occidente y los otros. Historia de una supremacía*, Madrid, Alianza, 2002.

[4] Estos intelectuales y militantes políticos, profundamente comprometidos con los cambios revolucionarios, adquirieron gran notoriedad en América Latina y sus trabajos (en especial las síntesis de su pensamiento político), circularon ampliamente en la región. Entre los más conocidos habría que señalar a Ernesto «Che» Guevara, Frantz Fanon, Ho Chi Min, Patrice Lumumba, Kwame Nkrumha y Vo Nguyen Giap.

[5] Los debates políticos e intelectuales sobre la revolución encontraron en la revista cubana *Pensamiento Crítico (1967-1971)*, una de las tribunas privilegiadas para su desarrollo y divulgación. En Chile la *Revista Punto Final* (1965-1973) y posteriormente la *Revista Chile Hoy* (1972-1973), reprodujeron parte importante de esas discusiones o los escritos de sus protagonistas. Por otro lado, los textos de

Cubana no solo tiene que ver con el desarrollo de la lucha armada como método de acción política, sino que remite, fundamentalmente, a la naturaleza del programa político de la revolución: La conquista del poder para la construcción del socialismo[6].

Por otro lado la intensificación de los enfrentamientos sociales durante la década de 1960 permitió visibilizar a nuevos actores político-sociales en el escenario latinoamericano. Se produjo una revalorización de los movimientos campesino, indígena, de pobladores y estudiantil; movimientos que, hasta ese momento, habían constituido categorías secundarias en la construcción del movimiento social revolucionario. Cabe señalar que la visión escolástica del marxismo, predominante en las ciencias sociales y en las organizaciones políticas de la época, reivindicaba exclusivamente al proletariado como clase revolucionaria. No obstante, en los países de capitalismo periférico, como eran los de América Latina, los protagonistas de las revoluciones del siglo XX, en México (1917), Bolivia (1952) y Cuba (1959), habían sido el campesinado y los indígenas[7]. Estos aspectos, propios de la composición social de las sociedades latinoamericanas, se convirtieron en elementos centrales del análisis sobre las estrategias de poder y la fuerza social revolucionaria.

¿Qué es lo que ocurría en Chile en ese mismo periodo? Hay tres elementos fundamentales que debemos considerar. Por una parte, estamos en presencia (desde fines de la década de 1940), de un proceso que cambió radicalmente las bases sobre

---

Ernesto «Che» Guevara, *Guerra de guerrillas* (1960) y el *Diario del Che en Bolivia* (1967), formaron parte del acervo básico de los militantes revolucionarios latinoamericanos. Ver al respecto Ivette LOZOYA LÓPEZ, *Pensar la revolución: Intelectuales y pensamiento latinoamericanos en el MIR chileno, 1965-1973,* Tesis de Doctorado en Estudios Americanos, Santiago de Chile, Universidad de Santiago de Chile, 2015.

[6] Al respecto ver Cecilio GARCÍA, *Revolución Cubana: Historia, conflictos y desafíos*, Concepción, Ediciones Escaparate, 2012, y « Una mirada a la influencia de la Revolución Cubana en los movimientos revolucionarios de América Latina », *in* Pablo POZZI y Claudio PÉREZ, eds., *Historia oral e historia política. Izquierda y lucha armada en América Latina, 1960-1990*, Santiago de Chile, LOM Ediciones Universidad Academia de Humanismo Cristiano, 2012.

[7] Guillermo de la PEÑA, «Las movilizaciones rurales en América Latina desde c. 1920», *in* Leslie BETHELL, ed., *Historia de América Latina. Política y sociedad desde 1930*, vol. 12, Barcelona, Crítica, 1997, p. 193-280, y Ernest FEDER, *Violencia y despojo del campesino: Latifundismo y explotación*, México, Siglo XXI Editores, 1978, p. 173-262.

las cuales se asentaba la estructura demográfica nacional: el proceso de migración campo-ciudad. Este proceso favoreció la concentración de los grupos populares en los cordones periféricos de las grandes ciudades, multiplicando a los denominados pobres urbanos. Chile, hasta esa época, había sido una sociedad eminentemente rural, pero desde mediados de la década de 1940 en adelante comenzó a transformarse en una sociedad preferentemente urbana, en la cual los bolsones de pobreza constituidos en los intersticios de las grandes ciudades (Valparaíso-Viña del Mar, Concepción-Talcahuano y, sobre todo en las zonas sur y sur poniente de Santiago) precipitaron al escenario urbano a un nuevo actor social y político: el poblador[8].

Junto con ello se puede presenciar, durante este mismo período, un amplio y sostenido desarrollo del proceso de industrialización el cual favoreció la articulación, en torno a los centros fabriles de las grandes ciudades, de un numeroso y cada vez más politizado movimiento obrero[9].

Por último, podemos observar que desde comienzos de la década de 1950 se produjo un doble proceso de reagrupamiento y radicalización de la izquierda social y política. Las estrategias frente-populistas que fueron las que identificaron el discurso y la práctica de la izquierda durante las décadas de 1930 y 1940, fueron abandonadas hacia 1948, cuando la administración de Gabriel González Videla (1946-1952), desató una violenta ofensiva represiva contra el campo popular. La experiencia histórica de esa derrota dio origen a una reformulación, al interior de la izquierda, tanto de su plataforma programática como de su estrategia de poder. Efectivamente, ese rediseño fue el que permitió la constitución de la Central Única de Trabajadores (CUT, 1953) y, posteriormente, la constitución del Frente de Acción

[8] Mario GARCÉS, *Tomando su sitio. El movimiento de pobladores de Santiago, 1957-1970*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, 2002.
[9] Patricio MELLER, *Un siglo de economía política chilena (1890-1990)*, Santiago de Chile, Editorial Andrés Bello, 1998.

Popular (FRAP, 1956). Ambas organizaciones instalaron en el centro de sus propuestas el desarrollo de una estrategia clasista de conquista del poder[10].

Pero ese punto de inflexión no significó necesariamente una readecuación de los lineamientos tácticos al interior de la izquierda. Por el contrario, el escenario político electoral continuó siendo el espacio priorizado por estas organizaciones. Pero las discusiones en torno al problema de la conquista del poder provocaron, desde fines de la década de 1950, una serie de escisiones y expulsiones de militantes tanto en el Partido Comunista, como en el Partido Socialista. En este contexto, las pequeñas organizaciones revolucionarias existentes en Chile desde fines de la década de 1930 y los militantes escindidos o expulsados de los partidos tradicionales, encontraron en la Revolución Cubana una referencia teórica y un punto de apoyo y confluencia para su lucha política. De esta manera, el Comité de Solidaridad con la Revolución Cubana, creado por el dirigente sindical Clotario Blest, en 1961, permitió la concurrencia de trotskistas, maoístas, cristianos revolucionarios y castristas. Al calor de estas experiencias unitarias y de los debates políticos que se precipitaron en su interior, estos grupos iniciaron un lento y complejo proceso de unidad política. A él concurrieron el Movimiento 3 de Noviembre, fundado por Clotario Blest en 1961; el Partido Obrero Revolucionario (1937), devenido en Partido Socialista Popular, de orientación trotskista; los anarcosindicalistas dirigidos por Ernesto Miranda, afiliados en el Movimiento Libertario 7 de Julio (1957); y los viejos militantes comunistas dirigidos por Luis Reinoso, expulsado del Partido Comunista en 1949, y que a comienzos de la década de 1960 formaban parte del Movimiento de Resistencia Antiimperialista. El eje vertebrador de este proceso unitario fue la Vanguardia Revolucionaria Marxista (1963), compuesta mayoritariamente por ex-militantes del Partido y de la Juventud

[10] Mario GARCÉS y Pedro MILOS, *FOCH, CTCH, CUT. Las centrales unitarias en la historia del sindicalismo chileno*, Santiago de Chile, ECO, 1988, p. 100-103; y Jorge BARRÍA SERÓN, *Historia de la CUT*, Santiago de Chile, Prensa Latinoamericana, 1971, p. 37-84.

Socialista, que para 1964 se había convertido en el principal referente castro-guevarista en Chile[11].

En 1964 la derrota electoral de la izquierda a manos de la Democracia Cristiana y de su candidato a la presidencia de la República, Eduardo Frei Montalva, generó un nuevo y más profundo debate al interior del campo popular. A juicio de los sectores más radicalizados, las estrategias electoralistas habían demostrado, una vez más, sus insuficiencias y debilidades. A partir de este momento se produjo una escisión mucho más profunda entre las denominadas organizaciones reformistas (izquierda tradicional) y la nueva izquierda o izquierda revolucionaria. La brecha que se abrió permitió que los sectores aglutinados en torno al polo revolucionario dieran el paso necesario para formar lo que ellos denominaron como la vanguardia de la revolución chilena. Ese hito se produjo el 15 de agosto de 1965 con la fundación del Movimiento de Izquierda Revolucionaria, MIR[12].

La fundación del MIR y sus definiciones programáticas (1965-1967)

En su Declaración de Principios, elaborada en el mes de septiembre de 1965, el MIR enunciaba los fundamentos teóricos y políticos que guiaban su accionar. El MIR se visualizaba como la vanguardia marxista-leninista de la clase obrera y de las capas oprimidas de Chile, a la vez que se concebía como el heredero histórico de las tradiciones revolucionarias chilenas. En esta perspectiva la finalidad del MIR era derrocar el sistema capitalista y reemplazarlo por un gobierno de obreros y campesinos, dirigido por los órganos del poder proletario, fijándose como tarea la

[11] Cf. Marco ÁLVAREZ VERGARA, *La constituyente revolucionaria. Historia de la fundación del MIR chileno*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, 2015, p. 55-68; Eugenia PALIERAKI, *¡La revolución ya viene! El MIR chileno en los años sesenta*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, 2014, p. 10-95; y Sergio SALINAS, *El tres letras. Historia y contexto del Movimiento de Izquierda Revolucionaria*, Santiago de Chile, RIL Editores, 2013, p. 215-278.

[12] Cf. E. PALIERAKI, *op. cit.*, p. 83-138; Carlos SANDOVAL, *MIR. Una historia*, Santiago de Chile, Editorial Trabajadores, Sociedad, 1990, p. 5-26; y Andrés BENAVENTE, «Movimiento de Izquierda Revolucionaria: Trayectoria y presente», *Revista Política*, 12, 1987, p. 121-155.

construcción del socialismo y la extinción gradual del Estado, hasta llegar a la sociedad sin clases[13].

El MIR reconocía la existencia histórica de la lucha de clases y, de acuerdo con ello, asumía el combate intransigente contra los explotadores, rechazando todo intento de amortiguar esa lucha. Se planteaba, además, que el siglo XX era la etapa de agonía definitiva del sistema capitalista. Para el MIR, en ese siglo, la lucha revolucionaria había asumido un carácter mundial, mientras que el triunfo de la revolución en numerosos países de capitalismo atrasado (China, Argelia, Vietnam del Norte, entre otros), demostraba que todas las naciones tenían condiciones suficientes para realizar la revolución socialista[14].

Para el MIR la burguesía chilena había demostrado su incapacidad para resolver las tareas democrático-burguesas: liberación nacional, reforma agraria y liquidación de los vestigios semi-feudales existentes en el país. Esto ponía al descubierto la inexistencia de una burguesía progresista y, por consiguiente, se rechazaba la teoría de la revolución por etapas y la política de colaboración de clases asumida por la izquierda tradicional chilena desde fines de la década de 1930[15].

Más adelante el MIR denunciaba las tácticas políticas utilizadas por la vieja izquierda, en particular la lucha por reformar el sistema capitalista, el electoralismo, el abandono de la acción directa y la vía pacífica y parlamentaria al socialismo. Para el MIR estos lineamientos confundían, defraudaban y desarmaban al proletariado. El MIR planteaba como único camino para derrocar el régimen capitalista la insurrección popular armada[16]. Precisamente, una de las contribuciones teóricas y estratégicas más importantes del MIR al pensamiento revolucionario en Chile, fue la introducción de las formas armadas de lucha como estrategia de enfrentamiento con el Estado y las clases dominantes[17].

---

[13] MIR, *Declaración de principios*, Santiago de Chile, septiembre de 1965.
[14] *Ibid.*
[15] *Ibid.*
[16] *Ibid.*
[17] I. LOZOYA, *op. cit.*, p. 173-197; Luis CERDA e Ignacio TORRES, «La visión estratégica del Che y Miguel sobre la revolución latinoamericana», *in* Pedro NARANJO, coord., *Miguel Enríquez. Páginas*

En sus bases programáticas, redactadas como «esbozo» en 1965, el MIR establecía dos tareas básicas: «La liquidación del imperialismo y la revolución agraria»[18]. En el primer caso, resultaba prioritario, dada la condición de Chile como país productor de recursos mineros, nacionalizar a las grandes empresas transnacionales (mayoritariamente norteamericanas), que controlaban la explotación y comercialización del cobre, del hierro y del salitre. También se planteaba la ruptura de aquellos pactos que vinculaban a Chile con la política exterior de EE.UU., como el Tratado Interamericano de Asistencia Recíproca (TIAR) o la Organización de Estados Americanos (OEA); el desconocimiento de la deuda externa; y la apertura de relaciones diplomáticas con los países del campo socialista[19].

La noción de revolución agraria resultaba particularmente pertinente en un país, como el Chile de la década de 1960, en el cual el 32% de la población vivía en zonas rurales, el 27.5% se desempeñaba en oficios vinculados a la explotación agrícola y un 33.6% de los habitantes de dichas zonas eran analfabetos[20]. Las orientaciones de esta propuesta señalaban la necesidad de expropiar sin indemnización las tierras en poder latifundistas y entregaba a los campesinos y trabajadores agrícolas el protagonismo del proceso[21].

Entre agosto de 1965 y diciembre de 1967, oportunidad en que se realizó el III Congreso de la organización, el trabajo del MIR, bajo la conducción de la fracción trotskista, se orientó preferentemente hacia el sector sindical (Santiago) y estudiantil (Concepción), quedando postergada la opción por la lucha armada que

de historia y lucha, Estocolmo, Centro de Estudios Miguel Enríquez (CEME), 1999, p. 22. Un enfoque crítico en relación con esta contribución en Hernán VIDAL, *Presencia del MIR. 14 claves existenciales*, Santiago de Chile, Mosquito Editores, 1999, p. 55-64.

[18] MIR, *Programa del MIR*, Santiago de Chile, septiembre de 1965.

[19] *Ibid.*

[20] Chile, *XII Censo de población y II de vivienda*, Santiago de Chile, Dirección de Estadística y Censos, 1960, p. 69, 113 y 128.

[21] MIR, *Programa del MIR*, Santiago de Chile, septiembre de 1965.

se había declarado en el congreso de fundación[22]. Durante esta fase, el desarrollo de la organización fue lento y embrionario y si bien se logró mantener un equilibrio entre las diferentes tendencias que existían al interior de la organización, no es menos efectivo que la existencia de las mismas inhibía el crecimiento del partido y su capacidad de incidir en la lucha política del período. En relación con este período, el líder histórico de la organización, Miguel Enríquez, señaló:

> El movimiento se desarrolló entre 1965 y Diciembre de 1967 marcado por las siguientes características: era una «bolsa de gatos» de grupos, fracciones, disputas, etc. No había niveles orgánicos mínimos. Predominaba el más puro «ideologismo». No había estrategia y menos aún táctica. Aislados de las masas. No se intentaron seriamente realizar acciones armadas, si bien se hablaba de ellas y el movimiento se definía por la lucha armada[23].

Al momento de concurrir la organización a su III Congreso (diciembre de 1967), sus niveles de desarrollo e inserción social y político continuaban siendo muy reducidos. Pero el problema fundamental radicaba en que no lograba distinguirse, a pesar de las declaraciones al efecto, de aquellas organizaciones tradicionales que aspiraban a construirse, prioritariamente, al interior del movimiento sindical. El núcleo central de las definiciones estratégicas del MIR, y por ende el aspecto que lo distinguía, la reivindicación de la lucha armada como eje vertebrador de su proceso de acumulación de fuerza, no había tenido ningún desarrollo.

El ciclo de ascenso de la lucha revolucionaria en Chile (1967-1973)

En el Tercer Congreso del MIR, realizado en la ciudad de Santiago en el mes de diciembre del año 1967, el sector castro-guevarista, liderado por Miguel Enríquez,

[22] M. ÁLVAREZ, *op. cit.,* p. 69-95; E. PALIERAKI, *op. cit.,* p. 164-215; y Luis VITALE, *Contribución a la historia del MIR (1965-1970)*, Santiago de Chile, Ediciones Instituto de Investigación de Movimientos Sociales Pedro Vuskovic, 1999, p. 17-25.

[23] Miguel ENRÍQUEZ, «Algunos antecedentes del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR, 1970)», *in* Cecilia RADRIGÁN y Miriam ORTEGA, eds., *Miguel Enríquez: Con vista a la esperanza*, Santiago de Chile, Ediciones Escaparate, 1998, p. 65.

Bautista Van Schowen, Luciano Cruz y Andrés Pascal, conquistó la mayoría del Comité Central 10 cargos de 15 , los cinco cargos del Secretariado Nacional y la Secretaría General del partido Miguel Enríquez[24].

El escenario político en el cual se produjo este evento se encontraba marcado por acontecimientos internacionales y nacionales de gran relevancia. En octubre de 1967 había sido asesinado en Bolivia el comandante Ernesto «Che» Guevara, fenómeno que colocó en discusión la estrategia «foquista» que había predominado al interior de la izquierda revolucionaria hasta ese momento. Mientras tanto, en Chile, la propuesta de «Revolución en Libertad» del gobierno de la Democracia Cristiana (liderado por Eduardo Frei Montalva, 1964-1970), comenzaba a ser cuestionada tanto por la organizaciones políticas de la izquierda como por el movimiento popular. Se comenzó a configurar, a partir de este año, un ciclo de ascenso en el desarrollo de las luchas populares. Ciclo que tuvo su punto de partida en el paro general del 23 de noviembre de 1967.

Al calor de estos acontecimientos se desarrolló el II Congreso del MIR, ocasión en la cual fue expuesta y aprobada la tesis político-militar presentada por Miguel Enríquez. El núcleo central de la propuesta rechazaba el camino pacífico al socialismo y la revolución por etapas, sostenidas por la izquierda tradicional; reivindicaba la lucha armada como el único camino para destruir la dominación «semicolonial» ; y se concebía la misma como una guerra revolucionaria larga e irregular, articulada en torno a la guerrilla rural[25].

Unos meses después, durante el segundo semestre de 1968, el dirigente del MIR Bautista Van Schowen entregaba a la Comisión Política de la organización un documento complementario («resumen didáctico») a las tesis de diciembre de 1967, en el cual se precisaban algunos aspectos de las mismas. Tras reiterar el carácter de

[24] Mario AMORÓS, *Miguel Enríquez: Un nombre en las estrellas. Biografía de un revolucionario*, Santiago de Chile, Ediciones B, 2014, p. 91-95; Matías ORTIZ, *Cada día es continuar. Política e identidad en el MIR, 1965-1970*, Concepción, Ediciones Escaparate, 2014, p. 142-168; L. VITALE, *Contribución a la historia del MIR*, *op. cit.*, p. 17-25; y C. SANDOVAL, *MIR. Una historia*, *op. cit.*, p. 35-47.
[25] C. SANDOVAL, *MIR. Una historia*, *op. cit.*, p. 40-41.

guerra revolucionaria larga e irregular de la estrategia del MIR, el documento sostenía que:

> La guerra revolucionaria será esencialmente política y social, su objetivo fundamental será la toma del poder. De partida establecemos claramente que la forma principal de la lucha será armada; que significa una lucha de clases elevada a un nivel cualitativamente superior, diferente, armado, que no será utilizada como mecanismo de presión o de autoridad hacia otras formas de lucha .[…] La guerra en Chile será eminentemente política, se definirá por sus objetivos políticos primordialmente; a la zaga quedarán los acontecimientos militares […]. El revolucionario armado no es un militar revolucionario sino un político, el representante de una nación oprimida por la cual está luchando[26].

Las precisiones alcanzadas en este diseño estratégico le permitieron al MIR avanzar hacia una mayor cohesión política interior. La militancia mirista, constituida a partir de este momento por nuevos cuadros, la mayoría de ellos jóvenes sin experiencia política previa, se abocó, especialmente, a las tareas de agitación y propaganda y al fortalecimiento de la presencia del MIR entre los estudiantes del sistema de educación universitario y secundario, entre los pobres urbanos de las poblaciones localizadas en las periferias de las grandes ciudades del país, entre el campesinado pobre e indígena movilizado en torno a la reforma agraria y entre los trabajadores sin vinculaciones con el sindicalismo tradicional[27].

Este proceso de cohesión orgánica y de fortalecimiento de la hegemonía castro-guevarista al interior de la organización, continuó en 1969 con la expulsión de todas

[26] Bautista VAN SCHOWEN, «Estrategia insurreccional (1968)», *in* Martín HERNÁNDEZ, compilador, *El pensamiento revolucionario de Bautista Van Schowen, 1943-1973*, Concepción, Ediciones Escaparate, 2004, p. 121-122.
[27] Manuel CABIESES, «Jefe del MIR saca la cara. Entrevista al Secretario General del MIR, Miguel Enríquez», *Punto Final*, 53, 1968, p. 2.

las expresiones de disidencia interna, representadas por antiguos militantes trotskistas y por jóvenes filiados en torno al foquismo.

A partir de este momento se diseñó un nuevo modelo organizacional. Se conformaron los Grupos Político-Militares (GPMs), que eran estructuras orgánicas intermedias que articulaban bases de masas, operativas y de técnicas e infraestructura (redes de apoyo). Por otro lado, la política de reclutamiento se hizo más rigurosa, aplicándose criterios de selectividad en la perspectiva de construir un partido de cuadros y, al mismo tiempo, se comenzó a desarrollar una política de acciones armadas (principalmente recuperaciones financieras), que apuntaban a foguear a las unidades especiales y a desarrollar la estructura de aseguramientos[28]. A través de estas operaciones el MIR intentaba establecer un vínculo entre las condiciones materiales de existencia de los trabajadores, el despliegue de acciones armadas destinadas a recuperar recursos financieros y la reinversión de los mismos en el fortalecimiento de la estructura partidaria. Sobre una de estas operaciones la organización señaló:

> 1. El Movimiento de izquierda revolucionaria (MIR) informa al pueblo que su «Comando Rigoberto Zamora» expropió el banco Nacional del Trabajo. El caso está resuelto. Los incapaces del «Escuadrón de la Muerte» no necesitan torturar ni flagelar a nadie.
>
> 2. Este banco pertenece al clan económico Hirmas-Cattan-Said. Este clan controla e influye, entre otras, las siguientes empresas: Madeco, Textil Hirmas, Algodones Hirmas, CAP, Licores Mitjans, Vestex, Manufacturas Royle, Compañía carbonífera Colico Sur, Compac, Cobre Cerrillos, Compañía Industrial de Construcciones, etc., y muchas más.

[28] M. ENRÍQUEZ, «Algunos antecedentes del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR, 1970)», *op. cit.*, p. 67-68.

> A los obreros de estas industrias, a los empleados de las compañías, a los mineros de esas minas pertenece el dinero y no a los ladrones que se lo habían robado a los trabajadores.
>
> El MIR devolverá a todos los obreros y campesinos del país ese dinero, invirtiéndolo en armas y en organizar los aparatos armados necesarios para devolver a todos los trabajadores lo que les han robado todos los patrones de Chile, o sea, para hacer un gobierno obrero y campesino que construya el socialismo en Chile[29].

En el plano de masas se aprovechó la agudización experimentada por la lucha de clases en el período y la coyuntura electoral de 1970 para penetrar en los sectores más radicalizados del movimiento popular. En este punto el MIR sostuvo que el triunfo electoral de la Unidad Popular, en septiembre de 1970 y la llegada al gobierno de Salvador Allende en noviembre del mismo año, constituían un «excelente punto de partida para la lucha directa por la conquista del poder por los trabajadores»[30]. Concordante con estas definiciones el MIR articuló una línea de frentes intermedios: Frente de Trabajadores Revolucionarios (FTR), Movimiento Universitario de Izquierda (MUI), Frente de Estudiantes Revolucionarios (FER), Movimiento Campesino Revolucionario (MCR), y el Movimiento de Pobladores Revolucionarios (MPR), destinados a sistematizar las demandas populares y a

[29] MIR, «Declaración pública: A los obreros, campesinos, pobladores y estudiantes», Santiago de Chile, Secretariado Nacional del MIR, 23 de febrero de 1970, *Punto Final*, 99, 3 de marzo de 1970, p. 5.

[30] MIR, «Declaración pública. El MIR a los obreros, campesinos, pobladores estudiantes y soldados», Santiago de Chile, septiembre de 1970, *in* C. RADRIGÁN y M. ORTEGA, *op. cit.*, p. 44. Sobre la experiencia de la Unidad Popular (1970-1973), existen múltiples registros, tanto científicos, como políticos y testimoniales. En las compilaciones de Julio PINTO, coord., *Cuando hicimos historia. La experiencia de la Unidad Popular*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, 2005 y de Cristina MOYANO, ed., *A 40 años del golpe de Estado en Chile*, Santiago de Chile, Editorial USACH, 2013, es posible observar múltiples acercamientos al tema desde una perspectiva estrictamente historiográfica. La discusión sobre las «vías» para la conquista del poder en Ruy Mauro MARINI, *El reformismo y la contrarrevolución. Estudios sobre Chile*, México D.F., Editorial ERA, 1976, p. 13-52.

conducir sus luchas[31]. En este plano se experimentó un crecimiento cualitativo en los sectores estudiantil, poblacional y de campesinos mapuches.

Paralelamente se estrecharon las relaciones políticas con algunas organizaciones y líderes de la coalición de gobierno, especialmente con grupos y dirigentes del Partido Socialista. Efectivamente, tras la derrota del llamado «paro patronal de octubre» de 1972, las experiencias de trabajo conjunto a nivel de base, entre militantes del MIR y del PS se multiplicaron, especialmente en los denominados «cordones industriales» de Santiago, Valparaíso y Concepción[32]. Este trabajo conjunto también operó en las movilizaciones campesinas de la zona sur de Chile (Temuco y Panguipulli), al interior del movimiento de pobladores y en la Asamblea Popular de Concepción (julio de 1972)[33]. No es extraño, por lo tanto, que al calor de la lucha política del período el MIR asumiera respaldar las candidaturas parlamentarias del PS en las elecciones de marzo de 1973. Sobre los contenidos de este apoyo, el MIR les expresaba a los socialistas, en una carta de enero de 1973, lo siguiente:

> El MIR detrás del objetivo fundamental del período, la conquista del poder, ha luchado y seguirá impulsando la lucha por las posiciones, el programa y la táctica antes desarrollados, expresado hoy, fundamentalmente por el carácter de la alianza social que

[31] M. ENRÍQUEZ, *op. cit.*, p. 70 y Pedro NARANJO, «Semblanza biográfica y política de Miguel Enríquez», *in* Pedro NARANJO, coord., *Miguel Enríquez. Páginas de historia y lucha*, Estocolmo, Centro de Estudios Miguel Enríquez (CEME), 1999, p. 14.

[32] Sandra CASTILLO, «Sociabilidad y organización política popular: Cordón industrial Cerrillos-Maipú (Santiago, 1972)», *Cuadernos de Historia*, 32, 2010, p. 99-121 y Franck GAUDICHAUD, *Poder popular y cordones industriales. Testimonios sobre el movimiento popular urbano, 1970-1973*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, 2004.

[33] Ovidio CÁRCAMO, *Juventud rebelde, campesinado indígena y la instalación del discurso de clases en los campos de Cautín. Movimiento Campesino revolucionario (Chile, 1967-1973)*, *Revista de Historia Social y de las Mentalidades*, 19; 1, 2015, p. 131-155; Boris COFRÉ, *Campamento Nueva La Habana. El MIR y el movimiento de pobladores, 1970-1973*, Concepción, Ediciones Escaparate 2007, p. 205-238; Danny MONSÁLVEZ, «La Asamblea del Pueblo en Concepción. La Expresión del poder popular», *Revista de Historia*, 16: 2, 2006, p. 37-58; y Martín CORREA, Raúl MOLINA y Nancy YÁÑEZ, *La reforma agraria y las tierras mapuches. Chile, 1962-1975*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, 2005, p. 136-214.

> proponemos y por el impulso al desarrollo y fortalecimiento de un poder popular.
>
> A partir de eso, dada nuestra apreciación acerca del carácter y la importancia que asumirán estas elecciones de marzo, por encima de las discrepancias existentes, sobre la base del desarrollo de algunos acuerdos tácticos, y dada la existencia de acuerdos en algunos aspectos programáticos básicos, aspirando a que en el curso de la lucha social y política misma, estos se acrecentarán, proponemos enfrentar esta lucha electoral conjuntamente[34].

Al finalizar esta etapa, el MIR había logrado decantar su estructura orgánica, implementar las tareas básicas contempladas en sus definiciones estratégicas (partido de cuadros y articulación de una estructura de «tareas especiales») y, por último, se consolidó como organización en el plano nacional, con una influencia creciente entre los sectores más activos del movimiento de masas.

El crecimiento y desarrollo experimentado por el MIR durante el período de la Unidad Popular (1970-1973) demandó precisar la política para el período. El MIR entendía que el problema principal que enfrentaba el movimiento popular en Chile era la presencia del imperialismo norteamericano. Por ello se reconocía la existencia en América Latina, y por ende también en Chile, de un bloque en el poder constituido por el imperialismo norteamericano y por las clases dominantes criollas, ligados estrechamente por sus intereses económicos, políticos y militares. Para el MIR las contradicciones que atravesaban a los dos miembros del bloque en el poder no eran antagónicas, estas sólo decían relación con las formas y montos de las cuotas que les correspondían en el botín de explotación. Pero por sobre estas contradicciones prevalecía el interés común por mantener el sistema de dominación y explotación sobre el que se sustentaba su poder y su riqueza. Este marco referencial hizo que el Programa del MIR se definiera como antiimperialista,

[34] MIR, «Carta del MIR al PS. Santiago de Chile, enero de 1973», en C. RADRIGÁN y M. ORTEGA, *op. cit.*, p. 233-234.

anticapitalista y socialista. Para el MIR, la composición del bloque dominante y la magnitud de sus intereses hacían inviable una estrategia de ocupación gradual de espacios al interior de la institucionalidad burguesa para, a partir de ello, avanzar al socialismo, como lo sostenía el conglomerado de partidos aglutinados en la Unidad Popular. Esta percepción diferente del carácter que asumía la lucha de clases en Chile llevó a los más ácidos y violentos enfrentamientos entre el MIR y la UP durante el período 1970-1973[35].

El MIR, consciente de la inevitabilidad del enfrentamiento armado, se planteaba la construcción de una fuerza social revolucionaria, que fuera capaz de crear una nueva situación política y, a partir de ello, la construcción de una nueva legalidad, como único camino para resolver el problema del poder[36]. De esta manera, la consigna del «poder popular» adquirió una dimensión estratégica, en cuanto cristalizó como una manifestación paralela al Estado burgués, asentado en las organizaciones y fuerzas sociales autónomas del proletariado y el pueblo[37].

Bajo estas premisas el MIR asumía que la crisis de poder existente en Chile se debía resolver, necesariamente, a través del enfrentamiento armado, el cual se

[35] MIR, «El reformismo y el MIR», Santiago de Chile, 5 de agosto de 1972, *in* C. RADRIGAN y M. ORTEGA, *op. cit.*, p. 145-152 y Martín HERNÁNDEZ, «Carácter y programa de la revolución proletaria en la concepción de Miguel Enríquez», *in* P. NARANJO, *op. cit.*, p. 29-30. Durante el período 1970-1973, los enfrentamientos entre militantes del MIR y partidarios de la UP, en especial del Partido Comunista, se hicieron recurrentes. Sobre este punto ver, MIR, *Declaración del secretariado nacional del MIR: La política del MIR en el campo. Una respuesta a los ataques del Partido Comunista*, Ediciones El Rebelde, Santiago de Chile, 1972, p. 5-39. De la misma manera, el gobierno de la UP llevó a cabo, ocasionalmente, acciones de tipo represivo contra sectores sociales vinculados al MIR. El episodio más dramático se vivió en el campamento de pobladores de Lo Hermida (Santiago de Chile), el 5 de agosto de 1972. En esa oportunidad, fuerzas policiales allanaron violentamente ese barrio obrero, y asesinaron a balazos a un trabajador, dejando a cuatro más gravemente heridos; ver: MIR, *Lo Hermida: La cara más fea del reformismo*, Santiago de Chile, Ediciones El Rebelde, agosto de 1972, p. 15-64.

[36] M. ENRÍQUEZ, «Hay que crear una nueva legalidad», Discurso en la comuna de San Miguel (Santiago de Chile), 26 de julio de 1971, *Punto Final*, 136, 3 de agosto de 1971, p. 30-32.

[37] M. ENRÍQUEZ, «Discurso en el teatro Caupolicán. Santiago de Chile, 17 de julio de 1973», *in* Miguel ENRÍQUEZ, *Discursos,* Concepción, Ediciones Escaparate, 2003, p. 45-57; Sebastián LEIVA, *Revolución socialista y poder popular. Los casos del MIR y PRT-ERP, 1970-1976*, Concepción, Ediciones Escaparate, 2010, p. 47-124; Hugo CANCINO, *La problemática del poder popular en el proceso de la vía chilena al socialismo, 1970-1973*, Aarhus, Aarhus University Press, 1988, p. 118-144; y Marco GRAMEGNA y Gloria ROJAS, «La izquierda revolucionaria en la lucha política e ideológica actual», *Marxismo y Revolución*, 1, 1973, p. 125-149.

concebía, a comienzos de la década de 1970, como una «guerra revolucionaria irregular y prolongada». En esta perspectiva la línea de construcción de la fuerza social revolucionaria apuntaba a ganar la conducción del movimiento de masas, para lo cual resultaba imprescindible insertarse en los frentes sociales e incentivar las formas rupturistas de lucha; construir una institucionalidad paralela, en la que el gobierno de la UP y sus políticas debían contribuir a radicalizar el proceso; desarrollar la fuerza militar propia, sobre la base de núcleos orgánicos especializados, masa armada y penetración en el aparato militar del Estado; y radicalizar las posiciones revolucionarias al interior de los partidos y militantes de la Unidad Popular[38].

Hacia 1973 el MIR, producto de su análisis de la situación política nacional y de la evaluación de sus rangos de inserción y conducción en y sobre el movimiento de masas, concluía que sólo existían dos caminos para el desarrollo de la lucha de clases en Chile: la capitulación reformista frente a las presiones de la burguesía (devolución de empresas tomadas y convocatoria a un plebiscito para dirimir el conflicto político), o la contraofensiva revolucionaria[39]. Si esta última desencadenaba el golpe de Estado se creía que se contaba con la fuerza necesaria para aplastarlo. En un documento de mayo de 1973 el MIR planteaba:

> La tarea política fundamental planteada hoy, a la clase obrera y al pueblo, es pasar a una posición esencialmente ofensiva frente a la arremetida patronal en desarrollo. Es acumular la fuerza de masas necesaria para impedir o ganar la guerra civil, si los patrones y los sectores reaccionarios deciden desatarla; para impedir la capitulación reformista frente al peligro de la guerra civil, y para conquistar posiciones decisivas en la lucha por la conquista del

[38] MIR, «Resoluciones del Comité Central sobre la situación política nacional», Santiago de Chile, Comité Central del MIR, mayo de 1973, *in* C. RADRIGÁN y M. ORTEGA, *op. cit.*, p. 253-257.
[39] Andrés PASCAL, *El MIR chilenos. Una experiencia revolucionaria*, Rosario, Cucaña Ediciones, 2003, p. 69-82.

> poder para la clase obrera y sus aliados, imponiendo un verdadero Gobierno de Trabajadores.
>
> Este proceso de acumulación de fuerzas persigue la constitución de un bloque social revolucionario, donde la clase obrera dirija socialmente a los pobres de la ciudad, del campo y a la pequeña burguesía, y reconozca como su conducción a una alianza política en la cual los revolucionarios y los sectores radicalizados de la izquierda sean predominantes[40].

Pese a la apreciación anterior, la respuesta del movimiento de masas y del MIR al golpe de Estado del 11 de septiembre de 1973 no fue la esperada. El movimiento de masas desconcertado, golpeado y fragmentado permaneció en su mayor parte pasivo, atemorizado, y no desarrolló resistencia; mientras que los sectores de vanguardia en los barrios industriales, en poblaciones y en algunas zonas rurales, que ocuparon sus frentes de lucha a la espera de conducción y armamento, fueron posteriormente desalojados y violentamente reprimidos[41].

Inmediatamente después del golpe de Estado del 11 de septiembre de 1973 y con el movimiento de masas derrotado y sumido en un profundo reflujo, el balance realizado por el MIR diagnosticaba que la estrategia que había fracasado en Chile era la del reformismo, no así la estrategia revolucionaria, la que, si bien había quedado expuesta a la represión, aparecía legitimada política y moralmente por cuanto se planteaba como única alternativa para retomar la conducción del proceso revolucionario[42].

[40] MIR, «Resoluciones del Comité Central sobre la situación política nacional», p. 256-257.
[41] Ignacio VIDAURRAZAGA, *Martes once, la primera resistencia*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, 2013, p. 121-192; Francisco GARCÍA, *Historias derrotadas. Opción y obstinación de la guerrilla chilena (1965-1988)*, Morelia, Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo, 1996, p. 159-218; y Anna BLASCO y Vladimir SIERPE, *Militantismo y resistencia socialista entre 1973 y 1975*, *Revista de Historia Social y de las Mentalidades*, 19: 1, 2015, p. 107-128.
[42] MIR, «La táctica del MIR en el actual período», Santiago de Chile, Comisión Política, diciembre de 1973, *Correo de la Resistencia*, París, 1973, p. 36-45.

El MIR y la organización de la resistencia popular (1973-1975)

En diciembre de 1973 el MIR estableció que el golpe militar había cerrado el período prerrevolucionario y abierto paso a un período contrarrevolucionario. Este se caracterizaba por el intento de la clase dominante de restaurar el sistema de dominación, resolviendo su crisis interna y aplastando al movimiento de masas. Para el MIR la columna vertebral del Estado (las Fuerzas Armadas), colocándose por encima de las fracciones de la clase dominante, habían resuelto por las armas la crisis política del Estado y se aprestaban a resolver la crisis de arrastre del sistema de dominación capitalista en Chile[43].

En este nuevo período los aspectos más generales del programa original del MIR no sufrieron grandes alteraciones. Se insistía en la necesidad de la revolución proletaria para Chile, la que debía combinar simultáneamente las tareas democráticas y socialistas. El objetivo de la misma seguía siendo la destrucción del Estado burgués, del imperialismo y del conjunto de la gran burguesía nacional, agraria, financiera y comercial. Estas tareas debían ser llevadas a cabo por la clase obrera en alianza con los pobres del campo y de la ciudad y con las capas bajas de la pequeña burguesía[44].

Por su parte la línea estratégica, adecuándose al nuevo período impuesto por la dictadura, ponía más énfasis en el componente político-militar, específicamente en la guerra revolucionaria[45]. Para el MIR ésta debía adquirir un carácter continental, al constituirse la Junta Coordinadora Revolucionaria (JCR), que agrupaba al MIR chileno, al Movimiento de Liberación Nacional Tupamaros (MLN-T) de Uruguay, al Partido Revolucionario de los Trabajadores-Ejército Revolucionario del Pueblo

[43] *Ibid.*

[44] MIR, «Manifiesto de mayo: A los trabajadores, los revolucionarios, a los pueblos del mundo», *Correo de la Resistencia*, julio de 1974, p. 10-14 y MIR, «El programa y las plataformas de lucha del partido revolucionario del proletariado», *Correo de la Resistencia*, febrero de 1975, p. 9-39.

[45] No obstante la centralidad del componente militar en el diseño estratégico del MIR, el recurso al terrorismo se encontraba explícitamente excluido. Ver, al respecto, la nota enviada por Miguel Enríquez al cardenal de la Iglesia Católica, Raúl Silva Henríquez, en la cual le manifiesta su rechazo a este tipo de métodos. MIR, *Carta del secretario general del MIR, Miguel Enríquez, al cardenal de la Iglesia católica, Raúl Silva Henríquez*, Santiago de Chile, abril de 1974.

(PRT-ERP) de Argentina y al Ejército de Liberación Nacional (ELN) de Bolivia[46]. Sobre este punto, el miembro de la Comisión Política del MIR, Nelson Gutiérrez sostenía en 1976:

> La revolución latinoamericana tiene que resolver los tres problemas fundamentales de toda revolución victoriosa; el problema de construir la fuerza social de la revolución, es decir la alianza de la clase obrera, el campesinado, los pobres de la ciudad y del campo y la pequeña burguesía radicalizada; y el gran problema del poder militar de la revolución proletaria [...]. El triunfo de la revolución proletaria en América Latina y en Chile será imposible si no construimos el poder militar de la revolución, si no desarrollamos la capacidad militar del partido revolucionario del proletariado, si no desarrollamos la capacidad militar de las masas y no incorporamos las masas a la lucha armada, si no impulsamos la lucha guerrillera en la ciudad y en el campo [...][47].

Para poder desarrollar esta línea de intervención estratégica era imprescindible abordar una serie de objetivos preliminares: fortalecer y acerar el partido, reconstruir la fuerza social revolucionaria y formar el Ejército Revolucionario del Pueblo (ERP) para, a partir de ello, derrocar a la dictadura y conquistar el poder. La experiencia más visible de esta nueva orientación estratégica del MIR fue la formación y desarrollo de las Milicias de la Resistencia Popular (MRP), las que jugaron un rol importante durante todo el período de lucha contra la dictadura[48].

[46] Aldo MARCHESI, «Geografía de la protesta armada: Nueva izquierda y latinoamericanismo en el cono sur. El ejemplo de la Junta de Coordinación Revolucionaria», *Sociohistórica*, 25, 2009, p. 41-72 y MIR, «La estrategia continental revolucionaria es la respuesta a la estrategia internacional imperialista», *Correo de la Resistencia*, 8, mayo-junio de 1975, p. 29-30.

[47] MIR, *Discurso del compañero Nelson Gutiérrez miembro de la comisión política*, La Habana, agosto de 1976, p. 10.

[48] Edgardo ENRÍQUEZ, «Discurso pronunciado por Edgardo Enríquez, miembro de la comisión política y responsable exterior del MIR, en el acto organizado por el comité de apoyo a la lucha revolucionaria del pueblo chileno en el salón de actos de la Mutualité de París», París, 5 de febrero de 1975, *in* MIR, *Varios*, Madrid, Editorial Zero, 1976, p. 401-410. La crítica interna a esta política y en

La centralidad de las milicias de la resistencia popular en el diseño estratégico del MIR quedó tempranamente esbozada en los documentos de la organización:

> En las condiciones actuales, a nivel de masas, no tendrá sentido un frente político [de la resistencia] que no se sustente en un amplio movimiento de masas, que vaya más allá de los partidos políticos.
>
> Nos parece imprescindible la formación «por abajo» de un amplio movimiento, que abra cauce a la incorporación en la base, de los cada vez más numerosos contingentes de sectores del pueblo, que sin pertenecer a los partidos políticos del frente, están e irán crecientemente transformando su descontento e ira contenida contra la dictadura y su política, en disposición a incorporarse a la lucha.
>
> Para ello proponemos la constitución del Movimiento de Resistencia Popular, al que puedan incorporarse todos los sectores del pueblo que sustenten su plataforma [...], sean o no sean militantes de los partidos del frente; que en la base, en cada fábrica, fundo, población, liceo, universidad, oficina pública, etc., tome la forma de Comité de Resistencia Popular (estructurándose de acuerdo a su desarrollo comunal, provincial, y nacionalmente)[49].

Hacia fines de 1974 la dirección del MIR precisaba los contenidos y alcances de la política de resistencia popular. Se trataba de una política de masas que, en consecuencia, repudiaba la lucha de aparatos (el aparato armado del MIR *versus* los organismos de seguridad de la dictadura). Esto conllevaba organizar a las masas en comités de resistencia y, a partir de ellos, desarrollar acciones de propaganda (rayados murales y distribución de volantes), sabotajes menores a los procesos

especial al verticalismo y autoritarismo de la dirección del partido, en Fracción Disidente del MIR, *La coyuntura nacional y nuestras divergencias con el MIR,* Bruselas, 20 de abril de 1975, p. 1-11.

[49] MIR, *Pauta opinión MIR para unir fuerzas políticas dispuestas a impulsar lucha contra la dictadura fascista*, Santiago de Chile, Comisión Política, 17 de febrero de 1974, p. 1-2.

productivos, identificación y aniquilamiento de soplones y organización (sindicatos) y movilización (huelgas) de trabajadores[50].

La formación de las MRP exigía, a su vez, la unidad de las fuerzas políticas de la izquierda en cuanto la misma favorecía la reanimación del movimiento de masas. No obstante, también se asumía que las dificultades experimentadas en dicho proceso de unidad le permitían a la dictadura consolidar su posición de poder y ampliar su base social de apoyo. Efectivamente, el control monopólico que la dictadura ejercía sobre los medios de comunicación y la desmoralización al interior del movimiento de masas, derivada del ejercicio de la represión, se convirtieron en variables fundamentales del proceso de consolidación del régimen[51].

El desarrollo de la línea estratégica del MIR se vio interrumpido por el violento accionar represivo dirigido contra la organización por los aparatos de seguridad del Estado, especialmente el Servicio de Inteligencia de la Fuerza Aérea (SIFA) y la Dirección de Inteligencia Nacional (DINA)[52]. Entre los años 1974 y 1975 miles de militantes y ayudistas del MIR fueron detenidos, torturados y muchos de ellos asesinados y sus cuerpos hechos desaparecer. Prácticamente toda la Comisión Política y parte importante del Comité Central del MIR fueron aniquilados, entre ellos el Secretario General del partido, Miguel Enríquez Espinosa, muerto en

[50] MIR, *Conferencia de prensa del secretario general del MIR Andrés Pascal A. desde la clandestinidad*, Santiago de Chile, diciembre de 1974, p. 17 y MIR, «Noticias del país», *El Rebelde*, 103, Santiago de Chile, marzo de 1975, p. 33-36. De acuerdo con el informe de la Comisión Rettig, entre enero de 1974 y agosto de 1977, 6 efectivos de los organismos de seguridad de la dictadura perdieron la vida en enfrentamientos con militantes del MIR. Ver Raúl RETTIG, coord., *Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación*, Santiago de Chile, Ministerio del Interior, 1991, p. 875-877.

[51] MIR, *Carta del MIR al Movimiento de Acción Popular Unitaria-Obrero Campesino (MAPU-OC)*, Santiago de Chile, 19 de febrero de 1974, p. 1; MIR, *Resumen, conclusiones y proposiciones de la reunión MIR, con PS y MAPU-OC*, Santiago de Chile, 2 de julio de 1974, p. 1-7; y MIR, *Carta abierta del MIR a las direcciones y las bases del PC, PS, MAPU, MAPU OC, de la IC, del PR y de los sectores democráticos y antigorilas del PDC, a los trabajadores y al pueblo de Chile*, Comisión Política, Santiago de Chile, 1 de enero de 1975.

[52] Pablo POLICZER, *Los modelos del horror. Represión e información en Chile bajo la dictadura militar*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, 2014, p. 61-171; Hillary HINER, «Voces soterradas, violencia ignoradas: Discurso, violencia, política y género en los Informes Rettig y Valech», *Latin American Research Review*, 44: 3, 2009, p. 50-74; Álvaro SOTO et al, «Transición a la democracia en Chile y derechos humanos: una revisión del Informe Rettig», *Historia del Presente*, 12: 2, 2008, p. 75-96; y Verónica VALDIVIA, «Terrorism and Political Violence During the Pinochet Years: Chile, 1973-1989», *Radical History Review*, 85, 2003, p. 182-190.

combate el 5 de octubre de 1974[53]. Respecto de la muerte de Miguel Enríquez la prensa partidaria señalaba a fines de 1974.

> La muerte de nuestro camarada Secretario General, Miguel Enríquez, ha sido un duro golpe y una pérdida irrecuperable para nuestro partido, para la izquierda, la resistencia, la revolución chilena y para todos los revolucionarios.
>
> Hemos tenido que pagar un enorme tributo a la causa de la Resistencia y a la lucha revolucionaria del proletariado. La lucha revolucionaria exige sacrificios ineludibles a la vanguardia. Nuestro partido, el proletariado y el pueblo chileno sabrán en la lucha rendir homenaje a la muerte de Miguel Enríquez, dirigente y combatiente ejemplar, que entró a la historia como héroe de la Revolución proletaria chilena y latinoamericana[54].

La muerte de Miguel Enríquez no pasó inadvertida para sus adversarios. La principal organización de la izquierda en la clandestinidad había recibido un golpe demoledor, que permitía presumir que su vida política quedaba interrumpida. Un informe de la Central Intelligence Agency (CIA), de noviembre de 1974, señalaba al respecto:

> Las fuerzas de seguridad del gobierno infringieron una severa derrota al extremista Movimiento de Izquierda Revolucionaria la semana pasada. Miguel Enríquez, líder del movimiento y número uno en la lista de los más buscados del gobierno, fue muerto en Santiago el 5 de octubre durante un tiroteo entre fuerzas de

[53] Cristián PÉREZ, «Años de disparos y tortura (1973-1975): Los últimos días de Miguel Enríquez», *Estudios Públicos*, 96, 2004, p. 355-382 y William SATER, «El Movimiento de la Izquierda Revolucionaria y Chile», *Revista Occidental*, 3: 1, 1986, p. 31-45.
[54] MIR, «Editorial. A los trabajadores y a los revolucionarios del mundo», *El Rebelde*, 102, Santiago de Chile, diciembre de 1974, p. 2.

> seguridad y el grupo [...], en todo caso la muerte de Enríquez ha privado al grupo de su líder más capaz[55].

Tras la muerte de Miguel Enríquez, y hasta octubre de 1975, la persecución contra el MIR se acentuó. Cientos de militantes de la organización, muchos de ellos pertenecientes a la Estructura de Fuerza Central, a diferentes GPMs y a comités locales y regionales fueron detenidos y torturados y varias decenas de ellos fueron asesinados. Entre los caídos figuraban dos integrantes de la comisión política, José Bordaz Paz y Dagoberto Pérez Vargas; varios integrantes del comité central como, Fernando Valenzuela Rivera, Alejandro de la Barra Villarroel y Ramón Martínez González, a los cuales habría que sumar al emblemático dirigente poblacional, Alejandro Villalobos Díaz («Mickey»), que al momento de su asesinato lideraba la reconstrucción del MIR en el regional Valparaíso[56].

El cierre de este ciclo represivo se produjo el 16 de octubre de 1975. En esa oportunidad los integrantes de la comisión política del MIR, Andrés Pascal Allende (que desde la muerte de Miguel Enríquez ocupaba el cargo de secretario general de la organización), Nelson Gutiérrez Yáñez y Dagoberto Pérez Vargas, fueron cercados por agentes de la DINA en una parcela de la localidad de Malloco, a unos 30 kilómetros de Santiago. Al intentar romper el cerco, Dagoberto Pérez fue ultimado a balazos, mientras que Nelson Gutiérrez resultó herido de gravedad. No obstante, Gutiérrez y Pascal lograron eludir a los agentes de seguridad y, posteriormente, buscaron refugio en la Nunciatura Apostólica y en la embajada de

[55] CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY (CIA), *Chile: Extremists Lose Leader*, Santiago de Chile, November 11, 1974.

[56] Raúl RETTIG, *op. cit.,* p 792-811. A ellos habría que sumar al miembro del comité central, Jorge Fuentes Alarcón, detenido en Paraguay el 17 de mayo de 1975 y al integrante de la comisión política, Edgardo Enríquez Espinosa (hermano de Miguel Enríquez), capturado en Argentina el 10 de abril de 1976. Ambos fueron asesinados en el marco de la denominada Operación Cóndor, articulada por los organismos de seguridad de Brasil, Uruguay, Paraguay, Argentina y Chile, que durante la década de 1970 fue responsable del asesinato de cientos de latinoamericanos, acusados de militar en organizaciones «subversivas». Ver al respecto, Patrice MCSHERRY, *Los estados depredadores: La Operación Cóndor y la guerra encubierta en América Latina*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, 2009 y F. GAUDICHAUD, *Operación Cóndor. Notas sobre el terrorismo de Estado en el cono sur*, Madrid, Sepha Edición, 2006.

Costa Rica, respectivamente. Poco tiempo después salieron del país y retomaron sus tareas de dirección. Sobre este incidente el MIR señaló:

> La batalla de Malloco ha tenido un alto costo para el MIR; la pérdida de uno de sus mejores dirigentes, Dagoberto Pérez, y la salida temporal al exterior de Andrés Pascal y Nelson Gutiérrez. Pero demostró la debilidad del ostentoso aparato represivo de la Junta. Enfrentada a revolucionarios valerosos, y carente de apoyo popular, la represión gorila debió morder el polvo de la derrota, viendo fracasar el operativo más espectacular que ha montado contra dirigentes de la Resistencia[57].

Si bien el balance público sobre este enfrentamiento era positivo, no es menos efectivo que la organización se encontraba fuertemente golpeada. Su estructura de dirección había sido obligada a salir del país y cientos de cuadros dirigentes y de base se encontraban detenidos o habían sido asesinados. Se produjo, en consecuencia, una virtual desarticulación del partido, la que obligó a los cuadros sobrevivientes a readecuar la estructura orgánica y a redefinir los lineamientos tácticos[58].

Los cuadros sobrevivientes, que permanecieron en el interior del país, se aglutinaron en la denominada «Base Madre Miguel Enríquez», instancia orgánica compuesta por no más de 50 militantes que se dio a la tarea de reconstruir el instrumento partidario en las difíciles condiciones impuestas por el cerco represivo[59]. Este reducido núcleo mirista intentó resolver los problemas de la organización fortaleciendo un aparato militar férreamente compartimentado. Un

[57] MIR, «La batalla de Malloco», *Correo de la Resistencia*, 10, enero-febrero de 1976, p. 20.
[58] La recopilación de documentos históricos del MIR, realizada por Miriam Ortega y Cecilia Radrigán (1998), establece que 448 militantes de dicha organización fueron asesinados, hechos desparecer o murieron en enfrentamientos armados, entre septiembre de 1973 y marzo de 1990. La revisión pormenorizada del Informe de la *Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación* (1991), nos entrega la cifra de 465 miristas asesinados.
[59] Hernán AGUILÓ, *Entrevista a Hernán Aguiló. Miembro de la Comisión Política del MIR*, entrevista realizada por Eduardo Arancibia y Miguel Ramos, Santiago de Chile, 10 de abril de 2010.

destacamento de combate que centró su opción estratégica en el impulso y desarrollo de la política de resistencia popular.

Reconstrucción y proyección del MIR en dictadura

Tras la derrota del ciclo 1973-1975 el MIR acentuó sus medidas de compartimentación y seguridad. De esta forma, a partir de 1975, se redujo la envergadura de los golpes represivos. Ello permitió, a su vez, iniciar un proceso de reconstrucción de la estructura partidaria. En ese sentido se afianzaron las estructuras militares internas del partido (Estructura de Fuerza Central) y se le dio un nuevo impulso a las Milicias de la Resistencia Popular, en torno a los sectores más radicalizados y activos del movimiento de masas: bolsas de cesantes, organizaciones vinculadas a la defensa de los derechos humanos, pobladores, campesinos mapuches y estudiantes[60]. Nuevos contingentes de jóvenes revolucionarios se incorporaron al MIR; una nueva generación de cuadros formados en los rigores de la represión dictatorial.

La culminación de este proceso de reorganización orgánica y de rearticulación de vínculos con el movimiento de masas estuvo dada por el «Plan 78» (más conocido como «Operación Retorno»), iniciativa táctica que apuntaba a fortalecer la estructura militar del partido con la reinserción en el país de cuadros político-militares provenientes del exilio; fundamentalmente de Cuba. A partir de este contingente se pretendía iniciar una fase ofensiva de accionar armado, realizando acciones de propaganda armada y golpeando objetivos militares estratégicos de la dictadura[61].

Después de 1978, y con el impulso que el MIR le entregó al desarrollo de las Milicias de la Resistencia Popular, se puede observar un lento pero sostenido

[60] MIR, *Balance histórico del MIR y de su lucha revolucionaria. Documento de discusión al IV Congreso del MIR*, Santiago de Chile, 1988, p. 48-49.
[61] Andrés PASCAL, «Neltume es un paso. El objetivo: La guerrilla permanente en los campos. Entrevista al Secretario General del MIR, Andrés Pascal Allende», *Revista Punto Final* (en la clandestinidad), Santiago de Chile, 1981.

proceso de reanimación del movimiento popular de masas[62]. Ello se expresó en mítines y acciones de masas durante las conmemoraciones del 1 de mayo, del 4 y del 11 de septiembre, así como en las primeras huelgas obreras de 1980. También son expresión de este proceso de reanimación las movilizaciones de los estudiantes universitarios contra la legislación sobre educación superior introducida por la dictadura en 1981, y la toma de terrenos protagonizada por pobladores de la zona sur de Santiago entre 1980 y 1982. A ello habría que sumar las movilizaciones de los familiares y compañeros de las víctimas de la dictadura que se habían iniciado en 1974 y que adquirieron especial fuerza a partir de la huelga de hambre de 1977.

De esta manera, cuando se iniciaron las masivas protestas populares contra la dictadura, en mayo de 1983, el movimiento de masas ya contaba con un importante acumulado experiencial de lucha en condiciones de clandestinidad y con organizaciones sociales y políticas, como el MIR, fuertemente arraigadas en el campo popular[63].

[62] MIR, *Balance histórico del MIR*, *op. cit.*, p. 51-59.
[63] Robinson SILVA, *Resistentes y clandestino. La violencia política del MIR en la dictadura profunda, 1978-1982*, Concepción, Ediciones Escaparate, 2011, p. 21-51 y José PALMA, *El MIR y su opción por la guerra popular. Estrategia político-militar y experiencia militante, 1982-1990*, Concepción, Ediciones Escaparate, 2012, p. 79-115.

La inmediatez de la revolución o la pasión como clave de participación política

Los jóvenes uruguayos y la lucha armada en 1968

Eduardo Rey Tristán
Universidad de Santiago de Compostela

Hacia mediados de los años sesenta la juventud uruguaya, en sus aspectos básicos de conformación y participación en su sociedad, no parecía diferir mucho de la de épocas anteriores, más allá de los matices naturales de cada momento. Era una juventud integrada a un sistema sin conflictos sociales significativos y en donde la participación y el disenso se gestionaban en un equilibrio razonable entre la eventual protesta, el diálogo y la negociación. Y si bien es cierto que desde fines de los cincuenta la creciente crisis económica, por una parte, y diversas movilizaciones socio políticas habían comenzado a aportar nuevos discursos y propuestas organizativas, a mediados de la década todo ello todavía no había implicado ni una movilización juvenil generalizada, ni una situación de inquietud o descontento que pudiese anticipar una radicalización como la que se dio, especialmente entre los estudiantes, en 1968.

Por otra parte, no cabe duda que los jóvenes, especialmente los estudiantes, habían vivido en la década previa ciertas movilizaciones de interés por cuanto

fueron precedentes y como tal generaron fórmulas de organización, discursivas y de participación con un elevado valor simbólico y de aprendizaje. Se trató, en 1958, del conflicto por la reforma universitaria, al que seguiría un año más tarde y en adelante las primeras movilizaciones por y en defensa la revolución cubana. La primera implicó una magnífica y exitosa experiencia de protesta primero y negociación después. La segunda vinculó a parte de los jóvenes del momento con nuevos discursos político-ideológicos y comenzó a mostrar fórmulas organizativas y de acción distintas y hasta entonces no propias de los repertorios de movilización juvenil o estudiantil del país[1]. Ello no significó su generalización entre este sector de la población uruguaya, ni una radicalización de toda o una parte significativa de la misma. Pero sí la inclusión de nuevas ideas en el imaginario colectivo que seguirán influyendo en los años siguientes tanto en el grupo de edad que vivió aquellos acontecimientos como en los que le sucedieron al calor además de los sucesos de la región en la década.

Las nuevas ideas revolucionarias difundidas en América Latina a raíz del éxito del castrismo tuvieron también su impacto en el Uruguay, como ya ha sido analizado en otras ocasiones[2]. Y fueron una de las claves fundamentales para comprender la aparición de organizaciones armadas en el país en los siguientes años, así como la difusión de ciertos discursos radicalizados que propugnaban nuevas fórmulas de movilización, organización y acción en el ámbito social, tanto sindical como estudiantil, sobre todo. Pero la conjunción de ambos elementos no tendrá lugar hasta avanzado 1968, tras muchos meses de movilización estudiantil y a partir de la radicalización tanto de su acción como de la represión por parte de las fuerzas de seguridad.

[1] Acerca de la trayectoria de las movilizaciones estudiantiles hasta comienzos de los sesenta, véase Mark VAN AKEM, *Los militantes: una historia del movimiento estudiantil uruguayo desde sus orígenes hasta 1966*, Montevideo, Fundación de Cultura Universitaria (FCU), 1990.
[2] Eduardo REY TRISTÁN, *La izquierda revolucionaria uruguaya, 1955-1973*, Sevilla, Universidad de Sevilla, CSIC-EEHA, Diputación de Sevilla, 2005.

En el presente artículo analizaremos esa conjunción, el proceso de radicalización del movimiento estudiantil a lo largo de 1968 hasta el punto en que una parte del mismo acabó convergiendo con las organizaciones armadas ya existentes en el país, especialmente el Movimiento de Liberación Nacional- Tupamaros. No es nuestra intención un análisis exhaustivo de las movilizaciones estudiantiles en aquel año, ya avanzado en trabajos previos y profundizado por otros autores posteriormente[3].

El objetivo en esta ocasión es una reflexión en torno a aquellos elementos intangibles, caso de las motivaciones para militar en organizaciones clandestinas, para comprender por qué a partir de cierta deriva de las movilizaciones y los enfrentamientos con las fuerzas represivas que jugaron un rol fundamental en la movilización de los jóvenes entre 1968 y 1969 muchos de aquellos jóvenes estudiantes acabaron dando un salto cualitativo en su militancia; pasando de una movilización estudiantil y juvenil en las calles de Montevideo a través de fórmulas más o menos tradicionales (independientemente de su radicalización progresiva en 1968), a su inclusión en organizaciones armadas con objetivos de transformación social revolucionaria, entre otras. Ello nos permitirá reflexionar, sin duda, acerca del proceso de desarrollo de las organizaciones revolucionarias y del rol que desempeñaron en sus sociedades y momento.

El artículo se organizará en tres partes. En primer lugar haremos una breve síntesis de contexto, necesaria para acercarnos a las claves centrales del trabajo: el impacto de la revolución cubana en el Uruguay y la conformación de los primeros núcleos armados hasta la aparición del Movimiento de Liberación Nacional-Tupamaros (MLN-T) en 1966, así como su trayectoria hasta 1968; y las motivaciones, argumentos y repertorios del movimiento estudiantil uruguayo en este último año.

Con ello sentaremos las bases para abordar algunos de los argumentos centrales de la segunda parte del artículo: por un lado, las diversas motivaciones para la

[3] Sobre el tema, véanse Vania MARKARIAN, *El 68 uruguayo. El movimiento estudiantil entre molotovs y música beat*, Bernal, Universidad Nacional de Quilmes, 2012; Gonzalo VARELA PETITO, *El movimiento estudiantil de 1968: el IAVA, una recapitulación personal*, Montevideo, Trilce, 2002; E. REY TRISTÁN, *La izquierda revolucionaria uruguaya*, *op. cit.*, p. 392-416.

incorporación a organizaciones clandestinas que se observan entre el grupo fundacional (entre 1963 y 1966 aproximadamente) y el primer grupo de estudiantes que se incorpora a la clandestinidad en el año anterior a la movilización masiva (1967); y los estudiantes que desde la segunda mitad de 1968, tras su previa radicalización socio-política en los meses de enfrentamiento con las fuerzas de seguridad, se incorporarán a estructuras políticas (clandestinas principalmente, pero no solo) para intentar alcanzar sus (nuevos) objetivos por otros medios. Este proceso a su vez nos ayudará a comprender por qué una todavía pequeña organización clandestina a mediados de 1968 como era el MLN-T, pocos meses después logró pasar de grupúsculo con intenciones revolucionarias a organización político-armada con capacidad para desafiar al Estado uruguayo.

El trabajo se cerrará con una breve reflexión acerca del salto de la pasión política a la pasión militante, de las diversas motivaciones que se pueden apreciar en el proceso entre los diferentes grupos en función del momento, edad (parcialmente) y trayectoria de origen, y de aquellos factores que entran en debate en este momento, caso del contexto internacional, reflejado principalmente a través del factor contracultural ya destacado por algunos estudios sobre el caso para otras latitudes. Se trata, en definitiva, de comprender el origen, rol y desarrollo de los movimientos clandestinos en sus sociedades, pero no poniendo el foco solamente en los primeros (pues el árbol no siempre deja ver el bosque) sino intentando ampliarlo de modo que el objeto de estudio particular no nos nuble la comprensión global de la sociedad en la que tiene lugar.

De Cuba al MLN-T

Es un hecho comúnmente aceptado por la historiografía que el triunfo de la Revolución cubana en enero de 1959 conllevó en los siguientes años una transformación radical en la política y sociedad de la región. Desde entonces y hasta los años noventa, en cada país del continente, en un momento u otro, con mayor o menor fortaleza y duración, aparecieron organizaciones de diverso tipo que

propugnaron una transformación radical y socialista de sus sociedades, generalmente a través de la acción armada[4]. El impacto de la Revolución cubana es la clave explicativa de la transformación política posterior, especialmente en la izquierda. Ésta, dominada hasta entonces por el comunismo, con presencia ocasional de socialistas y/o anarquistas según los países, comenzó un rápido proceso de reconfiguración en el cual surgieron nuevas visiones y, en consecuencia, propuestas organizativas, que no sólo reconfiguraron el panorama, sino que además lo dotaron de nuevos discursos.

La idea de revolución, vinculada tradicionalmente a esas alturas a la visión comunista fundamentada en el partido como protagonista y la clase obrera como sujeto central, pasó a ser cuestionada por nuevos o renovados militantes, según los casos, en donde el partido perdía su centralidad y los obreros eran sustituidos por los campesinos. Era una lectura que bebía directamente de las lecturas realizadas por los principales líderes cubanos (Castro y Guevara) a los que pronto se sumará alguno de sus teóricos de referencia para la lucha armada (Debray). En consecuencia desde 1959 cambiaban también los repertorios de organización y acción privilegiados para la consecución de la revolución: el partido era sustituido por el foco (más adelante por otra concepción de organización armada de vanguardia), y la lucha política y sindical que desempeñaban los comunistas asiduamente allí donde estaban legalizados, en función de las estrategias desarrolladas desde el VII congreso de la Komintern en 1935 , sustituida por la lucha armada de carácter rural en sus inicios, si bien la propuesta variará a lo largo de la década[5].

La revolución pronto pasó a ser no tanto sinónimo de una transformación política y social radical y socialista, sino en buena medida de la estrategia para

[4] Alberto MARTÍN ÁLVAREZ y E. REY TRISTÁN, «La oleada revolucionaria latinoamericana contemporánea, 1959-1996. Definición, caracterización y algunas claves para su análisis», *Naveg@mérica. Revista electrónica de la Asociación Española de Americanistas* [en línea], 2012, n° 9.

[5] Sobre el impacto de Cuba, sus teorizaciones y su rol en la definición de la lucha armada en América Latina, véase el trabajo clásico de Robert F. LAMBERG, *La guerrilla en Latinoamérica*, Madrid, Editorial Mediterráneo, 1979.

llevarla a cabo, la lucha armada guerrillera. Revolucionarios por tanto pasarían a ser quienes tomaban las armas y se organizaban para la consecución de aquellos objetivos de transformación radical, mientras que a quienes defendían las vías llamadas « tradicionales » de acción política pasó a considerárseles « reformistas ». Con ello nacía una dicotomía entre ambos grupos que no sólo provocó agrios enfrentamientos en cada país en su momento, sino que se ha arrastrado hasta la producción académica actual, sin que haya un consenso establecido entre conceptos y protagonistas.

Pero más allá de aquel debate, que no es el que corresponde en este trabajo ni por tema ni por espacio, su mención es precisa para comprender la división de la izquierda desde los sesenta en dos sectores habitualmente opuestos, enfrentados, que generaron diferentes lecturas de sus sociedades y de la actuación en ellas, distintas estrategias políticas y repertorios de acción. Nacía lo que vino a denominarse una Nueva Izquierda, que se definía en buena medida por su propuesta de acción y su discurso renovado en línea con las transformaciones políticas de la década inauguradas por la Revolución cubana, y que encontramos en general en toda la región así como en Europa o Estados Unidos[6].

Esas nuevas propuestas que nacen en el seno de la izquierda en los sesenta en América Latina, a diferencia de lo ocurrido en otras latitudes, estuvieron estrechamente vinculadas con la lucha armada. La influencia partía de Cuba sin duda, del éxito del castrismo y de los escritos y discursos de sus líderes, especialmente Guevara y Castro respectivamente. Pero la iniciativa generalmente era local, respondía a la materialización de las ideas que se circulaban con fuerza desde 1959, alimentadas por la evolución del castrismo y por la difusión de una

[6] Una definición sintética y concisa de la nueva izquierda puede encontrarse en Kepa ARTARAZ, *Cuba y la nueva izquierda. Una relación que marcó los años sesenta,* Buenos Aires, Capital Intelectual, 2011. Sobre su impacto y difusión a escala internacional, el análisis más reciente y global es el que se recoge en A. MARTÍN ÁLVAREZ y E. REY TRISTÁN, *Revolutionary Violence and the New Left. Transnational Perspectives*, New York and London, Routledge, 2016.

lectura particular de las sociedades latinoamericanas y la interpretación de sus posibles vías de transformación.

Surgen además nuevos actores en el proceso. Sin duda las estructuras ya organizadas de la izquierda sufrieron las polémicas abiertas en su seno desde 1960, tanto por influencia del castrismo como por la polémica chino-soviética. También los partidos socialistas y hasta las organizaciones anarquistas, allí donde existían. Y todos ellos, con diferencias en forma y número según los casos, vivieron debates, escisiones y/o salidas de militantes que pasaron a engrosar las filas de las nuevas propuestas de acción armada. Con todo, no parecen haber sido el grueso de la militancia que alimentó las nuevas organizaciones. Éste lo constituyó sin duda, y en prácticamente todos los países de la región sin excepción, juventud (en buena medida estudiantil) que hasta la fecha no había tenido una participación política activa, o que entraría en esta muy joven al calor de la difusión político-ideológica del castrismo en los sesenta.

En el caso uruguayo la conformación de los primeros grupos militantes que empezaron a pensar en la lucha armada tuvo lugar a inicios de los sesenta, impacto de la Revolución cubana. Pero no tanto porque ésta suscitase desde el inicio un proyecto en torno a la actividad armada, sino por cuanto movilizó voluntades hacia un cambio político y social avanzado que hasta ahora no había estado en la agenda de modo tan nítido. Sus protagonistas iniciales fueron jóvenes militantes de partidos de izquierda, principalmente socialistas, que por una parte tuvieron relación desde 1959 con el sindicalismo agrario del noroeste del país, mientras que por otra lucharon internamente en su partido en busca de un cambio de orientación respecto al liderazgo tradicional de su fundador. No cabe duda que quienes hicieron lo segundo y desde 1960 consiguieron hacerse con el poder del Partido Socialista Uruguay (PSU), no fueron los mismos que poco después se vincularon a la lucha armada. Pero sí, todos partían de una sensibilidad nueva, con un fuerte componente generacional, e influidos por la Revolución cubana. Ello es lo que nos explica las propuestas políticas que encabezaron en los primeros

sesenta: un frustrado proyecto de reforma constitucional y una coalición política con otros sectores, incluidos algunos provenientes de los partidos tradicionales, de cara a las elecciones de 1962.

El vínculo con el sindicalismo rural correspondió de inicio a otro joven militante socialista, Raúl Sendic, si bien ya de larga trayectoria. Su tarea en la creación del sindicato Unión de Trabajadores Azucareros de Artigas en torno a 1959-1960, así como las movilizaciones impulsadas por éste en su lucha por derechos sociales y laborales, sería a la larga una de las claves de la constitución del principal movimiento revolucionario armado en el Uruguay, el Movimiento de Liberación Nacional Tupamaros (MLN-T). Al grupo de Sendic deberemos sumar otros militantes desgajados del PSU, algunos jóvenes sin militancia previa que entran a la movilización socio-política al calor del impacto de la Revolución cubana con no más de 20 años en 1960, y otros elementos aislados que se desgajan de sus matrices políticas en la izquierda.

1962 fue un año crucial. La amplia movilización social posterior a la Revolución cubana, o en torno a los trabajadores cañeros, entre otros, así como la renovación de los dos grandes partidos de izquierda, socialista y comunista, y su reconfiguración político-electoral en coaliciones más amplias para las elecciones de aquel año, habían creado esperanzas de crecimiento político entre la izquierda y los nuevos sectores que comenzaban a movilizarse. El fracaso electoral, con el hundimiento del PSU y el trasvase de votos (que no crecimiento en términos absolutos) al Partido Comunista (PCU), fue leído por parte de aquellos militantes como la muestra de la imposibilidad de cambios por las vías legales y, por tanto, la inevitabilidad de prepararse para la acción armada.

Desde 1963 emprendieron esa tarea, y entre fines de ese año y fines de 1965 se asistirá a un amplio debate entre grupúsculos radicales de diversas tendencias en torno al tema, las posibilidades organizativas y de acción. Concluirán, finalmente, con la constitución del MLN-T en enero de 1966, y la separación de aquellos núcleos (anarquistas y pro-chinos principalmente) con propuestas orientadas hacia

nuevas formas de acción político-social, pero no coincidentes con el carácter foquista (si bien reinterpretado al ámbito urbano) de la nueva organización.

Entre su nacimiento a comienzos de 1966, con no más de medio centenar de militantes, y mediados de 1968, en que gracias a un crecimiento lento y en los círculos militantes y personales más próximos habían alcanzado y superado levemente el centenar de miembros, el MLN-T fue una organización marginal y no significativa en la política uruguaya. Habían sido descubiertos pública y policialmente casi por casualidad a fines de 1966, y durante el siguiente año tuvieron algún enfrentamiento fortuito con las fuerzas de seguridad. Pero no eran ni una amenaza ni una preocupación severa para el gobierno uruguayo, que enfrentaba en cambio una movilización social muy severa, tanto entre estudiantes como entre diferentes sectores de trabajadores, a la que nos referiremos a continuación. En vísperas del estallido social de mediados de 1968 en Montevideo, el MLN-T era más un grupúsculo conspirativo que una organización revolucionaria. Habrían de ser las movilizaciones de ese año, así como la respuesta gubernamental a las mismas, las que le permitirían dar el salto de un perfil a otro, tema central que abordaremos en este trabajo.

La movilización estudiantil del 68

La movilización de los estudiantes uruguayos en 1968 se inició a comienzos del mes de mayo[7]. Su detonante fue un hecho local, singular y que en cualquier otro contexto o momento podría haber pasado nada más que como un mínimo conflicto o protesta como tantas otras que se pueden dar a lo largo del tiempo: una subida

[7] La principal fuente de detalle de los acontecimientos de aquellos meses y de las movilizaciones estudiantiles y sus participantes la proporcionan, además de las fuentes hemerográficas al uso, los trabajos coetáneos de Carlos BAÑALES y Enrique JARA, *La rebelión estudiantil*, Montevideo, Arca, 1968; y Roberto COPELMAYER y Diego DÍAZ, *Montevideo 68: la lucha estudiantil*, Montevideo, Diaco, 1969. Además es de interés la consulta de Jorge LANDINELLI, *1968: la revuelta estudiantil*, Montevideo, Universidad de la República, 1988, Hugo CORES, *El 68 uruguayo: los antecedentes, los hechos, los debates*, Montevideo, Ed. Banda Oriental, 1997, y el citado trabajo de G. VARELA PETITO, *El movimiento estudiantil…*, *op. cit*.

del billete estudiantil del autobús por parte de las autoridades municipales, que fue contestado por los estudiantes a través de los repertorios de protesta habituales: manifestaciones, movilizaciones puntuales, demandas y hasta ciertas negociaciones[8]. Era un tema sensible por su repercusión en las economías personales y familiares en una época de creciente crisis económica y devaluación de la moneda. Pero si bien ese contexto ayudó a que este hecho tuviese un impacto directo en los estudiantes, no explica el devenir de la movilización.

Ésta fue incrementando su radicalidad en las semanas siguientes. Las denuncias eran cada vez más graves, y de las piedras se pasó a botellas con gasolina o pequeñas bombas incendiarias para el ataque de los vehículos, y en la segunda mitad de mayo las ocupaciones de liceos ya afectaban a la casi totalidad de los centros de Montevideo[9]. A partir de fines de mes la dinámica basculó entre negociaciones que implicaron de inicio la retirada del proyecto de subida lo cual calmó los ánimos y las protestas de los estudiantes , a la confirmación del alza y la ruptura del diálogo, lo que generó desde fines de mayo un cambio ya radical en la escalada de las movilizaciones. Por una parte comenzaban a unirse los estudiantes universitarios, y por otra se pasaba a choques abiertos con la policía, detenciones masivas, procesamientos, quema de vehículos o apedreamientos de comercios[10]. Pronto llegaron también los primeros heridos de bala, lo que daba al conflicto un cariz preocupante.

[8] Aunque hubo ciertos niveles de violencia en las calles de Montevideo en los primeros días de las protestas, estos no eran muy diferentes de los de otras movilizaciones previas. La prensa reflejaba en aquellos días cortes de tráfico, ocupaciones de liceos o incluso pedradas contra autobuses en algunos barrios. Tampoco la policía tuvo una reacción diversa o más brusca que en otras ocasiones, y tanto movilización como reacción circularon inicialmente por los cauces y prácticas establecidas. Véase el diario *El País*, Montevideo, 11 a 15 de mayo 1968; y la valoración realizada por G. VARELA PETITO, *De la república liberal al Estado militar: crisis política en Uruguay, 1968-1973,* Montevideo, Nuevo Mundo, 1988.

[9] Véase el diario *El País*, Montevideo, 16 de mayo de 1968 y siguientes.

[10] Acerca de cifras relativas a la movilización de aquellos meses y la conflictividad social, véase J. LANDINELLI, *1968…*, *op. cit.*, p. 79.

La escalada acción-represión fue subiendo de cota a lo largo del mes de junio. El día 13 el gobierno decretó Medidas Prontas de Seguridad[11], por lo que el inicial conflicto por una subida del billete pasaba a ser una cuestión de gravedad nacional y a afectar derechos y libertades. Los encierros de los estudiantes fueron reprimidos por las fuerzas policiales en las siguientes semanas, y llegaron a darse registros en instalaciones universitarias. Las noticias en los medios acerca de los resultados de esos registros hablaban ya de materiales de violencia callejera que superaban con creces la espontaneidad y los repertorios de protesta habituales: grampas metálicas para las ruedas de los vehículos policiales, cócteles molotov, petardos de fabricación casera y, según los medios, hasta revólveres y folletos con instrucciones para disturbios callejeros[12].

Las demandas de los estudiantes, a esas alturas, ya no eran solamente por el billete estudiantil: se pasó primero al billete popular, como expresión de solidaridad con el resto de la población, y de ahí a reclamar la nacionalización del transporte público. La respuesta gubernamental no ayudaba a calmar la situación. De las medidas de seguridad de junio se pasó a la violación de la autonomía universitaria y, ya a mediados de agosto, a la muerte del primer estudiante por disparos de la policía. La espiral de violencia se autoalimentaba por ambos bandos, y a Líber Arce, el estudiante asesinado en agosto, se le sumaron a comienzos de septiembre otros dos, Hugo de los Santos y Susana Pintos, también por disparos de la policía.

Sin duda estas tres muertes marcan un punto de no retorno en la movilización de la época. Como declaraba un estudiante entrevistado en aquellas semanas, «el asunto es que si después de tres muertes permanecemos quietos somos todos y

[11] Recurso constitucional de limitación de derechos. Su definición implica un doble control de legitimidad y pertinencia por el poder Legislativo, que debe decidir sobre su conveniencia y duración. Pero aquel 13 de junio de 1968 se inauguró un período de más de tres años, hasta avanzado 1971, en que el país vivió casi continuamente y con excepción de pocas semanas bajo medidas de seguridad, contraviniendo el Ejecutivo las resoluciones del Legislativo y generando importantes conflictos entre poderes.

[12] Véase el diario *El País*, Montevideo, 10 de agosto de 1968.

cada uno de nosotros un poco asesinos»[13]. La represión con armas de fuego, por tanto, puso límites a las posibilidades de la movilización a través de los repertorios estudiantiles tradicionales. «Papel contra bala no puede servir, canción desarmada no enfrenta fusil», cantaba por entonces Daniel Viglietti en *Sólo digo compañeros*[14]. Los elementos reivindicativos de la movilización derivaron definitivamente hacia otros de cariz político radical, que fue el predominante hasta el final de las movilizaciones en octubre[15].

Y si bien los estudiantes volvieron a las clases en aquel mes y decayeron las protestas públicas, esto a la larga no parece haber significado su desmovilización ni vuelta a los cauces establecidos, sino el momento en el que comienza a darse un salto cualitativo en su perspectiva movilizadora. «Muchos llegaron a la conclusión de que una etapa de movilización había terminado y era necesario realizar acciones más comprometidas y definidas hacia métodos violentos»[16]. Y ese fue el mensaje que transmitieron a sus compañeros al retorno a las aulas, con lo que comenzaremos a ver los posicionamientos estudiantiles respecto a los grandes debates de la izquierda del momento, así como sus nacientes vínculos con las estructuras políticas y de acción ya organizadas.

Caminos a la clandestinidad

No es sencillo interpretar por qué alguien decide, en cierto momento y contexto vital, dar el paso definitivo bien para formar una organización clandestina o bien para entrar en ella. Tampoco suele ser sorpresivo, que se pueda ubicar en un momento determinado y que podamos achacarlo a una decisión irreflexiva. Desde luego no en el primer caso, y podrían caber tantas dudas como ejemplos personales en el segundo.

[13] R. COPELMAYER y D. DÍAZ, *Montevideo 68…, op. cit.*, p. 47.
[14] Luis COSTA BONINO, *La crisis del sistema político uruguayo. Partidos políticos y democracia hasta 1973*, Montevideo, Fundación de Cultura Universitaria, 1995, p. 199.
[15] V. MARKARIAN, *El 68 uruguayo…, op. cit.*, p. 47.
[16] *Ibid.*, p. 64.

Comencemos por aquel grupo de militantes que, a partir de 1963, empieza a dar forma a una idea que, en los años siguientes, sería una organización: el MLN-T. Como señalábamos en la primera parte del artículo, en el que quisimos hacer una mera síntesis que nos diese las claves básicas para comprender el proceso, la creación del MLN-T no fue cuestión de un día ni de dos, es decir, de un exabrupto juvenil poco meditado. Como ya ha quedado de manifiesto en algunas obras citadas y que analizaron el tema con detalle, la izquierda uruguaya vivía un profundo proceso de transformación desde la segunda mitad de los cincuenta. En aquellos debates políticos y disputas organizativas influyó sin duda el triunfo de la Revolución cubana. Lo hicieron también otros elementos cuya explicación es estrictamente local, como la organización del sindicalismo agrario en el noroeste del país por parte de militantes socialistas. Todo ello dio pie, a comienzos de los sesenta, a una efervescencia que, sin tener un componente estrictamente generacional, sí afectó a muchos jóvenes en una franja de edad relativamente amplia entre los 15 y los 30, diversa de la que encontraremos en 1968, muy centrada y vinculada con la vida estudiantil en secundaria sobre todo y, en menor medida, en la universidad que serían los protagonistas de las principales disputas políticas y organizativas de la izquierda en la década.

Las experiencias políticas y de movilización sindical, de 1960 a 1964 sobre todo, tuvieron mucha influencia en sus decisiones y motivaciones. Los fracasos políticos citados para 1961 (proyecto de reforma constitucional) y 1962 (elecciones) fueron detonantes en buena medida, sumados a las luchas en apoyo de los trabajadores cañeros del noroeste del país, para que muchos de aquellos jóvenes militantes se encontrasen, debatiesen, y pensasen en «otras vías»; en reflexionar, en definitiva, en cómo impulsar una transformación del sistema a partir de cauces no institucionales, pues estos habían resultado inviables en los años inmediatamente anteriores a pesar de la efervescencia militante generada por el impacto del triunfo castrista.

Nos encontramos por tanto con un grupo cuyas motivaciones para dar los pasos que a la larga derivaron en la creación de una organización clandestina, fueron

fruto de un proceso temporalmente amplio, de varios años. Incluso cuando a partir de 1963 unos pocos de entre todos aquellos que giraban en torno a ciertos núcleos militantes (socialistas, pro castristas, movimiento de apoyo a los trabajadores cañeros, entre otros) comienzan a hablar de realizar alguna acción que deslindase posiciones entre quienes se planteaban dar pasos pero sin definir todavía hacia dónde, es poco probable que supiesen o hubiesen definido previamente a dónde les llevarían esos pasos.

La acción fue un robo de armas el 31 de julio de 1963, hecho hoy considerado casi fundacional y mitificado por la organización[17]. Pero la realidad es que entonces se trataba casi de un desafío autoimpuesto: había que atreverse a hacer algo que los pusiese en el borde de la legalidad, algo que implicaba no sólo hablar de la revolución y de la transformación socio-política, sino sentir y afirmar que ellos mismos estaban dispuestos a practicarlo. No se desafiaba la legalidad. Se desafiaba cada uno a sí mismo, y los militantes que lo promovieron desafiaban al resto de compañeros que bien podían no estar de acuerdo en ese paso en lo personal, o bien diferían en su estrategia en lo político.

Lo cierto es que la clandestinidad de Raúl Sendic a raíz del descubrimiento de lo ocurrido por parte de la policía obligó a seguir debatiendo y tomando decisiones en torno a la eventual lucha armada, sus formas, su organización y sus repercusiones. Ese proceso, que se estiró desde la segunda mitad de 1963 hasta fines de 1965, y que es conocido como la etapa del Coordinador de los grupos[18], es crucial en cuanto al tema que nos ocupa. Hablamos de varios años de reflexión, de debate, de estudio de posibilidades, de lectura de obras en torno a la cuestión por parte de algunos de aquellos militantes; esto es, de una toma de conciencia sólida en torno a lo que querían hacer.

[17] Desde hace algunos años aquellas armas robadas, que resultaran inútiles como tales y que fueran escondidas durante décadas, fueron recuperadas y decoran parte del local de la organización en el centro de Montevideo.

[18] Sobre el tema véase Rolando W. SASSO, *Tupamaros: los comienzos*, Montevideo, Fin de Siglo, 2010; y E. REY TRISTÁN, *La izquierda revolucionaria uruguaya…*, *op. cit*.

No se trató por tanto del resultado de un proceso de radicalización súbito y poco meditado; ni afectó a jóvenes sin experiencia política que dan el salto a la clandestinidad a raíz de una coyuntura puntual. Esto es, no fue una frivolidad resultado de la emoción de un momento, unas luchas o un ejemplo visto en otras latitudes. Se trató de una decisión madura fruto de un proceso político, social y personal dilatado de casi un lustro; a lo largo del cual algunos se alejaron, bien por no dar el paso en lo personal o bien por discrepar en lo político o lo estratégico, pero otros fundamentaron sus convicciones y siguieron adelante a partir de ellas.

Esto no significa que el proyecto fuese más o menos acertado, pues no es ese el debate. Destacamos sobre todo que el nacimiento del MLN-T más allá de que debamos mencionar el contexto post-revolución cubano, la aparición de organizaciones armadas a lo largo y ancho de la región en la década y de las ideas circulantes en ciertos sectores de la izquierda a escala regional e internacional , es fruto de una reflexión sólida por parte de sus militantes fundadores, de un núcleo relativamente pequeño, posiblemente no más de 25 personas, pero concienciado del paso que daban.

La reflexión nos resulta de sumo interés, pues ésta es una cuestión poco abordada por la literatura académica especializada en torno al tema, y sólo presente en aquella de carácter testimonial o memorial por cuestiones obvias. Sin ella no entendemos por qué jóvenes que ya tenían un cierto bagaje político[19], que además no carecían de capacidades intelectuales ni de formación o experiencia militante en diversa medida, se embarcan en un proyecto que podía implicarles no sólo una alteración definitiva de su situación vital, sino eventualmente la vida misma, como a esas alturas ya habían comprobado muchos otros jóvenes que, en otros países, intentaran ensayar fórmulas que emulaban la victoria castrista.

[19] E. REY TRISTÁN, *La izquierda revolucionaria uruguaya…, op. cit.*, p. 129-136, muestra cómo en el caso del núcleo de origen socialista buena parte de sus miembros militaban desde fines de los cuarenta en sus sectores juveniles o desde inicios de los cincuenta en la organización, lo que implica una militancia muy temprana por una parte, pero al tiempo ya consolidada cuando en los primeros sesenta piensan en dar un salto cualitativo en su carácter.

En enero de 1966, fecha de nacimiento del MLN-Tupamaros, el grupo no alcanzaba siquiera el medio centenar de militantes[20]. Se trataba de una organización reducida, clandestina, estructurada en células mayoritariamente en Montevideo, y que desde entonces se dedicaría, sobre todo, a la consolidación de la estructura clandestina y a la obtención de los recursos (armas, dinero, material para falsificaciones, locales). El crecimiento aún no era la prioridad principal, al menos en el primer año. Sin la consolidación de la estructura clandestina no sólo no resultaría útil, sino que además sería peligroso. Se dio sólo de forma natural, esto es, a través de relaciones preexistentes con militantes políticos y sindicales, siempre a título personal y en el marco de cada célula[21].

Durante 1966 la organización prácticamente no creció: se pueden contabilizar a duras penas docena y media de incorporaciones, más allá de puntuales lagunas en las investigaciones al día de hoy. No crecería de forma algo significativa hasta el año siguiente. Para entonces el MLN-T había salido a la luz pública a raíz de un enfrentamiento fortuito con la policía que implicó la primera muerte de un militante tupamaro, y la necesidad de recurrir a todos los contactos posibles en el seno de la izquierda para esconder la estructura que había alcanzado al resto de miembros de la organización identificados[22].

Entre esos contactos y relaciones personales se encontraban las establecidas con jóvenes estudiantes universitarios que tenían además posiciones ideológicas próximas. El principal ejemplo que ha arrojado nuestra investigación fue el de la *Agrupación Revolucionaria Estudiantil de Arquitectura (Area 3)*, al que pertenecieron muchos jóvenes que luego fueron destacados militantes de la organización. Entre ellos se cuenta a las hermanas María Elena y Lucía Topolansky o Efraín Martínez Platero. Una lista de candidatos a elecciones universitarias en aquel año arroja un

[20] *Ibid.*, para conocer el detalle de la formación del MLN-T, de los diversos grupos de militantes que lo componían y de sus trayectorias en los años previos.
[21] Entrevista del autor con Julio Marenales Sanz, miembro fundador del MLN-T, Montevideo, agosto 1998.
[22] Eleuterio FERNÁNDEZ HUIDOBRO, *Historia de los Tupamaros*, Montevideo, TAE, vol. 3, 1987, p. 146-147.

saldo de once sobre veintidós nombres de la lista que en aquellos meses o en los siguientes comenzaron a militar en el MLN-T[23]. Cabe incidir en que fueron las relaciones personales y un posicionamiento ideológico previo las que acercaron a aquellos militantes estudiantiles al MLN-T, y no la relación con éste la que los llevó a la militancia universitaria.

Las motivaciones de este grupo juvenil para su entrada en el MLN-T vienen por tanto de una experiencia militante estudiantil, pero con un perfil sobre todo político. Esto es, a diferencia de quienes llegaran de esas filas a partir de mediados de 1968, estos jóvenes se encontraban ya en cursos avanzados en la universidad, tenían experiencia en la militancia en sus organizaciones y posiciones político-ideológicas próximas a las defendidas por el MLN-T[24]. Su incorporación no fue resultado tampoco de las luchas de 1968 ni de una radicalización repentina en un contexto altamente ideologizado y de posturas enfrentadas. Era, en ese sentido, una zona de crecimiento natural para una organización que hasta el momento había incrementado su militancia muy lentamente y a partir, sobre todo, de relaciones personales entre gente con experiencia militante y cierto grado de conciencia política.

1968 en cambio marcó un giro de 180 grados en este sentido. Como hemos visto, la movilización estudiantil fue creciente entre marzo y septiembre. Sus causas de inicio no fueron políticas, si bien la dinámica del conflicto llevó a una progresiva radicalización no sólo en los repertorios de acción, sino también en las demandas

[23] «*Area 3: Candidatos a la Directiva. Candidatos a la Comisión Fiscal*», documento cedido por Lucía Topolansky Saavedra, militante de la lista, miembro del MLN-T desde meses después, y destacada militante política desde la inserción del MLN-T en la legalidad en los años ochenta. Entrevista realizada por el autor con Lucía Topolansky Saavedra, Montevideo, noviembre 2000, siendo Topolansky diputada del MLN-T.

[24] «AREA 3» por ejemplo era una lista que agrupaba a militantes de izquierda no comunista, que sostenían una postura que denominaban «revolucionaria, nacional y latinoamericana», propia de lo que en la época se denominaba *Tendencia Combativa* en el movimiento estudiantil y sindical. Por tal se entendía aquellas posiciones de acción política y sindical más combativas y con postulados próximos al revolucionarismo de corte castrista e influenciado por la Revolución cubana que en aquellos años se extendía por el continente. Sobre esta *Tendencia* véase E. REY TRISTÁN, *La izquierda revolucionaria uruguaya…*, *op. cit*., p. 371-416.

de los desafiantes. Del billete estudiantil del bus se pasó al social y finalmente a reivindicaciones de calado que cuestionaban la línea política imperante.

Pero fue sobre todo la dinámica acción-represión la clave para entender la afluencia de estudiantes al MLN-T. La implantación de medidas de seguridad en junio y, sobre todo, las primeras muertes de estudiantes entre agosto y septiembre, dispararon el interés de muchos jóvenes por incorporarse a las estructuras tupamaras. Y en este caso ya no se trataba, como el año anterior, de estudiantes avanzados y con experiencia en la militancia y las organizaciones estudiantiles. Muchos llegaron de secundaria, sobre todo inicialmente, donde apenas habían tenido tiempo ya no de adquirir experiencia militante en el ámbito estudiantil, sino siquiera formación política. El crecimiento del MLN-T desde fines de 1968 y en 1969 fue explosivo, nutrido principalmente desde las filas de la radicalización estudiantil. El modelo de incorporación a partir de contactos personales, relaciones, experiencia militante y diálogo paulatino fue sustituido en pocos meses por la asimilación de numerosos jóvenes cuyas motivaciones, más allá de su licitud y que fueran alimentadas por la contracultura creciente en aquellos años, provenían en buena medida de una radicalización súbita, concentrada en pocos meses, y alimentada casi exclusivamente por su experiencia de lucha callejera contra las fuerzas de seguridad.

Es preciso señalar que el MLN-T no tuvo implicación alguna en las movilizaciones estudiantiles de 1968, aunque en los años siguientes sí estaría presente en la organización estudiantil a través de grupos específicos que, en cierto modo, aunque con relativa flexibilidad, trasladaban sus posiciones. La movilización fue autónoma respecto a los grupos políticos de la izquierda, legales o no, si bien luego alimentó las filas de todos ellos. Pero no fue manejada por ninguno, al menos en los meses cruciales de 1968[25].

[25] Markarian ha destacado que ni siquiera la cobertura periodística de la época relacionaba al MLN-T con el movimiento general de protesta política y social de aquellos meses (V. MARKARIAN, *El 68 uruguayo…*, *op. cit.*, p. 64).

Fernández Huidobro, fundador y uno de los principales dirigentes de la organización, ha señalado que ellos a mediados de 1968 «hacían seguidismo del movimiento estudiantil», que iba por delante en cuanto al enfrentamiento político con el régimen de Pacheco Areco: «nosotros éramos guerrilla, los estudiantes tenían más muertos que nosotros [...]. Entonces, ¿qué guerrilla es esta que está superada por las masas?, pero no sólo superada por las masas, sino que, las masas le agendan», explica refiriéndose a la necesitad de secuestrar a Ulises Pereyra Reverbel en el mes de agosto tanto para contestar la política sindical represiva como para mostrar sus credenciales en un momento de máxima conflictividad social[26]

Las motivaciones de los jóvenes estudiantes uruguayos para ingresar en una organización clandestina, las interpretamos en el plano del análisis de oportunidades, sin que ello signifique necesariamente una meditación políticamente elaborada por parte de cada uno de ellos en particular. Nos referimos, por una parte, y en el plano personal y racional, a que muchos jóvenes uruguayos reaccionaron a una coyuntura particular: su movilización nació por razones no políticas ni con trasfondo ideológico; pero la respuesta ante ellas fue radical y pronto sí adquirió, con las medidas de seguridad de junio, una lectura ideológico-política. A partir de ahí la dinámica acción-reacción fue creciente hasta la muerte de los estudiantes en agosto y septiembre. Como representaba la síntesis literaria de Viglietti, la respuesta ante las armas no se entendía desde la movilización pacífica: la cultura juvenil dominante tras el éxito de la Revolución cubana, enmarcada además en el 68 en el plano contracultural global, pasaba por asumir la violencia como una respuesta posible y, en cierto modo, necesaria para la transformación social.

Por tanto la respuesta de muchos jóvenes fue buscar espacios de confrontación con la doble condición de seguridad y salto cualitativo en su militancia, ante la

[26] Entrevista del autor con Eleuterio Fernández Huidobro, Jorge Torres y David Cámpora, miembros del MLN-T, Montevideo, diciembre 1999.

certidumbre de que era preciso dar un salto cualitativo que igualase el del la respuesta gubernamental. Y esos espacios solo los aseguraban las organizaciones existentes, con diferentes propuestas según la tendencia ideológica de cada uno: armada y foquista (MLN-T), anarquista (Federación Anarquista Uruguaya) y posteriormente la Resistencia Obrero Estudiantil (FAU-ROE, nacida la última al calor de este despegue de militancia generado en 1968) o comunista (Partido Comunista Uruguayo), entre otros.

El MLN-T fue una opción muy atrayente, al igual que sin duda lo fue el PCU y sus sectores juveniles[27]. El primero contaba con cierta aureola mística fundamentada en su accionar y por representar, en cierto modo, los valores y estrategias de lucha armada heredados de la Revolución Cubana, que conservaban un importante peso en las sociedades latinoamericanas del momento. Recuérdese que en octubre de 1967 además había muerto el Che, representante por excelencia del hombre nuevo, de aquella aspiración casi de redención que parecía alcanzable solamente a través de la lucha revolucionaria, y que precisamente desde 1968 se había iniciado su transformación en icono revolucionario global.

Y si bien no hay datos precisos de militancia a partir de fines de 1968 o comienzos de 1969 (momento para el cual se estimaba formaban el Movimiento alrededor de 200 personas[28]), hay consenso generalizado en la producción sobre la organización del gran «engorde» (como se denominó en su jerga interna) de la organización desde 1969 debido fundamentalmente a la entrada masiva de estudiantes procedentes de las movilizaciones de los meses anteriores. Entre ellos el predominio fue, sobre todo, de secundaria, donde destacó una organización que fue cantera continuada para el MLN-T en los siguientes años: el Frente Estudiantil Revolucionario (FER). Éste había nacido en el principal centro de secundaria donde se cursaba el ciclo que daba acceso a la universidad. Su crecimiento desde 1968 fue explosivo y a él se vincularon todos los grupos y militantes críticos con la

[27] V. MARKARIAN, *El 68 uruguayo…*, *op. cit.*, p. 93.
[28] E. REY TRISTÁN, *La izquierda revolucionaria uruguaya… op. cit.*, p. 133-136.

línea comunista en secundaria, representada por la Coordinadora de Estudiantes de Secundaria del Uruguay (CESU), y que defendían la línea más radical en las demandas y movilizaciones más intensas de 1968[29]. No fueron los únicos grupos entre los estudiantes que representaban la tendencia combativa a la que ya nos hemos referido, como ha sido señalado en investigaciones sobre el tema[30], pero sí los que tuvieron las posiciones más radicales y confrontacionales y que, finalmente, se vincularon y nutrieron al MLN-T, entre otros.

En todo caso cabe señalar que los estudiantes que se movilizaron en 1968 lo hicieron de modo autónomo, como han explicado las dos principales investigaciones sobre el tema ya citadas en los párrafos precedentes. Y el resultado de aquel proceso, finalmente, fue el encuentro entre las diferentes sensibilidades estudiantiles con aquellos grupos ya organizados con los que eran más afines o coincidentes, bien comunistas o bien Tupamaros, sin olvidarnos de anarquistas u otras organizaciones menores. Pero el crecimiento de estas organizaciones, especialmente el MLN-T, «fue la consecuencia y no la causa primordial del proceso de radicalización juvenil en las movilizaciones iniciadas en mayo de 1968»[31].

Y esa consecuencia fue definitiva para la consolidación del MLN-T como actor político relevante en el país a partir de 1969. El crecimiento de sus militantes coincidió con otras circunstancias que hoy son variables explicativas claves: el acierto en la construcción de una estructura de organización y acción adecuada, a partir de un elemento básico como fue la columna, compuesta por células con relaciones en teoría sólo verticales y no horizontales, y con los diferentes sectores operativos en el seno de cada una, lo que le permitió durante varios años superar los golpes represivos[32]; un importante grado de madurez de esas estructuras gracias a los años previos de preparación silenciosa y semi-clandestina; una

[29] «Reportaje al FER», en *Surcos*, nº 3, Montevideo, 10 de diciembre de 1971.
[30] Véase V. MARKARIAN, *El 68 uruguayo…*, *op. cit.*; E. REY TRISTÁN, *La izquierda revolucionaria uruguaya…*, *op. cit*.
[31] V. MARKARIAN, *El 68 uruguayo…*, *op. cit*., p. 98.
[32] La organización tupamara ha sido descrita minuciosamente en E. REY TRISTÁN, *La izquierda revolucionaria uruguaya…*, *op. cit*., p. 137-194.

metodología y un repertorio de acciones de violencia que podemos denominar «contenida», que puso de manifiesto durante cierto tiempo las vergüenzas del sistema y la clase política, ganándose la simpatía de muchos uruguayos sin resultar agresiva en sus modos y consecuencias colaterales; y por supuesto, un régimen que gestionaba la crisis económica, política y social con un enfoque poco sensible a las demandas ciudadanas, con un alto grado de represión y con un creciente abandono de las fórmulas de contención social y resolución políticamente dialogada de conflictos, que tan buenos resultados había dado al país desde hacía más de medio siglo.

Definitivamente, todas los elementos señalados fueron condiciones básicas para el temporal éxito movilizador del MLN-T, pero que necesitaron a su vez de una condición suficiente para que el grupo pudiese pasar de un grupúsculo conspirativo que todavía a mediados de 1968 no era ni de lejos la preocupación central de las autoridades políticas y de seguridad uruguayas , a ser no muchos meses después, avanzado 1969, una organización revolucionaria con capacidad para desafiar al régimen. Como se vería en 1972, en realidad no lo fue tanto, pues su desarticulación bajo el impulso represivo de las Fuerzas Armadas fue rápida; pero, desde luego, entre 1969 y comienzos de 1972 llegó a ser un actor político central que se enfrentó de tú a tú con el propio gobierno, poniéndolo en jaque en más de una ocasión con sus acciones imaginativas y efectistas (además de, en ocasiones, efectivas)[33].

A modo de conclusión

No cabe duda que la América Latina de los sesenta en general, y el Uruguay en particular, vivieron una transformación político-social notoria en cuyo origen ocupa un lugar destacado el éxito de la Revolución en Cuba. Su ejemplo de inicio, los

[33] Como ha puesto de relieve el análisis de la legislación represiva de aquellos años, ésta no revela la construcción del MLN-T y la subversión en general como enemigo principal del régimen hasta prácticamente 1970. Sobre el tema véase E. REY TRISTÁN, *op. cit.*, p. 37-47.

cambios en los imaginarios colectivos que generó, especialmente en ciertos sectores de izquierda, y las ideas que a partir de cierto momento difundió acerca de cómo avanzar por ciertas sendas de movilización, influyeron radicalmente en la aparición de numerosas organizaciones armadas a lo largo y ancho del continente en toda la década de los sesenta y siguientes. Muchos querían repetir la experiencia. Si Cuba lo había logrado a pesar de las difíciles condiciones que se le suponían para un proyecto de transformación social y política radical férrea dictadura, apoyo norteamericano al régimen, proximidad a este país , por qué no otros países, bien por compartir condiciones similares, bien por tener otras que en algunos aspectos incluso podían ser más propicias.

Ya sabemos de las múltiples iniciativas que quisieron emular la gesta cubana y sus continuados fracasos a lo largo de la década. En Uruguay la expresión de aquellas ideas y propuestas la encabezó el MLN-Tupamaros desde 1963-1966. Esta organización nació con un fuerte componente innovador respecto a sus precedentes en otros países de la región, y abrió, podemos decir, la etapa de las organizaciones armadas con actuación preeminente en el ámbito urbano. Pero a priori, si las condiciones que se suponían óptimas para un éxito insurgente eran las que se podían dar en Cuba y en otros países con regímenes represivos y cerrados similares, contra los que se podía argumentar una lucha anti-dictatorial, nacionalista y antiimperialista que concitase las simpatías públicas, los aspirantes uruguayos a la Revolución tenían un problema: no era el caso de este país como además les había hecho notar el propio Ernesto Guevara en su conferencia en la Universidad de La República en 1961, con motivo de su visita al país para participar en el Consejo Interamericano Económico y Social (CIES).

No nos parece relevante discutir si la lucha era viable en el Uruguay o por qué un grupo de jóvenes política y socialmente motivados intentó llevarla a la práctica. Fue una decisión tomada de modo consciente y razonada en el medio plazo, como se ha explicado. Lo relevante, y ahí sí centramos nuestra reflexión, es por qué aquel grupúsculo, que hasta 1968 hemos calificado de «conspirativo», a partir de cierto

momento logra tener la capacidad suficiente para ser una organización revolucionaria desafiante y peligrosa para la institucionalidad vigente.

La clave, creemos, está en su crecimiento a partir de un contexto político y social de extrema conflictividad y polarización. Y el momento central para comprender esto es la movilización estudiantil de 1968. Ésta, que como hemos visto nació por cuestiones sin trasfondo político determinado, degeneró en un enfrentamiento grave a partir de una mala gestión de las autoridades y de un ciclo específico de acción-represión, alimentado tanto por ambos actores como por el marco coyuntural y cultural en el que se desarrolló.

El cierre de oportunidades políticas que comenzaban a percibir muchos militantes, las limitaciones sistémicas en plena crisis económica y política en la segunda mitad de los sesenta que apuntaban a lo que en ciertas teorías sociológicas utilizadas para explicar la crisis y movilización se ha denominado privación relativa , y por supuesto la respuesta represiva del gobierno de Pacheco Areco, en consonancia con su línea política y económica de liquidación final del estado batllista del bienestar del medio siglo anterior, han sido argumentos explicativos que se han manejado para comprender el giro de la movilización estudiantil y de otros sectores de la sociedad uruguaya. Estos, desde fines de 1968, serían quienes se incorporasen progresivamente a las filas de la insurgencia tupamara y le permitirían dar el salto que la colocó en el primer plano nacional en los siguientes años.

No cabe duda de que todos estos elementos, que la historiografía existente ya ha analizado y demostrado en mayor o menor medida, más allá de ciertos matices y debates, son necesarios para comprender el Uruguay de la época y el desarrollo del MLN-Tupamaros. Pero en esta ocasión hemos querido apuntar, y sólo muy superficialmente comenzar a indagar pues ni el espacio ni las condiciones lo permitían ahora en torno a otro elemento que estimamos crucial en futuras investigaciones: las motivaciones. Todos los factores señalados anteriormente, que podemos considerar incluso «objetivos», necesitan un complemento para pasar de

ser necesarios a suficientes en la explicación del proceso: el por qué de modo racional los jóvenes uruguayos principal pero no exclusivamente dieron el paso hacia la militancia armada y clandestina.

Una frase muy recurrida en la época, que encontramos desde Montevideo a Ciudad de México, entre otras[34], era «a la vuelta de la esquina», que simbolizaba el camino que pensaban debían recorrer para lograr una transformación social radical, más allá de la vaga definición de ésta o lo que significase para cada uno de ellos. Bastaba con organizarse y empujar, luchar y arriesgar, para lograrlo más pronto que tarde. Cuba así lo había conseguido y explicado. Y la contracultura que se generalizaba en aquellos años fomentaba lecturas similares, en donde el mundo parecía ser de los jóvenes, un mundo que debían construir a su modo para superar el que heredaban de sus mayores[35]. Vivían un mundo que entendían en transformación, y no sólo en las calles de Montevideo, también en las de París, de México o de tantas otras ciudades occidentales (y alguna tras el telón de acero, caso de Praga). Sumémosle el ejemplo cubano, el martirio de Guevara pocos meses atrás, la difusión de sus ideas militantes, la efervescencia revolucionaria en parte de la juventud del continente, entre otros argumentos, y en ese marco comprendamos la expresión arriba señalada.

La militancia en una organización armada, al igual que en otras organizaciones políticas de izquierda en el Uruguay del momento, no era por tanto una decisión «no racional». Era plenamente racional en la lógica que vivían, estaba motivada. Y esa motivación, ese factor cultural y en parte psicológico, que es colectivo al tiempo que personal, ha sido el foco sobre el que hemos querido aportar una mínima reflexión, iniciadora sin duda, en este trabajo. No cabe duda que es un campo de

[34] Véanse parte de las respuestas que los estudiantes mexicanos dieron en su momento a la periodista y escritora Elena PONIATOVSKA, *La noche de Tlatelolco. Testimonio de historia oral*, México, Era, 1975. Su discurso no difiere en absoluto del que se encuentra en muchos jóvenes uruguayos entrevistados por Bañales y Jara, o que reflejan las obras citadas en las páginas precedentes en relación con su movilización.

[35] Sin que ello signifique que toda movilización juvenil en el momento nacía opuesta a la de sus padres o con un conflicto generacional de fondo. V. MARKARIAN, *op. cit.*, ya ha observado que no era el caso en la movilización juvenil uruguaya.

futuro, y que si queremos acabar de comprender las trayectorias de las movilizaciones revolucionarias en América Latina en el marco de la tercera oleada, deberemos incorporarla a nuestros futuros estudios. Tampoco es novedosa, si bien no ha estado presente en la mayor parte de la producción sobre el tema en las últimas décadas, más centradas en los factores estructurales y organizacionales. Algunas teorías relacionadas con el estudio de las movilizaciones en los setenta ya se planteaban la cuestión. Posiblemente el trabajo que mejor lo simbolice, que sigue siendo de interés hasta hoy, sea el de Ted Gurr, con cuyo título queremos dejar abierto este artículo: *Why Men Rebel*[36]? Una pregunta que simboliza más un punto de partida que una conclusión de llegada.

[36] Ted R. GURR, *Why Men Rebel,* Princeton, Princeton University Press, 1970.

As tradições revolucionárias do Pecebismo e do Peronismo durante as ditaduras do Brasil e da Argentina (1968/1970)

Paula Andrea Lenguita, CONICET / UBA, Argentina

Marco Aurélio Santana, IFCS / UFRJ, Brasil

Introdução

Desde a obra *O Estado Burocrático-Autoritário*, de Guillermo O'Donnell (1982), aqueles que se interessam pelos estudos comparativos têm ferramentas para compreender o papel desempenhado pelas ditaduras do cone sul contra as lutas operárias e trabalhistas. Mais ainda, na entrada deste século, a explicação sobre os regimes repressivos volta a se complexificar com a obra comparada de Devoto e Fausto (2008). Para esses autores, as ditaduras no Brasil e na Argentina impuseram consequências distintas no desenvolvimento dos movimentos operários de cada um destes países. Nesse sentido, há algum tempo começámos a abordar comparativamente o período ditatorial para compreender as possíveis mudanças que cada experiência estabeleceu sobre as tradições operárias argentinas e brasileiras.

Neste artigo, avançamos na delimitação temporal dessas possíveis mudanças ocorridas no *pecebismo* e no *peronismo* ao analisarmos a influência da chamada *nova esquerda* sobre a radicalização das lutas operárias e sobre a constituição de oposições políticas contra as ditaduras, sobretudo na segunda metade dos anos 1960. Por conseguinte, fazemos uma avaliação comparativa da recomposição operária no começo das ditaduras do Cone Sul, focando nossa atenção no papel desempenhado pela *nova esquerda* neste processo. Nesse sentido, pensamos que é necessário refletir sobre a radicalização política das lutas sindicais no final dos anos sessenta para entender os impactos das estratégias repressivas impostas por cada um dos regimes de exceção no Brasil (1964) e na Argentina (1966) até à década de setenta.

Dum ponto de vista mais específico, pensamos que o advento da nova esquerda em termos regionais pode ser considerado um elemento importante para as mudanças das tradições *pecebistas* e *peronistas* nos movimentos operários de ambos os países. A fundamentação desta premissa analítica está na incorporação da nova esquerda na luta operária brasileira e argentina, na medida em que possibilita outro ritmo ao conflito fabril. Referimo-nos a uma mutação que é o produto, em grande medida, da discordância deste movimento político com relação à estrutura hierárquica na esquerda clássica e nos sindicatos tradicionais. Tal incorporação busca renovar as estratégias de ação, estabelecendo uma radicalidade na prática política do movimento operário através das organizações armadas em tempos ditatoriais.

Nestes termos, apresentamos uma reflexão comparativa que nos permita verificar o que seriam as mudanças das tradições operárias e sua extensão em tempos de ditaduras do Cone Sul. Para tanto, neste artigo nos ocupamos dos primeiros momentos dos regimes ditatoriais em uma tela onde a radicalidade da ação direta se combinou com o ativismo operário no final dos anos 1960. Tal processo atraiu sobre si uma resposta repressiva por parte dos regimes, o que impactou as tradições operárias. Pensamos que a influência exercida pelo surgimento internacional da

nova esquerda, para a busca de radicalização política da luta operária, teve importância na região, com rebatimentos distintos entre os países e às vezes com impactos pontuais no que diz respeito ao papel das oposições políticas às ditaduras daquele período.

Esperamos que esta apresentação conjunta da análise sobre a radicalização operária que enfrentou de distintas maneiras a repressão dos regimes ditatoriais nos permita estimular novas hipóteses de pesquisa sobre o movimento operário latino-americano.

Os anos sessenta e as ditaduras contra os operários no Cone Sul

A partir dos anos oitenta, com o livro de O'Donnell (1982), os estudos comparativos obtiveram uma peça explicativa dos motivos para o processo desencadeado pelos golpes de Estado na América Latina em meados dos anos sessenta[1]. Especificamente, esta contribuição opera como uma definição para compreender a estratégia repressiva deslanchada pelas classes dominantes na região. Esta estratégia visou responder ao ciclo de mobilização popular que começou na fase imediatamente anterior. Alguns estudos brasileiros têm corroborado essa premissa[2]. Enquanto isso, na Argentina, existe uma abordagem particular que analisa o problema da radicalização política na luta operária,

[1] O livro de Guillermo O'Donnell foi escrito pensando no desenvolvimento das ditaduras latino-americanas daqueles anos (Brasil em 1964, Argentina em 1966 e 1976, Chile em 1973 e Uruguai em 1973). Sua contribuição está em definir o papel da repressão ditatorial para a configuração de uma ordem conservadora. Em outras palavras, o autor observa o desenvolvimento de uma crise de dominação nesses casos, que determina uma reorganização social, política e econômica contra a classe operária. Cf. *El estado burocrático autoritario: triunfos, derrotas y crisis*, Buenos Aires, Editorial de Belgrano, 1982.

[2] Recentemente, a produção acadêmica brasileira está se dedicando ao papel da ditadura no que tange ao movimento sindical neste país. Embora, como certas perspectivas assinalam, os avanços nesse sentido sejam lentos, eles as fortalecem todavia. Cf. Marco Aurélio SANTANA, « Trabalhadores, sindicatos e ditadura militar: o 1968 operário no Brasil» e José Ricardo RAMALHO, «Sinais de mudanças no sindicalismo brasileiro: o significado das greves de 1968 em Contagem e Osasco», *in* Carlos FICO, Maria Paula ARAÚJO, *1968, 40 anos depois. Historia e Memória,* Rio de Janeiro, 7 Letras, 2009.

assinalando o papel da *resistência peronista* e da radicalização de sua corrente revolucionária[3].

No entanto, a questão das apostas conservadoras das ditaduras latino-americanas e suas consequências repressivas parecem ser ainda contraditórias quanto às implicações exercidas sobre os movimentos sindicais brasileiros e argentinos. Neste sentido, temos o estudo comparativo de Devoto e Fausto (2008) movendo-se em uma direção que marca as consequências analíticas diferentes para as ditaduras nos dois países. Os autores assinalam desencontros na conexão com a subsequente luta da classe operária porque acreditam na ideia de que as iniciativas conservadoras obtiveram, no Brasil, resultados favoráveis para a repressão de greves em 1968; mas, na Argentina, contrariamente a estes objetivos, promoveram uma maior resistência operária, evidenciada pelo surgimento de uma central sindical combativa e uma tendência revolucionária dentro do peronismo[4]. Nessa linha de distinções, tal como assinalámos em um artigo anterior, o contexto repressivo afetou o movimento operário de ambos os países de um modo diferente, na medida em que rompeu ou fortaleceu a radicalidade operária[5]. Pensamos que esse impacto se deu na hegemonia das tradições operárias: comunista e peronista. Supomos que talvez uma

[3] Há um estudo pioneiro sobre o papel desempenhado pelo movimento peronista após o golpe de 1955. Daniel James ajudou a entender como naqueles anos a resistência peronista estabeleceu um princípio de radicalismo político que fortaleceu a luta operária na Argentina. Cf., do autor, *Resistencia e integración*, Buenos Aires, Sudamericana, 1991. Além disso, é preciso mencionar também a atenção dada por Juan Alberto Domingo Bozza para compreender ao longo destes anos a estruturação política de certos setores antes do regime de Onganía. Cf. Juan Alberto Domingo BOZZA, «El peronismo revolucionario. Corrientes y experiencias de la radicalización sindical (1958-1968)», *Cuestiones de sociología*, nº 3, 2006, e «El peronismo revolucionario. Itinerario y vertientes de la radicalización, 1959-1969», *Sociohistórica,* n.º 9/10, primer y segundo semestre, 2001, p. 135-169.

[4] Certamente o trabalho desses autores tem um período de comparação global. No entanto, quando se estabelece a sua análise no final dos anos 1960, é categórica a consideração sobre as diferenças. Cf. Fernando J. DEVOTO e Boris FAUSTO, *Argentina-Brasil, 1850-2000: Un ensayo de historia comparada*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2008.

[5] Há algum tempo atrás, começámos a explorar esta linha de comparação entre a situação operária de ambos os países em tempos de golpes de Estado dos anos 1960. Em uma primeira aproximação, estamos de acordo com os estudos comparativos, antes mencionados, quanto à natureza repressiva destas ditaduras e também sobre os impactos que essas imposições determinaram sobre a luta operária. Para um resumo de nossa posição inicial, cf. Paula Andrea LENGUITA e M. A. SANTANA, «Dictaduras Militares y Tradiciones Obreras en Argentina y Brasil», *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, nº 26, 2013.

explicação para esta sobrevivência de uma radicalidade operária argentina, diferentemente da brasileira, possa ser dada por anos de proscrição dos peronistas depois de 1955 e pelas resistências que fortaleceram a dinâmica fabril ao longo de vinte anos.

Porém, ao caminharmos para além da análise geral das duas décadas de ditaduras no Cone Sul, observamos que o ritmo da intensidade na luta tem momentos peculiares. Particularmente, tal observação está na relação das mutações das tradições pecebistas e peronistas. Especificamente, neste sentido, não vemos estas discordâncias quando nos aprofundamos na fase final dos anos 1960. Assim, pensamos que os anos 1968/1970 são uma chave para a compreensão do período ditatorial, já que há um enfraquecimento, como resultado da repressão, de formas mais institucionais de confronto. Ao mesmo tempo, se manifesta um fortalecimento das formas alternativas de oposição aos regimes.

Neste artigo apresentamos elementos para uma reflexão sobre aproximações e distâncias entre os destinos pecebistas e peronistas, quanto às condições que resultaram no surgimento de uma *nova esquerda* para reconstruir um tipo particular de estratégia de oposição às ditaduras. Em outras palavras, assumimos que em ambas as orientações existem distâncias que de alguma maneira podem ser encurtadas, dependendo da angulação, quando observamos os resultados imediatos dessa repressão no final dos anos sessenta.

Neste estudo, avançamos sobre o modo como o radicalismo político mundial operou em termos locais fornecendo uma ferramenta para as orientações revolucionárias da luta dos trabalhadores. A fim de promover uma comparação sobre as alterações em tradições operárias, brasileiras e argentinas, estudamos alguns segmentos das oposições políticas às ditaduras no período 1968/1970[6]. Avaliamos que em ambas as alternativas se foram produzindo novos caminhos para

[6] Deve-se mencionar aqui um estudo anterior que nos guiou sobre o modo como as oposições sindicais, em ambos os países, foram adotando orientações radicais para fazer frente às ditaduras deste período. Cf. Darío DAWYD e P. A. LENGUITA, «Los setenta en Argentina: autoritarismo y sindicalismo de base», *Revista Contemporánea*, vol. 3, 2013, p. 56-75.

aprofundar o confronto com as ditaduras. Consideramos a conjuntura repressiva de radicalização política neste período para analisar possíveis mudanças nas tradições pecebistas e peronistas nos respetivos países. Como dissemos, vamos concentrar-nos no final dos anos 1960 a fim de compreender os vínculos entre a luta operária e a luta revolucionária, que ocorreram, à sua maneira, em ambos os casos. E, a partir daí, começar a entender o papel que desempenham as alterações nas tradições pecebistas e peronistas para o desenvolvimento da luta na década seguinte.

Para levar adiante tal objetivo, analisaremos certas mutações ideológicas das correntes revolucionárias do peronismo e das correntes egressas do pecebismo, enquanto recomposições de suas forças constitutivas no final dos anos 1960. Centrar-nos-emos no conjunto de disputas políticas e orientações ideológicas que organizaram as propostas de rupturas revolucionárias no interior de ambos os partidos políticos. Ademais, para observar as mutações das correntes revolucionárias do pecebismo e do peronismo, daremos atenção à sua participação em determinadas greves deste período, notadamente a dos metalúrgicos mineiros e a dos petroleiros platenses. Mesmo sabendo que são eventos de grande importância, só poderão ter aqui, no escopo deste artigo, um tratamento pontual, como índices de processos mais amplos e profundos que necessitam mais pesquisas, dados e reflexões.

Assim, a nossa análise se estabelece sobre o conjunto de orientações ideológicas que fortaleceram estas pautas contra a linha oficial dos partidos. Nestes debates, se mobilizam o que seriam os limites da luta política contra as ditaduras militares, indicando a chave para a compreensão dos processos de *radicalização sindical*. Aqui estaria o prelúdio do surgimento de organizações armadas ligadas a estas correntes. Portanto, neste artigo, iremos avançar nessa direção para entender também algumas continuidades no sentido da oposição política às ditaduras latino-americanas daqueles anos e as orientações adotadas por algumas destas correntes em relação ao caminho da luta armada para enfrentar a repressão estatal.

A Tendência Revolucionária do Peronismo na Argentina

O golpe de estado de 1966, liderado pelo general Juan Carlos Organia até 1970[7], produziu um radicalismo político das classes médias urbanas sobretudo no papel do movimento estudantil nas greves operárias deste período. Em linha com o que estava acontecendo em outras partes do mundo, sob a rubrica da *nova esquerda*, com o onganiato argentino, rompeu uma radicalização sindical observável na greve dos petroleiros platenses na segunda metade de 1968. Mesmo na Argentina, esse processo de radicalização sindical foi palco de um aprofundamento ainda maior do processo da rebelião insurrecional do peronismo na década de sessenta.

Na Argentina, para entender a ligação entre o movimento da nova esquerda internacional e a prática insurrecional do peronismo sobre o movimento operário e sindical, é necessário considerar o surgimento da Tendência Revolucionária do Peronismo. O termo reúne um conjunto de experiências políticas e sindicais de sucessiva radicalização entre meados dos anos sessenta e meados dos anos setenta. Neste caso, vamos tomar a *Central Combativa*, que nasceu no início de 1968, como uma expressão clara desta emergência sindical e emergência política do *peronismo revolucionário* no final desse mesmo ano. Para entender as articulações entre o movimento sindical e a política de radicalização da tendência revolucionária do peronismo, observaremos algumas fontes da central sindical e da *Tendência* que analisam a greve dos petroleiros platenses[8].

[7] Juan Carlos Onganía foi um militar argentino que exerceu de fato a presidência da Argentina entre 1966 e 1970. Diante de conflitos operários, greves e revoltas populares e a ascensão da guerrilha urbana, com a sua posição interna enfraquecida, o presidente renunciou em 1970.

[8] Esta greve está chamando a atenção de analistas acadêmicos, particularmente por sua importância no papel de divisor de águas no processo de crise do peronismo e pela sua visibilidade das tensões internas desta tradição operária. Para uma análise particular deste evento em termos das crises internas dos dirigentes sindicais peronistas, cf. Darío DAWID, *La «huelga santa» de los petroleros de Ensenada. Petróleo, peronismo y política en el 68 argentino. La clase trabajadora en la Argentina del siglo XX: experiencias de lucha y organización*, Buenos Aires, Ficarao Ceca, 2011. Em termos de sua importância no acúmulo de experiências do peronismo revolucionário, cf. Marcelo RAIMUNDO, «Un conflicto laboral durante la Revolución Argentina: la huelga de los petroleros del SUPE ensenada de fines de 1968», ponencia presentada en *II Encuentro Internacional Teoría y práctica política en América Latina. Nuevas derechas e izquierdas en el escenario regional*, Universidad Nacional de Mar del Plata, 2010.

No caso da *Central Combativa*, sua emergência em março de 1968 mostra que o Programa da CGT dos argentinos tende às linhas de continuidade com a experiência acumulada do peronismo revolucionário[9] na relação com outras organizações, como o Movimento Revolucionário Peronista (MRP), partícipes do movimento das ocupações de fábricas de 1964[10]. Em ambos, encontramos um forte desafio ao sindicato e às hierarquias políticas dentro do peronismo, e portanto uma caracterização própria como oposição interna frente à ala conservadora, chamando-as: «minorias entregadoras e líderes corruptos». A novidade deste período está na caracterização de quem é representado, evidenciando uma nova etapa de orientação insurrecional e de luta armada[11], quando se afirma:

> [...] compreendemos que por exigir la libertad, la justicia y el respeto a la voluntad soberana de los argentinos, nos inventarán todos los rótulos, incluso el de subversivo, y pretenden asociarnos con conspiraciones secretas que ya han rechazado[12].

[9] Há pelo menos dois tratamentos que fazem esta linha de continuidade entre o centro combativo e passado do peronismo revolucionário: por um lado, J. A. D. BOZZA, «La voluntad organizada», *Anuario del Instituto de Historia Argentina*, 2009 ; e, por outro, M. RAIMUNDO, «Compañero y los orígenes del Peronismo Revolucionario», *Sociohistórica*, 2000, p. 203-226. Devem-se indicar os tratamentos recentes que colocam a discussão interna da expressão das tensões ideológicas do peronismo dos anos sessenta: Luciana SOTELO, «El mundo sindical entre la acción gremial y la acción política. Continuidades y rupturas de la CGT de los Argentinos respecto de las experiencias anteriores», *PolHis*, nº 10, 2012. Para um panorama geral da experiência na luta combativa do cegetismo, cf. D. DAWYD, « Sindicatos y política en la Argentina del Cordobazo », *in El peronismo entre la CGT de los argentinos y la reorganización sindical (1968-1970)*, Buenos Aires, Pueblo Heredero, 2011.

[10] Para uma análise detalhada do peronismo revolucionário nos últimos anos e seu papel no surgimento e desenvolvimento do centro de combate, cf. Eduardo GURUCHARRI, *Un militar entre obreros y guerrilleros*, Buenos Aires, Ediciones Colihue, 2001.

[11] Para um avanço significativo nesta linha de tratamento sobre as continuidades do peronismo revolucionário dentro dos desenvolvimentos peronistas organizações armadas, cf. M. RAIMUNDO, «Los peronistas y las armas entre 1955 y 1966», Revista Digital *Estudios Históricos*, n° 9, 2012, p. 12-26. Cf. do mesmo autor um tratamento que analisa em detalhes as origens da primeira organização armada dentro do peronismo: M. RAIMUNDO, «Izquierda peronista, clase obrera y violencia armada: una experiencia alternativa», *Sociohistórica*, n° 15/16, primer y segundo semestre, 2004, p. 99-128.

[12] Programa CTG dos Argentinos, maio 1968.

Com essas posições se estabelecem os desafios da radicalidade sindical[13], sua articulação com setores políticos de dentro e fora do peronismo, a respeito da orientação da luta operária na greve de petroleiros platenses[14]. Em outubro, a partir de uma análise dos acontecimentos da greve dos petroleiros, mais uma vez, insistem no caráter de nacionalização do conflito, pedindo um mecanismo para integrar a luta dos trabalhadores dentro e fora das fábricas.

> Los siete mil petroleros que abandonaron el trabajo esta mañana representan la perjudicada dignidad nacional, tienen intacto el espíritu de la lucha, la resistencia a la invasión extranjera. [...] La extensión del desempleo en las áreas de la producción, en particular en las otras destilerías, es la única cosa que puede garantizar el éxito total de la huelga de Ensenada[15].

A tendência revolucionária do peronismo estabelece uma análise crítica sobre o comportamento da *Central Combativa.* No desenvolvimento da greve dos petroleiros, a referida tendência revolucionária considera um tempo de «colapso da burocracia sindical», mostrando, na própria emergência da central, uma alternativa rebelde do sindicalismo argentino. Além disso, há a consternação que Juan Carlos Onganía suscitou diante da envergadura do conflito, sabendo-se que foram 7000 os petroleiros em luta num momento de crescente radicalismo. Mas, fundamentalmente, os sinais da greve dos petroleiros estão associados aos diversos setores que compõem o espectro político da tendência revolucionária, com sua necessidade de articulação orgânica e seus recursos para a configuração de uma «vanguarda revolucionária», dando-lhe uma função específica nesta estrutura.

> Desde este punto de vista cualquier defensa del movimiento sindical hoy se torna automáticamente una cuestión política, y por lo tanto irá a crear una consciencia no sólo anti-patronal sino contraria al sistema y el gobierno que la defiende. Pero esto, a su

[13] J. A. D. BOZZA, «El peronismo revolucionario…», art. cit.
[14] L. SOTELO, «El mundo sindical…», art. cit.
[15] Semanário CTG dos Argentinos, outubro 1968.

> vez, está demostrando que la solución a la confrontación entre la clase obrera contra los patrones y el sistema debe incluir no sólo la lucha sindical a través del sindicato, al mismo tiempo, conscientemente abordar la cuestión de la toma del poder; por lo cual el sindicato aislado de una vanguardia revolucionaria es impotente como estructura y la política sindical como método meramente ineficiente[16].

Os desafios para a luta da *Central Combativa* são constantes. Para a imprensa de tendência revolucionária do partido, tal crítica é dirigida às inconsistências e ambiguidades de algumas de suas práticas. Apesar disto, no fundo, os questionamentos são sobre os problemas da estrutura interna, ou melhor, sobre a falta de estruturação interna. Como sabemos, todas as questões serão vitais para as rachaduras que vão sofrer as ditas correntes no início da década seguinte.

Em nossa opinião, os desequilíbrios organizativos que a Central Combativa mostra desde o início foram produto das articulações políticas dentro desta tendência revolucionária do partido. Portanto, esta é uma das chaves para a compreensão das mudanças na tradição peronista neste período. Concretamente, ela permitiu reforçar a oposição política contra a ditadura, dentro e fora do peronismo. E também esclareceu os debates insurrecionais sobre a dinâmica da violência política, até o surgimento de grupos armados próprios[17].

---

[16] *Con Todo*, n° 2, p. 4.

[17] Há vários trabalhos que abordem especificamente os fenômenos das Forças Armadas peronistas. De um ponto de vista documental, cf. Eduardo L. DUHALDE e Eduardo M. PÉREZ, *De Taco Ralo a la Alternativa Independiente: Historia documental de las Fuerzas Armadas Peronistas y del Peronismo de Base*, vol. I, La Plata, De la Campana, 2002. E do ponto de vista da memória militante, Cecilia LUVECCE, *Las Fuerzas Armadas Peronistas y el Peronismo de Base*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1993. Citem-se ainda os seguintes estudos atuais : Paula SOMBRA, « Écrire à partir de la parole ou l'appréhension des souvenirs : une réélaboration au présent du passé récent en Argentine », *Conserveries mémorielles. Revue transdisciplinaire de jeunes chercheurs*, n° 9, 2011 ; Mariela STAVALE, *Las Fuerzas Armadas Peronistas y su experiencia alternativa [1964-1979]*, Tesis Doctoral, Universidad Nacional de La Plata, Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, 2012, e P. SOMBRA, « Un parcours collectif autour du militantisme politique en Argentine : De la mémoire des "combattants révolutionnaires" aux discours sur la victimisation », *Conserveries mémorielles. Revue transdisciplinaire de jeunes chercheurs*, n° 15, 2014.

A Corrente Revolucionária Comunista no Brasil

A chegada do ano de 1968 trouxe momentos marcantes para o movimento sindical brasileiro, porque a ascensão econômica do «milagre brasileiro» não alcançou a classe operária, que ainda continua a sofrer os efeitos do arrocho salarial[18]. Por isso, o ano de 1968 encontrou o meio operário em franca recomposição para tentar novas formas de ação.

No dia 16 de abril desse ano, em um contexto de muitas demissões, falências de empresas e atrasos no pagamento dos salários, os operários da siderúrgica «Belgo Mineira», situada em Contagem, Minas Gerais, paralizaram suas atividades e concentraram-se na sede de seu sindicato. A greve, que reivindicou um reajuste salarial acima do limite máximo de 17% imposto pela ditadura, não foi apoiada pelo sindicato.

As forças que acompanharam a tomada da fábrica expressaram a emergência das articulações do que seria uma *nova esquerda*, contestária à prática sindical e partidos operários tradicionais. Especificamente, entre as correntes revolucionárias que participaram da greve (Ação Popular e Comando de Libertação Nacional), vamos considerar apenas o caso da Corrente Revolucionária, como descolamento surgido dentro do pecebismo e que, posteriormente, marca uma ruptura com ele.

A Corrente Revolucionária era uma tendência surgida no interior do Partido Comunista Brasileiro na crítica às posturas do comitê central frente à ditadura. Em termos gerais, a Corrente agregava, em sua origem, vários nomes importantes do partido, que depois sairíam para organizações diferentes. Aquando da realização do VI congresso do PCB (1967), o comitê central, visando derrotar as posições revolucionárias, tomou medidas limitantes à particpação destes setores de oposição. Alguns foram expulsos, outros se afastaram do partido. Com isso, o PCB viu

[18] Este período caracteriza-se como os «anos de chumbo». Um período de contínua repressão da ditadura militar no Brasil. A etapa abarca o final de 1968 (com o lançamento do AI-5, em 13 de Dezembro desse ano) até o final do governo do general Emilio Medici, em março de 1974. Ele também se caracteriza como os anos do chamado «milagre econômico brasileiro», porque foi um período de forte crescimento econômico com o aumento do endividamento e da concentração de renda.

diversos grupos, que contestavam suas orientações «reformistas» e «pacifistas», surgirem no cenário de esquerda compondo uma constelação com vários outros não egressos de suas fileiras[19].

Em Belo Horizonte, o comitê municipal do partido, já constituído como Dissidência MG, crítico em relação à Direção e identificado em termos gerais com a Corrente Revolucionária, funda a Corrente Revolucionária de Minas Gerais[20]. Durante algum tempo, a Corrente, apesar de seu eixo pela luta armada, mantém a orientação pecebista quanto às vinculações com o movimento de massa. Daí sua entrada e participação no movimento operário e sindical. Com o avançar da conjuntura e o aumento da escalada repressiva, a organização afasta-se das possibilidades de aproximação com os trabalhadores.

Os vínculos da Corrente com o movimento operário tiveram nas mobilizações de Contagem ponto de relevo. Na fábrica de Contagem, a chapa identificada com esses setores ganhou as eleições sindicais em meados de 1967. Mas, alguns nomes, entre eles o cabeça de chapa Enio Seabra (presidente da entidade, cassado em 1964), foram vetados pelo Ministério do Trabalho. Ainda assim, as organizações citadas continuaram influenciando as atividades do sindicato e começaram a desenvolver intenso trabalho de agitação nas fábricas. Sempre que puderam, utilizaram a estrutura do órgão nessa tarefa, sem que ficasse muito aparente, camuflando deliberadamente a participação do sindicato nas ações. A inviabilidade de militantes assumirem a direção sindical por conta das medidas repressivas acaba por abrir espaço à Corrente na direção da entidade.

[19] Para um aprofundamento do sentido que os «rachas» do Partido Comunista Brasileiro assumiram, na segunda metade dos anos 1960, pode ser analisada a experiência de greves em Contagem, assim como a paulista de Osasco. Há várias interpretações acerca do tema. Entre elas, temos aqui que pensar o papel das mudanças nas tradições de pecebismo sobre a lógica geral da luta dos trabalhadores nestes anos. Para tanto, cf. M. A. SANTANA, «Sinais de mudanças... », art. cit.

[20] Para maiores detalhes sobre a trajetória da «Corrente», cf., entre outros, Thiago VITRAL, *Corrente Revolucionária de Minas Gerais: resistência ativa à ditadura civil militar em minas gerais (1967-1969)*, Dissertação de Mestrado em História, Universidade Federal de Minas Girais, FAFICH-UFMG, 2013.

Em termos de condições materiais, o movimento encontrava um campo extremadamente fértil. Segundo Conceição Imaculada, militante da Corrente e diretora do sindicato na época[21]:

> Por que essa greve? Naquele momento tinha um arrocho salarial muito grande, e também estava começando [...] uma transição. Foi naquele momento que se estava começando a criar a linhas de produção no Brasil, pelo menos aqui em Belo Horizonte ainda não tinha [...] tínhamos também o problema da perda de estabilidade, que foi quando surgiu o Fundo de Garantia (por Tempo de Sevicio), então isso estava em efervescência; o pessoal falava em opção. Existiu todo um movimento porque as pessoas não queriam perder nem a estabilidade nem o emprego.[22]

O trabalho da oposição sindical foi sentido ao longo de todo o período, após o golpe de 1964. Ela vai combater o interventor e avançar no trabalho de organização dentro da fábrica. Por sua vez, a Corrente e a outras forças de esquerda, dado o equilíbrio entre elas, assumiram postura unitária. Por isso, a partir de novembro de 1967, essas estruturas vão articular seu trabalho sindical dentro das fábricas nas comissões de fábricas (chamadas «comissões dos cinco»). A dinâmica da conjuntura e desses grupos revolucionários acabou precipitando o movimento de greve em abril, isto quando a organização da greve estava pensada para outubro na época da campanha salarial.

Os impactos da greve e dos destinos de suas lideranças sobre o movimento de Contagem seriam bastante grandes. Mesmo tendo mantido núcleos dentro das empresas, a articulação da oposição seria dificultada pelo fato da atenção jogada cada vez mais para o interior da organização guerrilheira a que os militantes

[21] Existem estudos recentes que tratam dessa memória ativista, a partir de uma perspectiva de gênero. Cf. Carolina DELLAMORE, «Resistência operária e ditadura militar a atuação dos metalúrgicos na Cidade Industrial de Contagem/MG», *in XI Encontro regional Sudeste de História Oral*, Niterói, Universidade Federal Fluminense, 8 a 10 de julho de 2015.

[22] Entrevista a Edileuza Lima, em 21 outubro de 2006, citado por M. A. SANTANA, «Trabalhadores, sindicatos e ditadura militar...», art. cit., p. 159.

pertenciam, o que também faz com que muitos mudem de cidade e/ou sejam presos por conta de ações do grupo. Este tipo de impacto repressivo se verá no segundo movimento de Contagem, deflagrado em outubro de 1968, tendo como base os grupos de esquerda dentro das empresas. Em uma escalada repressiva da ditadura já em marcha, a segunda greve de Contagem sofreu dura repressão e resultou na intervenção no sindicato, encerrando o que seria o 1968 operário.

De todo modo, as ações operárias em 1968 marcaram de forma indelével a história do movimento sindical no país. Nelas deve-se ressaltar a articulação entre ação «por dentro» e «por fora» da estrutura sindical, bem como entre organismos de «cúpula» e de «base», que recuperava parte rica do acervo sindical progressista de nossa história, preparando o terreno para experiências futuras.

Neste sentido, a memória dos militantes e lideranças da greve é importante porque indica as tensões entre a direção e a base dentro e para além do pecebismo, que, inclusive, o transcenderam, produzindo novas organizações que seriam o princípio da busca de um novo tempo no movimento operário e sindical brasileiro frente à ditadura.

Outro aspecto importante é a definição da direção do partido comunista por outros tipos de alianças. Porque, nesse momento, a linha da esquerda armada já estava em franco desenvolvimento, mas a direção do pecebismo se associando às forças que, segundo ele, não se identificavam como aquele «aventureirismo pequeno-burguês» armado e distanciado das massas. Neste quadro, a direção do partido fugia do «aventureirismo» dos setores revolucionários, aprofundando sua identificação, embora de forma crítica, com os sindicalistas conservadores[23].

[23] Para uma visão geral do comportamento oficial do pecebismo e ruturas organizativas durante estes anos de radicalização política, cf. M. A. SANTANA, «Entre a ruptura e a continuidade: visões da história do movimento sindical brasileiro», *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 14, n° 41, 1999, p. 103-120.

Peronismo e Pecebismo: tentativas de mudanças revolucionárias nos meios operários

De acordo com a análise, a comparação das semelhanças nas duas trajetórias políticas revolucionárias do pecebismo e do peronismo pode ser estudada a partir das greves deste período, porque a articulação deriva da emergência de organizações armadas como expressão anti-ditatorial depois do declínio das ditas greves.

Portanto, além da diferença geral entre as duas tradições, a situação no período 1968/1970 é semelhante no que diz respeito ao processo de radicalização de ambas as experiências políticas destas tradições ou delas egressas. Ambas as experiências assistem ao surgimento de correntes revolucionárias, talvez ao calor do advento da «nova esquerda» no continente, denunciando os limites institucionais através da luta das ocupações de fábricas (no caso dos metalúrgicos brasileiros e dos petroleiros argentinos). Neste sentido, as mudanças permitem obter orientação sobre formas alternativas de enfrentamento, vinculado de um modo diferente ao papel da luta armada.

No Brasil, a influência da radicalização política faz sentido em duas das principais greves metalúrgicas de 1968. Sem esquecermos, é claro, a própria fermentação nos meios operários, para além da ação dos grupos de esquerda. Com a saída repressiva do Ato Institucional nº 5 fecha-se um ciclo do confronto operário, jogado mais uma vez ao trabalho cotidiano fugidio, evitando os tentáculos repressivos.

Na Argentina, há uma influência perceptível dos princípios da radicalização política da «nova esquerda» internacional sobre as alterações dos parâmetros de representação tradicional de classe, seus partidos e sindicatos. Essa influência está ligada a uma realidade específica: referimo-nos ao papel do peronismo revolucionário na luta dos trabalhadores até ao golpe de 1966. E, além disso, nos referimos ao papel que a dinâmica política dessa violência antiditatorial adquirirá na primeira metade da década seguinte, até o golpe de 1976 que vai aniquilar uma

geração de ativistas e militantes de um modo brutal e sanguinário. Portanto, a tendência revolucionária do peronismo, no final dos anos sessenta, desempenhou um papel substancial em expor fraquezas institucionais na luta das greves que se tinham realizado até então. Nesse sentido, a corrente radical vai assumir essa posição a partir do surgimento de organizações armadas fato fundamental para a compreensão do curso da violência política no país como resposta ao regime ditatorial.

Além disso, estas orientações são o produto de uma onda de radicalismo político na região, que se tornou no início de uma guerra insurgente popular em alguns países. E, finalmente, estes conjuntos de elementos explicativos podem levar a considerar a reestruturação da luta dos trabalhadores em uma chave estruturalmente nova para as revoltas e ocupações de fábricas.

Portanto, os resultados destas alternativas são vitais para o que vai acontecer na primeira metade da década seguinte no Brasil e na Argentina, onde as experiências comparativas mostram toda a sua discrepância. Deste modo, observámos algumas características destas mudanças nas tendências do pecebismo e peronismo para compreender a emergência de suas tendências revolucionárias no período 1968/1970. Entretanto, é necessário aprofundar estes deslizamentos e mudanças nos conceitos e metodologias de ação direta para entender o surgimento de orientações armadas frente aos regimes ditatoriais da região, no final dos anos 1960.

Considerações finais

Neste artigo refletimos sobre as alterações nas tradições pecebistas e peronistas que ocorreram entre 1968 e 1970 porque este foi um tempo em que a «nova esquerda» influenciou a orientação da oposição política às ditaduras latino-americanas, especialmente no caso do Brasil e da Argentina. Como discutimos neste artigo, tal influência internacional radicalizou a prática política dos operários, chegando mesmo a afetar os métodos de confronto observados na luta grevista dos metalúrgicos mineiros no Brasil e dos petroleiros platenses na Argentina. Essa

radicalização sindical alterou os princípios orientadores da luta dos operários, com o abandono de certas estratégias sindicais para orientar outras ligadas à luta armada. Apesar disto, precisamos de deixar claro que as duas experiências foram importantes, mas, dadas as orientações, contextos e repressão, não foram pontos de mudanças duradouras nas tradições pecebistas. No caso brasileiro, tais mutações só permanecem como pontos luminosos naquele período.

Ao longo destas linhas, tentámos entender como a radicalização operária do final dos anos 1960 sofreu uma orientação inversa na década seguinte, adotando outros formatos na experiência operária de cada um dos países. A sobrevivência da radicalização sindical no caso argentino pode estar relacionada com a década de confrontação da resistência peronista porque foi sua proscrição que fortaleceu a luta nas fábricas nos anos sessenta. Na experiência brasileira, a força da tradição pecebista foi mais forte. Na continuidade do processo, muitos militantes acabaram voltando e/ou se integrando no partido após a derrota da luta armada.

Dum ponto de vista comparativo, a situação de divergência da primeira metade dos anos 1970 não desacredita as similitudes que consideramos aqui no período 1968/1970 no que toca às mudanças nas tradições do pecebismo e do peronismo e, particularmente, no que diz respeito à emergência das tendências revolucionárias de ambos os partidos nos anos finais de 1960. Concretamente, nossa intenção aqui foi mostrar que o período 1968/1970 pode ser uma chave para a compreensão do tempo ditatorial, porque há ali um certo enfraquecimento das vias institucionais de confronto como resultado da repressão. E, ademais, nesse período se manifesta um fortalecimento das formas alternativas de oposição aos regimes. Nas duas décadas ditatoriais, ambas as orientações mostram distâncias, mas elas são encurtadas quando observamos os resultados imediatos dessa repressão no final dos anos 1960.

Nesta análise, abordámos especificamente o surgimento da «nova esquerda» que resultou em mudanças nas tradições pecebistas e peronistas, nos movimentos trabalhistas no Brasil e na Argentina. Em nossa visão, esta evolução deveu-se, de certa forma, à incorporação e à luta dos trabalhadores latino-americanos, as quais

foram fundamentais para mudar o ritmo e a intensidade dos conflitos de trabalho, em especial nos dois países estudados. Assim, a diferença no desenvolvimento das duas tradições, em todo o período da ditadura, tem de ser revista para o período 1968/1970. Nesse sentido, a influência da «nova esquerda» determinou, não como causa única mas importante, o surgimento de orientações revolucionárias dentro destes partidos, as quais levaram ao questionamento das suas lideranças oficiais. Essas diretrizes deram lugar à crítica tanto do sindicato quanto do partido.

Cabe apontar que o que seria a «via revolucionária» não esteve ausente da trajetória destas tradições. Os pecebistas, de alguma maneira, em diferentes conjunturas, em sua linha política e congressos tinham disposto a possibilidade deste caminho, além de o terem defendido abertamente como prática entre 1948-1954. Os peronistas nunca o assumiram explicitamente antes dos anos 1960. Alguns setores do peronismo revolucionário utilizavam a «violência política», como diziam, contra a proscrição do peronismo. Em meados de 1966 aparece a primeira denominação Fuerzas Armadas Peronistas[24], que todavia só atuam deste modo, em Tucumán, em fins de 1968[25].

Pensamos que é necessário ainda aprofundar as análises sobre o final dos anos 1960, a fim de compreender os vínculos entre a luta operária e a luta revolucionária que ocorreram em ambos os casos. Começaremos então a entender o papel que desempenharam as alterações das tradições pecebistas e peronistas no desenvolvimento das lutas operárias em determinados contextos.

Na verdade, estas conclusões preliminares devem ser reforçadas por uma análise mais aprofundada dos documentos aqui apresentados, tanto em termos de testemunhos de militantes envolvidos como de documentos políticos produzidos

[24] Referimo-nos aqui ao nome original da sigla. Chamada por alguns autores como «proto FAP», teve origem no oeste de Buenos Aires, liderada por Jorge Rulli. Cf. L. DUHALDE e E. M. PÉREZ,, *op. cit*, p. 53.

[25] Na verdade, o aparecimento da linha «rural» desta organização armada «falhou» a sua apresentação. No entanto, em reconhecimento da sua ação, quando os membros desta foram detidos pela polícia na localidade de Taco Rallo, sua incidência foi fundamental para o surgimento de outras experiências tanto dentro como fora do peronismo.

para dar conta dos deslizamentos nas posições revolucionárias da Corrente Revolucionária, no Brasil, e da Tendência Revolucionária, na Argentina.

Em síntese, como assinalámos em outro momento deste ensaio, torna-se cada vez mais necessário estudar os aspectos ideológicos e programáticos destas tendências e correntes revolucionárias dos partidos estudados ou deles egressas, abrindo assim novos flancos de entendimento das dinâmicas do movimento operário, bem como das orientações e ações dos grupamentos de esquerda em períodos de regimes ditatoriais.

Du concept de « libération »
à la justification théologique de la violence révolutionnaire

quatre articles de Rubén Dri publiés dans
Cristianismo y Revolución (1966-1971)

Nicolas Dobrowolski
Université de Lille

La fe impulsa a asumir las ideologías
Rubén Dri[1] (1970)

Cristianismo y Revolución a profondément marqué l'idéologie des mouvements d'extrême gauche argentins dans les années 1960. Polémique, irrévérencieuse, voire même hérétique pour la hiérarchie ecclésiastique, la revue est parvenue à placer la foi chrétienne au cœur d'un processus révolutionnaire. Sa ligne éditoriale est considérée comme annonciatrice de la Théologie de la Libération car l'année du dernier numéro de cette publication est celle de la parution du livre posant les bases du mouvement : *Teología de la Liberación: perspectivas* de Gustavo Gutiérrez Merino (1971). Avec ses trente numéros édités sur un peu plus de cinq années, *CyR*[2] a tenté de justifier son engagement total pour un changement de société vers le

[1] Né en 1929. Prêtre salésien, théologien, philosophe, aujourd'hui professeur en Sciences sociales à l'Université de Buenos Aires.
[2] Désormais nous utiliserons ces initiales pour nous référer à *Cristianismo y Revolución.*

socialisme à partir de la foi chrétienne. Il ne s'agissait pas de socialistes attirés par la religion, mais plutôt de chrétiens qui se radicalisaient[3] jusqu'à prôner la violence révolutionnaire pour en finir, sur le continent latino-américain, avec les inégalités sociales marquées, l'impérialisme nord-américain, et la violence des dictatures militaires.

L'apparent consensus idéologique entre les différents membres de la rédaction efface les quelques divergences politiques quant à l'adhésion plus ou moins prononcée aux thèses marxistes ou sur la figure de Perón comme catalyseur des espérances révolutionnaires. Ces identités multiples condensées dans *CyR* s'exprimèrent de manière plus individuelle dans les organisations politico-militaires de ces années-là et on peut ainsi considérer la revue comme la somme des diverses tendances de l'ultragauche[4] argentine de l'époque, relai des aspirations des FAR, des *Montoneros* (dont le premier noyau se constitue en partie au sein même de la rédaction de la revue en 1970) ou encore de l'ERP[5]. En 1967, un an après la création de *CyR*, apparaît le *Movimiento de Sacerdotes para el Tercer Mundo* (MSTM)[6], et en 1968 la conférence de Medellín avalise et adapte pour le continent latino-américain les réformes du concile Vatican II (1962-1965). Un des climax de ces années d'effervescences révolutionnaires est le *Cordobazo* (1969), mouvement social et insurrectionnel d'envergure qui deviendra l'un des principaux sujets traités dans *CyR*. L'objectif du directeur de celle-ci, Juan García Elorrio, était de saper en

[3] Le directeur de la publication, Juan García Elorrio (1938-1970), fut lui-même séminariste.

[4] Nous appelons « ultragauche » les mouvements de gauche révolutionnaire prônant un changement radical de société par la lutte armée. Leur idéologie est variable allant du nationalisme populaire (péronisme révolutionnaire) à l'internationalisme trotskyste (ERP).

[5] Les FAR (*Fuerzas Armadas Revolucionarias,* apparues à la fin des années 60) et les *Montoneros* (1970) finissent par fusionner en raison de leur proximité idéologique (péronisme révolutionnaire). Quant à l'ERP (*Ejército Revolucionario del Pueblo*, créé en 1970), il était issu du PRT (*Partido Revolucionario de los Trabajadores,* 1965) d'orientation trotskyste et anti-péroniste. Toutes ces organisations se forment durant les années de la parution de la revue (1966-1971), qui coïncident avec la dictature dite *Revolución Argentina* (1966-1973), régime soutenu par les États-Unis dans le contexte de la Guerre froide.

[6] Le MSTM était l'émanation argentine d'un mouvement œcuménique progressiste issu des conclusions du Concile Vatican II. Il comprenait plus de quatre cents prêtres, de tous les diocèses du pays.

premier lieu la pseudo-légitimité du dictateur Onganía, puis d'encourager les chrétiens à s'engager corps et âme dans la lutte armée en entrant dans les rangs du péronisme révolutionnaire.

Comment justifier, à partir de la théologie chrétienne, la lutte idéologique pour la construction d'une société de type socialiste puis, étape supérieure, l'usage de la violence, le recours à la lutte armée pour atteindre cet objectif ? *CyR* comptait parmi ses contributeurs de nombreux prêtres progressistes issus du MSTM, tous désireux de proposer une herméneutique humaniste et socialisante des Évangiles, et s'appuyant pour cela sur la tradition sémitique et l'histoire des premiers chrétiens. Quant au père Rubén Dri, intellectuel salésien[7] au parcours militant très riche, il joua un rôle prépondérant au sein de cette organisation ainsi qu'au sein des FAP (Forces Armées Péronistes), et offre le parfait exemple du chrétien libérationniste qui a transité par le péronisme pour parfaire son idéologie révolutionnaire. Les quatre articles de lui publiés dans *CyR* s'avèrent donc précieux pour comprendre cette évolution[8] :

1. « *Justicia y Violencia* » (*CyR* n° 6/7, avril 1968). Deux événements permettent de comprendre cette intervention. Paul VI écrit l'encyclique *Populorum Progressio*, éditée le 26 mars 1967[9]. Le 15 août de la même année, le *Manifeste des 18 évêques*[10] adoube ce texte, l'adapte à la réalité latino-américaine et de ce document naît le

[7] L'ordre des Salésiens, fondé par Juan Bosco à Turin en 1859, est une des congrégations religieuses les plus influentes d'Argentine, notamment dans le système éducatif, la santé et l'édition. À la fin du XIX[e] siècle, les Salésiens participèrent à ce qui est connu comme la « Conquête du Désert » en Patagonie, pour y évangéliser les Indiens. Au cours de la même période, leur rôle dans l'assimilation des immigrés italiens fut décisif.

[8] Il est important de préciser qu'au cours de l'entretien que nous a accordé Rubén Dri à Buenos Aires le 22 juillet 2015, ce dernier nous a clairement dit qu'il n'entretenait pas de lien avec la rédaction de *CyR*, que les quatre articles qui apparaissent dans la revue sont en fait des conférences ou des tracts qu'il a réalisés pour le MSTM, et que *CyR* a publiés sans lui en avoir demandé l'autorisation.

[9] *Populorum Progressio, lettre encyclique de sa sainteté le pape Paul VI sur le développement des peuples*, 1967.

[10] L'évêque de Recife au Brésil, Hélder Câmara, est à l'origine du texte, qui fut ratifié par huit évêques brésiliens et neuf d'autres pays. Il a ensuite été traduit et a circulé dans les différents diocèses du continent pour y recueillir des signatures synonymes d'adhésion à ce manifeste.

MSTM en Argentine[11]. Le 17 janvier 1968, le quotidien argentin *El Territorio*[12] attaque violemment les curés affiliés au MSTM. Rubén Dri y répond avec virulence.

2. « *Reflexiones sobre la violencia* » (*CyR* n° 22, janvier 1970). Ce premier numéro de l'année titre : « *1970 : unidad en la lucha* », suite à une année 1969 très marquée par les conflits ouvriers et étudiants *Cordobazo*, *Rosariazo* et la *guerrilla*, en particulier avec l'irruption des FAP et la prise de Taco Ralo[13]. *CyR* encourage à unifier ces différentes luttes, et l'article de Dri prétend démonter tous les arguments de l'Eglise officielle[14] qui présente la violence contre le pouvoir du dictateur Onganía comme anti-évangélique.

3. « *Alienación y Liberación* » (*CyR* n° 26, novembre-décembre 1970). C'est en partie de la rédaction de *CyR* que surgit le mouvement guerrillero *Montoneros* en 1970[15]. Celui-ci fait apparaît sur la scène publique avec l'enlèvement, le 29 mai, de l'ancien dictateur Aramburu responsable de la chute de Perón en 1955, puis l'assassinat de ce militaire. Cet événement retentissant précipite la chute d'Onganía, remplacé par Levingston. Quelques mois plus tard, le 27 août, *Montoneros* abat le dirigeant syndicaliste « participationniste » de la CGT, José Alonso. En novembre, *CyR* réserve à cette organisation la moitié de sa couverture et lui consacre une bonne partie de sa ligne éditoriale. L'article de Rubén Dri publié alors, sans se référer explicitement aux *Montoneros*, définit l'aliénation causée par l'impérialisme et justifie la violence pour la combattre.

---

[11] La signature du *Manifeste des 18 évêques* dans les diocèses argentins constitue l'acte de fondation du MSTM.

[12] Journal quotidien de la province de Misiones, créé à Posadas en 1925.

[13] En septembre 1968, quatorze membres des FAP installèrent un camp d'entraînement dans la localité de Taco Ralo (province de Tucumán), dans le but d'y établir un foyer d'insurrection rurale suivant les préceptes du « foquisme » guévariste. Cette tentative fut avortée par suite de l'intervention de la police, les guerrilleros furent emprisonnés et torturés.

[14] Son plus haut représentant en Argentine était le cardinal Antonio Caggiano, archevêque de Buenos Aires et anti-communiste virulent.

[15] La « guerrilla » des « Montoneros » naît de la rencontre, dans les années 60, de jeunes militants nationalistes et de catholiques de diverses provinces argentines. *CyR* constitue alors, grâce à l'influence grandissante de Juan García Elorrio, un point de rencontre du catholicisme contestataire. En son sein se met en place une première organisation armée, le *comando Camilo Torres*, première émanation guerrière qui fusionnera avec d'autres organisations pour devenir les *Montoneros*.

4. « *Ya se acerca la hora de la liberación* » (*CyR* n° 30, septembre 1971). Evita Perón est en couverture de ce numéro car le 3 septembre, quelques jours avant la parution de la revue, les militaires rendent le corps de la seconde épouse de Perón au peuple argentin, mettant un terme à un feuilleton rocambolesque et macabre de quelques vingt années[16]. Rubén Dri se trouve alors emprisonné pour ses activités de prêtre tiers-mondiste à Resistencia, dans la province du Chaco[17]. Depuis sa cellule, il écrit une courte lettre[18] à ses camarades de lutte pour les encourager à poursuivre le combat au moment où la *Revolución Argentina* agonise et cherche une sortie démocratique « négociée ».

Ces quatre écrits posent le projet d'une société libérée de l'aliénation irrationnelle capitaliste et de son corollaire, la violence militaire. Toutefois, si l'adversaire se voit clairement défini, reste à interpréter le concept politico-théologique de « libération », vaste question au cœur de la polémique suscitée par la théologie du même nom. En effet, de quel ordre de « libération » s'agit-il ? Tout dépend de l'exégèse du message christique — la Théologie de la Libération n'étant pas homogène — que *CyR* présente sous sa forme la plus radicale. Dans les pages de cette revue, la société nouvelle obtenue par la praxis révolutionnaire trouve sa

[16] Voir à ce sujet le documentaire de Miguel BONASSO, *Evita: la tumba sin paz* (produit par South Productions, 1997, et dirigé par Tristán Bauer). Le corps d'Eva Perón, décédée en 1952, fut exposé dans un premier temps dans les locaux de la CGT. Suite au renversement de Perón en 1955, le dictateur Aramburu décide d'enlever le cadavre de celle qui reste le porte-drapeau des *descamisados*. Dans un premier temps la dépouille est cachée dans divers appartements appartenant à des membres de la Junte militaire, puis Aramburu se résout à l'envoyer à Milan où elle est enterrée sous un faux nom. En 1970 les Montoneros séquestrent Aramburu, le sommant d'indiquer le lieu de sépulture d'Eva Perón avant de l'exécuter. Cela permit à Juan Domingo Perón, exilé à Madrid, de récupérer la dépouille de son ex-épouse en septembre 1971, après l'accord passé avec le dictateur Alejandro Lanusse. En 1974, à la mort du général Perón, le corps d'Evita est rapatrié en Argentine, afin d'être exposé auprès de celui de son mari. Finalement en 1976 le dictateur Videla accède à la pétition des sœurs de la défunte : Eva Perón rejoint le caveau de sa famille, les Duarte, au cimetière de la Recoleta à Buenos Aires.

[17] Rubén Dri, à l'instar de nombreux membres du MSTM à cette époque, fut emprisonné (un peu plus d'un mois, entre le 3 août et le 7 septembre 1971), pour des liens supposés avec des activités « subversives ». L'ampleur de la répression contre les prêtres du MSTM entre 1970 et 1972 est impressionnante. On peut consulter à ce sujet les archives électroniques du MSTM : http://www2.ucc.edu.ar/biblioteca/biblioteca_seccion.php?sec=40&pag=645 (consulté le 14 juin 2016).

[18] Elle est intégralement reproduite par *CyR* dans l'article en question.

justification dans le Nouveau Testament, s'appuyant sur certains versets pour ratifier le recours à la lutte armée et violente comme voie unique face à l'oppression. Nous verrons que malgré une participation à *CyR* limitée à quatre articles, la position de Rubén Dri représente l'une des plus dures parmi celles explorées et exposées par la revue, que l'on dénomme « Théologie de la Révolution », ou même « Théologie de la Violence »[19].

Le concept politico-théologique de « libération »

Dans son essai *Cristianismo y Revolución: los orígenes intelectuales de la guerrilla argentina*[20], le jésuite Gustavo Morello signale qu'utopie socialiste et capitalisme s'opposaient sur le terrain de la Raison : « *El cristianismo revolucionario se apoya en la Razón y el humanismo para ir en busca de la última utopía moderna, el socialismo, en contra de la irracionalidad capitalista* » [21]. L'« irrationalité » caractéristique du système capitaliste[22] est pointée comme source d'aliénation pour l'humanité.

Effectivement, dans l'un des quatre écrits de Rubén Dri publiés par *CyR*, celui-ci analyse la dichotomie entre aliénation et libération pour exposer la situation de « dominé » du sous-continent latino-américain et affirmer que le capitalisme « inhumain », car injuste et imposé par l'impérialisme américain permet de soumettre et d'exploiter l'Amérique Latine (et le Tiers-Monde de façon plus générale).

[19] Esteban CAMPOS, *Cristianismo y Revolución. El origen de Montoneros. Violencia, política y religión en los 60*, Buenos Aires, Edhesa, 2016.
[20] Gustavo MORELLO, *Cristianismo y Revolución: los orígenes intelectuales de la guerrilla argentina*, Córdoba, Editorial de la Universidad Católica de Córdoba, 2003.
[21] Cité par Guillermo BARON DEL POPOLO, https://polis.revues.org/242 (consulté le 16/06/16).
[22] G. Morello reprend ici une analyse caractéristique de l'ultragauche, telle celle d'Ernest Mandel, dirigeant et intellectuel trotskyste belge, dans *Le troisième âge du capitalisme* (Paris, 10/18, 1976), sur le caractère anarchique et irrationnel du système de production capitaliste. Morello lui oppose la rationalité du corps social, qui a les arguments pour justifier ses comportements. Dans son essai sur la revue *CyR*, le jésuite argentin affirme y déceler même une forme de déshumanisation : « *El imperialismo es un factor de deshumanización que destruye la dignidad individual, atenta contra la manifestación de la cultura popular y el desarrollo del hombre* », p. 228.

Le 8 août 1971, depuis sa cellule de la prison de Resistencia, le père Dri fustige la politique répressive du gouvernement de Lanusse avec colère : comme Raimundo Ongaro, le leader de la CGTA[23], il est emprisonné car il représente le peuple péroniste qui refuse de baisser la tête. Selon lui, la proposition que fait le général Lanusse du *Gran Acuerdo Nacional* (GAN) s'apparente à un marché de dupes le retour à un supposé système démocratique qu'aurait garanti ce GAN fut désapprouvé par Perón lui-même depuis son exil madrilène :

> [...] *falsos dirigentes* [...] *quieren utilizar el nombre de Perón, de Evita, del peronismo, para ocupar un lugar en el gran banquete que se prometen los acuerdistas* [...]. *Y denunciamos energéticamente a los falsos peronistas que quieren entregar maniatado el movimiento nacional a la oligarquía, fiel servidora del imperialismo*[24].

Outre cette oligarchie argentine au service de l'impérialisme, et dont l'Armée constitue l'instrument ultime pour imposer sa domination, l'autre cible récurrente du père Dri est l'Eglise catholique. Aveugle aux souffrances endurées par ses fidèles, celle-ci fonctionne selon un système vertical, hiérarchique, qui la conduit à participer au pouvoir en place, à être complice de l'exploitation de son peuple. Sans doute la critique de cette structure pyramidale et rigide coïncide-t-elle avec la remise en cause de l'autorité et de la représentativité caractéristique des années 1960-1970 où toutes les structures de pouvoir sont visées. En tout état de cause, le communisme ne constitue plus, pour une partie des chrétiens, l'ennemi. Plus encore, le concile Vatican II encourage au dialogue avec les marxistes[25].

---

[23] Créée en 1968, la *Confederación General del Trabajo de los Argentinos* est une faction plus radicale du syndicalisme ouvrier, qui prétendait s'opposer à la bureaucratie syndicale qu'elle considérait plus proche du pouvoir que des travailleurs. Rappelons que Raimundo Ongaro, son sécrétaire général, avait été également séminariste.

[24] « Ya se acerca la hora de la Liberación » , *CyR* n° 30, septembre 1971.

[25] La figure symbolisant ce rapprochement est le prêtre martyr Carlos Mugica. Il convient de se référer aux textes de celui-ci. Pour un bref aperçu, voir : Padre Carlos MUGICA, *Peronismo y cristianismo*, Buenos Aires, Punto de Encuentro, 2012. Il s'agit d'une compilation de textes écrits par le religieux sous la dictature dite *Revolución Argentina* (1966-1971).

Face à l'impérialisme, à l'oligarchie nationale qui lui est subordonnée, à une Eglise alliée au pouvoir et coupée de sa base, il y a le peuple. L'objectif des mouvements révolutionnaires est la libération de celui-ci. Mais qu'entend-on par « libération » dans une perspective politico-théologique ? Quel sens lui ont donné les précurseurs de la « Théologie de la Libération » ?

Le premier article de Rubén Dri publié dans le numéro d'avril 1968 renvoyait le lecteur au verset 18 du chapitre 4 de l'Évangile selon saint Luc où lire la dichotomie oppression-libération. La religion est, depuis la Bible, une force capable d'opérer des changements profonds, et lorsque la dimension religieuse s'allie à un mouvement populaire d'envergure, le catholicisme rénovateur de Vatican II s'érige en un christianisme libérateur dont un des axiomes fondamentaux est le refus de la société de classes, considérée comme un péché structurel.

L'engagement social « option pour les pauvres » de Vatican II fut compris par certains prêtres, notamment ceux du MSTM, comme un appel à s'engager dans les conflits opposant ouvriers et patronat. Si les opprimés du monde doivent choisir leur mode de libération, le peuple argentin doit agir selon son caractère propre. En Argentine, les masses sont chrétiennes et péronistes, aussi toute révolution populaire doit-elle tenir compte de cette double identité :

> […] *más allá de la importancia del diálogo entre cristianos y marxistas, el giro a la militancia política de estos sacerdotes y laicos vinculados a la JEC (Juventudes de Estudiantes Católicos) y a la JUC (Juventud Universitaria Católica) se dio principalmente a través del diálogo entre cristianos y peronistas* […][26].

S'ils veulent participer aux soulèvements populaires, ne pas manquer la révolution en marche, alors les hommes d'Église et les chrétiens en général doivent renouer avec le peuple, agir et communier avec lui. Cela implique de changer l'image d'une Église hors-du-monde, une cité de Dieu augustinienne, pour une Église active en lien direct avec le peuple :

[26] E. CAMPOS, *op. cit.*, p. 204.

> […] *Sólo los cristianos que aceptan salir de la "pureza platónica" y "mancharse las manos" en la ruda tarea de liberación de los hombres comienzan a entender lo que significa la "encarnación de Dios"* […][27].

Cette harangue est propre au style de Rubén Dri : chaque chrétien proche des secteurs populaires est tenu de se joindre concrètement à la lutte contre l'impérialisme. La libération viendra des masses et le péronisme est l'idéologie qui incarne, depuis 1943, ce processus. Lorsque l'homme d'église se rapproche du peuple argentin, il rencontre le péronisme.

En quoi le nationalisme péroniste est-il libérateur ? Un des thèmes privilégiés par le père Dri est l'opposition entre le centre et la périphérie[28], et lorsqu'il définit les différents types de nationalismes, il établit une nette distinction entre le nationalisme des pays du « centre » (Empire britannique, Allemagne nazie...), hégémoniques et oppresseurs, et les nationalismes contre-hégémoniques de la « périphérie » dont les peuples sont confrontés à l'impérialisme, tel l'argentin aux racines populaires qui s'est exprimé dans l'Yrigoyénisme et le Péronisme[29]. Certes, ce nationalisme a pu se trouver en coïncidence avec celui de l'Armée (Perón était général) et le peuple, mais la libération de ce dernier ne peut advenir sans tenir compte de ces valeurs et de cette histoire[30]. On touche ici à un point essentiel de la

[27] « *Reflexiones sobre la violencia* », *CyR* n° 22, janvier 1970.

[28] Voir à ce propos son ouvrage *El movimiento antiimperialista de Jesús* (Buenos Aires, Biblos, 2004), où il entend notamment démontrer que tout mouvement révolutionnaire, tel celui du Christ, provient de la périphérie (Galilée) alors que le pouvoir oppresseur représente le centre (Jérusalem, Rome, l'oligarchie *porteña*). Sur l'oligarchie argentine et sa faculté d'adaptation aux circonstances qui lui sont contraires, consulter : Rodolfo PUIGGROS, *Historia crítica de los partidos políticos argentinos*, vol. I : *Pueblo y oligarquía*, Buenos Aires, Galerna, [1956] 2006.

[29] Hipólito Yrigoyen, de la Unión Cívica Radical, président de la République d'Argentine (1916-1922 et 1928-1930) et Juan Domingo Perón (1946-1952, 1952-1955 et 1973-1974).

[30] Il convient de souligner le rôle prépondérant joué dans *CyR* par John William Cooke, qui a théorisé le « péronisme révolutionnaire » pour la prise de pouvoir du peuple argentin, en précisant que le péronisme en lui-même était une condition nécessaire, quoiqu'insuffisante, pour parvenir à la libération totale. Voir en particulier : J. W. COOKE, *La lucha por la liberación nacional*, Buenos Aires, Granica Editor, 1971, *Apuntes para la militancia*, Buenos Aires, Schapire Editor, 1973, *Peronismo y revolución*, Buenos Aires, Granica Editor, 1973. Il fut accusé par les péronistes « orthodoxes » de mélanger justicialisme et marxisme, alors que son séjour à Cuba (1959-1963) et ses contacts répétés avec Che Guevara le rapprochent davantage de la théorie « foquiste ». Homme de confiance du général Perón, il meurt prématurément d'un cancer en 1968.

Théologie de la Libération dans sa version argentine : un sentiment national prononcé, en décalage total avec les thèses internationalistes marxistes.

Dans l'idéologie péroniste, l'impérialisme, étape du développement capitaliste, s'oppose à la conception même de nation et la libération nationale est le premier stade de l'affranchissement du peuple. Cela ne constitue d'ailleurs pas l'unique divergence avec l'idéologie marxiste : alors que le philosophe allemand proposait une société sans état, dirigée par le seul prolétariat, Rubén Dri relève l'importance dans le roman national de la figure du *caudillo*, celui qui mène les combats libérateurs, notamment contre l'impérialisme britannique[31]. La fameuse maxime marxiste « la religion est l'opium du peuple » n'est pas contestée par Dri, qui pense, comme Marx, que la religion peut être aliénante pour qui n'a pas assouvi les besoins les plus élémentaires. Rêver de paix dans l'au-delà sans s'opposer à la misère réelle s'apparente en effet à une posture schizophrène, mais si les chrétiens ont foi en l'enseignement libérateur de Jésus et son message salvateur pour les opprimés, la religion devient alors une force révolutionnaire, autrement plus puissante que n'importe quelle idéologie scientifique. La branche autonome argentine de la Théologie de la Libération s'éloigne de l'orthodoxie marxiste centrée sur la lutte des classes :

> *En el caso particular de los pueblos del Tercer Mundo, que son países sujetos a la voracidad imperialista, no puede plantearse en primer lugar la liberación de alguno de los sectores antes de la liberación nacional. Este ha sido en general el error de todas las izquierdas en la Argentina: trasladaron mecánicamente la lucha de clases como se dio en Europa y*

[31] Ce qui explique en partie le soutien de Rubén Dri au chavisme. Il partage notamment avec le président vénézuélien (1998-2013) les théories du « socialisme du XXI[e] siècle » de Heinz Dieterich, ainsi que la vision d'un Christ libérateur et anti-impérial. En outre, dans l'article « Alienación y Liberación » *op. cit.*, il ajoute que la libération du peuple a toujours besoin d'un « *caudillo* » : « *Probablemente, en una sociedad en la que el hombre finalmente se halle liberado no haya más lugar para líderes o caudillos, pero en el proceso actual, ¿ las masas tercermundistas pueden prescindir de ellos ?* »

> *pretendieron la liberación del proletariado con prescindencia de la liberación del imperialismo*[32].

Avant la lutte des classes, la lutte contre l'oppression impérialiste. À l'opposé du matérialisme marxiste, l'idéalisme hégélien[33]. Face au scientisme marxiste, la condition spirituelle de l'Homme. L'« homme total » étouffé par le collectivisme est sans comparaison avec l'homme maître de son destin, engagé à en finir avec l'asservissement capitaliste. Néanmoins, Rubén Dri considère que ce projet, pour éviter qu'il ne vire à l'utopie, doit reposer sur une base scientifique, respecter la trajectoire historique du peuple et les règles de la sociologie[34].

Par ailleurs, l'aliénation religieuse condamnée par Marx oublie de distinguer l'idolâtrie (le culte des saints s'apparente à celui des dieux hellénistiques) et la religiosité évangélique qui, seule, représente la foi véritable :

> […] *En los labios de Cristo, la fe es la adhesión total a la obra que El realiza con el hombre, la plena manifestación de Dios en la plena realización del hombre. Así pues, la fe impulsa al compromiso por la liberación, lo exige* […][35].

En se fondant sur le verset évangélique « Je ne vous appelle plus serviteurs, parce que le serviteur ne sait pas ce que fait son maître ; mais je vous ai appelés amis, parce que je vous ai fait connaître tout ce que j'ai appris de mon Père » (Jean 15, 15)[36], qui montre l'aberration de la rigidité de la structure pyramidale de l'Eglise, il insiste également sur l'absence de hiérarchie dans l'idéologie christique. En

---

[32] « *Alienación y Liberación* », *CyR* n° 26, novembre-décembre 1970.

[33] Le philosophe Rubén Dri est un spécialiste de Hegel. Sa bibliographie sur le sujet est conséquente. Nous pouvons citer parmi ses nombreux essais : *La Fenomenología del espíritu de Hegel, Perspectiva latinoamericana*, Buenos Aires, Biblos, 2006 ; *La rosa en la cruz. La filosofía política hegeliana*, Buenos Aires, Biblos, 2010.

[34] Les partis communistes latino-américains, fidèles à Moscou, n'ont pas appuyé les mouvements révolutionnaires au cours des années 60 et 70. En Bolivie, le PC n'avait pas soutenu l'action de Che Guevara. *CyR* n'a d'ailleurs jamais invité un cadre de ces partis à s'exprimer dans ses pages.

[35] « *Alienación y Liberación* », *op. cit.*

[36] Cette citation de l'Évangile selon Jean est fréquemment reprise par les Théologiens de la Libération pour insister sur le besoin d'unité et de fraternité chez les pauvres, mais aussi pour souligner le lexique particulier utilisé par Jésus qui refuse la sémantique de la domination et embrasse celle de l'amitié.

somme, chaque chrétien doit assumer une idéologie libératrice qui a progressivement disparu à partir de Constantin (IV^e siècle), puis a ressurgi officiellement après aux ouvertures proposées par le Concile Vatican II (1962-1965) et mises en œuvre par la conférence épiscopale (CELAM) de Medellín (1968). Cette idéologie, prônée par le MSTM et les Théologiens de la Libération, et prenant enfin appui sur la doctrine officielle du Vatican, doit inciter chaque fidèle à participer à la vie politique de son pays pour changer le monde en s'inspirant des sources libératrices du message évangélique.

« Chrétien » et « péroniste » constituent le particularisme du peuple argentin, et Rubén Dri souligne qu'aucune révolution ne pourra jamais se produire en Argentine sans tenir compte de cette double identité[37]. Evita Perón la symbolise à elle seule, elle qui fut une véritable icône populaire et affirmait : « *Yo quiero a Cristo en los descamisados* »[38]. Le christianisme est une force libératrice bien distincte de l'aliénation idéologique que constitue le marxisme dogmatique vidé de sa substance philosophique, même si le socialisme représente l'idéal chrétien du plein accomplissement de l'Homme. C'est donc un socialisme hétérodoxe que prêche le théologien Dri, un socialisme qui rejette tout modèle importé tel le matérialisme dialectique, mais qui part de la réalité du peuple argentin et de sa double identité. Le péroniste chrétien est cet « homme nouveau » qui œuvre pour le bien de la communauté :

> […] *El signo más importante del peronismo es que el hombre nuevo es aquél que ha dado el paso del egoísmo al heterocentrismo, aquél que ha logrado la síntesis en sí mismo inscribiendo todas sus fuerzas en un proyecto coherente de realización de sí mismo, que coincide con la*

[37] Interrogé par le site d'ultragauche rebelion.org le 6 avril 2005, Rubén Dri prend l'exemple de la révolution polonaise de 1905 conduite par des anticléricaux athées n'ayant pas pris en compte le catholicisme sincère du peuple polonais. Cette insurrection se solda inéluctablement par un échec. Voir l'article complet « Juan Pablo II : el retroceso », http://www.rebelion.org/noticia.php?id=13330 (consulté le 16 avril 2016).

[38] La citation exacte est « *Pero lo quiero a Cristo mucho más de lo que usted cree. Yo lo quiero en los descamisados* » et provient d'un discours d'Eva Perón prononcé à l'occasion de Noël 1950. Eva PERÓN, *La razón de mi vida*, Buenos Aires, Peuser, 1951, p. 160.

> *realización de la comunidad, es decir, aquél que en su obrar está guiado por el sentido comunitario o para emplear un lenguaje cristiano, por el amor* […][39].

Rubén Dri cherche à démontrer que les racines libératrices du message évangélique sont contenues dans le péronisme. Comment compte-t-il passer de la théorie à la praxis ? Quels sont les moyens dont dispose le peuple argentin pour se libérer ?

Le recours à la violence comme praxis révolutionnaire

Pour ces chrétiens, le recours à la lutte armée comme praxis révolutionnaire nécessite une justification théologique. Gustavo Morello évoque une théologie chrétienne qui « *condiciona el accionar político del grupo* »[40]. Comment un chrétien peut-il justifier une action violente si les Evangiles sont un message d'amour et de paix ? *CyR* la revendique théologiquement. La lutte armée, qui s'avère essentielle pour construire le « socialisme national », est littéralement entérinée par le Christ : « Ne croyez pas que je sois venu apporter la paix sur la Terre : je ne suis pas venu apporter la paix, mais le glaive » (Mathieu 10, 34)[41].

L'interprétation de ce passage suscite de violentes polémiques parmi les exégètes. Or *CyR* en fait le socle de son herméneutique révolutionnaire : amour et violence ne sont pas nécessairement antagoniques. Le message d'amour du Christ a pu s'exprimer de façon dialectique contre la violence sacerdotale et impériale, le messie a lui-même pourfendu scribes, pharisiens, sadducéens et autres marchands du Temple, en jetant sur eux l'anathème divin[42]. Aussi la violence contre le pouvoir va-t-elle de pair avec l'amour porté aux opprimés. La dimension eschatologique de la révolution, vue comme le signe annonciateur de la fin des temps, donne un ton

[39] « *Alienación y Liberación* », *op. cit*.
[40] G. MORELLO, *Cristianismo y Revolución, op. cit,* p. 41.
[41] Ce verset biblique est repris par Rubén Dri dans l'article « *Reflexiones sobre la violencia* », *op.cit.*
[42] Voir les malédictions du Christ dans le chapitre 23 de *l'Evangile selon Saint Matthieu*, citées par Rubén Dri dans l'article « *Reflexiones sobre la violencia* », *op. cit.*

apocalyptique aux articles les plus théologiques de *CyR*. Face au « Christ-roi » symbole de la rigidité ecclésiastique, un « Christ-*guerrillero* », révolutionnaire, annoncera la fin des souffrances des opprimés : ainsi les théologiens de la libération interprètent-ils l' « option pour les pauvres » de Vatican II[43]. Dans son article « *Reflexiones sobre la violencia* »[44], Rubén Dri oppose la violence faite aux opprimés à la violence visant à se libérer de cette oppression. Dans la première catégorie, il inclut celle faite au nom de l'Eglise à travers l'Histoire, telles les Croisades, les conversions forcées ou encore l'Inquisition. Il estime que cette violence est anti-évangélique, totalement contraire à l'enseignement du Christ. En revanche, il existe une forme de violence chrétienne légitime : celle exercée par les saints (Jeanne d'Arc, Saint Louis ...) qui, selon le théologien argentin, décrédibilise la condamnation de la violence par la hiérarchie ecclésiastique :

> […] *¿No se percibe la contradicción que significa condenar sin matices la violencia por anticristiana y al mismo tiempo proponer a la veneración hombres que ejercieron aún la violencia de las armas ?* […][45].

Une profonde remise en question s'impose alors : pourquoi l'Armée aurait-elle le monopole de la violence légitime ? Les masses opprimées n'auraient-elles pas à réclamer leur droit de faire la guerre ? A partir de cette argumentation, la revue *CyR*, enhardie par la victoire de la Révolution cubaine de 1959, a tenté de présenter les organisations politico-militaires comme l'avant-garde du mouvement péroniste[46]. Un second argument de poids avancé est celui de la participation directe de nombreux prêtres argentins à la guerre d'indépendance. Un tel raisonnement résulterait sommaire, voire illégitime, si l'Église officielle elle-même

[43] Rubén Dri a fait du *Colegio Mayor* de Resistencia (dans le Chaco, au nord de l'Argentine) un centre de diffusion des idées du concile Vatican II. Sans avoir directement participé au projet *CyR*, il a contribué à la distribution et diffusion de la revue dans cette région.
[44] *CyR* n° 22, *op. cit*.
[45] *Ibid*.
[46] Avec le retour de Perón au pouvoir en 1973, ces « formations spéciales » furent reléguées à l'arrière-plan. Le général opta pour le mouvement justicialiste participationniste.

n'était pas citée. En effet, c'est dans l'encyclique de Paul VI, *Populorum Progressio* (26 mars 1967), que Rubén Dri perçoit une justification de la violence :

> […] Il est certes des situations dont l'injustice crie vers le ciel. Quand les populations entières, dépourvues du nécessaire, vivent dans une dépendance telle qu'elle leur interdit toute initiative et responsabilité, toute possibilité aussi de promotion culturelle et de participation à la vie sociale et politique, grande est la tentation de repousser par la violence de telles injures à la dignité humaine […].

Le pape Paul VI légitime-t-il la violence dans ces quelques lignes ? Pour Rubén Dri il n'y a pas à en douter, car non seulement le pontife romain ne la condamne pas, mais soutient qu'elle peut être juste. Si une insurrection révolutionnaire est source de déséquilibres, elle s'avère nécessaire dans certaines conditions :

> […] On le sait pourtant ; l'insurrection révolutionnaire sauf le cas de tyrannie évidente et prolongée qui porterait gravement atteinte aux droits fondamentaux de la personne et nuirait dangereusement au bien commun du pays engendre de nouvelles injustices, introduit de nouveaux déséquilibres et provoque de nouvelles ruines. On ne saurait combattre un mal réel au prix d'un plus grand malheur […][47].

Cette « tyrannie évidente et prolongée » n'est autre, pour l'intellectuel argentin, que le libéralisme capitaliste qui mène à la dictature (telle la « *Revolución Argentina* ») et à l'impérialisme financier.

Quel remède apporter à ceux dont les « droits fondamentaux » sont bafoués, peut-on raisonnablement prêcher la paix, la non-violence ? « [...] *no se puede predicar moral a quienes están viviendo en la miseria* »[48]. La violence véritable, née de structures profondément injustes, est institutionnelle. Dès lors, la violence insurrectionnelle ne fait qu'y répondre :

[47] *Ibid.* Citation de Rubén DRI dans « *Justicia y Violencia* », *CyR* n° 6-7, avril 1968.
[48] « Justicia y Violencia », *op. cit.*

> […] *¿Quiénes son los que ejercen la violencia ? ¿Los ricos, los poderosos que mediante el acaparamiento de los medios de producción mantienen a la mayoría de la humanidad en esclavitud, o los pobres que quieren sacudir el yugo ?* […][49]

Par ailleurs l'emploi du terme « tyrannie » par Paul VI renvoie à la théorie du tyrannicide de Saint Thomas d'Aquin, le premier penseur chrétien à théoriser le droit de résistance à l'oppression, légitimant même exceptionnellement le tyrannicide[50]. Cette théorie, développée au début du XIV^e^ siècle, est lointainement adaptée plus de six siècles plus tard dans le cadre de la domination bourgeoise. La violence structurelle de cette domination bourgeoise s'exerce par le biais de l'Armée, sorte d'avant-garde de l'impérialisme. Les thèses insurrectionnelles de *CyR* reposent sur la praxis révolutionnaire du peuple, lequel a suffisamment souffert pour concevoir son idéologie libératrice. On touche là à un point essentiel des convictions communes de Rubén Dri et de *CyR* : l'aliénation sociale caractéristique des sociétés capitalistes ne peut disparaître qu'avec l'avènement d'une double révolution, nationale puis socialiste, qui puiserait ses origines libératrices dans la condition spirituelle de l'Homme[51].

Le directeur de *CyR*, l'ancien séminariste García Elorrio, décède en janvier 1970 et son épouse Casiana Ahumada reprend l'éditorial à partir du n° 23 en avril 1970. La revue prend alors un virage résolument politique et les contenus purement théologiques qui caractérisaient les premiers numéros disparaissent presque. Nous constatons que trois des quatre articles du théologien Dri sont parus au cours de cette deuxième période de *CyR*. Leur orientation est donc essentiellement politique et vise à justifier le recours à la lutte armée pour imposer les principes du

[49] *Ibid*.

[50] Cet argumentaire fut largement repris par les anti-absolutistes de l'Ancien Régime. Voir Mario TURCHETTI, *Tyrannie et tyrannicide de l'Antiquité à nos jours*, Paris, PUF, 2000. Mario Turchetti démontre que le tyrannicide est une pratique que ne dénigre pas la radicalité catholique. L'élimination physique du « tyran », si celui-ci s'avère « hérétique », conduirait à la purification spirituelle de l'Église mais aussi de l'État.

[51] La revue n'affiche ouvertement son péronisme que vers la fin de son existence. Le n° 26 donne la parole aux *Montoneros*.

péronisme révolutionnaire. Le contenu théologique apporté par Rubén Dri, prêtre du MSTM, sert de caution chrétienne et morale et permet à la revue de justifier intellectuellement ce choix radical.

A l'instar de la ligne éditoriale des derniers numéros de *CyR*, le quatrième article pose les jalons pour présenter la violence comme le seul recours possible pour modifier le cours de l'Histoire[52]. Elle est inéluctable même, suite au *Cordobazo* en mai 1969 où les masses s'en prennent aux autorités ainsi qu'à la « bureaucratie » syndicale péroniste de la CGT[53], marquant une nouvelle étape dans la lutte de la classe ouvrière. Cette violence populaire à Córdoba, point d'ancrage de la résistance à la dictature, entre définitivement dans le cadre de la stratégie révolutionnaire argentine du moment. Quelques mois après ces évènements, Rubén Dri en tire les conclusions suivantes :

> [...] *¿qué cambio profundo se ha realizado en la sociedad sin violencia ?* [...] *desgraciadamente muchas veces la violencia es el único camino para solucionar las injusticias*[54].

Le philosophe va jusqu'à conceptualiser la violence « juste », en la christianisant sous la forme d'une impulsion vitale (il se sert aussi de l'étymologie latine en rappelant que *vis* = force) qui pousse l'Homme à croître :

> […] *Por lo tanto la violencia es indispensable en cuanto todo ser y todo el cosmos está llamado a crecer y todo crecimiento encuentra obstáculos.* [...] *el mensaje evangélico es un mensaje de liberación del hombre; está al servicio del crecimiento del hombre en todas sus dimensiones* […][55].

[52] Esteban Campos observe qu'à partir du n° 24 de juin 1970, *CyR* évoque systématiquement la violence révolutionnaire. Ce moment correspond à la période où surgit la plupart des groupes armés, qui utilisent *CyR* comme leur organe de presse. La « théologie de la violence » devient un thème essentiel de la revue et développe une casuistique avalisant le recours à la force.

[53] Conduite par les secrétaires Augusto Timoteo Vandor, puis José Ignacio Rucci, la CGT sous Onganía était vue par les péronistes révolutionnaires comme médiocrement « réformiste », proche du pouvoir militaire et du patronat, et donc complice indirecte de l'exploitation des travailleurs.

[54] « *Reflexiones sobre la violencia* », *op.cit.*

[55] *Ibid*. On reconnaît ici le principe nietzschéen de volonté de puissance, d'expansion vitale.

Cet appel cosmique et divin à la réalisation de soi (qui rappelle par ailleurs les thèses évolutionnistes d'un des grands inspirateurs de Ruben Dri, Pierre Teilhard de Chardin) ne supporterait de se soumettre à la loi du plus fort, chaque être humain ne pouvant être l'objet d'aucun autre :

> [...] *no se puede sin más condenar la violencia que ejercen las personas explotadas para obtener su liberación. Por el contrario es indispensable una cierta violencia que rompa las barreras que impiden el crecimiento de las personas: racismo, persecución religiosa, capitalismo, imperialismo* [...][56].

La « Révolution » constitue ainsi cette phase intense qui permet de renverser ces barrières, cet acte d'amour qui s'oppose frontalement à la violence oppressive pour la réalisation du projet divin de libération de l'Homme :

> [...] *el verdadero amor es una violenta fuerza de liberación que hace soltar las estructuras que oprimen a las personas e impiden la realización del amor que sólo puede darse en un mundo de personas liberadas* [...][57].

Si l'on s'en tient à ce paradigme, l'Homme ne peut concevoir qu'un tel engagement vers sa libération surviendrait sans se compromettre. Rubén Dri transforme ainsi la violence en une nécessité morale envers Dieu, tout comme Ernesto *Che* Guevara avait une conception morale de la guerre[58], laquelle visait à redonner une certaine forme de dignité au prolétariat. La violence d'en haut (violence des structures, « violence symbolique » comme la nommera Pierre Bourdieu[59]) justifie celle d'en bas. Selon son analyse, tous les éléments étaient réunis suite au *Cordobazo* et à l'émergence des organisations politico-militaires

[56] *Ibid.*
[57] *Ibid.*
[58] Selon Régis DEBRAY, *Révolution dans la révolution, lutte armée et lutte politique en Amérique Latine*, Paris, Maspero 1967. Ses théories sur la prévalence du militaire sur le politique, sur la multiplication de foyers révolutionnaires en rase campagne selon le « foquisme », le paysan est censé être un sujet plus radicalisé que l'ouvrier , n'ont influencé qu'en partie la *guerrilla* argentine, plus politisée et plus urbaine.
[59] Selon l'article d'E. CAMPOS « ¿Cristo guerrillero o Cristo rey? La teología de la violencia en Cristianismo y Revolución (1969-1971) », extrait de la revue *Sociohistórica*, n°31, semestre n°1 2013, Université de la Plata.

telles les FAP ou *Montoneros*, pour faire de la lutte armée la seule et unique praxis possible : l'échec du gouvernement d'Onganía dans sa tentative de « modernisation » du pays ; Perón, le leader en exil, qui encourage cette initiative ; la mythification du *Che* suite à son assassinat en Bolivie et l'émergence de ce courant chrétien révolutionnaire dont *CyR* était la voix. La radicalisation concernait d'ailleurs l'ensemble de la gauche (qu'elle soit péroniste ou non, chrétienne ou marxiste) et influençait l'ensemble des forces politiques traditionnelles entre 1966 et 1973. Aucune alternative n'était possible, une idéologie excluant l'autre constat inscrit sur les banderoles des manifestations contre la Dictature: « *socialismo o fascismo* », « *revolución o muerte* ».

De plus, cette violence révolutionnaire ne constituait théoriquement qu'une étape, elle n'existait que pour résister à la violence permanente de l'État oppresseur. Dans leur vision de la société idéale, les péronistes révolutionnaires n'oubliaient pas leurs racines chrétiennes. Une fois l'objectif atteint, celui de la construction d'une société libérée, la violence serait bannie pour laisser place au pardon chrétien. C'est d'ailleurs la voie que prétendra emprunter la révolution nicaraguayenne (1979-1990), dont le commandant sandiniste Tomás Borge déclarera que «*Nuestra venganza será el perdón* », et dont la victoire est suivie non pas par l'exécution des anciens dirigeants somozistes mais par l'abolition de la peine de mort[60]. Rappelons qu'en 1979, le Nicaragua devient le premier pays dans l'histoire où une révolution socialiste a l'appui de l'Eglise catholique.

Rubén Dri est un cas finalement assez singulier parmi les théologiens de la libération les plus reconnus, car un des rares à affirmer l'importance de l'intégration des chrétiens aux mouvements politiques et à s'engager dans le combat armé[61]. A l'inverse, Gustavo Gutiérrez, Leonardo Boff ou encore Hugo

[60] « *La revolución no quiere la muerte de los pecadores, la revolución no quiere la destrucción de los hombres; sólo queremos la muerte y la destrucción del pecado* », citation extraite de : Tomás BORGE, *in* Juan HERNANDEZ PICO, *La oración en los procesos latinoamericanos de liberación*, in *Espitualidad y Liberación en América Latina*, Eduardo Bonín, San José, 1982, p. 129.

[61] Il s'est lui-même engagé dans la guérilla des FAP (Fuerzas Armadas Peronistas). Quant aux autres prêtres argentins très politisés et prônant la lutte armée, nous pouvons citer le cas de Gerardo

Assmann évoquent l'activisme social plutôt que politique, et en appellent à des formes d'action exempte de violence. Mais, au cœur des années 60, la tâche des théologiens était rendue complexe par la confiscation du christianisme par l'idéologie capitaliste dominante :

> *Los encargados de elaborar la política eclesiástica en los Estados Unidos deben asumir la responsabilidad por las consecuencias político-sociales que van envueltas en sus bien intencionadas aventuras misioneras. Deben examinar su vocación como teólogos cristianos y sus acciones como políticos occidentales. El material humano y el dinero que se envían con motivaciones misioneras, llevan consigo una imagen extranjera del cristianismo, una concepción extranjera de la pastoral y un mensaje político extranjero. Llevan también consigo la huella del capitalismo norteamericano de la década del 1950*[62].

Cette théorie selon laquelle l'ordre libéral établi a accaparé le christianisme, avec son corollaire — la hiérarchie ecclésiastique s'associe invariablement au pouvoir, fût-il un régime dictatorial — ont par ailleurs été développés par Rubén Dri dans un ouvrage postérieur, de 1987[63]. Sa conception du christianisme est très politique, et le recours à la lutte armée pour renverser un pouvoir illégitime, car oligarchique, est vu comme le seul moyen d'accéder au « royaume de Dieu », véritable fondement de son œuvre didactique[64]. Or, sa vision s'avère finalement très argentine : le nationalisme populaire de Perón y représente un horizon indépassable, le « foquisme » de Che Guevara s'y érige en modèle d'action[65], et le prêtre martyr

---

Ferrari, qui a lui aussi intégré les FAP et mourut au combat, ainsi que celui d'Arturo Ferré Gadea, membre du groupe *guerrillero « 17 de octubre »*.

[62] Ivan ILLICH, « Las sombras de la caridad », *CyR* n° 5, novembre 1967.

[63] R. DRI, *Teología y dominación*, Buenos Aires, Roblanco SRL, 1987.

[64] Nous pouvons donner comme exemple *El movimiento antiimperial de Jesús*, Buenos Aires, Biblos, 2004.

[65] Avec quelques réserves, comme nous l'avons vu précédemment. Le foquisme n'a finalement exercé qu'une influence limitée en Argentine. Citons l'EGP, Ejército Guerrillero del Pueblo, qui projetait de lancer en 1963 la *guerrilla* rurale dans le nord du pays en attendant l'arrivée du Che, et surtout le foyer insurrectionnel de l'ERP dans la province de Tucumán en 1974-1975, écrasé par l'*Operativo Independencia* mené par le général Vidale sous le gouvernement d'Isabel Perón, achevé

Carlos Mugica constitue le paradigme de tout chrétien désireux de changer le monde. C'est sous la bannière d'un Christ guerrier que l'Homme trouvera la plénitude.

Conclusion

Après l'arrêt de la parution de *CyR* en septembre 1971, la praxis guerrière promue par cette revue s'est incarnée notamment dans le mouvement des *Montoneros*[66]. Cette année-là s'est imposée l'appellation « Théologie de la Libération », suite à la parution à Lima du livre de Gustavo Gutiérrez Merino[67] théorisant l'option préférentielle pour les pauvres qui doivent devenir les acteurs de leur propre émancipation. Or, le philosophe et théologien péruvien refuse de céder au culte révolutionnaire de la violence ; au contraire, il tempère les ardeurs insurrectionnelles, préférant une voie davantage politique, avec la justice sociale comme pierre angulaire. Le combat du prêtre Camilo Torres, mort en 1966 dans la guérilla colombienne, modèle de vertu dans les colonnes de *CyR*, a finalement peu de résonnance dans l'essai de Gutiérrez Merino. Quant au choix sémantique, « Théologie de la Libération » plutôt que « Théologie de la Révolution », il souligne le recadrage opéré par le religieux péruvien.

La position nettement plus combattante de Rubén Dri et des théologiens « de la Révolution » voire « de la violence » selon Esteban Campos ne s'est finalement pas imposée en Amérique latine.

---

dans la répression la plus sanglante et véritable répétition pour les forces armées avant la dictature de 1976. Néanmoins le *guerrillerismo* comme héritage du *Che*, a bien laissé une empreinte dans l'identité révolutionnaire argentine.

[66] Juan García Elorrio a réussi son pari à titre posthume, celui d'engager le christianisme sur la voie de la lutte armée. En effet, la presque totalité des collaborateurs de *CyR* ont intégré une organisation politico-militaire à la fermeture de la revue.

[67] Gustavo GUTIERREZ, *Teología de la liberación. Perspectivas*, Lima, Centro de Estudios y Publicaciones, 1971.

L'histoire semble néanmoins s'articuler autour de la permanence d'un christianisme résolument révolutionnaire sur le continent latino-américain après 1971 avec le sandinisme au Nicaragua et le zapatisme au Chiapas[68].

La décision de participer ou non à la lutte armée dépend de la définition individuelle de la foi. Chez Rubén Dri, la foi est un engagement fort qui comporte des risques et amène à un absolu : la libération ; elle est la combinaison de deux croyances : celle en la religion et celle en l'utopie sociale. Il convient alors d'assumer cet engagement jusqu'au bout, ce qu'aurait légitimé la fameuse incise du texte de Paul VI, *Populorum Progressio* :

> […] Mais il était trop tard : la petite phrase entre tirets de *Populorum Progressio*, sur l'exception qui justifie le recours à la violence libératrice, deviendra une pièce centrale dans la légitimation politico-religieuse de l'engagement révolutionnaire des chrétiens latino-américains […][69].

La conférence de Medellín (CELAM ; Conseil Episcopal Latino-américain, 1968) avait apporté en effet une précision utile pour l'idéologie prônée dans *CyR* : la « tyrannie », selon Paul VI, peut être le fait aussi bien d'une personne que de structures injustes. Aussi était-ce le système capitaliste dans son ensemble que les chrétiens révolutionnaires pouvaient remettent en cause[70] : l'immobilisme de la

[68] L'influence de la Théologie de la Libération sur le zapatisme fait toujours débat. Voir par exemple le rôle de médiateur de l'évêque Samuel Ruiz García entre l'EZLN et le gouvernement dans les années 90 *in* : Michaël LOWY, *Guerra de dioses: religión y política en América Latina*, Mexico, Editorial Siglo XXI, 1999, p. 165 : « *Monseñor Ruiz apoyó a las comunidades indígenas en su confrontación con los terratenientes, especialmente con los ricos ganaderos de Chiapas, y también tomó bajo su protección a numerosos refugiados guatemaltecos que llegaban al sur de México huyendo de la brutal represión militar en su país. Esta opción, muy concreta y práctica, para los pobres llevó a un conflicto cada vez mayor con las autoridades mexicanas y con las asociaciones de ganaderos de Chiapas, que acusaban al obispo de "agitar a los indios"* ».

[69] Michaël LOWY, *Religion, politique et violence : le cas de la théologie de la libération*, Paris, Hazan, 1995, p. 199.

[70] Le pontificat de Jean Paul II marquera de manière réitérée la condamnation de cette perspective. Sur ce point, voir en particulier l'instruction du cardinal Ratzinger publiée le 6 août 1984 intitulée *Libertatis Nuntius, sur quelques aspects de la Théologie de la Libération* : « […] La présente Instruction a un but plus précis et plus limité : elle entend attirer l'attention des pasteurs, des théologiens et de tous les fidèles, sur les déviations et les risques de déviation, ruineux pour la foi et pour la vie

posture officielle[71] équivaut selon eux à une accréditation du dogme libéral, à une « conception de la foi spontanément liée à l'ordre établi »[72].

Durant cinq années, la revue *CyR* s'est donnée pour mission de renouer avec une Eglise authentique, soucieuse de son identité évangélique, active dans un contexte de graves troubles politiques et sociaux, capable de dépasser la mystique paupériste pour passer à l'action politique. Elle avait trouvé en Camilo Torres un modèle absolu :

> […] *Camilo Torres no renunció a su calidad de sacerdote sino que, como tal, toma la opción guerrillera. Fue el suyo un sacerdocio reflexivo, caracterizado por la preocupación por los hombres, por el diálogo con los demás, con los de fuera de la Iglesia. Su generosidad fue hasta la muerte* […][73].

Les quatre articles de Rubén Dri s'inscrivent dans cette pensée catholique guerrière qui refuse le compromis avec le pouvoir oppresseur et juge le recours à la violence comme fondamentalement chrétien, du moment que cette force cesse d'être persécutrice pour venir en aide aux persécutés. Cette violence devient la manifestation d'un amour vecteur d'une praxis libératrice opposée à une théologie mortifère[74].

---

chrétienne, que comportent certaines formes de théologie de la libération qui recourent, d'une manière insuffisamment critique, à des concepts empruntés à divers courants de la pensée marxiste […]. »

[71] Voir l'encyclique de Jean-Paul II, *Laborem exercens* de 1981, où le pape défend la propriété privée des moyens de production : « […] Si donc la position du capitalisme «rigide» doit être continuellement soumise à révision en vue d'une réforme prenant en considération les droits de l'homme, entendus dans leur sens le plus large et dans leurs rapports avec le travail, alors on doit affirmer, du même point de vue, que ces réformes multiples et tant désirées ne peuvent pas être réalisées par l'élimination a priori de la propriété privée des moyens de production […]. »

[72] M. LOWY, *op. cit.*, p. 201.

[73] G. MORELLO, *op. cit*, p. 283.

[74] « *Camilo Torres ha señalado, muy claramente, que se nos ha transmitido una Teología de la Muerte, que Jesús buscaba la muerte. Pero Jesús no quería la muerte, de ninguna manera, él muere precisamente porque quería la vida, pero la vida para el pueblo, lo mismo que el Che Guevara y que Camilo Torres, en la medida en que mueren por dar vida, y no por buscar la muerte* ». Ces mots sont ceux de Rubén Dri lorsqu'il est interrogé en 2008 par le sociologue Hernán Giardini. Voir l'intégralité de l'entrevue sur : http://www.ts.ucr.ac.cr/binarios/reconcep/reconc-00366.pdf (consulté le 28 septembre 2016).

Dans un souci permanent de redéfinir l'identité chrétienne et le rôle du prêtre, *CyR* a placé la religion au cœur des conflits sociaux et politiques argentins des années 1960 et 1970, ce qui nourrit la Théologie de la Libération jusqu'à aujourd'hui. En effet, la pensée sociale latino-américaine actuelle n'est jamais dénuée d'une dimension religieuse. Pour exemple, le « *socialismo del siglo XXI* » et la Révolution Bolivarienne prétendent créer une société libre dans la perspective définie en grande partie par ces théologiens révolutionnaires. Cette union entre christianisme et socialisme est bien vivante, remise à l'ordre du jour sous les gouvernements de gauche latino-américains de ces dernières années : alors que Hugo Chávez présentait Jésus comme le premier socialiste de l'Histoire[75], Evo Morales offrit au pape François, lors de sa visite en Bolivie en avril 2016, un crucifix en forme de faucille et de marteau.

[75] « *Jesús fue el primer socialista y Judas el primer capitalista* », a affirmé le leader bolivarien dans un discours de 2006 prononcé lors de la célébration de la messe du dimanche des Rameaux : https://www.youtube.com/watch?v=hlAiLgAnzoA (consulté le 10 septembre 2016).

Insubordination ouvrière, auto-organisation et *coordinadoras interfabriles* en Argentine (1975-1976)

Jean-Baptiste Thomas
Université de Poitiers, CRLA-Archivos équipe ITEM, UMR 8132

Pour les gauches hexagonales le coup d'État de 1976, en Argentine, et le putsch uruguayen, trois ans plus tôt, ont moins d'impact, politiquement, que celui conduit par Augusto Pinochet, au Chili, en septembre 1973. Indépendamment de leur degré de sauvagerie, si tant est que la barbarie soit commensurable, leur objectif politique est pourtant similaire. Contrairement au discours officiel des généraux prenant le pouvoir à Buenos Aires et à Montevideo et à rebours de la vision, très liée à une lecture « guérillérisante », que l'on peut avoir, a posteriori, des gauches radicales du Cône sud, la question, pour les militaires, n'est pas uniquement de mettre fin à une conflictualité qui serait réductible à l'existence de puissantes organisations politico-militaires[1]. L'objectif des coups d'État traumatisant le Cône sud à partir de 1973, c'est, fondamentalement, la mise au pas d'un mouvement ouvrier et d'une jeunesse qui s'inscrivent, régionalement, dans une séquence globale de contestation de

[1] Voir Jean-Baptiste THOMAS, « Cinco relatos y varias historias: la Argentina setentista en el debate político, historiográfico y cultural », *in* Lauriane BOUVIER, coord., *Mouvements sociaux et effervescences révolutionnaires dans le Cône sud*, Société des Langues Néo-latines, contributions en ligne, dernière consultation 12/01/2016, http://neolatines.free.fr/wp/wp-content/uploads/Colloque-Grenoble-5.pdf

l'ordre établi propre aux années 1968. En Argentine, depuis 1969, des segments conséquents du salariat et, plus largement, de la jeunesse, participent à un cycle d'insubordination extrêmement tempétueux et violent qui secoue les assises systémiques du pays. En 1973, en revenant au pouvoir après dix-huit années de proscription, le péronisme, tuteur et référent historiques du monde du travail, peine à contenir cette intense poussée ouvrière et populaire et se retrouve progressivement débordé, sur sa gauche et en son sein même, par ce processus.

Pour justifier le putsch, Pinochet invoquera les « cordons de la mort »[2] à propos des Cordons industriels chiliens. Dans l'Argentine voisine, c'est de « guérilla d'usine » dont parlent les analystes les plus lucides[3], une façon de localiser précisément le principal foyer d'instabilité que connaît le pays et qui dépasse, de loin, la seule dynamique d'affrontement entre l'État et les appareils de la gauche politico-militaires. Au cours de la séquence politico-sociale la plus tendue de la période 1969-1976, qui va du *Rodrigazo* le mouvement de l'hiver 1975[4] qui est surtout la première grève générale de la classe ouvrière argentine contre un gouvernement péroniste jusqu'au coup d'État de mars 1976, cette « guérilla d'usine » prend corps autour des *Coordinadoras interfabriles*[5].

Si la période 1974-1976 est l'une des moins étudiées de cette séquence allant du coup d'État de Juan Carlos Onganía, en 1966, à celui de Rafael Videla, en 1976, la question des *Coordinadoras* l'est encore moins, alors qu'elle est essentielle pour comprendre la période et son dénouement tragique[6]. En travaillant, notamment à

[2] Cité dans Franck GAUDICHAUD, *Poder popular y cordones industriales*, Santiago, LOM, 2004, p. 35.
[3] L'expression est notamment utilisée par le leader de l'opposition, Ricardo Balbín. Voir l'analyse qu'en fait le Département d'État américain, « Industrial Terrorism. Guerrilla Warfare on Factory Floor » [American Embassy Buenos Aires to Department of State, câble diplomatique déclassifié], Buenos Aires, 02/12/1975, p. 2-3.
[4] Nous ferons référence tout au long de l'article au calendrier de l'hémisphère sud.
[5] Lorsque nous ne précisons pas, le terme de *Coordinadora(s)* se réfère aux structures sectorielles, zonales ou régionales. Lorsque nous spécifions *Mesa*, nous nous référons à l'expérience cordobaise. Enfin, lorsque nous mentionnons le terme *Coordinadora interfabril metropolitana*, nous nous référons aux deux seules véritables réunions régionales des structures portègnes et du Grand Buenos Aires ayant pu pu être organisées, en juin et en juillet 1975.
[6] Les seules exceptions sont les récents ouvrages de Facundo AGUIRRE et Ruth WERNER, *Insurgencia obrera en la Argentina, 1969-1976. Clasismo, coordinadoras interfabriles y estrategias de la*

partir de sources orales et de la presse militante de l'époque, conscient du fait que cette sous-séquence est encore l'objet d'une véritable bataille politico-mémorielle et qu'elle reste un champ d'études à approfondir, dans cet article nous nous centrerons plus particulièrement sur le *Rodrigazo*, de façon à mettre en lumière quelques-unes des tendances s'exprimant à travers ces structures horizontales, antibureaucratiques et combatives de coordination ouvrière au sein desquelles interviennent la gauche péroniste et la gauche révolutionnaire.

Coordinadoras « en soi » et « pour soi »

Sans pour autant en réduire la portée politique, Franck Gaudichaud nuance la dimension des Cordons industriels chiliens à la veille du coup d'État de septembre 1973. Bien que cela puisse sembler paradoxal, compte tenu de l'attention moindre qui leur a été portée, on serait tenté de dire, en reprenant les catégories réemployées par Gaudichaud, qu'en termes d'influence, les *Coordinadoras* « en soi » et « pour soi »[7] ont tout autant, voire davantage, de poids que les Cordons chiliens. En Argentine, ces structures auto-organisées se formalisent et commencent à influencer sérieusement la situation politique et sociale à partir de trois grandes zones comptant parmi les principaux bassins économiques et d'activité du pays, en l'occurrence le Grand Buenos Aires (Zone nord, sud, ouest-La Matanza, La Plata-Berisso-Ensenada), la capitale, la banlieue nord de Rosario et Córdoba.

L'exemple du Grand Buenos Aires et de la capitale fédérale permet d'avoir une idée de la prégnance des *Coordinadoras* au sein du salariat et du tissu économique et, par conséquent, de la menace qu'elles représentent pour un patronat qui a soutenu le retour du péronisme au pouvoir, seul capable de mettre « les Argentins

izquierda, Buenos Aires, IPS Ediciones, 2009, ainsi que Héctor LÖBBE, *La guerrilla fabril. Clase obrera e izquierda en la Coordinadora de Zona Norte del Gran Buenos Aires (1975-1976)*, Buenos Aires, RyR, 2006.

[7] F. GAUDICHAUD, *op. cit.,* p. 35 ainsi que *in Chili. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, PUR, 2013, p. 123-124.

d'accord »[8], mais se retrouve, à partir de 1974, face à une situation de conflictualité sociale croissante et bientôt incontrôlée. Dans « la zone métropolitaine [qui constitue, selon les autorités,] la grande ville industrielle du pays[9] », le phénomène touche près de cent trente établissements industriels ou du tertiaire, où sont actives des équipes militantes combatives de gauche radicale qui y interviennent et sont en capacité d'y diriger des conflits. Le noyau central des *Coordinadoras* est composé de grandes entreprises ou de grosses PME représentatives des secteurs les plus dynamiques du capital argentin, privé ou public (à l'instar des chantiers navals d'Astarsa, dans la Zone nord, de l'usine métallurgique Saiar, dans la Zone sud, ou encore du gros abattoir et usine de conditionnement Swift, pour la région de La Plata-Berisso-Ensenada) mais également du capital international (il suffit de songer à la participation aux *Coordinadoras* des équipes militantes de Ford, Mercedes Benz ou Peugeot, dans la banlieue portègne). Si l'on s'intéresse aux ving-sept établissements industriels cotés à la Bourse de Buenos Aires en 1976, dans dix-neuf d'entre eux un Comité de lutte, un Corps de délégués voire une Commission interne, la structure syndicale d'entreprise de base en Argentine, participe activement aux *Coordinadoras*. Ces quelques chiffres donnent une idée de l'importance du phénomène[10].

Ces structures plongent leurs racines dans un certain nombre de conflits éclatant, à partir de 1973, dans la nécessité de coordonner les forces militantes pour affronter la chape de plomb de la bureaucratie syndicale qui agit plus que jamais, à partir de la signature du Pacte social, en juin 1973, en relais du ministère du Travail.

---

[8] Juan Domingo Perón cité *in* Liliana de RIZ, *Retorno y derrumbe: el último gobierno peronista*, Buenos Aires, Hyspamérica, 1987, p. 101.

[9] SECRETARÍA DE PLANEAMIENTO Y DESARROLLO, *Diagnóstico de la estructura económica de la provincia de Buenos Aires*, La Plata, Gobernación de la Provincia de Buenos Aires, 1979, p. 81.

[10] Calculs réalisés en croisant les données élaborées par F. AGUIRRE et R. WERNER, *op. cit.*, notamment p. 219-220 et les tableaux 1 à 5 p. 509-515, celles relevées dans la presse militante de l'époque (notamment *Avanzada Socialista*, hebdomadaire du Parti Socialiste des Travailleurs, et *Prensa obrera*, hebdomadaire de Politique ouvrière) et celles du secrétariat à la Planification et au Développement de la Province de Buenos Aires (cf. SECRETARÍA DE PLANEAMIENTO Y DESARROLLO, *Diagnóstico de la estructura económica…, op. cit.,* notamment tableau 29, p. 66 et suivantes).

Elles sont également à chercher du côté des réseaux de solidarité se mettant en place en direction des luttes les plus emblématiques de la période, à commencer par le mouvement des métallos de Villa Constitución, entre avril et mai 1975[11], ainsi que dans la mise en place des structures de négociation paritaire à partir du second trimestre de cette même année.

Ces *Coordinadoras* sont animées par des équipes militantes qui ont vu leur audience s'accroître au fil du temps. La Jeunesse Travailleuse Péroniste (JTP), structure syndicale de Montoneros, y est la force prépondérante, mais elle est suivie de près par le Mouvement Syndical de Base (MSB) animé par le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (gauche guévariste). On y retrouve également les autres courants de l'extrême gauche argentine, à commencer par ceux qui refusent la logique politico-militaire des organisations guérilléristes mais défendent une orientation résolument « lutte de classe » (*clasista*), à l'instar des trotskystes du Parti Socialiste des Travailleurs (PST), de Politique Ouvrière (PO) et du réseau s'articulant autour du Péronisme de Base (PB), autant de courants qui font le pari d'un approfondissement du processus révolutionnaire axé sur les structures de double pouvoir ancrés sur le territoire productif (usines et services).

Signe des temps, à partir de l'hiver 1975 notamment, les questions qui sont soulevées par ces différents courants et les revendications qu'ils défendent débordent les entreprises dans lesquels ils sont insérés. Comme le rapporte Juan Dowling, ouvrier de la pétrochimie de PASA San Lorenzo[12], à propos des entreprises de la Zone nord de Rosario dont les militants font le tour, à la veille du *Rodrigazo*, pour inciter au débrayage,

[11] Villa Constitución, le principal pôle sidérurgique du pays, est le théâtre de deux conflits très durs qui secouent l'autorité patronale et remettent en cause radicalement l'emprise de la direction péroniste locale du syndicat des métaux (UOM). C'est en solidarité avec ce conflit que se tient, en avril 1974, un premier « Plénier national » des secteurs en lutte et c'est en défense des métallos de Villa, victimes d'une vaste opération de répression à partir d'avril 1975, que prend corps un important réseau de soutien au sein des entreprises les plus militantes du pays.

[12] Dowling est militant de Socialisme Révolutionnaire, petite organisation conseilliste qui intervient dans la Zone Nord de Rosario à partir de son bastion, PASA, la principale entreprise de pétrochimie en Argentine à l'époque et qui connaît, entre juillet et août 1974, un processus d'autogestion ouvrière directe de la production par les salariés.

> […] dans les AG, […] nous sommes devenus majoritaires. Le discours, minoritaire auparavant, de dénonciation du caractère de classe du gouvernement péroniste, trouvait de l'écho chez nos collègues. Nos positions étaient timidement contrées par certains péronistes, qui finissaient tous leur intervention par un « si le Vieux [Perón, décédé en juillet 1974] était encore en vie, tout ceci ne serait jamais arrivé ». Mais […] personne n'osait rompre l'unité d'action et tout le monde suivait les orientations ratifiées en AG[13].

Les *Coordinadoras* au cours des journées de juin et juillet 1975

Sur fond d'aggravation de la crise économique et alors que se négocient les Conventions Collectives de Travail (CCT) et les réajustements salariaux afférents entre syndicats et patronat, le gouvernement d'Isabel Perón choisit de frapper un grand coup, en juin 1975, en gage de sa volonté de reprendre en main la situation. En nommant à la tête du ministère de l'Économie Celestino Rodrigo, la présidence se propose de mettre en musique un programme d'austérité et déflationniste. Ce faisant, Isabel sait qu'elle joue son va-tout aux yeux du patronat et des Forces armées en termes de capacité à briser la contestation sociale. Le pari de ce « choc productif » consiste à ce qu'en procédant « par surprise, soudainement, sans donner d'explications, [le gouvernement est] persuadé que, placée devant le fait accompli, la résistance ouvrière s'affaiblira immédiatement et que les syndicats finiront par accepter [le programme économique] par discipline péroniste »[14]. C'est pourtant tout l'inverse qui advient.

Après un mouvement de pression de cinq semaines qui finit par contraindre la direction de la Confédération Générale du Travail, courroie de transmission du

[13] Juan Alfonso DOWLING, « Petroquímicos. La intersindical y la democracia. Una experiencia de lucha en la Zona Industrial de San Lorenzo », *in* Leôncio MARTINS RODRIGUES *et al.*, *Nuevas tendencias en el sindicalismo: Argentina-Brasil*, Buenos Aires, Biblos, 1992, p. 129.
[14] Juan Carlos TORRE, *Los sindicatos en el gobierno, 1973-1976*, Buenos Aires, CEAL, 1983, p. 128.

gouvernement péroniste, à appeler à la grève générale les 7 et 8 juillet 1975, la résistance ouvrière va imposer l'homologation des CCT là où le gouvernement entendait procéder à des augmentations salariales au rabais et par décret. Pour ce qui est du ministre Rodrigo, dont le plan économique est enterré, il sera limogé, de même que l'ensemble des ministres qui répondent au sinistre José López Rega, le tout-puissant ministre des Affaires sociales. Cela ne débouche pas, selon nous, sur une « corporativisation » du gouvernement comme le soutiennent certains spécialistes du péronisme, à l'instar de Ricardo Sidicaro[15]. Santiago Senén González, que l'on ne peut soupçonner de sympathie pour l'aile marchante, la plus radicalisée, du *Rodrigazo*, souligne en revanche combien

> […] la CGT essaya de déguiser la grève [de juillet] en un [mouvement de] soutien au gouvernement […] et bien que les événements de juin aient permis à la CGT […] d'éliminer de la scène nationale José López Rega, le prix à payer fut très grand. Parallèlement aux dizaines de milliers [de grévistes] qui invectivaient *El Brujo* et […] Celestino Rodrigo [lors du rassemblement monstre de la Place de Mai, le 27 juin], il y en avait encore davantage qui étaient en complet désaccord avec l'orientation de la centrale syndicale[16].

Pour Isabel, le remaniement gouvernemental et l'intégration des syndicalistes au nouveau cabinet représentent surtout l'ultime tentative de s'appuyer sur les derniers secteurs du péronisme qui lui demeurent fidèles et sont capables d'offrir une digue de résistance à l'insubordination sociale qui perdure.

Le rôle des *Coordinadoras* est extrêmement important au cours de ces journées de juin et juillet 1975 auxquelles nous nous intéressons et continuera à l'être, avec des flux et des reflux, jusqu'en mars 1976. Elles sont l'expression de cette « résistance ouvrière » dont parle Torre et elles gagnent un poids certain au cours

[15] Ricardo SIDICARO, *Los tres peronismos. Estado y poder económico*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2002, p. 113 et 132.
[16] Santiago SENÉN GONZÁLEZ, *El poder sindical,* Buenos Aires, Plus Ultra, 1978, p. 31.

de la montée vers la grève générale, jouant un rôle d'aiguillon, voire même, tendanciellement ou localement, de direction alternative vis-à-vis de la CGT officielle.

Le cas cordobais est le plus avancé en cela qu'il s'agit de la seule région où c'est véritablement la *Mesa de gremios en lucha* qui dirige de bout en bout la mobilisation, laissant la CGT officielle au second plan, et ce à une époque où, rappelons-le, la province se trouve sous la férule du général de Brigade Rául Lacabanne, créature de López Rega, et qui « gouverne » en s'appuyant sur la bureaucratie cégétiste et les commandos *Libertadores de América*, déclinaison locale de la Triple A. Malgré ce climat de terrorisme d'État, dès le 12 juin, les travailleurs du secteur auto, quelle que soit leur affiliation syndicale, débrayent massivement contre les décisions prises par le ministère de l'Économie et en défense des CCT, en marge des directives de la CGT qui, elle, cherche à temporiser. Ce faisant, comme le rappelle Juan Villa, secrétaire général du syndicat des travailleurs de Perkins (SITRAP, industrie automobile), ils entraînent dans leur sillage une bonne partie du salariat et de la jeunesse. Le 12, les colonnes des ouvriers de Fiat venant de la périphérie sud de la ville sont rapidement rattrapées par

> […] d'autres grévistes qui commencent à se joindre [à la manifestation] : des cheminots, des travailleurs du secteur bancaire. Nous étions plus de 10.000 en arrivant dans Córdoba. C'était une mobilisation comparable à ce que pouvait faire la CGT cordobaise à ses meilleurs moments [avant début 1974][17].

A Córdoba, le rythme, l'intensité et les modalités de la mobilisation sont dictées, jusqu'en mars 1976, par la *Mesa,* au point

> […] que l'on peut [la] définir […] comme une sorte de centrale syndicale alternative, comme un très large front unique de secteurs ouvriers combatifs, ayant une très forte influence dans la vie

[17] Entretien avec Juan Villa, ancien secrétaire général du SITRAP de Córdoba, Fonds F. Aguirre et R.Werner.

> politique [de la province] et disposant d'une capacité de mobilisation impressionnante qui va la transformer, dans la rue, en un véritable [contre]pouvoir[18].

Au cours du *Rodrigazo*, les *Coordinadoras* du Grand Buenos Aires ne vont pas être en mesure de jouer le même rôle que la *Mesa* cordobaise. Elles vont néanmoins se transformer en un puissant levier qui va exercer une pression permanente sur la CGT, en lien avec certaines des plus grosses usines de la banlieue portègne, ce que la direction de la centrale de la rue Azopardo ne pourra ignorer. Face au mécontentement croissant de la base salariée, la CGT va devoir gauchiser de plus en plus son orientation et finir par appeler à la grève générale les 7 et 8 juillet.

Auparavant, cependant, le 28 juin, se tient la première AG des *Coordinadoras* du Grand Buenos Aires et de la capitale. Il ressort de cette *Coordinadora interfabril metropolitana*, à laquelle participent l'ensemble des équipes syndicales combatives du Grand Buenos Aires, l'adoption d'un « Plan de lutte » qui prévoit notamment, là où la gauche radicale a un poids, l'organisation d'AG sur les lieux de travail afin d'informer de l'existence de la *Coordinadora interfabril* et de son programme. Les délégations exigent également des syndicats officiels qu'ils organisent des AG sur les lieux de travail, là où la gauche radicale ne serait pas en capacité de l'imposer ; la démission des syndicalistes ayant appuyé le Plan Rodrigo ; le retrait des mesures annoncées par le ministre de l'Économie ; des augmentations de 100% minimum ; l'élévation du salaire de base de 650.000 anciens pesos ainsi que la défense et l'homologation de toutes les CCT répondant à ces critères et qui auraient déjà été signées[19]. Les deux premiers points du programme vont effectivement être tenus dans les entreprises participant aux *Coordinadoras*, montrant ce faisant leur importance. C'est ce qui va contribuer à entretenir un climat d'agitation dans les

[18] F. AGUIRRE et R. WERNER, *Insurgencia obrera…*, *op. cit.*, p. 254.
[19] Voir *Boletín [de la Coordinadora interfabril metropolitana]* n° 2, 19/07/1975, cité *in* H. LÖBBE, *op. cit.*, p. 126. Par ailleurs, sur le plan politico-syndical, le programme défend la perspective de la reconquête par les travailleurs de leurs syndicats, de la démocratie syndicale et exige la libération de l'ensemble des militants politiques, syndicalistes et étudiants incarcérés.

autres unités de production qui ont déjà débrayé massivement le 27 juin 1975. C'est cet état d'esprit qui va structurer, jusqu'au 7 juillet, la montée vers la grève générale qui bat en brèche le gouvernement péroniste d'« Isabelita », veuve et héritière de celui qui avait été massivement élu à la présidence, dès le premier tour, en septembre 1973 avec 62% des voix. Dans l'un de ses communiqués distribués sous forme de tract, la *Coordinadora interfabril* souligne, en tirant un bilan a posteriori de la séquence, comment le plénier du 28 juin a débouché sur

> […] la grève, bien que la CGT n'y appele pas [et qui devient effective] à partir du lundi 30 juin, avec des mobilisations en direction du siège de la CGT centrale et des sièges des CGT régionales, ou sur des AG sur les lieux de travail. C'est ainsi qu'a commencé à s'organiser la mobilisation du jeudi 3 juillet [à Buenos Aires et alentours]. La répression nous a interdit l'entrée dans la capitale [dont les principaux points d'accès sont, effectivement, solidement tenus par la gendarmerie de façon à empêcher l'entrée des cortèges de salariés dans Buenos Aires]. En tout état de cause, les rassemblements se sont transformés en AG énormes dans la rue[20].

La journée du 3 est, localement, d'une violence assez caractéristique de la séquence en cours, mais ce sont les grévistes qui tiennent en échec le gouvernement et ses soutiens. La situation que vivent La Plata et sa banlieue, ce jour-là, est assez symptomatique du climat national. Conglomérat urbain au tissu industriel extrêmement dense où la gauche radicale péroniste et marxiste a un poids certain, la capitale de la province de Buenos Aires ainsi que les localités adjacentes de Berisso et Ensenada sont le théâtre d'un véritable soulèvement

[20] Cité par Yolanda COLOM et Alicia SALOMONE *in* « La Coordinadoras fabriles de Capital y Gran Buenos Aires, 1975-76 », *Razón y Revolución*, n° 4, Buenos Aires, 1998 [réédition électronique consultée le 04/01/2016], http://www.razonyrevolucion.org/textos/revryr/prodetrab/ryr4ColomSalomone.pdf , p. 10.

ouvrier. Comme le décrit Ricardo Sadava, délégué ouvrier combatif des chantiers navals Astillero Río Santiago (ARS) à Ensenada,

> […] au cours d'une AG réalisée [le 3 au matin dans l'enceinte de l'ARS qui emploie à l'époque 8.000 salariés, ce qui constitue la plus grosse concentration ouvrière de la région] on décide de se mobiliser. La direction du syndicat […] s'y oppose. [On] exige qu'on vote sur la proposition et les collègues la ratifient […]. On marche donc depuis l'usine jusqu'à la Place Belgrano [d'Ensenada] où l'on organise une nouvelle AG. Au milieu de l'AG arrivent les camarades de Propulsora [siderúrgica, usine métallurgique de 1.500 ouvriers d'Ensenada où le syndicat est tenu par la gauche radicale]. Les deux dirigeants qui prennent la parole sont Flamini (un dirigeant du PC) et un membre [du syndicat] de Propulsora, militant de la JTP. Flamini dit qu'on avait atteint notre objectif, et qu'il s'agit maintenant de se disperser dans l'ordre (…). Le PC voulait démobiliser la *Coordinadora de Gremios Combativos* [équivalent local des *Coordinadoras*] parce qu'il ne la contrôlait pas. Le délégué de Propulsora, lui, à l'inverse, propose de marcher sur [le siège de] la CGT : « On va aller à La Plata pour dire leur quatre vérités à la bureaucratie, aux Diéguez [responsable régional de la UOM] et aux Calabró [dirigeant de la CGT et gouverneur de la province] et pour virer ce gouvernement de corrompus et de vendus ». Les deux tiers des travailleurs de l'ARS approuvent sa motion […].
>
> Notre arrivée aux abords de La Plata est accueillie par des cris de joie par des groupes nourris de lycéens et de travailleurs. […] Chaque cortège a ses drapeaux, et tout le monde reprend les mêmes slogans : « 14.250 [à savoir la revendication que soient homologuées les CCT] ou grève générale ! » ou encore « Applaudissez,

applaudissez, continuez à applaudir car le Sorcier [López Rega] doit mourir ! ».

Vers une heure et demie de l'après-midi, ce sont plus de 10.000 ouvriers qui sont rassemblés devant [le bâtiment faisant office de siège de la CGT]. A trois heures, Diéguez, de la UOM, sort au balcon de l'immeuble pour s'attribuer la paternité de ce qu'il présente comme une « victoire » dans le cadre des discussions paritaires. Les travailleurs de Propulsora le sifflent. Un de leurs représentants prend la parole : « si on est tous d'accord sur le fait que la loi 14.250 doit être appliquée, et bien on vous demande de sortir de là pour qu'on puisse mettre sur pied un comité de lutte unifié, pour qu'on puisse se mettre d'accord sur un plan de lutte » […]. Un membre du Secrétariat de la CGT répond qu'ils doivent étudier la proposition. Pendant qu'on attend, les manifestants continuent à lancer des slogans : « Isabel, Isabel, combien gagne un ouvrier et combien gagne un colonel ? » et insultent copieusement Rodrigo […].

La police provinciale […] commence alors à nous lancer des grenades lacrymogènes. […] Des centaines de petits groupes de manifestants se forment et commencent à affronter la police, retournent des véhicules et brûlent des pneus. Beaucoup sont armés. Il y a des commandos de l'ERP et de Montoneros, mais beaucoup de manifestants, qui ne sont pas pour autant des guérilleros : ils ont amené avec eux leur [pistolet] 22 millimètres. Depuis un bâtiment en construction à côté du siège [de la CGT], des francs-tireurs prennent position et commencent à faire feu sur la police. Les affrontements dans les rues adjacentes durent jusqu'à six heures du soir. Tout le centre de La Plata est militarisé […]. Les manifestants commencent alors à se retirer mais des groupes se

> reforment et certains barrent les rues avec des véhicules. Des tirs sont échangés en différents points de la ville : à proximité de la Plaza Italia, à côté du siège de la [CGT], à côté de l'Université. […] On se souvient de ce 3 juillet 1975, à La Plata, comme l'un des faits d'armes les plus marquants du mouvement ouvrier[21].

Toujours selon la *Coordinadora Interfabril*, « c'est ce climat d'organisation permanente en AG [*continuo estado de asambleas*] et de mobilisations qui a conduit l'état-major syndical [de la CGT] à appeler à la grève générale des 7 et 8 juillet et tenter ainsi de mettre un terme aux revendications populaires »[22].

Démocratie par en bas et représentativité

La question de l'influence des *Coordinadoras* est étroitement liée aux modalités d'(auto)-organisation et d'(auto)-représentation propres à ces structures. Selon Yolanda Colom et Alicia Salomone, auteures d'une des premières études sur le phénomène, elles auraient fonctionné « sur le mode de la démocratie ouvrière »[23]. L'affirmation est sans doute à nuancer sans pour autant remettre en cause le fait que, au moins au niveau zonal, les *Coordinadoras* pratiquent des formes élémentaires, mais réelles, de démocratie ouvrière : elles expriment, à travers l'auto-organisation des travailleurs qui dirigent leurs propres luttes et décident collectivement de l'orientation dont ils se dotent, ce qui pourrait constituer les prolégomènes d'une organisation radicalement distincte de la société face au gouvernement, aux directoires des grands groupes et à leurs rouages.

Pour avoir une idée de l'ambiance caractérisant les *Plenarios* régionaux de Buenos Aires et sa banlieue, de leur portée, mais aussi du poids des appareils politico-militaires en leur sein et de la façon dont ils contribuent à brider, y

[21] José MONTES, dir., *Astillero Río Santiago, su historia y su lucha relatada por sus trabajadores*, Buenos Aires, Ediciones LVO, 1999, p. 30-32.
[22] Cité *in* Y. COLOM et A. SALOMONE, *op. cit.*, p. 10.
[23] *Ibid,* p. 15.

compris sans le vouloir, l'expression d'une réelle « démocratie par en bas », on songera au témoignage d'Alejandro, à l'époque très jeune secrétaire général d'Avon (industries graphiques, Vicente López) et membre de la *Coordinadora* de la Zone nord. Au premier *Plenario* étaient présentes

> […] toutes [les équipes combatives du Grand] Buenos Aires. […] Entourés comme on l'était par les Montoneros, ce n'était pas simple [pour intervenir], mais on a pu débattre. […] On était à Beccar, dans un quartier qui était, pour eux, un peu comme une « zone libérée ». Tout était contrôlé par la JTP et Montoneros. […] C'est eux qui avaient tout organisé : la salle, la sécurité. […] On n'était pas dans un amphi d'ATE [le syndicat des fonctionnaires], mais sur un terrain de basket, avec au milieu une tribune, et avec les « Montos » tout autour. […] Un [de leurs] chefs, Carlos Caride, était juste à côté de moi, et laissait bien voir le flingue qu'il portait à la ceinture. Et toi, si tu voulais intervenir, il fallait que tu te lèves, que tu dises « non, je ne suis pas d'accord ». La pression des appareils était très forte pour des gamins de notre âge. Moi-même j'avais 20 ans. […] Donc le *Plenario*, ce n'était pas une AG ouvrière comme les autres. [C'était un peu comme dans] *Octobre* [d'Eisenstein], la scène avec Trotsky [au soviet de Pétrograd], mais avec plus de poids des appareils [politico-militaires] (…) et tout le monde qui gueule en même temps. C'était un peu pareil[24].

Le témoignage, en tant que tel, montre « l'envers du décor » mais n'enlève rien à la légitimité, *de facto*, des délégations présentes. Cela ne résout pas, cependant, la question d'une authentique démocratie ouvrière qui ne voit pas le jour au cours des deux *Plenarios*. Comme le soulignent Aguirre et Werner, ce qui prime avant tout au cours de ces pléniers régionaux par rapport aux tendances que l'on peut retrouver

[24] Entretien avec Alejandro, ancien secrétaire général d'Avon (industries graphiques, Villa Martelli) et membre de la *Coordinadora* de la Zone nord, Fonds F. Aguirre et R. Werner, 2002.

dans « les organismes de base des travailleurs [ou même au niveau zonal, comme nous allons le voir] c'est le consensus entre courants par rapport à la discussion et au débat sanctionnés par un vote, [en raison, notamment], du poids des 'appareils' des courants opposés au classisme », à commencer par la JTP et Montoneros[25].

Si l'on change maintenant de focale, les choses s'organisent différemment quand on se réfère au fonctionnement plus quotidien des *Coordinadoras*. Au niveau local, à Buenos Aires et dans sa banlieue, les témoignages sur lesquels nous avons pu travailler tendent à confirmer que le mandatement est plus régulier dans les AG. Dans tous les cas étudiés, néanmoins, on note, *a minima*, l'existence d'un travail « d'aller-retour » systématique entre la base et les structures de coordination. Dans le cas de la Zone nord, Oscar Bonatto, ouvrier chez Del Carlo (sous-traitance automobile) et militant du PST, souligne comment,

> […] lorsqu'il y avait une décision importante à prendre, [on venait] avec tous les collègues [mobilisés, qu'ils soient encartés ou non], pour que le plus grand nombre puisse participer [aux débats], mais tout le monde ne votait pas [au cours des AG de coordination inter-entreprises], parce que cela aurait été trop compliqué pour prendre des décisions. Il n'y avait que deux ou trois camarades par usine, par lieu de travail [qui votaient] […], en général des délégués [des CI ou des Corps de Délégués][26].

Cet élargissement de la base des *Coordinadoras* et l'accroissement de la participation à leurs travaux, jusqu'en mars 1976, prévaut également à Córdoba où

[25] F. AGUIRRE et R. WERNER, *op. cit.*, p. 226. Pour reprendre la terminologie politique de l'époque, l'orientation générale de Montoneros est davantage vertébrée par une conception militariste de l'affrontement social, combinée à une politique de débordement de l'appareil péroniste, plus que par l'idée de construire, à partir des unités de production, le double-pouvoir ouvrier et populaire face à celui de la bourgeoisie. De ce point de vue, la chronologie de la séquence juin-juillet 1975 que Montoneros présente, « à chaud », dans *Evita Montonera*, son organe théorique le plus important, est assez symptomatique de cette grille de lecture donnant la primauté à l'affrontement militaire. Voir « Crónica de la résistencia », *Evita Montonera*, n° 5, *s.l.* [éd. clandestine], juin-juillet 1975, p. 5-9.

[26] Entretien avec Oscar Bonatto, travailleur du secteur automobile à Del Carlo (Beccar), militant du PST, février 2000, Fonds F. Aguirre et R. Werner.

la démocratie ouvrière se pratique, coûte-que-coûte et jusqu'au bout, comme le rappelle Abel Boholavsky, cadre du PRT, lié au syndicat de Perkins. La *Mesa*,

> […] repose sur un fonctionnement plus désorganisé, au sens où, une fois que la légalité a été brisée [après le coup d'État provincial de février 1974], tout devient plus compliqué. Mais que les choses soient compliquées ne veut pas dire qu'elles se font de façon moins démocratique. On fait des AG quand on peut. Si ce n'est pas possible, alors elles se font en dehors de l'usine [mais] rien ne se perd quant [aux traits essentiels] de la période, [à savoir] le fonctionnement démocratique, la prise de décision en commun [*lo deliberativo*], la grande participation des travailleurs du rang et la politisation[27].

C'est, en dernière instance, ce que souligne *Avanzada socialista*, en juillet 1975, au niveau du Grand Buenos Aires :

> […] de nombreux travailleurs appuient les *Coordinadoras* qui voient le jour, encouragés en cela par le fait qu'ils y rencontrent ce qu'ils ne trouvent pas dans les syndicats, avec leurs directions bureaucratiques, [à savoir un espace de] discussion démocratique, une information claire sur ce qui se passe dans les différentes zones et sur les lieux de travail [et] l'unité, dans la lutte, des différents syndicats et secteurs[28].

Les *Coordinadoras*, affirme Flores Montenegro, dirigeant du syndicat du caoutchouc et pilier de la *Mesa* cordobaise, ont

> […] représenté une croissance qualitative […] au niveau de l'organisation de classe. Le militantisme se développait dans tous les syndicats [mais] aucun dirigeant ne pouvait agir au nom de la classe si la décision n'avait pas été ratifiée en AG. C'est le vote à

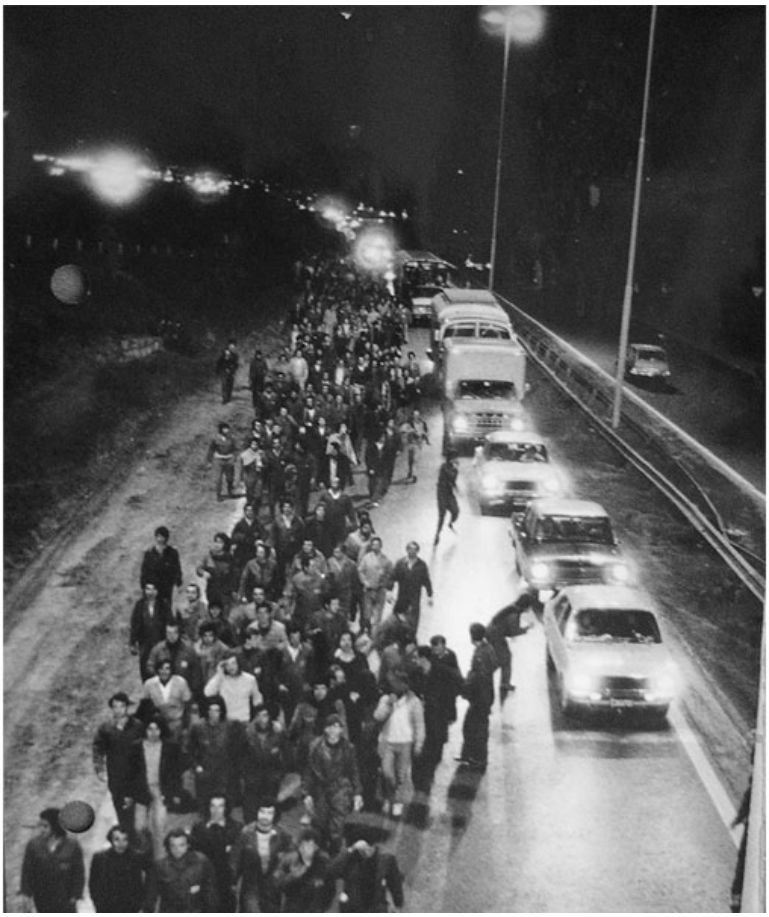
[27] Entretien avec Abel Boholavsky, cadre du RT-ERP, responsable presse du parti, conseiller médical du SITRAP (Córdoba), avril 2009, Fonds F. Aguirre et R. Werner.
[28] « Editorial », *Avanzada socialista*, n°153, Buenos Aires, 12/07/1975.

> main levée qui donnait sa force à nos organismes. S'il fallait décider de partir en manif, eh bien on y allait. S'il fallait s'opposer à un accord passé entre le patronat et la bureaucratie syndicale, on réalisait des actions qui montraient qu'on s'y opposait. [Mais] toutes ces décisions émanaient d'AG et [étaient ratifiées] par un vote à main levée [indépendamment de l'orientation politique de tel ou tel dirigeant syndical]. C'était là un embryon de pouvoir que les travailleurs administraient, pas à pas, au rythme effréné des mobilisations[29].

Comme l'ont relevé Néstor Restivo et Raúl Delatorre, le programme économique défendu par Rodrigo n'était rien d'autre qu'une des versions de celui qu'imposerait, par la suite, la Junte militaire[30]. Cette première mouture de thérapie de choc néo-libérale échoue en raison de l'opposition ouvrière qui explose littéralement au cours de l'hiver 1975 et que contribuent à structurer en partie les *Coordinadoras*, d'où la nécessité de les liquider. Si, pour reprendre Pilar Calveiro, il est décidé « d'en finir, à la racine, et d'exterminer tout germe d'organisation pouvant exister […], quelle que soit son orientation politique, […] d'annihiler, sans appel, toute tentative de défier le monopole de l'État de la violence »[31], le coup d'État répond également à la tendance profonde à la remise en cause du commandement capitaliste exercé sur le système. A rebours d'une lecture d'un 24 mars 1976 qui n'aurait été marqué par aucun autre mouvement que celui des militaires putschistes, au matin, alors même que le coup d'État bat son plein, deux cents entreprises, selon certains auteurs, suivent l'appel au débrayage lancé la veille, dans la presse, par les *Coordinadoras*[32]. C'est à ce « rythme effréné »

[29] Rafael FLORES MONTENEGRO, *Pasión y caída. Memoria de la Mesa de gremios en lucha. Argentina, 1973-1976*, Stuttgart, Ed. Abrazos, 2008, p. 63-68.
[30] Voir Néstor Restivo et Raúl Delatorre, *El Rodrigazo, 30 años después*, Buenos Aires, Capital Intelectual, 2005.
[31] Pilar CALVEIRO, *Política y/o violencia. Una aproximación a la guerrilla de los años 70*, Buenos Aires, Norma, 2005, p. 189.
[32] F. AGUIRRE et R. WERNER, *op. cit.*, p. 164.

qu'évoque Flores Montenegro, à cette remise en cause des hiérarchies et des tuteurs traditionnels (que le gouvernement péroniste d'Isabelita est incapable de contenir), ainsi qu'à cette promesse d'avenir distinct, que vient brutalement mettre un terme le coup d'État de mars 1976.



Juillet 1975 : colonne de travailleurs de la Zone nord du Grand Buenos Aires bloquant partiellement l'autoroute panaméricaine, en route pour la capitale (Archives Ernesto González-Violeta Bruck-laizquierdadiario.com).

3 juillet 1975 : colonne d'ouvriers des chantiers navals Astilleros Río Santiago *(Ensenada) en route vers La Plata (Archives Ernesto González-Violeta Bruck-laizquierdadiario.com).*

Juillet 1975 : colonne d'ouvriers des chantiers navals Astilleros Río Santiago *(Ensenada) en route vers La Plata (bis) (Archives Ernesto González-Violeta Bruck-laizquierdadiario.com).*

3 juillet 1975 : colonne de travailleurs de Propulsora siderúrgica *(Ensenada, sidérurgie) et des chantiers navals* Astilleros Río Santiago *(Ensenada) à La Plata (Archives Ernesto González-Violeta Bruck-laizquierdadiario.com).*

3 juillet 1975 : manifestation ouvrière à La Plata (Archives Ernesto González-Violeta Bruck-laizquierdadiario.com).

Éléments de chronologie : *Rodrigazo-Mondellazo*-coup d'État (1975-1976)

1975

5 février : Début de l'Opération *Independencia*. L'armée prend en charge directement la répression dans la province de Tucumán, au nom de la lutte contre la guérilla.

Janvier-février : Au cours des mois de janvier et février, les tarifs de l'essence, des transports ferroviaires et du téléphone augmentent. On estime que le coût de la vie a fait un bond de 8,5% en janvier.

3 mars : Grève du patronat agraire.

20 mars : Début de l'opération *Rocamora*, vaste opération de répression contre les métallos de Villa Constitución. Sur place, la résistance va se poursuivre jusqu'au 19 mai.

7 avril : Première grande grève dans les transports publics de la capitale. Le métro est paralysé. Les travailleurs du *subte* constitueront par la suite une *Coordinadora* sectorielle.

21 mars : Le ministre de l'Économie Gómez Morales met en garde contre la détérioration de la situation économique. Le coût de la vie a augmenté de 23,5% depuis janvier.

27 mai : Le *Buenos Aires Herald* note que, depuis juillet 1974, la violence politique dans le pays a fait 443 victimes. Le 3 juin, Alberto Rocamora, ministre de l'Intérieur, annonce que 5.800 incidents violents ont été enregistrés depuis mai 1974.

2 juin : Gómez Morales cède sa place à Celestino Rodrigo, nouveau ministre de l'Economie, bien déterminé à appliquer une « thérapie de choc ». Parallèlement, depuis plusieurs semaines, des discussions ont lieu entre syndicats et patronat en vue du renouvellement des Conventions Collectives de Travail (CCT), gelées pour

deux ans par le Pacte Social. Le 4 juin, Rodrigo annonce le premier volet de son plan, impliquant d'importantes hausses de prix.

2 juin-8 juillet : *Rodrigazo*. Poussée ouvrière inédite, marquée par de puissants débrayages, manifestations et affrontements pour contrer le plan économique du gouvernement et exiger le respect des négociations salariales paritaires. Mise en place de structures auto-organisées, les *Coordinadoras*. Le mouvement va se conclure par la grève générale des 7 et 8 juillet à la suite de laquelle le gouvernement se verra contraint de reculer.

28 juin : La présidente annonce la suspension des CCT négociées et des augmentations salariales par décret. Premier *Plenario* des *Coordinadoras* du Grand Buenos.

3 juillet : Grève générale à Córdoba, mobilisations à Rosario, actions ouvrières en banlieue nord, les travailleurs tentant de forcer le passage en direction de la capitale, affrontements armés à La Plata.

7-8 juillet : Première grève générale contre un gouvernement péroniste.

11-18 juillet : Isabel Perón recule, les ministres les plus impopulaires sont contraints de démissionner, à commencer par López Rega, Rodrigo et Rocamora. Plusieurs ministres proches de la CGT comme Carlos Ruckauf (Travail) ou Antonio Cafiero (Economie) font leur entrée au gouvernement. La présidente est affaiblie, accusée de corruption et sa majorité se fragmente.

20 juillet : Second *Plenario* des *Coordinadoras* du Grand Buenos Aires.

27 juillet : À la suite de frictions au sein de l'état-major, Jorge Rafael Videla prend la tête de l'armée.

18 septembre : Début d'un vaste lock-out de onze jours du patronat agraire contre la politique économique du gouvernement.

6 octobre : Décrets pris par Italo Luder, président par intérim, ordonnant aux Forces Armées « d'annihiler les agissements de la subversion » et leur donnant la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire national pour rétablir l'ordre. Le 19 novembre, l'armée intervient directement dans dix provinces argentines.

9 octobre : Début de la seconde grande grève des mineurs de Sierra Grande (Río Negro), qui prendra fin avec l'intervention de l'armée, le 18 novembre.

Octobre-novembre : poursuite de l'agitation sociale et des grèves, notamment dans le secteur automobile, dans le Grand Buenos Aires comme à Córdoba.

17 décembre : La présidente avance la date des élections générales au 17 octobre 1976. Par la suite, elle annoncera ne pas se présenter à sa propre succession.

18-22 décembre : Tentative de coup d'État du général d'aviation Orlando Capellini. Videla refuse de prendre le pouvoir comme l'en pressent les putschistes.

23 décembre : Attaque de grande envergure de l'ERP contre la caserne du 601e bataillon de Monte Chingolo. C'est un échec retentissant.

24 décembre : Depuis Tucumán, Videla laisse entendre que si l'ordre n'est pas rétabli dans un délai de quatre-vingt-dix jours, l'armée pourrait intervenir.

1976

Janvier : La presse nationale souligne que le coût de la vie a augmenté de 335% en 1975. La police de Buenos Aires annonce qu'au cours de l'année écoulée, la province a été le théâtre de 462 affrontements armés et qu'elle a procédé à 24.000 arrestations. Ernesto Corvalán Nanclares, ministre de la Justice, affirme de son côté le 9 janvier qu'il n'y aura pas de coup d'État.

3 février : Trente-septième remaniement ministériel en dix-huit mois. Le président de la Banque Centrale Emilio Mondelli, partisan d'un « Plan Rodrigo bis », remplace Cafiero à l'Économie.

9 février : Selon Videla, l'armée a anéanti la guérilla à Tucumán.

16 février : Lock-out patronal national organisée par l'APEGE, coordination de syndicats à l'orientation ouvertement putschiste et à laquelle participent les secteurs les plus concentrés du patronat.

5 mars : Mondelli dévoile son programme économique, qui est une version retouchée de ce qu'avait défendu Rodrigo en juin 1975. La direction de la CGT ne

prend aucune position. À la base, cependant, les grèves se multiplient et la poussée ouvrière est comparable à celle qui marque les prolégomènes du *Rodrigazo*, quelques mois auparavant. C'est le *Mondellazo*. Les mobilisations se poursuivent jusqu'au 24 mars.

24 mars : Coup d'État des généraux Videla et Agosti et de l'amiral Massera. Début de la dictature qui ne prendra fin qu'avec la transition électorale de 1983.

« Ni yankees ni marxistes : Péronistes ! »
Humour et identités politiques dans la revue *El Caudillo de la Tercera Posición* (Argentine, 1973-1976)

Moira Cristiá
Instituto de Investigaciones Gino Germani / CONICET

Introduction

Dès les années soixante, le climat politique international se radicalise, dans un contexte où la présence des jeunes va croissante au sein d'une sphère publique elle-même favorable à l'éclosion contestataire[1]. Si la Guerre froide affecte l'ensemble du panorama mondial, la Révolution cubaine de 1959 semble démontrer que la révolution socialiste en Amérique latine est à portée de main et qu'elle peut être nationale. La doctrine marxiste s'étend alors significativement et des mouvements de guérilla surgissent dans plusieurs pays du sous-continent. Afin de garder le contrôle sur les États, les interventions militaires se multiplient, appuyées par les États-Unis et justifiées par la « doctrine de la sécurité nationale »[2]. Ainsi, parallèlement au développement diversifié du marxisme, le nationalisme s'intensifie

[1] C'est pourquoi Jean-François Sirinelli définit cette effervescence estudiantine étendue internationalement comme une « révolution atlantique ». Voir Jean-François SIRINELLI, *Mai 68. L'événement Janus*, Paris, Fayard, 2008, p. 124-127.

[2] Basée sur la conviction de la nécessité de mettre fin à l'avancée du communisme, puisque celui-ci éliminerait les libertés et les droits individuels, cette doctrine militaire sert à justifier toute action de contention de la contestation. Parmi les évènements les plus significatifs de la période, nous pouvons mentionner l'intervention à Saint-Domingue en 1965, la participation américaine au renversement de Salvador Allende au Chili en 1973, l'appui aux coups d'État du Brésil en 1964, de Bolivie en 1971, d'Uruguay en 1973 et d'Argentine en 1976. Cf. David PION-BERLIN, dir., *Civil-Military Relations in Latin America: New Analytical Perspectives*, Chapel Hill-Londres, University of North Carolina Press, 2001.

également, aussi bien dans sa version traditionnaliste qui reprend l'héritage hispanique et la religion catholique en tant qu'éléments structurants de l'identité nationale que dans une version nettement anti-impérialiste[3].

Dans le cadre de l'essor et de la diversification du marxisme et du nationalisme en Amérique latine, le cas précis de l'Argentine, où le péronisme avait marqué la scène politique depuis 1945, présente ces deux grandes matrices idéologiques combinées également avec l'identité péroniste[4]. Un précédent important du phénomène étudié dans cet article est le Mouvement nationaliste Tacuara (*Movimiento Nacionalista Tacuara*), une organisation de droite fortement catholique qui mène des attentats entre 1955 et 1965. Au début des années 1960, celle-ci connaît des divisions internes : certains de ses militants renforcent les traits anticommunistes et antisémites de l'organisation en fondant la Garde restauratrice nationaliste (*Guardia Restauradora Nacionalista)* tandis que d'autres, influencés par la Révolution cubaine et le péronisme, créent le Mouvement nationaliste révolutionnaire Tacuara (*Movimiento Nacionalista Revolucionario Tacuara)*[5].

Dans le cadre de cette effervescence, un groupuscule de militants catholiques et nationalistes fonde les *Montoneros* en 1970, une organisation péroniste qui parvient à monter rapidement une structure massive intégrant une diversité sociale

[3] Même si le nationalisme latino-américain existait depuis le processus des indépendances, il devint un mouvement politique considérable à partir des années 1930, s'accompagnant de l'industrialisation de plusieurs pays et d'une intervention croissante de l'État. C'est alors qu'un nationalisme populaire se renforça en brandissant le principe de l'anti-impérialisme, mais cette fois dans une posture favorable à la démocratie des masses et à la prise en compte de leurs demandes. Loris ZANATTA, *El mito de la nación católica. Iglesia y ejército en los orígenes del peronismo, 1943-1946*, Buenos Aires, Sudamericana, 1999 ; Fernando DEVOTO, *Nacionalismo, fascismo y tradicionalismo en la Argentina moderna*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2002 ; Alberto SPEKTOROWSKI, *The Origins of Argentina's Revolution of the Right*, Notre Dame, University of Notre Dame, 2003. Sur le nationalisme européen, la bibliographie est abondante : Eric HOBSBAWM, *Nations et Nationalisme depuis 1780 : programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 2001 ; Benedict ANDERSON, *L'Imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La découverte, 2002 ; Michel WINOCK, *Nationalisme, Antisémitisme et Fascisme en France*, Paris, Le Seuil, 2004 ; Cristián BUCHRUCKER, *El fascismo en el siglo XX. Una historia comparada*, Buenos Aires, Emecé, 2008.

[4] Rappelons que Juan Domingo Perón avait été déjà président à deux reprises, en 1946-1952 et 1952-1955.

[5] Daniel GUTMAN, *Tacuara: historia de la primera guerrilla urbana argentina*, Buenos Aires, Vergara Grupo Zeta, 2003 ; María Valeria GALVÁN, « Tacuara: una aproximación desde la mirada de sus contemporáneos », *Entrepasados*, n° 38/39, 2012, p. 19-36.

considérable. Cette organisation hétéroclite se caractérise par ses objectifs socialistes, ses méthodes empruntées à la lutte armée et son identité péroniste. Sa volonté de fonder une « patrie socialiste » sous un gouvernement péroniste et son discours anti-impérialiste, qui insiste sur l'identité latino-américaine, provoquent aussi bien l'adhésion de nombreux militants que la méfiance de certains groupes d'une interprétation péroniste plus « orthodoxe »[6]. Si pendant la proscription du péronisme (entre 1955 et 1973), et notamment au cours de la dictature nommée « Révolution argentine » (1966-1973), les différents courants péronistes se sont réunis afin de faire revenir Juan Domingo Perón, une fois celui-ci arrivé au pouvoir, les divergences politiques sont devenues insurmontables.

L'intégration des principes idéologiques du secteur révolutionnaire dans le programme officiel d'Héctor Cámpora (25 mai-12 octobre 1973) est suivie par un virage à droite de la direction du parti justicialiste apparaissant de manière accablante lors d'un événement public crucial : la cérémonie de bienvenue de Perón à Ezeiza le 20 juin 1973. Organisée afin de le recevoir après dix-huit ans d'exil, cette manifestation massive s'achève par un affrontement violent entre différentes tandences du péronisme. Dès lors, la violence s'intensifie progressivement en Argentine. Le durcissement de la politique est accompagné de l'action répressive des groupes paraétatiques d'extrême droite, liés au ministre du Bien-être social José López Rega une figure proche de Perón et surtout de sa femme María Estela (surnommée Isabel)[7]. Malgré le discours de non-violence du

[6] Les groupes qu'on appelle couramment de « droite péroniste » présentent aussi une diversité importante. Pour approfondir ce sujet, récemment exploré par plusieurs auteurs, voir les travaux d'Humberto Cucchetti et le dossier « ¿Derechas peronistas? » que cet historien a coordoonné dans la revue *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* : Humberto CUCCHETTI, «¿Derechas peronistas? Organizaciones militantes entre nacionalismo, cruzada anti-montoneros y profesionalización política», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, mis en ligne le 01 juin 2013, consulté le 29 janvier 2016, URL : http://nuevomundo.revues.org/65363

[7] López Rega avait rencontré Isabel lors de la mission de celle-ci en Argentine en 1965 et s'était ensuite installé à Madrid afin de travailler en tant que secrétaire personnel du couple Perón. Il a été nommé ministre en mai 1973 sous le gouvernement d'Héctor Cámpora et reconduit dans ses fonctions jusqu'en 1975. Sur cette figure et son lien avec l'AAA, voir : Marcelo LARRAQUY, *López Rega: El peronismo y la Triple A*, Buenos Aires, Punto de lectura, 2007.

gouvernement, l'offensive est perceptible et s'accompagne d'une importante répression culturelle, renforcée après la mort de Perón le 1er juillet 1974.

Créée en novembre 1973, l'Alliance anticommuniste argentine (AAA, *Alianza Anticomunista Argentina*) agit par les menaces, les assassinats, les attentats à la bombe et la diffusion de listes noires[8]. Par ces actions et par certaines publications telles que *El Caudillo de la Tercera Posición*, ce groupe promeut un « nettoyage » politique du pays. Tous ceux que l'organisation considère comme des adversaires sont susceptibles de devenir ses victimes : politiciens, intellectuels, artistes, syndicalistes, journalistes, avocats[9]. C'est ce phénomène de réaffirmation idéologique qu'illustre la récupération du slogan « Ni yankees ni marxistes : péronistes ! », utilisé au cours de cette période par les secteurs les plus orthodoxes du mouvement afin de délégitimer les groupes de gauche qui se déclaraient péronistes.

Dans cet article, nous nous proposons d'explorer cette spécificité argentine à partir de l'étude des représentations caricaturales publiées principalement dans la revue *El Caudillo de la Tercera Posición*, en faisant référence à d'autres revues afin de clarifier certains propos. Ces illustrations composent un corpus privilégié pour analyser la construction d'identités collectives : elles servent autant à étudier l'imaginaire associé à un groupe d'appartenance que celui des adversaires présumés. Grâce aux caricatures, les ennemis politiques sont les sujets d'une parodie, à travers l'exagération des traits des visages et des corps, ce qui provoque tour à tour la plaisanterie et le mépris[10]. L'humour permet ainsi d'alléger la

[8] Sur l'utilisation des concepts « paraétatique » et « paramilitaire » dans le cas de l'Argentine des années 1973 à 1976, consulter Juan Luis BESOKY, «Violencia paraestatal y organizaciones de derecha. Aportes para repensar el entramado represivo en la Argentina, 1970-1976», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Colloques, mis en ligne le 19 janvier 2016, consulté le 14 juillet 2016. URL : http://nuevomundo.revues.org/68974

[9] D'après la CONADEP (*Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*), l'AAA est responsable de 19 homicides en 1973, 50 en 1974 et 359 en 1975.

[10] Sur les différentes tactiques employées par les illustrateurs de caricatures pour représenter l'adversaire, consulter les travaux publiés dans le n° 8 de la revue *Ridiculosa* intitulé « Les procédés de déconstruction de l'adversaire », Brest : E.I.R.I.S., 2001. Chaque auteur s'intéresse à l'un des procédés la mise en abîme, l'ambivalence sélective, la barbarisation de l'ennemi, la comparaison

souffrance de la concurrence politique, de cacher la peur et d'exprimer la haine en exerçant une violence symbolique sur le sujet qui les suscite[11]. Aussi bien dans les images que dans les textes, des qualifications négatives, voire dédaigneuses, mettent ici ou là l'accent sur des aspects esthétiques ou discursifs afin de délégitimer l'opposant[12].

Notre étude suggère que « l'autre » péroniste est montré dans les vignettes comme un ennemi politique déguisé, ce qui constitue une invitation à le détruire symboliquement, politiquement et même physiquement. Il s'agit de réfléchir sur les définitions et les caractérisations des acteurs politiques devenues un enjeu central dans la dispute idéologique. Qu'est-ce que les acteurs, ici évoqués, entendent par un « véritable militant péroniste » ? Comment cette idée s'articule-t-elle dans les discours des groupes pour établir leurs frontières ? De quelle manière représentent-ils leurs adversaires respectifs ? Nous chercherons ainsi à analyser les représentations publiées dans cette revue péroniste afin d'explorer l'offensive menée contre leurs ennemis politiques internes. Dans le même temps, cette approche se propose également de réfléchir aux dimensions émotionnelles du

---

dévalorisante, la mise à nu, etc. , ou à un motif récurrent tel que la crucifixion, la métamorphose, le miroir, l'excrément, etc.

[11] Au-delà des essais de Freud (1905 et 1927), consulter les études psychologiques récentes sur l'humour selon les différents branches de la discipline (cognitive, sociale, biologique, clinique, etc.) : Sigmund FREUD, *Le mot d'esprit et ses rapports avec l'inconscient* (1905), Paris, Gallimard, 1998 et « L'humour » (1927), *L'inquiétante étrangeté et autres essais*, Paris, Gallimard, 1988 ; Rod MARTIN, *The Psychology of Humor: An Integrative Approach*, Burlington, Elsevier Academic Press, 2007. De même, d'autres disciplines sociales telles que la sociologie, l'anthropologie et l'histoire ont développé des réflexions sur l'humour. Pour des exemples consulter le site de l'association internationale d'études sur l'humour *The International Society for Humor Studies* http://www.humorstudies.org/.

[12] Nous avons déjà exploré cette perspective dans le cas des bandes dessinées des secteurs de gauche du péronisme : Moira CRISTIÁ, « América Latina como frontera simbólica. La historieta y la sensibilización política en la Argentina de los sesenta y setenta », *in* Salvador BERNABEU et Frédérique LANGUE, dir., *Fronteras y sensibilidades en las Américas*, Madrid, Doce Calles, 2011, p. 343-366 ; M. CRISTIÁ « Les monstres du péronisme. Fictions illustrées, émotions et politique dans les années 1970 », *Amerika*, n° 11, mis en ligne le 25/12/2014, URL : http://amerika.revues.org/5803

politique (notamment à la haine et à la peur) et à l'utilisation de l'humour dans un contexte d'intense violence[13].

La peur du marxisme et l'humour : l'université comme champ de bataille

De 1973 jusqu'au coup d'État de 1976, le péronisme « de la première heure » représenté par la CGT et les syndicats verticalistes tels que l'Union ouvrière métallurgique et celui de l'organisation *Montoneros* se sont affrontés dans une lutte acharnée, où la rivalité et la violence se sont progressivement intensifiées. Au fil des mois, leur impossibilité à cohabiter sur la scène politique se manifeste clairement à l'intérieur de l'État et au niveau discursif. Les projets opposés coexistant sous le drapeau du péronisme entrent en conflit à cause des tensions sectorielles et des différences idéologiques. Cette situation est agravée par le changement de la politique gouvernementale qui passe de l'intégration des différents secteurs à un favoritisme marqué à l'égard du secteur orthodoxe et verticaliste. Si, pendant le bref mandat d'Héctor Cámpora, la difficile intégration des différents secteurs dans le gouvernement avait déjà montré sa fragilité, le virage de Perón vers le soutien des « vieux péronistes » provoque une accélération de la purge idéologique, en limitant au minimum l'action politique du secteur révolutionnaire. C'est en excluant les secteurs contestataires du champ politique et institutionnel que le gouvernement cherche à les affaiblir et, par conséquent, à les neutraliser.

Lancée le 16 novembre 1973, la revue *El Caudillo de la Tercera Posición* déclare la guerre à la *Tendencia revolucionaria*[14] du mouvement, en traitant péjorativement ses membres de « gauchistes » (*zurdos*) ou de « marxistes » (*marxistas*), voire en les

[13] Sur les émotions en politique voir : Christian DELPORTE et Anne-Claude AMBROISE-RENDU, dir., *L'indignation. Historie d'une émotion politique et morale. XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008 ; Luc CAPDEVILA et F. LANGUE, *Le passé des émotions. Mémoires sensibles et histoire à vif, Amérique latine et Espagne contemporaines*, Rennes, PUR, 2014.

[14] « *Tendencia revolucionaria* » surgit au conseil provisoire de la Jeunesse péroniste de janvier 1972, au cours duquel deux lignes se dessinent : d'une part ceux qui appuient la lutte armée *(Tendencia revolucionaria)*, d'autre part ceux qui la rejettent (*Comando de Organización* et *Guardia de Hierro*).

insultant au moyen des qualificatifs suivants : aliénés, déséquilibrés mentaux, cinglés[15]. Dirigé par l'ancien militant du mouvement Tacuara âgé de 28 ans, Felipe Romeo[16], cet hebdomadaire représente un groupe péroniste qui devient dominant : un courant verticaliste en opposition virulente à la *Tendencia revolucionaria*. En mettant en avant le concept classique de « troisième position » qui établissait auparavant que le péronisme n'était ni capitaliste ni communiste , les éditeurs de la revue cherchent désormais à se différencier clairement de cette dernière position et dirigent souvent leurs critiques contre les fonctionnaires les plus proches des *Montoneros*, tel que le ministre de l'Éducation du gouvernement d'Héctor Cámpora, Jorge Alberto Taiana, et les autorités de l'Université récemment nommées[17].

Créée quelques jours avant l'apparition de l'AAA, la revue apparaît comme l'organe de diffusion de cette organisation paramilitaire. Financé par l'UOM (*Unión Obrera Metalúrgica*) et le ministère du Bien-être social (rebaptisé à cette période « ministère du Peuple »), *El Caudillo* présente des annonces publicitaires de différentes entités publiques[18] et en appelle à la loyauté et à la verticalité, y compris dans le nom choisi pour la maison d'édition de la revue : « Vertical S.A. ». L'ennemi est, depuis le lancement d'*El Caudillo*, un sujet obsessionnel de la revue. Si, dans les premiers numéros, la phrase finale des éditoriaux est souvent « parce que c'est la volonté du peuple et parce que c'est Perón qui commande », une autre devise s'installe aussitôt : « le meilleur ennemi est l'ennemi mort »[19]. En se montrant

[15] « *Zurditos* », « *alienados* », « *desequilibrados mentales* », « *loquitos* ». Voir par exemple : «Zurditos contra una unidad básica», *El Caudillo*, n° 44, 20 septembre 1974, p. 17.

[16] Né en Italie en 1945, Romeo s'installe aussitôt en Argentine, sa famille étant chassée par la guerre. Comme lui, le chef de rédaction de la revue, José Miguel Tarquini, est un ancien militant du mouvement Tacuara. Romeo était alors dirigeant de la Garde restauratrice nationaliste, le courant le plus dur du mouvement Tacuara, avec une position antisémite, antilibérale et antimarxiste : D. GUTMAN, *op. cit*., p. 381.

[17] La rédaction de la revue demande directement le châtiment de certaines figures politiques et culturelles contraires à sa ligne éditoriale. Pour une étude approfondie de cette revue voir : Juan Luis BESOKY, «La revista *El Caudillo de la Tercera posición*», *Conflicto Social*, n° 3, p. 7-28, URL : http://www.iigg.fsoc.uba.ar/conflictosocial/revista, mis en ligne juin 2010, consulté le 09/07/2015.

[18] Par exemple, la Mairie de Buenos Aires, la Banque nationale de développement ou l'entreprise nationale ferroviaire (*Municipalidad de Buenos Aires, Banco Nacional de Desarrollo, Ferrocarriles Argentinos)*.

[19] «*Porque el pueblo así lo quiere y porque Perón manda*», «*El mejor enemigo es el enemigo muerto*».

comme un bastion du nationalisme et de l'orthodoxie péroniste, le comité éditorial promeut la haine et encourage les lecteurs à agir eux-mêmes contre l'ennemi[20].

L'éditorial du numéro inaugural intitulé « La Tendance est finie : c'est Perón qui commande » définit clairement son propos :

> [...] nous combattrons à mort pour la fidélité doctrinaire de la révolution. [...] La lutte est claire. Il y a deux fronts : celui des alliés et celui des ennemis [...] seule la verticalité assure le véritable leadership[21].

Nous constatons dans ce message, ainsi que dans l'ensemble de la revue, que cette représentation de deux pôles irréconciliables définit une façon de penser la politique selon une logique guerrière[22]. Il n'est pas étonnant que le logo de la revue, évoquant son précédent politique, soit une arme autochtone la « *tacuara* », une lance élaborée avec une variété de roseau d'Amérique du sud, utilisée par les caudillos du XIX[e] siècle , ce qui permet à la revue de revendiquer les buts nationalistes et guerriers[23].

La rubrique d'humour de la revue, intitulée « commérages et divertissements » (*chismes y entretenimientos*) est inaugurée dans l'avant-dernière page de son deuxième numéro. D'un ton acide, les commentaires visent à critiquer certains projets du ministre de l'Education Taiana et d'autres membres du champ culturel progressiste, tels que les cinéastes Octavio Getino et Rodolfo Kuhn. La seule

---

[20] Sur ces groupes voir M. LARRAQUY, *op. cit*.

[21] « [...] *A muerte pelearemos por la fidelidad doctrinaria de la revolución.* [...] *la lucha es clara. Solo existen en esto dos frentes: el de los aliados y el de los enemigos* [...] *solo la verticalidad asegura cuál es la verdadera conducción* » : Felipe ROMEO, « La tendencia se acabó: el que manda es Perón », Editorial, *El Caudillo*, n° 1, 16 novembre 1973, p. 1.

[22] D'après A. Cattaruzza, ce modèle politique constitué autour de deux blocs antagonistes n'est pas une nouveauté, il s'installerait en Argentine dès les années 1920 : Alejandro CATTARUZZA, «El mundo por hacer. Una propuesta para el análisis de la cultura juvenil en Argentina en los años setenta», *Entrepasados*, vol. VI, n° 13, 1997, p. 19.

[23] Cette publication se présente comme le porte-parole de certains groupes de droite, ce que son contenu démontre clairement. Des annonces de différentes organisations contraires à la *Tendencia revolucionaria* sont publiées dans *El Caudillo* : l'*Alianza Anticomunista Argentina* (Triple A), *Alianza Libertadora Nacionalista* (ALN), *Comando de Organización* (C de O), *Concentración Nacional Universitaria* (CNU), *Juventud Peronista de la República Argentina* (JPRA) et *Juventud Sindical Peronista* (JSP).

caricature publiée dans cet exemplaire s'intitule « Ce que dit un membre de la Synarchie » (*Qué dice el sinarca*)[24]. Le personnage principal, qui ressemble fortement à un gorille, porte une tenue militaire et un béret marqué « U.S. ». Sur son bureau, on aperçoit une sorte de coupole soviétique et un drapeau similaire à celui des États-Unis, où une tête de mort remplace le carré étoilé. Le personnage semble se trouver en train de réfléchir à une solution, et il s'écrie : « Ça y est ! Je me laisse pousser la barbe, je change mon béret et c'est bon ! »[25]. Cette caricature transmet ainsi deux idées récurrentes : l'ennemi défend les intérêts de pays étrangers et il se déguise pour s'infiltrer dans le mouvement péroniste.

Figure 1. **El Caudillo de la Tercera Posición, *n° 2, 20/11/1973, p. 23.***

Les rapports avec certains pays importants sont ainsi présentés pour affirmer le caractère antinational de l'ennemi. La familiarité de celui-ci avec Cuba, au-delà de la liaison avec l'Union soviétique et avec les États-Unis, est évoquée à de nombreuses reprises. Par exemple, lors du débat sur une loi qui autorise le

[24] Le terme de « synarchie » a été très largement utilisé dans les années 1973-1976 pour accuser les militants de la *Tendencia peronista revolucionaria* d'infiltration, autrement dit comme tactique politique d'un complot international.
[25] «*¡Ya está! ¡Me dejo la barba, me cambio la boina y listo*», *El Caudillo*, n° 2, 20 novembre 1973, p. 23.

licenciement de fonctionnaires dans le cadre d'un « état d'urgence institutionnel et économique »[26], la revue présente une caricature de trois candidats fictifs proposés pour l'application de la loi : un officier nommé par le gouvernement militaire précédent (par le général Alejandro Lanusse), un assesseur du ministre de l'Économie José Ber Gelbard[27] et un autre du ministère de l'Éducation nommé par Héctor Cámpora. Si les militaires anti-péronistes sont évidemment rejetés, l'antisémitisme apparaît dans le deuxième cas proposé par la caricature : la figure critiquée porte un nom juif et présente des traits stéréotypés[28]. Finalement, le dernier personnage, coiffé du béret de Che Guevara, est représenté comme un diplômé en philosophie, doté d'un nom de famille russe, et ex-militant de la Fédération universitaire argentine (FUA)[29].

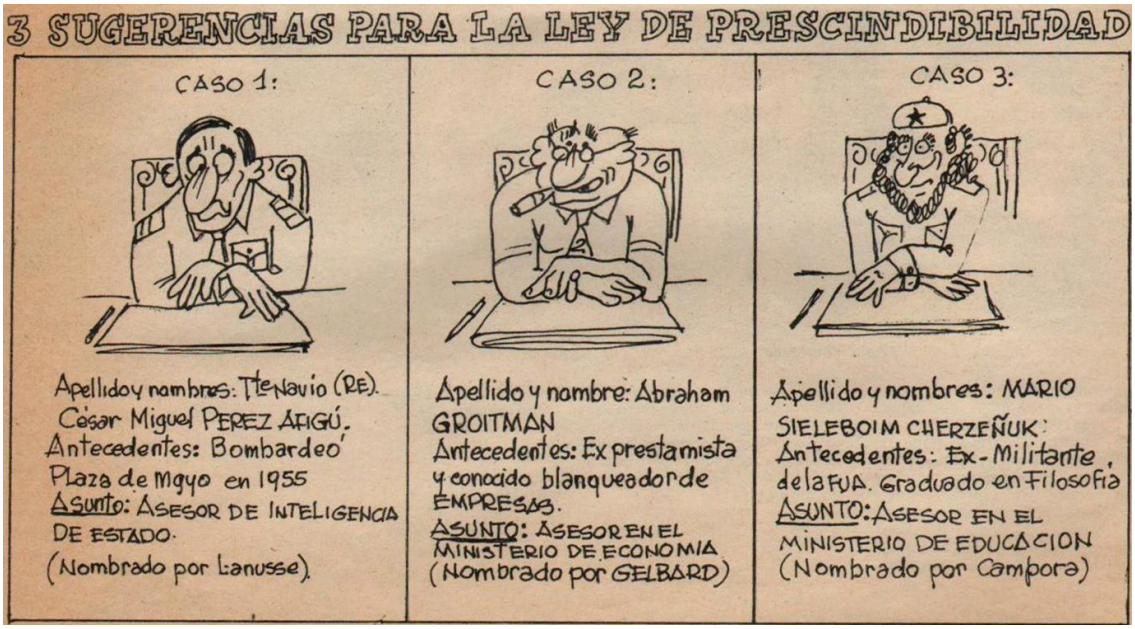


Figure 2. **El Caudillo de la Tercera Posición,** ***n° 3, 30/11/1973, p. 21.***

L'Université est alors un terrain privilégié de lutte. Le nouveau président de l'Université de Buenos Aires nommé par Taiana, l'ancien militant du PC argentin

[26] La loi de « superfluité » (*prescindibilidad*), approuvée en octobre 1973.
[27] C'était en effet un immigrant juif-polonais, ancien militant du Parti Communiste.
[28] L'association de la « synarchie » à une supposée influence juive dans les groupes de pouvoir apparait explicitée dans des articles d'analyse de revues proches idéologiquement. Voir, par exemple, «La Sinarquía. Nota I», *Patria Peronista*, n° 15, première quinzaine de juin 1974.
[29] *El Caudillo*, n° 3, 30 novembre 1973, p. 21.

devenu péroniste Rodolfo Puiggrós, se montre proche des *Montoneros.* Durant sa gestion, la composition idéologique des chaires est modifiée et l'Université rebaptisée « Université nationale et populaire de Buenos Aires » (UNPBA). De même qu'à la suite des différents coups d'État précédents, certains professeurs sont limogés, voire soumis à des procès académiques, et les autorités remplacées par des personnalités liées à la *Tendencia revolucionaria*. Pour exemple, Rodolfo Ortega Peña, avocat co-directeur de la revue *Militancia*, devient alors directeur du département d'histoire, et le poète militant des Forces armées révolutionnaires (FAR) par la suite membre des *Montoneros*, Francisco « Paco » Urondo, directeur du département de lettres.

Historien de formation, Puiggrós promeut une approche révisionniste de l'histoire, basée sur la conviction que le principal foyer de tension depuis la naissance de l'Argentine est la lutte entre libération et dépendance. La politique éducative intègre par conséquent un discours nationaliste et clairement anti-impérialiste visant à une « révolution culturelle »[30]. D'après Puiggrós, le peuple doit avoir accès à la culture « universelle » pour se l'approprier, au lieu de l'accepter passivement[31]. Dans le prolongement des chaires nationales créées au cours des années soixante, la matière « Histoire sociale des luttes du peuple argentin » est rendue obligatoire pour les étudiants de toutes les disciplines[32]. Dans une démarche critique de l'ancien enseignement, le révisionnisme historique et le marxisme apparaissent comme les méthodes d'analyse par excellence[33].

Certains secteurs nationalistes, aussi bien péronistes que non péronistes, perçoivent la situation universitaire sous Puiggrós comme chaotique et considèrent cette institution comme une pépinière de communistes. D'une manière similaire à *El Caudillo*, un dessinateur ironise sur ce point à plusieurs reprises dans la revue

[30] Rodolfo PUIGGRÓS, «Universidad, peronismo y revolución», *Ciencia Nueva*, 25, 1973, p. 5.
[31] R. PUIGGRÓS, *La universidad del pueblo*, Buenos Aires, Ed. Crisis, 1974, p. 29-35.
[32] «Puiggrós y el avance del pueblo», *Militancia peronista para la liberación*, n° 5, 12 juillet 1973, p. 16-18.
[33] R. PUIGGRÓS, *La universidad del pueblo…*, *op. cit.*, p. 43-52.

nationaliste catholique *Cabildo. Por la nación y contra el caos*[34], sous le pseudonyme « Leónidas ». En faisant référence au roi de Sparte qui meurt en combattant les Perses, l'illustrateur dessine Puiggrós avec la faucille et le marteau inscrits sur son front en mars 1974[35]. À la dernière page du numéro suivant, l'appellation « Université nationale et populaire de Buenos Aires » apparaît sur un nid d'oiseau construit au moyen de ces symboles communistes, sur la branche d'un arbre.

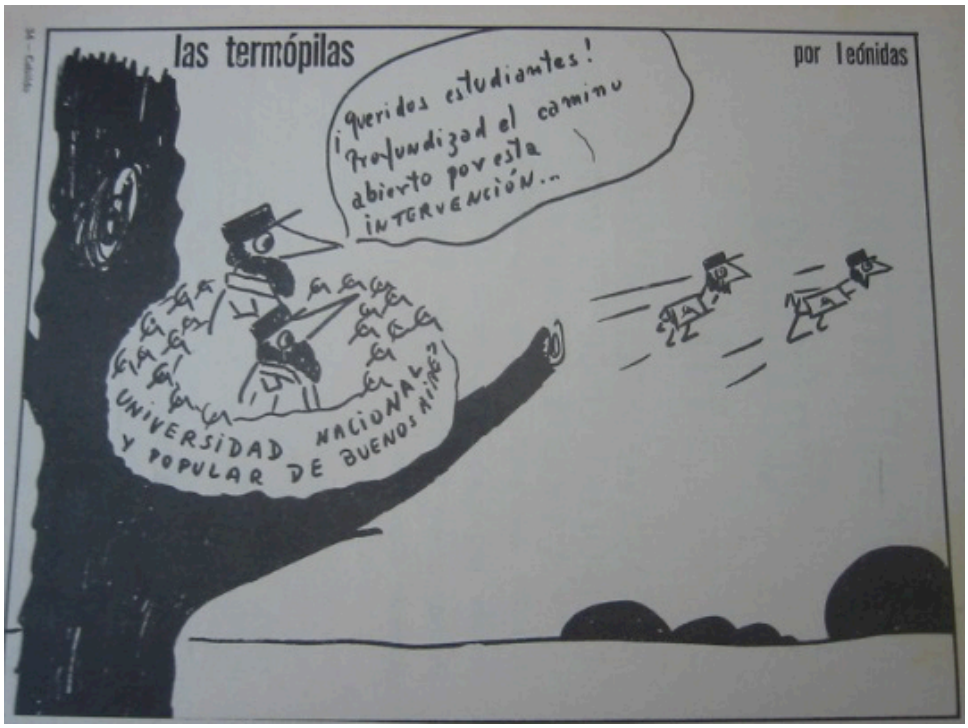


Figure 3. **Cabildo. Por la nación y contra el caos, *n° 12, avril 1974, p. 34.***

A l'intérieur du nid, deux personnages qui évoquent Fidel Castro, à en juger par leurs barbes, leurs chemises et leurs képis, crient à deux petits de même apparence qui prennent leur envol : « Chers étudiants : approfondissez le chemin ouvert par cette intervention »[36]. En outre, juste après le remplacement des autorités universitaires, le bâtiment de la faculté de droit de Buenos Aires, portant le

[34] Revue mensuelle de la droite nationaliste lancée le 17 mai 1973 et dirigée par Ricardo Curutchet. Elle est fermée le 20 février 1975 alors que le pays se trouve en état de siège. En mars 1975, la publication est relancée sous le titre *El Fortín*. D'après l'éditorial, il s'agit de reprendre le nom d'une revue publiée entre 1941 et 1943 sous le slogan « La défense du Río de la Plata » en en gardant les mêmes principes directeurs, Dieu et la Patrie : *Revista El Fortín*, année I, n° 1, mars 1975.

[35] *Cabildo. Por la nación y contra el caos*, n° 11, mars 1974, p. 27.

[36] «*Queridos estudiantes: profundizad el camino abierto por esta intervención*», *Cabildo. Por la nación y contra el caos*, n° 12, avril 1974, p. 34.

nouveau nom assigné à l'Université et un panneau indiquant « Entrée libre », est représenté rempli de ces petits personnages barbus et aux cheveux longs.

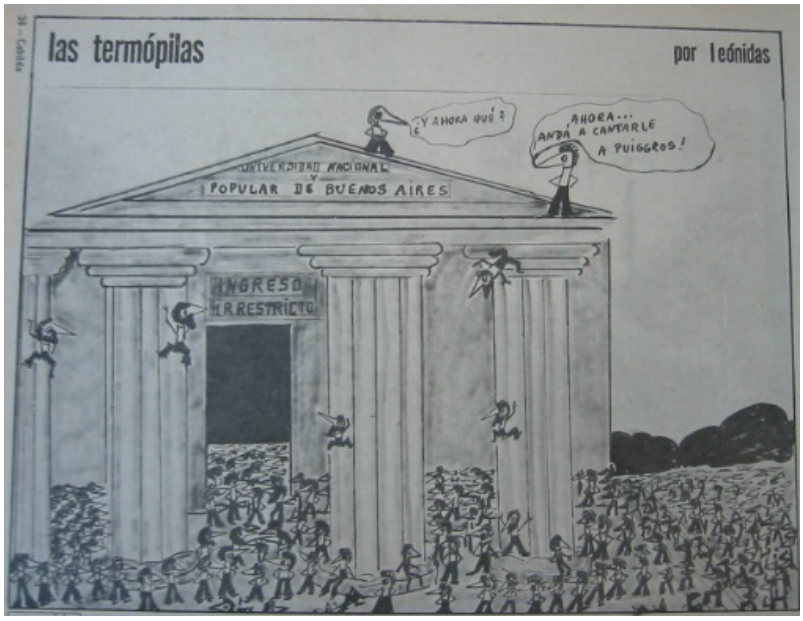


Figure 4. **Cabildo. Por la nación y contra el caos,** ***n° 18, octobre 1974, p. 34.***

Tandis que quelques personnages grimpent aux murs, deux autres situés sur le toit du bâtiment discutent de cette situation chaotique et en attribuent la responsabilité à Puiggrós[37].

Dans ces créations humoristiques, nous trouvons l'expression d'une interprétation de la situation universitaire et politique, et la projection imaginaire d'un ennemi formé sur les bancs des facultés. Cette « invasion marxiste » et la création de « petits monstres » au sein de l'Université ne sont que les représentations visuelles de la crainte collective de perdre le contrôle politique et de subir le diktat d'une idéologie qui semble menaçante. En ce qui concerne l'allure physique des envahisseurs, la chevelure longue et la barbe deviennent les signes de leur positionnement idéologique. Ces choix esthétiques apparaissent ainsi liés au refus des traditions et de l'autorité, transgressant ostensiblement les normes

[37] Un personnage demande « Et maintenant ? », et son interlocuteur lui répond avec un jeu de mots qui suggère de demander la solution à Puiggrós. Cette réponse transforme l'expression d'argot « Va chanter à Gardel » (*Andá a cantarle a Gardel*) qui signifie « Va te plaindre ailleurs », avec le nom de l'ancien président de l'université (*Andá a cantarle a Puiggrós*) : *Cabildo. Por la nación y contra el caos*, n° 18, octobre 1974, p. 34.

et la discipline des corps, un élément central dans les institutions sociales[38]. C'est donc en utilisant l'humour que la peur suscitée par la perception d'un danger localisé dans l'Université peut être refoulée. À travers ces images démultipliées dans les miroirs déformants des caricatures, nous apercevons un imaginaire qui s'impose progressivement sur la scène politique[39].

Par conséquent, en septembre 1974, *El Caudillo* publie une annonce d'une association de travailleurs de l'université (APTU, *Agrupación peronista de trabajadores universitarios*) afin d'accuser les facultés de Buenos Aires d'être des « usines à marxistes ». Dans leur proclamation, ses membres assurent que les étudiants acquièrent des savoir-faire de guérilleros et « font de Moscou leur patrie »[40]. Dans le même numéro, la rédaction d'*El Caudillo* se réjouit du remplacement du ministre de l'Éducation Taiana par Oscar Ivanissevich, ancien ministre du premier gouvernement péroniste entre 1949 et 1950[41]. De même, la revue célèbre les politiques de purge impulsées par le nouveau président de l'Université de Buenos Aires, Alberto Ottalagano[42]. Ces nouvelles autorités mettent en place une véritable campagne de « nettoyage » idéologique dans le but

[38] Même si ces marques s'affichent comme les signes d'une contre-culture, tout en étant plus ou moins vite digérées par les effets de mode et les circuits commerciaux de la consommation de masse, dans un contexte politisé, elles impliquent des connotations plus radicales. Voir à ce sujet Frédéric BAILLETETE, «Organisations pileuses et positions politiques. À propos de démêlés idéologico-capillaires », Revue *Quasimodo*, Vol. 7 « Modifications corporelles », printemps 2003, consulté le 20/05/2014, http://www.revue-quasimodo.org/PDFs/7%20-%20Poils%20Cheveux%20Politique.pdf.

[39] La peur résulte de la conscience et de la reconnaissance de la part d'un individu ou d'une collectivité d'un rapport de forces physiques et morales qu'on imagine à son désavantage. Le contrôle d'une institution de formation des jeunes représente ainsi pour les adversaires une arme, ou un milieu où recruter. Sur la peur sociale, voir : Theodore ZELDIN, *Histoire des passions françaises*, vol. 5, Paris, Recherches, 1979 ; Michèle BOMPARD-PORTE, *Psychanalyse des peurs individuelles et collectives*, Paris, Colin, 2004 ; Frédéric CHAUVAUD, dir., *Histoires de la souffrance sociale (XVII^e - XX^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007 ; F. CHAUVAUD, dir., *L'ennemie intime. La peur : perceptions, expressions, effets*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011.

[40] *El Caudillo*, n° 44, 20 septembre 1974, p. 14.

[41] Ivanissevich occupe ce poste jusqu'au mois d'août 1975.

[42] Editorial «Qué hace el enemigo», *El Caudillo*, n° 44, 20 septembre 1974, p. 3, 8 et 9. Suite à sa nomination, Alberto Ottalagano apparaît en couverture de la revue *Gente* en faisant un salut nazi avec le titre « Je suis fasciste, et alors ? ». Des années plus tard, il publie sous ce titre un ouvrage sur sa pensée politique, qui oppose le justicialisme au marxisme. A. OTTALAGANO, *Soy fascista, ¿y qué? Una vida al servicio de la Patria*, Buenos Aires, RO.CA. Producciones, 1983.

d'éliminer le marxisme de l'Université : des démissions forcées, des enlèvements et des attentats caractérisent leur intervention. Parallèlement, la haine se réaffirme dans le discours d'*El Caudillo* comme l'émotion dominante au service de l'évolution politique où la dénonciation du complot international reste un argument fondamental contre cet adversaire.

Le rire et la ridiculisation de l'autre : haine et agression de la jeunesse

Si l'humour permet de sublimer la souffrance qui peut être liée à la peur, la haine en tant que force de destruction engendre également un certain plaisir dans l'agression, dans une sorte de recherche de vengeance[43]. Issue de la frustration d'un désir, la haine est liée à la pulsion d'agressivité et influence les réactions des groupes sociaux[44] : c'est alors une émotion qui concerne intimement la politique[45]. La revue *El Caudillo* exacerbe le mépris de l'adversaire politique et promeut la violence à travers ses textes et images. C'est ainsi qu'un article du numéro inaugural est consacré aux groupes armés, en les ridiculisant au maximum : « le *Curriculum Vitae* d'une petite folle appelée guérilla ».

[43] Les études historiques qui abordent cette problématique sont nombreuses. Consulter, par exemple, les travaux réunis dans ces ouvrages collectifs : Marc DELEPLACE, éd., *Les discours de la haine. Récits et figures de la passion dans la Cité*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2009 ; F. CHAUVAUD et Ludovic GAUSSOT, dir., *La haine. Histoire et actualité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

[44] Mélanie KLEIN et Joan RIVIERE, *L'amour et la haine. Le besoin de réparation*, Paris, éditions Payot, 1968, p. 9-11.

[45] Véronique NAHOUM-GRAPPE, *Du rêve de vengeance à la haine politique*, Paris, Buchet-Chastel, 2003 ; Christophe PROCHASSON, « Haïr », *in* Vincent DUCLERT et C. PROCHASSON, dir., *Dictionnaire critique de la République*, Paris, Flammarion, 2002, p. 1051-1057.

Figure 5. El Caudillo de la Tercera Posición, *n° 1, 16/11/1973, p. 7 et 8.*

Le texte déploie des arguments de différentes sortes afin de dévaloriser la Jeunesse travailleuse péroniste, une organisation qui se trouve sous la direction de *Montoneros*[46]. Il ne s'agit pas seulement de la caractériser comme peu représentative et inactive, mais surtout de viser son esthétique comme un reflet de ses choix politiques :

> [...] la JTP, une association que personne n'a choisie et qui rassemble des universitaires en jeans, qui, comme ils ne peuvent pas user leurs vêtements en travaillant (parce qu'ils sont fainéants et

[46] Les structures « de surface » comme on appelait la militance dans l'espace public, pour la distinguer des activités clandestines liées aux opérations armées sont organisées par région en juillet 1972, avec la création des Jeunesses Péronistes Régionales coordonnées par les *Montoneros*. La branche armée est alors complétée par des branches de militance non militarisées, tel que le travail de solidarité sociale, structurées par secteur : les JPR (*Juventudes Peronistas Regionales*), la JTP (*Juventud Trabajadora Peronista*), le MVP (*Movimiento Villero Peronista*), l'UES (*Unión de Estudiantes Secundarios*), la JUP (*Juventud Universitaria Peronista*), la branche féminine (*Agrupación Evita*) et le MIP (*Movimiento de Inquilinos Peronistas*).

désœuvrés), les usent volontairement avec du papier de verre pour avoir l'air de travailleurs.

De même, l'article fait référence au caractère bourgeois de ses militants, issus de milieux anti-péronistes. Finalement, en les traitant de « révolutionnaires de café-concert »[47], la rédaction met en question l'authenticité de leur volonté révolutionnaire.

L'image illustrant l'article est également tout à fait parlante : les adversaires sont représentés sous la forme d'un groupe de personnages caricaturés. Sur la scène, un enfant et trois jeunes efféminés aux cheveux longs brandissent leurs poings gauches levés et portent des bonnets phrygiens. Les trois jeunes se situent sur la même ligne et dans une même pose — une main sur la hanche tournée vers le public, l'autre main levée — comme s'ils faisaient partie d'un spectacle musical de café-concert. Deux personnages se trouvent au centre : un homme aux cheveux longs, affublé d'une petite moustache et d'un bicorne napoléonien et une jeune fille souriante et provocatrice portant l'inscription « ERP »[48] sur son bonnet phrygien. Ainsi, l'influence française est mise en exergue sur leurs vêtements, mais d'une façon ridicule, mettant en avant aussi leur snobisme. En outre, l'ennemi est symboliquement affaibli, car il est infantilisé et efféminé, une technique récurrente pour décrédibiliser l'autre. De même, tout en attrapant la femme par derrière, le personnage central glisse sa main sous sa blouse[49]. La contradiction entre son expression de surprise et son attitude met en avant le caractère hypocrite et tricheur que la revue attribue généralement aux « gauchistes ». Ainsi, l'illustration

[47] «[...] *JTP, una agrupación a quien nadie ha elegido y que aglutina universitarios de blue-jeens que como no pueden gastarse la ropa trabajando, (porque son vagos y desocupados), se gastan con lija los vaqueros para 'aparecer' como trabajadores.* [...] *Han mamado el gorilismo que heredaron de sus padres* [...] *Revolucionarios de café-concert*», *in* «Currículum de una loquita llamada guerrilla», *El Caudillo*, n° 1, 16/11/1973, p. 7 et 8.

[48] Il s'agit du sigle de l'organisation armée nommée *Ejército Revolucionario del Pueblo* (Armée révolutionnaire du peuple). Sur cette organisation, voir Vera CARNOVALE, *Los combatientes. Historia del PRT-ERP*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2009.

[49] «Currículum de una loquita llamada guerrilla», *op. cit,* p. 7 et 8.

rejoint le texte pour discréditer l'adversaire politique, qui est dénigré par différents moyens.

Dans le deuxième numéro de la revue, la section appelée « Écoute-moi » (*«Oíme»)*, dans laquelle la rédaction exprime son opposition à un personnage particulier en lui adressant un message, est consacrée à cet ennemi politique générique : « Écoute-moi, barbu » (*«Oíme, barbudo»*). Le problème prépondérant de la révolution est alors abordé : celle-ci ne s'atteint pas par la violence et les cris, mais par « un changement, un virage de la politique qui provoque des transformations profondes, jusque dans l'âme de chaque individu »[50]. Ainsi, l'ennemi est associé aux bêtes : il crie car il ne sait pas parler comme un homme civilisé, il est impulsif plutôt que rationnel. Ce discours se révèle réactif : le mépris et la dévalorisation de l'autre se manifestent par un vocabulaire péjoratif, qui inclut une critique en termes de manque de culture chez l'autre, le rapprochant de l'animalité[51]. Encore une fois, cette idée de l'ennemi est associée à des courants politiques internationaux, éloignés de la problématique nationale :

> Toi, qui méprisais la barbe et la longue chevelure de Martin Fierro, tu te les es laissé pousser lorsqu'elles sont devenues à la mode en Angleterre et en France ! [...] Tu fais la révolution capillaire et tu ne te rends pas compte que les révolutions ne se font pas avec les cheveux, mais avec des attributs virils [...]. Toi, qui te proclames tellement libéré, vis-à-vis de tous les dogmes, tu n'oses pas

[50] «*¡A vos que despreciabas la barba y la melena de Martín Fierro y que te la dejaste cuando se puso de moda en Inglaterra y en Francia! A vos que te proclamás tan liberado de toda clase de dogmas y no te animás a vestirte como se visten los hombres, porque respetás el dogma de la moda* [...]. *Vos, que andas haciendo la revolución «capilar» y no te das cuenta que las revoluciones no se hacen con pelo, sino con atributos viriles* », «Oíme, barbudo», *El Caudillo*, n° 2, 23/11/1973, p. 9.

[51] Cet aspect est analysé par Edgardo Manero, qui considère que le bestiaire moderne est un ensemble plus ou moins systématique de « bêtes » chargées d'une signification symbolique. Ce sociologue affirme que la désignation des ennemis par des catégories morales (méchanceté, tromperie, trahison) ou culturelles (barbarie, sauvagerie) reste centrale. Dans le récit du nationalisme, la menace apparaît comme une collection d'images qui constituent un inventaire des « autres » plus imaginaires que réels : Edgardo MANERO, *L'Autre, le Même et le Bestiaire. Les représentations stratégiques du nationalisme argentin*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 281-283.

> t'habiller comme un homme, parce que tu respectes le dogme de la mode[52].

Les critiques de l'esthétique jeune qui, d'après les rédacteurs, reflète un manque d'intégrité morale, s'accompagnent de l'accusation d'un défaut de virilité. Cette condamnation de l'attitude de l'adversaire se dirige alors plus largement contre la modernité des années 1970, la libéralisation des mœurs, la contre-culture de la jeunesse présentant une dimension internationale et confluant partiellement avec la gauche péroniste.

Si leur apparence physique permet de les identifier, c'est leur appartenance de classe qui différencie les « gauchistes » des « vrai péronistes ». Cette vision bipolaire de la politique s'exprime lorsque les éditeurs déclarent que les anti-péronistes du passé n'étaient autres que les *Montoneros* du présent déguisés différemment[53]. C'est pourquoi ils sont souvent dessinés avec des lunettes, symbole de leur statut d'intellectuels, et traités comme des snobs qui, par exemple, suivent des thérapies psychanalytiques. En exhibant les ancêtres idéologiques dont les *Montoneros* se revendiquent, la revue nie la crédibilité de leur « arbre généalogique » politique. Un combattant des mouvements rebelles paysans du XIX[e] siècle et un ouvrier péroniste de 1945 sont représentés, aguerris et forts, dans la colonne de droite, tandis que deux versions des militants de la *Tendencia revolucionaria* péroniste (portant les cheveux longs, la barbe, des pantalons oxford et des drapeaux rouges) sont situés à leur gauche. La légende en-dessous de l'illustration comporte à la fois un jugement de valeur et une appréciation esthétique : « des infiltrés et en plus des clowns ! ». Ainsi, les aspects idéologiques critiqués se reflètent, pour leurs adversaires, dans le style esthétique choisi[54].

[52] *El Caudillo*, n° 2, 23/11/1973, p. 9.
[53] «*Los gorilas de ayer son los Montoneros de hoy*». Cette représentation apparaît dans plusieurs caricatures, comme celle du n° 26, 10 mai 1974, p. 23.
[54] «*¡Infiltrados y encima payasos!*», *El Caudillo*, n° 15, 22 février 1973, p. 22.

Figure 6. El Caudillo de la Tercera Posición, *n° 15, 22/02/1973, p. 22.*

En effet, outre qu'ils sont associés de manière récurrent à l'Union soviétique et à Cuba comme nous l'avons signalé plus haut, les jeunes sont dessinés à de

nombreuses reprises comme des hippies, ce qui les rapproche des Nord-américains. C'est pourquoi la proposition d'une « Patrie socialiste » est souvent invalidée avec un jeu de mots : la « *Patria sucia-lista* » (où *socialista* devient *sucialista*, autrement dit la « patrie sale-corrompue »). En tournant de la sorte en dérision l'opposition, on insiste, au contraire, sur la « Patrie péroniste ». A ce sujet, nous pouvons noter que l'humour est une alternative au danger, constitue une stratégie de dédramatisation de la violence politique, entre autres moyens par le jeu du détournement humoristique de la charge émotionnelle[55]. C'est notamment à partir de septembre 1974, au moment où les *Montoneros* retournent à la clandestinité, que les attaques s'intensifient. Dans le dessin d'un trou creusé dans le sol, la place où chaque espèce animale habite est signalée : la souris, le ver, la fourmi et finalement, plus profondément enfoui, le « clandestin »[56]. En étant assimilés à de petits animaux qui se cachent des prédateurs, les militants sont niés comme sujets dignes de respect[57].

[55] Il est intéressant de noter que la revue reproduit un article d'Aida Bortnik publié dans le journal *La Opinión* pour, ensuite, le réfuter fortement. Les éditeurs se trouvaient dans l'embarras face au commentaire de la journaliste qui affirmait que le « processus politique favorise l'existence de variations journalistiques qui oscillent entre l'agitation et l'humour » et qu'aussi bien *El Caudillo* que *Cabildo* « étaient consommés d'une façon inattendue en tant que publications humoristiques ». («*El proceso político favoreció la existencia de variantes periodísticas que oscilan entre la agitación y el humor […]* Cabildo *como* El Caudillo*, ha conseguido una repercusión inesperada entre los que la consumen como publicación humorística*»). «Un chiste de Aida Borknik», *El Caudillo*, n° 9, 11 janvier 1974, p. 21.

[56] *El Caudillo*, n° 45, 27 septembre 1974, p. 23.

[57] Le procédé d'associer les personnages à des animaux est très récurrent dans la caricature. Consulter à ce sujet le numéro spécial « Les animaux pour le dire. La signification des animaux dans la caricature », *Ridiculosa*, n° 10, Brest, E.I.R.I.S., 2003.

Figure 7. **El Caudillo de la Tercera Posición**, *n° 45, 27/09/1974, p. 23.*

Étant donné que le tirage d'*El Caudillo* était bien moins important que celui de la presse révolutionnaire — approximativement 9.400 exemplaires, soit un quart du tirage de *Militancia* et une dixième partie de celui d'*El Descamisado*[58] — le but

[58] Dirigée par deux avocats qui travaillent à la défense des activistes péronistes, Eduardo Luis Duhalde et Rodolfo Ortega Peña, *Militancia* a un tirage de 40.000 exemplaires hebdomadaires.

principal semble être de la délégitimer, de la contrecarrer dans l'espace public. L'humour y contribue également par la récupération de Tendencio, le personnage de bande dessinée créé par la revue *Militancia peronista para la liberación*. Publié toutes les semaines à la page 7 de *Militancia*, ce dessin humoristique avait pour but, d'après son comité éditorial, de « refléter la réalité politique »[59]. Apparu pour la première fois en août 1973, Tendencio représente les militants de la *Tendencia revolucionaria* du péronisme. Figure aux traits simples, et dont le profil ressemble à celui de Perón, Tendencio porte souvent un maté à la main, symbole faisant probablement référence à sa dimension populaire[60].

Les critiques qu'émet Tendencio sont presque toujours dirigées contre la « bureaucratie syndicale », représentée par un petit homme aux grandes oreilles. L'accentuation de cette partie du corps, qui ridiculise évidemment le personnage, renvoie sans doute à quelqu'un de flatteur et de cancanier. À cause de l'agression symbolique que ces plaisanteries forment, peu après l'apparition de Tendencio dans la publication, au numéro 11, l'éditorial publie un message accompagnant le dessin qui dénonce des pressions incitant à suspendre sa publication[61]. De même, plusieurs numéros plus tard, Tendencio apparaît bâillonné et les mains attachées, mais portant une pancarte avec le célèbre slogan de la *Tendencia revolucionaria*: « Perón, Evita, la patrie socialiste » (*Perón, Evita, la patria socialista*).

Lancée en juin 1973, la revue est censurée un an plus tard, après avoir publié 38 numéros. La revue *El Descamisado* est lancée le 9 mai 1973 sous la prétendue direction de l'ancien militant du mouvement nationaliste « Tacuara » Dardo Cabo. Éditée en réalité par Ricardo Grassi avec une trentaine de journalistes, cette publication, d'un tirage d'environ 120.000 exemplaires, est en fait financée par la Direction nationale des *Montoneros.* Voir : Daniela SLIPAK, *Revistas montoneras*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2015 ; Ricardo GRASSI, *El Descamisado. Periodismo sin aliento*, Buenos Aires, Sudamericana, 2015.

[59] *Militancia*, n° 11, 23 août 1973, p. 7.

[60] *Militancia*, n° 9, 09 août 1973, p 21.

[61] *Militancia*, n° 11, 23 août 1973, p. 7.

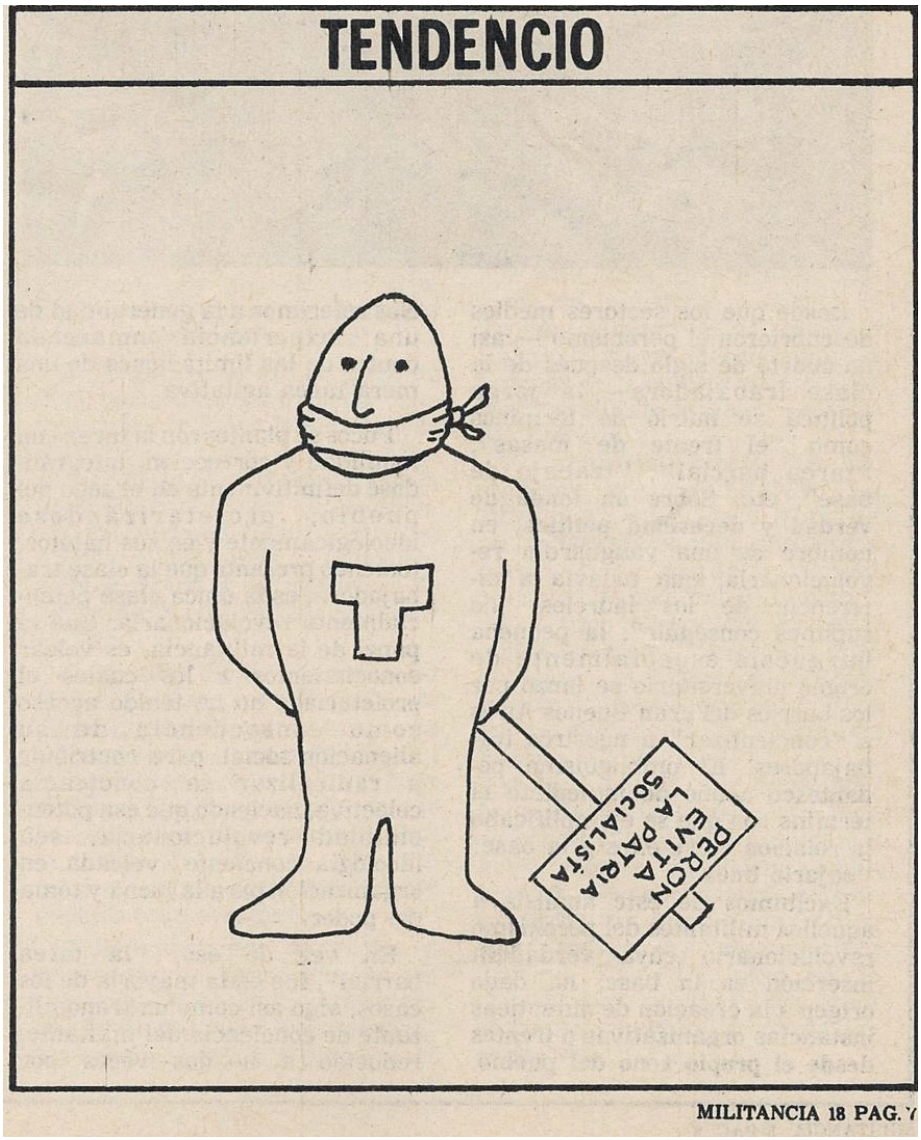


Figure 8. **Militancia Peronista para la liberación, *n° 18, 11/10/1973, p. 7.***

En effet, la note éditoriale du numéro 18 dénonce un attentat contre la revue et affirme avec indignation : « la haine troglodyte du maccartisme a démontré la violence avec laquelle on veut punir les militants péronistes »[62]. Ainsi, la dénonciation de l'attaque morale, symbolique, voire physique, d'un secteur du péronisme par l'autre s'exprime également à travers les produits culturels mis à disposition du public.

[62] «*El odio troglodita del macartismo dio otra muestra de la violencia con que se quiere castigar a la militancia peronista*», *Militancia*, n° 18, 11 octobre 1973, p. 7.

Persuadée de représenter les péronistes véritables, la revue *El Caudillo* crée un personnage de bande dessinée opposé à Tendencio : « *Ortodoxio* ». Ce héros, introduit en décembre 1973, est représenté comme la personnalisation du symbole PV (du slogan *Perón Vuelve,* « Perón revient », omniprésent en Argentine pendant l'exil du leader), ce qui permet à ce secteur de le récupérer, car la jeunesse péroniste l'utilisait comme sa signature. Cette combinaison de lettres est utilisée comme emblème afin de se légitimer en opposition aux nouveaux arrivants. En réponse aux agressions de Tendencio dans sa revue d'origine, Ortodoxio prend la parole à son tour. Sa présentation est violente : Ortodoxio apparaît pour la première fois avec un exemplaire de la revue *El Caudillo* à la main et pointant du doigt Tendencio. Ensuite, il le prend par le cou et lui crie « Dégage Tendencio, à partir de vendredi prochain, c'est moi qui commande ! »[63].

Figure 9. **El Caudillo de la Tercera Posición, *n° 4, 07/12/1973, p. 22.***

Dans les vignettes de « Ortodoxio » d'*El Caudillo*, Tendencio apparaît souvent le visage rougi, embarrassé par l'évidence du manque d'honnêteté de son positionnement politique. Dans chacun des numéros qui vont suivre, ce personnage est vaincu par les arguments d'Ortodoxio, voire physiquement agressé. En effet, toutes les situations présentées cherchent à affirmer la fausseté de

[63] *El Caudillo*, n° 4, 07 décembre 1973, p. 22.

Tendencio, traité d'infiltré. Ainsi, dans les pages d'*El Caudillo,* la violence est justifiée et encouragée d'une façon souvent pédagogique. L'interprétation de la situation politique occupe toute la page d'humour de l'exemplaire de février 1975, où Ortodoxio est dessiné tel un géant qui se bat contre deux groupes d'ennemis. Tandis qu'à sa droite il attaque avec une lance *tacuara* la pieuvre du désapprovisionnement et les « gorilles » de la bourgeoisie anti-péroniste, sur sa gauche il agresse avec un gourdin de petits personnages qui essaient de fuir. Représentant des militants révolutionnaires aux cheveux longs et aux barbes, parmi lesquels se trouve aussi Tendencio, certains des guérilleros peureux se trouvent déjà blessés, voire inconscients, allongés à terre[64].

Figure 10. **El Caudillo de la Tercera Posición,** ***n° 63, 19/02/1975, p. 22.***

[64] *El Caudillo*, n° 63, 19 février 1975, p. 22.

Aussi bien à travers des images qu'à partir des arguments écrits, la rédaction d'*El Caudillo* insiste sur la situation tragique et la nécessité de prendre position dans le conflit en cours. De même, elle justifie le recours à la violence et aux moyens illégaux pour faire face à la « subversion ». Les théories du complot international et de la conspiration (la « synarchie » ou un « complot » marxiste-libéral) sont aussi souvent utilisées. En effet, la publication porte une forte intention propagandiste, en affirmant le caractère violent de l'adversaire. Par exemple, dans le message éditorial du numéro 41 du 20 septembre 1974, Romeo s'adresse aux « camarades » (*compañeros*), encourageant les lecteurs à agir face aux forces du « mal ». Le « nous » discursif représenterait les « jeunes, nationalistes et fanatiques »[65] qui, d'après lui, seraient en train de gagner le combat. Malgré ce pronostic, suite à la démission de José López Rega et son exil en Espagne le 19 juillet 1975, Romeo clôture la revue en novembre de la même année, quatre mois avant le coup d'État[66].

Conclusion

Pour étudier l'imaginaire de la revue *El Caudillo*, nous nous sommes centrée sur l'utilisation de l'humour, et notamment sur la caricature, qui déforme les physionomies pour dévaloriser certaines figures. En parodiant le portrait et en l'investissant d'un pouvoir de dérision, comme moyen d'agression magique du sujet, la caricature déstabilise socialement et politiquement. Nous avons constaté que les messages discursifs et visuels travestissaient l'adversaire pour l'affaiblir symboliquement, en faisant appel à certains traits esthétiques personnels, en le féminisant, en l'infantilisant ou en l'associant aux animaux. Dans l'utilisation de l'humour des exemples étudiés, nous avons constaté que les personnages se prêtent à la banalisation de l'action des guérilleros et au défoulement du lecteur, en désarmant symboliquement son ennemi. Le rire a alors pour fonction de

[65] F. ROMEO, «Editorial», *El Caudillo*, n° 44, 20 septembre 1974, p. 3.
[66] Exilé en Espagne, Romeo relança quelques numéros d'*El Caudillo* en 1982.

désamorcer l'angoisse liée à la gravité du sujet, à la peur et à la haine que cette situation suscite.

En encourageant le rejet viscéral de ceux qui sont qualifiés de « subversifs », *El Caudillo* offre un aperçu du climat politique de l'époque et permet de mieux comprendre les fondements imaginaires de l'Alliance anticommuniste argentine. Nous découvrons ainsi que la frontière que cette revue a établie entre les péronistes « authentiques » et les « intrus » se trouve associée aux jeunes générations et aux mouvements contestataires internationaux. Des critiques, agrémentées par l'humour, servent alors à justifier la violence envers ces individus, attaqués par la dérision et l'impertinence des coups de crayon, mais aussi physiquement. La déformation, en tant que procédé par excellence de la caricature, permet de ridiculiser l'opposant. Pour mieux atteindre leurs cibles, les illustrations codifient un certain nombre de clichés dévalorisants et constituent des insultes graphiques qui mobilisent l'imagination. Ainsi, la dimension dramatique du conflit politique est en quelque sorte gommée par les images burlesques qui tournent en dérision les jeunes révolutionnaires. De même, en montrant l'autre comme un bouc émissaire, le lecteur répond à une hantise, celle de l'exclusion. Les différents exemples de cette revue que nous avons pris visent à anéantir l'autre, aussi bien en le déshumanisant qu'en le liant au « mal » et en refusant d'emblée son positionnement.

Si des attaques physiques, des menaces et un harcèlement politique s'intensifient progressivement à partir de 1974, un phénomène plus subtil a été ici étudié : l'affaiblissement de l'autre dans sa représentation. Cette négation d'une version différente du péronisme implique une guerre symbolique qui s'établit entre ceux restés fortement attachés à la tradition plus ancienne du péronisme et ceux influencés par les idées de gauche en plein essor à l'époque. Néanmoins, ce groupe nationaliste combine aussi un répertoire iconographique international — d'où proviennent, par exemple, la pieuvre représentant le capitalisme et le serpent, le communisme — avec des éléments de la tradition péroniste (le gorille, les lettres

« PV ») et des représentations créées plus récemment. Cette agressivité discursive, s'incarnant dans les différentes interprétations du péronisme, s'exprime dans le langage de l'époque comme l'opposition irréconciliable entre une « patrie péroniste » et une « patrie socialiste ». Dans cette concurrence fort violente de l'Argentine des années 1970, nourrie de plusieurs cultures et traditions politiques, la négation de l'autre, sa ridiculisation et l'emploi de la violence sont, sans aucun doute, encore à l'ordre du jour.

El «pequeño Zimmerwald» o cuando la Revolución estaba aún presente en el Cono Sur

Encuentro y desencuentro de la izquierda revolucionaria en los años 1966-1976

Alvar de la LLOSA
Université Lumière Lyon 2

> *Que marchamos a un nuevo Vietnam y que las cuatro organizaciones tenemos la responsabilidad de que esta nueva esperanza que hay aquí en Latinoamérica se transforme en una posibilidad real y concreta, de una vez por todas que el poder no con los charlatanes de izquierda, ni con el PC, ni con el Partido Peronista, sino que se toma con la lucha armada y con la construcción del partido en la fábrica*[1].

> *No vayáis a donde el camino os pueda llevar.*
> *Id ahí donde no hay camino y dejad rastro.*
> Ralph Waldo Emerson

El acrecentamiento de las luchas sociales en el Cono Sur en los años 1966-1976 provocó, acicateado por el ejemplo internacionalista de la gesta guerrillera en Bolivia y poco después por el laboratorio de la experiencia chilena, la necesidad para la izquierda revolucionaria, alentada por el ejemplo cubano y ya totalmente desligada de los partidos de la izquierda reformista, de redefinir sus modalidades

[1] Según archivo grabado audio del Comité Central de la JCR, citado en Aldo MARCHESI, «Geografía de la protesta armada, guerra fría, nueva izquierda y activismo transnacional en el Cono sur, el ejemplo de la Junta de Coordinación Revolucionaria (1972-1977)», Presentación en la II[a] Jornada Académica *Partidos Armados en la Argentina de los Setenta. Revisiones, interrogantes y problemas*, Buenos Aires, CEHP, UNSAM, 2008, p. 23, con un pie de nota n° 83, que no aparece; acaso en voz de Domingo Menna.

de lucha y emprender una unidad que, al menos en el marco cono-sureño, traspasara las fronteras. En esas condiciones aparece la Junta de Coordinación Revolucionaria formada por el PRT-ERP argentino, el MIR chileno y el MLN-T uruguayo y más adelante el ELN boliviano.

La necesidad de reunir las fuerzas revolucionarias para darles más pujanza a las tareas subversivas aparece en un momento en que las estrategias de internacionalización de los conflictos ya son una realidad en las operaciones contra los actores de cambio, sea tradicional (PS y PC), sea revolucionario (Cuba, acaso la República Dominicana, etc.). Esa actividad contrarrevolucionaria se mantiene en una línea violenta definida desde el golpe de Estado contra el gobierno reformista democráticamente elegido de Jacobo Árbenz en Guatemala, con la intervención descarada de una multinacional y de los expertos militares de la CIA en 1954. Esta operación marca una ruptura con la «política de Buen vecino» que Washington llevó a cabo por las necesidades de la guerra mundial, y refuerza la doctrina de la seguridad continental definida en Río en 1947 que integra al subcontinente en el marco de la Guerra Fría. Ésta lleva a la subordinación, formación y adecuación de los ejércitos, servicios secretos y policías nacionales por expertos militares estadounidenses. Esas estrategias de internacionalización de los conflictos se desarrollan antes de converger en la unidad de intercambio y de información de métodos represivos que se dará con la Operación Cóndor. Esta estrategia también estuvo presente en los planes ideados por el Pentágono, de invasión de un país por otro en caso de que ganara las elecciones la izquierda[2], de manera a impedir toda transformación reformista de unos sistemas económicos que llegaban a fin de ciclo.

En la amplia bibliografía que en los veinte últimos años se ha constituido acerca de la historia política, social y económica reciente, en una perspectiva de historia del tiempo presente, y que se focaliza principalmente en los movimientos revolucionarios (favorables o no a la lucha armada) llama la atención lo poco

[2] Inés NERCESIAN, «El cerco de las dictaduras del Cono Sur: Brasil, Uruguay y Chile», *Outros Tempos*, Brasil, Universidade Estadual do Maranhão-UEMA, vol. 10, n° 16, 2013, p. 153-167.

numerosos que son los artículos (incluso al interior de aquéllos que investigan los grupos políticos desde una perspectiva nacional) que centran su estudio en las relaciones transnacionales entre diversos grupos políticos[3]. Sin embargo, estos grupos de la izquierda revolucionaria se desenvolvieron en países cuyo ambiente económico y social presentaba muchas semejanzas y, caso omiso de Montoneros, se reclamaban de una visión, sino de una tradición internacionalista, a menudo socialista, marxista.

Parece que en su mayoría los historiadores latinoamericanos permanecieron en el marco de una historia nacional (lo que se entiende ya que se trataba de estudiar, pensar y recuperar *su* historia tras las dictaduras)[4] mientras que historiadores externos llevaron a cabo una mirada transnacional, regional (primero desde una perspectiva comparada y después, por rebote, a partir del descubrimiento de los Archivos del Terror o de la apertura de algunos legajos de la CIA (Blixen, Kornbluh, Dinges, McSherry), para escribir el contrapunto, establecer el contraste, para rescatar la acción de los vencidos, no desde el punto de vista de los represores vencedores, sino de los combatientes caídos, y devolverles su pleno papel de actores de una causa política. En esa perspectiva de una historia transnacional, también conviene mencionar los estudios sobre las redes internacionales de derechos humanos y la comparación sobre su funcionamiento en diversos países del Cono Sur (Markarian, Sikkink, y otros muchos sobre el caso chileno)[5].

Las investigaciones sobre las organizaciones políticas clandestinas acechadas por la represión siempre se han visto dificultadas por la falta de conservación de documentos. Por consiguiente, intentaremos aquí reunir informaciones históricas desparramadas en trabajos de investigación que se han centrado en una mirada propia de la construcción de una historia nacional, para mostrar la interinfluencia y

[3] Macarena ORELLANA CAPEROCHIPI, «Utopías generacionales. De la radicalización política a la lucha armada. Jóvenes en el surgimiento del PRT-ERP (Argentina), MIR (Chile) y MLN-Tupamaros (Uruguay). 1960-1970», *Divergencia*, n° 1, enero-junio de 2012, p. 91-110.
[4] Para el caso brasileño, Denise ROLLEMBERG, «Esquerdas revolucionárias e luta armada», *Taller, Revista de Sociedad, Cultura y Política en América Latina*, vol. 1, n° 1, octubre de 2012, p. 201-233.
[5] Aún queda por escribir una historia del exilio en sus diferentes componendas y evoluciones.

el desarrollo transnacional de la izquierda revolucionaria en el Cono Sur, interesándonos en particular por las ramificaciones propias de la construcción de un proyecto internacionalista y subrayando cómo los acontecimientos históricos y políticos incidieron en la formación del grupo JCR y a la vez cómo el particular espíritu internacionalista del grupo se nutrió con la transferencia y el intercambio de ideas, métodos y análisis compartidos.

Para escribir la historia de estos grupos y su relación transnacional, conviene entonces recoger la información esparcida (prensa militante, testimonios, artículos sobre grupos políticos, etc.) a fin de reagruparla y cotejarla con vistas a pasar a otros planteamientos científicos-académicos; entre los cuales uno podría ser, ¿por qué en la galaxia de la extrema izquierda brillaron particularmente el PRT-ERP argentino, el ELN boliviano, el MIR chileno y el MLN-T uruguayo, y sólo éstos llegaron a conformar la JCR? Observaremos aquí varios puntos, el contexto común a los tres países del Cono Sur que puede explicar la facilidad de unidad de la lucha, el periodo anterior a la formación propiamente dicha de la JCR, las condiciones del encuentro, las actividades comunes y la desaparición de la organización transnacional.

Contexto común a tres países

Los tres países viven en un contexto en el que la crisis económica es estimulada por la inadecuación del sistema exportador vigente desde antes de la crisis de 1929. Las consecuencias más visibles de la llegada a fin de ciclo de este modelo económico obsoleto se echan de ver en el disparo de la inflación que irremediablemente genera en los años 60 una merma del poder de compra de las clases medias y proletarias. Ésta induce una ampliación de la protesta social y por consiguiente su visibilidad más palpable, el aumento de las reivindicaciones y manifestaciones callejeras, así como movimientos sociales tales como huelgas y acción de grupos armados. Pero también se echa de ver en la aparición de uniones de partidos reformistas tradicionales agrupados con un programa común, Unidad

Popular en Chile o Frente Amplio en Uruguay. Este aumento de la protesta social provoca una represión agudizada que se traduce primero por el empleo de las Medidas Prontas de Seguridad en Uruguay y CONINTES en Argentina como medio para controlar, dominar y subyugar a la población y sus protestas sociales, conservando el marco legal. A ello se añade una creciente represión policiaca y militar cada vez más violenta. El aumento de la represión induce por parte del ciudadano a una pérdida de credibilidad en el papel del Estado que se conyuga con una pérdida de confianza en los modelos políticos y económicos aún vigentes.

A estos factores de carácter social y económico se añade uno de orden demográfico. Los años 60 se caracterizan por un aumento del volumen de jóvenes en las sociedades del Cono Sur[6]. Este crecimiento demográfico juvenil conyugado con las transformaciones técnicas que caracterizan la época, obliga a ampliar el número de estudiantes para formar a los especialistas en las tecnologías y ciencias que de ahora en adelante van a preponderar en sociedades marcadas por las mutaciones industriales propias del mundo nacido de la Segunda Guerra mundial. Esto provoca un aumento de los estudiantes de secundaria y una apertura de la universidad. En 10 años, el número de estudiantes supera el doble en Uruguay como en Chile[7]. Los centros de enseñanza se convierten entonces en lugares de encuentro interclases definición propia de esta nueva categoría que es la(s) «juventud(es)» , permitiendo que coincidan en un mismo lugar diversos sectores sociales y facilitando la circulación intelectual, en particular de autores que no solían ser estudiados en la Universidad, especialmente los que nos permitimos llamar los «disidentes del mundo occidental» (no sólo Marx y otros clásicos, sino los pensadores contemporáneos como Althusser, Marcuse, Frantz Fanon, Guevara, Sartre, etc.), o propiamente cono-sureños (Scalabrini Ortiz, Milcíades Peña, Marta Harneker, etc.).

[6] Alvar de la LLOSA, *Mobilisations sociales et effervescences révolutionnaires dans le Cône sud (1964-1976)*, Neuilly, Atlande, 2015.
[7] *Ibid.*, respectivamente: 27.000 en 1950, 57.000 en 1960 y 20.440 en 1957, 41.801 en 1965.

En los albores de los 60, la Revolución Cubana provoca una reflexión interna que, al intentar entender las raíces del proceso histórico que viene experimentando la Isla desde su reciente guerra de Independencia 61 años antes, o sea dos generaciones , se nutre tanto de los clásicos del marxismo soviético como de autores propiamente cubanos y/o de estudiosos de los efectos de la relación de dominación colonial, tanto en sus aspectos económicos como psicológicos. Esa renovación intelectual de los modos de análisis del fenómeno post-colonial y sus consecuencias en la actualidad van a marcar a la juventud anti-imperialista latinoamericana.

La Revolución de Octubre no consiguió provocar la oleada imaginada por Lenin (con una visión mecanizada y reproductora de lo que había sido la expansión de la Revolución francesa y el aniquilamiento de gran parte del sistema feudal-aristocrático europeo) ni en la Finlandia y la Polonia obrera, ni incluso en la Alemania espartakista o la Hungría belakunista. Del mismo modo, tampoco la influencia de la Revolución Cubana es mecánica o inmediata, pero sí trae un nuevo modo de pensar, de considerar la Historia de América Latina y su desarrollo pasado, y por consiguiente futuro. Ya no puede prevalecer el discurso triunfante de la burguesía, de la historiografía oficial que pretendía que desde que se había conseguido la independencia en 1830, todo era perfección, la historia seguía su rumbo y que no había que cambiar nada. Al contrario, la Revolución Cubana muestra que los males de los que América Latina sufre (desnutrición, analfabetismo, carencia de atención médica, falta de estructuras de desarrollo, etc.) son exactamente idénticos a los que padecen los países del Tercer Mundo que acaban de obtener su soberanía política en el marco de luchas de independencia nacional, el llamado proceso de *descolonización*.

Además de ofrecer un modelo de desarrollo, la transformación social cubana ofrece un patrón de conquista del poder y de puesta en marcha de la construcción de un Estado socialista que rompe con los esquemas tradicionales impuestos por la praxis política anterior. Aparentemente el socialismo puede construirse a partir del

asalto al poder realizado por una avanzadilla guerrillera compuesta de elementos oriundos de las clases medias, y con el apoyo de campesinos pobres.

A esos diversos factores propiamente americanos se añade la influencia de la realidad externa, ampliamente difundida por los diversos medios de prensa en plena expansión: prensa diaria, revistas, radio[8], y en menor medida la tele, en particular luchas y conflictos extra continentales, tales como el del Congo, o el de Vietnam[9] que muestran tanto la pujanza de las luchas anti-imperialistas como el espíritu de la época[10].

Todo esto señala un contexto y unas características estructurales comunes a los tres países.

Los principios del internacionalismo

Entre el principio de la labor internacionalista desarrollada por Guevara en Bolivia (1966) y la llegada de la dictadura en Argentina (1976), transcurre una década durante la cual se establecen las mayores movilizaciones populares y luchas sociales en el Cono Sur. Éstas favorecen la aparición de grupos políticos de izquierda radicalizada que forjan su identidad rechazando los modelos y pautas políticas anteriores de la izquierda. Se acrecienta el combate y se considera que la movilización popular supone que las masas están en vía de concientización política y que por consiguiente conviene aprovechar el momento histórico. En la primera década de los 70, la experiencia chilena, y después, los golpes de Estado en los países del Cono Sur aceleran la circulación de los militantes revolucionarios.

[8] Para la Argentina, el caso de Mafalda ilustra perfectamente esta «invasión» de la información en el quehacer cotidiano y algunas de sus consecuencias. Merecería un estudio más sistemático que tomara en cuenta el mensaje que se quiere transmitir, al modo de lo que consiguieron Ariel DORFMAN y Armand MATTELART en *Para leer el pato Donald, comunicación de masas y colonialismo* (1972), Buenos Aires, Siglo XXI, 2002.

[9] Sobre las razones del compromiso político juvenil : A. de la LLOSA, « Être jeune et radical dans les années 1964-1976 dans le Cône Sud, les raisons de l'engagement », *Les Langues Néo-latines*, n° 375, décembre 2015, p. 93-106.

[10] I. NERCESIAN, «Ideas, pensamiento y política en Argentina, Brasil, Chile y Uruguay, entre los 50 y los 60», *Trabajo y Sociedad*, n° 19, invierno 2012; Oscar TERÁN, *Nuestros años sesentas: La formación de la nueva izquierda intelectual en la Argentina 1956-1966*, Buenos Aires, Puntosur, 1991.

En 1966, en el marco de la Tricontinental, son invitados a Cuba dos organizaciones cono-sureñas que, entre 6 organismos[11], han de reagrupar las otras organizaciones de su región designadas por La Habana[12].

El anuncio de que «algo está pasando en Bolivia», esboza un primer cuestionamiento. Una parte del MLN-T y del MRO (Movimiento Revolucionario Oriental) llega a plantearse el abandono de la lucha en Uruguay para apoyar donde sea necesario la acción boliviana[13]; en Argentina provoca la recuperación de tentativas *foquistas* en el monte, táctica abandonada desde los desastres de la primera década de los 60.

Esta vietnamización voluntaria por parte de la izquierda revolucionaria cono-sureña responde a varios factores: a la *pentagonización* de los ejércitos latinoamericanos en el marco de la doctrina de la seguridad continental y su consiguiente adiestramiento por EEUU anterior a 1959[14], a la inmadurez de los combatientes africanos que ha provocado el retorno de Guevara a Cuba sin resultados notables, al cerco contra Cuba que se cerraba de modo palpable tras la invasión de la República Dominicana (1966) que aparecía como una repetición general antes de cernerse sobre la isla mayor del Caribe. La situación internacional y el encierro en el que se hallaba Cuba más aún en un momento en que la economía de la Isla se desmoronaba y se discutían, a veces de modo violento y con la aparición de una micro-fracción en el seno del PCC, las opciones de desarrollo ,

[11] Partido Comunista de Cuba, MLN mexicano, el partido de Cheddi Jagan de Guayana británica, el Comando Coordinador de la guerrilla venezolana, el FAP de Chile y el FIDEL uruguayo.

[12] Sobre las tensiones, los desencuentros y el establecimiento de líneas políticas frente a los PC, el caso del MLN argentino queda explicitado en Julieta PACHECO, «El Movimiento de Liberación Nacional (MLN) y la discusión sobre la estrategia armada en la Argentina (1960-1969)», *Revista Izquierdas*, n° 6, año 3, 2010, *in*: <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=360133446002> (consultado el 15 de octubre de 2016).

[13] Respectivamente Eleuterio FERNÁNDEZ HUIDOBRO, *Historia de los Tupamaros*, Montevideo, Ed. Túpac Amaru, 1986, t. 3, y Federico LEICHT, *Cero a la izquierda, una biografía de Jorge Zabalza*, Montevideo, Ed. Letraeñe, 2007.

[14] Obviamente esta lucha contra-insurreccional se reorganiza a partir de la creación en 1961 bajo el gobierno de Kennedy de los comandos de élite, *special forces*, conocidos como Boinas Verdes, para combatir las insurrecciones guerrilleras en América como en África y Asia. El más famoso instructor de ellas, *Pappy* Shelton, adiestra en pocos meses las tropas que deshacen la guerrilla del *Che* en Bolivia.

y la URSS conseguían imponer un retorno a cierta ortodoxia en las modalidades de producción. Estas reacciones frente al contexto regional y nacional dieron lugar a que surgiera la OLAS (agosto de 1967) que fomentó el apoyo a la lucha armada. Frente a la intransigencia del Imperio, el asedio a la Isla había de ser debilitado «creando dos, tres, muchos Vietnam» (Guevara, abril de 1967, mensaje transmitido a la Tricontinental) para desviar su acción.

Al encuentro de la OLAS participaron los viejos partidos de la izquierda tradicional (PC, PS, habiendo estos últimos sido invitados por enérgica petición de Allende) y los grupos que los doblarían por la izquierda e iban a adquirir protagonismo en los venideros años no lo fueron oficialmente, pero sí algunos de sus miembros más relevantes o fundadores estaban en La Habana en aquellos momentos (Enríquez, uno de los fundadores del MIR, MLN-T a través de un periodista de Prensa Latina[15] próximo a su causa, y sectores peronistas afines a John William Cooke).

Paralelamente, con el objetivo de apoyo al foco boliviano, aparecen varias organizaciones con el mismo nombre: ELN. Conviene resaltar la voluntad internacionalista que borra toda referencia a un país. Además el nombre escogido es una clara referencia al Ejército de Liberación Nacional que emprendió la emancipación argelina de la que Guevara era gran admirador[16]. De paso conviene subrayar la falta de grupos argentinos en el proyecto: «Pese al rol que Guevara le otorgaba a la Argentina en su proyecto y por motivos que aún no han sido suficientemente investigados por la bibliografía»[17], ningún grupo argentino de los

[15] En mayo de 1958 el argentino Masetti, que al igual que el estadounidense Herbert Matthews en 1957 y el mexicano Manuel Camín en 1958 había tenido el privilegio de entrevistarse con Guevara en Sierra Maestra; a pedido de éste, volvió a Cuba y fundó la agencia Prensa Latina destinada no sólo a divulgar el punto de vista oficial cubano sobre los acontecimientos, sino sobre todo a contrarrestar la poderosa labor de desinformación llevada a cabo por las agencias de prensa estadounidenses y adictas.

[16] Ahmed BEN BELLA, « Ainsi était le "Che" », *Les combats de l'Histoire*, *Le Monde Diplomatique*, *Manière de voir*, n° 40, juillet-août 1998, p. 88-90.

[17] Mora GONZÁLEZ CANOSA, «Un sendero guevarista: pervivencias y torsiones en los orígenes de las Fuerzas Armadas revolucionarias (1966-1970)», *Izquierda*, n° 15, abril de 2013, p. 67.

que sin embargo se entrenaban (o se habían entrenado) en Cuba desde 1962[18], «alcanzó a sumarse» al ELN boliviano. Así González Canosa no descarta que «las relaciones entre los grupos argentinos no estuvieran exentas de fricciones y desconfianzas mutuas, no sólo por sus diversas procedencias políticas sino también debido a rivalidades generadas entre todos para asegurarse el liderazgo, ganar el reconocimiento cubano y un lugar de privilegio en la lucha junto a Guevara». Por otra parte recuerda, basándose en Helman[19], que «cuando se enteraron del proyecto del Che en Bolivia, tanto Rearte como Cooke comprometieron el apoyo del "peronismo revolucionario" si la guerrilla lograba extenderse hacia la Argentina»[20], el retorno de Perón era prioritario. Esto demostraría que el burdo nacionalismo no era un privilegio del PC boliviano. Lo cierto es que los argentinos cercanos al proyecto guevariano nunca consiguieron, a pesar de los esfuerzos, entrar en contacto con él en Bolivia. Sin embargo, los argentinos participaron de modo activo en la segunda intentona, la del ELN reorganizado por Inti Peredo.

A finales de la década de los 60 y principio de los 70, tras el fracaso boliviano y el surgimiento de la experiencia chilena, convenía para La Habana volver a formas más tradicionales en materia de relaciones interamericanas, y buscar apoyo en las instituciones internacionales entre potencias como Chile y Argentina. Además, los grupos revolucionarios andaban más por la libre y habían desarrollado su propio análisis de la situación suramericana. Y llegan, como lo declara con visión retrospectiva la JCR, a «sobrepasar las estériles concepciones reformistas, y se lanzaron decididamente por el camino de la lucha armada»[21].

[18] Omitiendo, claro está, el de los derrotados y difuntos de los Uturunco (1959-60) y de EGP de Ricardo Masetti (1963-64), o los de las FARN de Bengochea que rompió con la línea de Palabra Obrera de Nahuel Moreno después de haber sido uno de los primeros en formarse en Cuba entre 1962-63. Según Diego CANO, «¿Estrategia foquista? La estructura política argentina en la estrategia de revolución de Ernesto Guevara», *Izquierdas*, n° 11, 2011, p. 70-87, los Argentinos adiestrados en Cuba, llegaron a ser justo algo más de cien.

[19] Alfredo HELMAN, *Il Militante*, Milán, Edizione clandestine, 2005, objeto bibliográfico que no hemos alcanzado.

[20] Gustavo Rearte (1931-1973) fue fundador de Juventud Peronista en 1957, la primera organización que expresa la resistencia peronista frente a la autoproclamada Revolución Libertadora militar.

[21] *Che Guevara*, revista de la JCR, n° 2, febrero de 1975, p. 3-4.

A ello conviene añadir la dificultad que consiste en alejarse del reformismo, doblar la izquierda por la izquierda, separarse de un modelo «foquista» supuestamente inoperante en las condiciones cono-sureñas, *inventar* una guerrilla urbana, sin cortarse de las masas campesinas en países en que la clase obrera no es mayoritaria en el mundo laboral, etc., es decir concebir un procedimiento revolucionario nuevo que encierra una cantidad de dificultades que ya vislumbró Guevara al analizar la situación en el Congo:

> Es preciso anotar una vez más: la guerra de guerrillas, la guerra del pueblo, es una lucha de masas; no podemos admitir la contraposición a veces establecida entre lucha de masas y guerra de guerrillas (es decir, de núcleos escogidos de combatientes armados); esa idea es falsa, tan falsa si se l[a] considera desde el punto de vista de los seguidores dogmáticos de una estrategia general basada en el predominio de la clase obrera, como si se l[a] considera, por parte de algunos guerrilleros, como un simple instrumento de lucha de los grupos más decididos para quitar el poder a los explotadores. La principal función de la guerra de guerrillas es la educación de las masas en sus posibilidades de triunfo, mostrándoles, al mismo tiempo, la posibilidad de un nuevo futuro y la necesidad de efectuar cambios para lograr ese futuro en el proceso de la lucha armada de todo el pueblo[22].

Además de eso, en la óptica de Guevara, convenía pasar de «las armas de la crítica a la crítica por las armas», es decir de la teoría a la práctica; pero sobre todo, se trataba de formar a las masas ya no en el seno de un partido, sino de una guerrilla.

El encuentro

[22] Ernesto GUEVARA, *Pasajes de la guerra revolucionaria: Congo* (1965), Barcelona, Mondadori, 1999, p. 151-152.

El cerco represivo y el subsiguiente golpe militar que conocen, uno por uno, los diferentes países del Cono Sur (1964 y 1968 en Brasil, febrero-marzo de 1973 en Uruguay, septiembre en Chile, 1976 en Argentina), provoca un desplazamiento de los militantes que convergen hacia los países en los que la represión aún no se ha institucionalizado a ultranza, finalizando todos en Argentina.

Al concentrar el estudio sobre el Cono Sur, conviene no olvidar Brasil. Si bien la dictadura instaurada en 1964 parece benévola si se la compara con lo que ocurre a partir de la instauración del *Ato Institucional n° 5* en 1968, el régimen de Brasilia es sin embargo a la vez laboratorio y escuela de todas las dictaduras que en los venideros años van a implantarse. Pero también, por quienes la huyen, se convierte en el conocimiento del modelo contra el que habrá que luchar.

Así, las Comunidades Eclesiásticas de Base que habían nacido en Brasil en los 50 con el propósito de suplir la falta de sacerdotes, están, a finales de los 60, por sus actividades entre los más desfavorecidos, en el punto de mira de la dictadura brasileña, tanto más cuanto que la reducción del espacio de discusión política ha convertido a las CEB en el último refugio de intercambio democrático. Además de los exiliados políticos, numerosos sacerdotes brasileños encuentran refugio en un Chile gobernado por la democracia cristiana[23]. Éstos van a tener una influencia decisiva en la toma de conciencia social de un sector minoritario de la Iglesia chilena y participarán de forma evidente en la división de una parte de la DC que culminará con la creación del MAPU. Ésta constituye la primera transferencia de modelos e intercambio de experiencias y modalidades de lucha y organización.

[23] «En 1964, a causa del golpe militar, muchos sacerdotes se vieron obligados a abandonar Brasil, un grupo llegó a Santiago. […] Fueron ellos quienes nos introdujeron en el concepto de toma de consciencia que resultó tan importante para formar una nueva mentalidad social entre los chilenos […] los militares brasileños creyeron que habían erradicado el problema, en realidad lo que hicieron fue difundirlo más, eso sí, fuera de Brasil»: Sergio TORRES *in* Christian SMITH, *La teología de la liberación: radicalismo religioso y compromiso social*, Barcelona, Paidós, 1994 [1991], p. 115.

Pronto, y más aún con la llegada de Allende a la Moneda en noviembre de 1970, Chile se convierte en el laboratorio de otras experiencias[24]. El arribo de tres supervivientes del foco de Teoponte (Bolivia) en octubre de 1970, seguido por la llegada de militantes del ELN que se acogían a las medidas de amnistía y exilio que el gobierno de Juan José Torres había ofrecido, abría el ciclo del amparo. Pronto son 70 guerrilleros brasileños, 9 uruguayos, 12 mexicanos[25]. Chile acoge entonces no sólo a aquellos interesados en observar o participar en el proceso histórico que se lleva adelante[26], sino a militantes perseguidos. Chile se convierte en el lugar de intercambio de experiencias y proyectos, e incluso de modos de lucha en sus aspectos técnicos y operativos, que comparten diversas organizaciones. Se trata principalmente de MIR, ERP, MNL-T, ELN que darán lugar a la JCR. Algunos militantes participan de la experiencia de «transición hacia el socialismo» chileno (tomas de terrenos urbanos o agrícolas, instalaciones en las poblaciones, ocupaciones de centros de producción con vistas a aumentar el Área de Propiedad Social, formación de la escolta presidencial del GAP[27], etc.), otros se mantienen exclusivamente en actividades clandestinas que apuntan a la liberación de su país de origen[28]. Chile se convierte entonces en la base trasera de las acciones que desarrolla el ELN en Bolivia. Pronto extraña a los militares bolivianos el empleo de modos operativos de guerrilla urbana contrarios a su tradición, y sin duda fruto del traspaso de conocimiento por parte de los Tupamaros[29]. Entre 1971 y 1973, se

[24] Conviene recordar como lo señala Peter WINN, *La Revolución chilena*, Santiago, LOM, 2013, que hubo entonces dos experiencias paralelas entre quienes, mayoritarios, mantenían un camino institucional aferrado al marco legal y quienes ya consideraban la necesidad de prepararse a un enfrentamiento inevitable radicalizando la conciencia de las masas.
[25] A. MARCHESI, *op. cit.*, p. 9.
[26] Sebastián LEIVA FLORES, *Teoría y práctica del poder popular: los casos del MIR (Chile, 1970-1973) y del PRT-ERP (Argentina 1973-1973)*, Tesis de Magíster en Historia, Universidad de Santiago de Chile, 2007.
[27] Patricio QUIROGA, *Compañeros. El GAP: la escolta de Allende*, Santiago, Aguilar, 2001.
[28] Sobre el debate acerca de la posibilidad de compaginar o rechazar la opción de la lucha armada en el marco del combate político en Argentina: Martín MANGIANTINI, *El Trotskismo y el debate en torno a la lucha armada. Moreno, Santucho y la ruptura del PRT*, Buenos Aires, El Topo Blindado, 2014.
[29] A. MARCHESI, *op. cit.*, p. 10, cita informes de la CIA.

supone que hubo entre 1 500 y 3 000 uruguayos refugiados en Chile[30]. A partir de enero de 1973, ante la conciencia de las dificultades que ocasiona al gobierno de la UP su presencia masiva que es blanco de la derecha y ante la necesidad de poner a salvo militantes para futuras acciones en Uruguay, muchos Tupamaros empiezan a salir[31].

Lo interesante de los testimonios que dejaron los militantes extranjeros que vivieron la experiencia chilena es que ofrecen una visión externa y con cierta distancia. Si bien esta mirada se muestra admiradora del entusiasmo popular, es mucho más crítica sobre el optimismo de los militantes, inclusive de los del MIR[32]; en eso curiosamente se avecinan a la de los exiliados republicanos españoles afincados en Chile[33] y sus descendientes, compartiendo el temor de una inevitable contrarrevolución violenta en ciernes frente a un proyecto socialista optimista en cuanto al respeto de la legalidad. A la luz del proceso cada vez más represivo que copia el modelo brasileño, los tupamaros parecen ser los más faltos de optimismo, sin duda porque Uruguay vive una situación en la que el autoritarismo y la represión militar controlan cada vez más un poder ejecutivo totalmente entregado y favorable a la institución castrense.

[30] Clara ALDRGHI y Guillermo WAKSMAN, «Chile la gran ilusión», *El Uruguay en el exilio, gente, circunstancias, escenarios*, Montevideo, Ed. Trilce, 2006. Acaso convenga añadir las cifras de los extranjeros asilados en las embajadas días después del 11 de septiembre: María Lucía ABBATTISTA, «La política estatal del peronismo ante el exilio chileno: el caso de la atención a los asilados en la Embajada argentina en Santiago tras el Golpe de 1973», *II Jornada de trabajo sobre exilios políticos del Cono Sur en el siglo XX,* noviembre de 2014, Universidad de la Plata, Memoria académica, UNLP-FaHCE, 2014: http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/trab_eventos/ev.3972/ev.3972.pdf; y Graciela JORGE PANCERA y Eleuterio FERNÁNDEZ HUIDOBRO, *Chile roto. Uruguay el día del golpe de Estado en Chile*, Santiago, Lom, 2003. Sintetizadas las cifras en A. de la LLOSA, *Mobilisations sociales et effervescence révolutionnaire…*, *op. cit.*, p. 311-313, quedando claro que no todos son guerrilleros, ni de extrema izquierda.

[31] A. MARCHESI, *op. cit.*, p. 21.

[32] *Ibid.*, p. 11.

[33] En particular el caso de Víctor Pey Casado, consejero de Allende, del que ha dejado constancia Joan E. GARCÉS en al menos *Allende y la experiencia chilena. Las armas de la política* (1976), Madrid, Siglo XXI, 2013.

La colaboración entre las cuatro organizaciones de modo separado se remonta a 1968[34]. Siguen varios encuentros: la reunión entre un miembro de la dirección nacional del PRT e Inti Peredo[35] en 1969 en La Paz, varias reuniones entre un delegado del MLN y Chato Peredo, en 1970 en La Paz, contactos entre miembros del MLN-T y del PRT-ERP en Buenos Aires y Montevideo en 1971 y 1972, reuniones entre dirigentes del MIR y del PRT en Santiago de Chile a partir de julio de 1971[36]. Estos encuentros facilitan el conocimiento mutuo entre militantes y este a su vez desemboca en el intercambio de experiencias que da paso a la colaboración.

Aunque se ignora el principio de la colaboración entre ERP y MIR, ésta queda obvia en el asunto de la fuga de Trelew (agosto del 72, que involucra al Ejército Revolucionario del Pueblo, Fuerzas Armadas Revolucionarias y Montoneros) y la posterior acogida de los militantes argentinos en Chile con el apoyo cómplice y activo del MIR.

A principios de noviembre de 1972[37] la llegada a Chile de la cúpula del PRT-ERP, de camino entre Cuba y Argentina, da paso a una serie de conversaciones tripartitas con el MIR y MLN-Tupamaros en Santiago, en una casa de seguridad conocida por los miristas como *el Convento*. Se encuentran los ocho miembros que forman la Comisión Política del MIR chileno, tres de la dirección nacional del MLN-T de Uruguay, y tres del Buró Político del PRT argentino (Mario R. Santucho, Enrique Gorriarán Merlo, Domingo Menna). Dicha reunión pasa en voz de Miguel Enríquez, que realiza la ponencia introductora, a ser un pequeño Zimmerwald[38] por su

[34] *Che Guevara*, revista de la JCR, n° 2, *op. cit.*, p. 3-4.
[35] Al lanzar en julio de 1968 su manifiesto *Volveremos a las Montañas*, el boliviano Inti Peredo, superviviente de la guerrilla de Ñancahuazú, anuncia el lanzamiento de la segunda tentativa guerrillera que se conocerá como la de Teoponte. Cf. http://www.ruinasdigitales.com/cristianismoyrevolucion/cyrintiperedovolveremosalasmontaas99/ (consultado el 15 de octubre de 2016).
[36] *Che Guevara*, revista de la JCR, n° 2, *op. cit.*, p. 3-4. Se reúnen Enrique Gorriarán Merlo y Joe Baxter con Luciano Cruz del MIR: Enrique GORRIARÁN MERLO, *Memorias de Enrique Gorriarán Merlo. De los años setenta a La Tablada*, Buenos Aires, Ed. Planeta, 2003. En julio Gorriarán vuelve a Chile con Mario Roberto Santucho, de donde salen para Cuba.
[37] *Ibid*.
[38] Del 5 al 8 de septiembre de 1915 se celebró en este pueblecillo del cantón de Berna en Suiza la primera reunión de los socialistas europeos contrarios a la política de unión sagrada que condujo la

voluntad de construir una organización internacionalista capaz de encarar los problemas de América Latina:

> Unir a la vanguardia revolucionaria que ha emprendido con decisión el camino de la lucha armada contra la dominación imperialista, por la implantación del socialismo, es un imperativo de la hora. Para abrir a los pueblos latinoamericanos el camino de la victoria en la senda emprendida por la gloriosa Revolución Cubana, frente a un enemigo bárbaro, el imperialismo yanqui, y ante la actividad diversionista del populismo y del reformismo[39].

Enríquez realiza un repaso de la situación internacional, en particular americana, mostrando la necesidad «de coordinar las luchas revolucionarias en el cono sur de América Latina a partir de la influencia adquirida por la lucha de las tres organizaciones». Enríquez emplea la referencia a Zimmerwald con el propósito de reforzar la voluntad internacionalista y subrayar una filiación histórica con el proyecto leninista, el de la intransigencia bolchevique que lleva al triunfo de una minoría combativa frente a la mayoría de la izquierda reformista.

Así mismo, en la reunión de noviembre, MLN-T revela la existencia de conversaciones con el ELN pidiendo su incorporación al proyecto. Informado del contenido de éste, el grupo boliviano se sumará a la empresa ya que coincide con sus planteamientos. Las discusiones de noviembre de 1972 desembocan en la voluntad de realizar una declaración conjunta tripartita, una revista, actividades conjuntas y una escuela de cuadros[40].

Segunda Internacional a aceptar y promover la guerra en contra de todo compromiso pacifista y de internacionalismo proletario. Lenin, Radek, Zinoviev, y los representantes sueco y noruego firmaron una adenda en la que sentían que no se condenara el «oportunismo declarado que se esconde detrás de las frases radicales. Oportunismo que lleva la responsabilidad principal del desmoronamiento de la Internacional, pero que además desea perpetuarse»; también lamentaban que el manifiesto de Zimmerwald no especificara claramente los medios para oponerse a la guerra, tarea que sería de ahora en adelante propia de la fracción bolchevique (mayoritaria) del partido socialdemócrata ruso.

[39] *Che Guevara*, revista de la JCR, n° 2, *op. cit.*, p. 3-4.

[40] JCR, «Orígenes y perspectiva», *ibid.*, p. 3-4.

En ese mismo año de 1973 se concretiza el proyecto atando cabos entre las organizaciones y se constituye en Valparaíso y Viña del Mar una escuela internacional de cuadros políticos que integra a miembros de las cuatro organizaciones. A la par se nota un aumento de la integración a tareas políticas y sociales en Chile (integración en los campamentos o trabajo en las fábricas para, al estar en contacto con la clase obrera, aumentar su nivel de concientización política). Slatman entrega los recuerdos de un militante[41] de entonces acerca de la formación brindada. Pasan dos o tres meses estudiando materias teóricas (marxismo, filosofía, economía política) que imparten *miristas*, también recuerda a un *tupa* que sobresale en la explicación de Hegel y su dialéctica. Tras ellos, se encadenan las encandiladas discusiones acerca del proletariado y de la lucha armada, de la estrategia que conviene que se adopte[42], y del contexto mundial.

Sin embargo la situación cada vez menos alentadora en Chile obliga al MIR a dejar de lado las tareas de carácter internacional para concentrarse sobre la realidad nacional. De igual modo es de suponer que la solidaridad con el proceso chileno en trance crítico absorbe gran parte de los esfuerzos internacionalistas. No obstante se desarrolla la labor internacionalista a base de una reunión semanal y la integración

[41] Juan Arnol Kremer Balugano (del PRT) *alias* Luis Mattini. Entrevista realizada en mayo de 2009 en Buenos Aires por Melisa Slatman, *in* Melisa SLATMAN, «Revisando una hipótesis: las relaciones entre la emergencia de la Junta de Coordinación Revolucionaria y la estructuración de la Operación Cóndor (1972-1978)», *IX Encuentro nacional y III Congreso internacional de historia oral de la República argentina «Los usos de la memoria y la historia oral»*, p. 13, *in* http://www.historiaoralargentina.org/attachments/article/eho2009/Memoriaydictadura/Slatman-Melisa.pdf (consultado el 15 de octubre de 2016).

[42] Esteban CAMPOS y Gabriel ROT, *La Guerra del Ejército Libertador. Vicisitudes políticas de una guerrilla urbana*, Buenos Aires, Taller Gráfico Impres SA, 2010; Vera CARNOVALE, «Guevarismo y guerra popular prolongada en el Partido Revolucionario de los Trabajadores-Ejército del Pueblo (PRT-ERP)», *Tiempo Histórico*, Santiago, Universidad Académica de Humanismo Cristiano, n° 1, 2010, p. 37-61; Federico CORMICK, *Fracción Roja. Debate y ruptura en el PRT-ERP*, Buenos Aires, El Topo Blindado, 2012; Daniel de SANTIS, *A vencer o morir. Historia del PRT-ERP*, Buenos Aires, Nuestra América, 2004. D. de SANTIS, *Entre tupas y perros. Un debate con Eduardo Fernández Huidobro y Luis Mattini sobre Tupamaros y el PRT-ERP*, Buenos Aires, Ediciones R y R, 2005.

de diversos equipos de tareas compartidas en una óptica favorable a «la revolución socialista continental»[43].

En Chile se dio un intercambio de procedimientos y opiniones mayor que el que se podía realizar en la lejana Cuba. El enriquecimiento intelectual se realizaba también por la crítica de la experiencia chilena, el intercambio de opiniones y discusiones teóricas que abarcaban el análisis no sólo de cada país sino del conjunto regional. Además, al ser de extracción burguesa estudiantil, los miembros de estos grupos buscaban la colaboración de intelectuales[44], en particular economistas capaces de facilitar por sus análisis la comprensión de las particularidades socioeconómicas latinoamericanas. Ese diálogo se vio facilitado en Chile por una parte porque las teorías más novadoras no estaban en los programas universitarios, y por otra por la presencia de numerosos intelectuales latinoamericanos afines al programa socialista allendista o simplemente, en parte menor, huidos de la dictadura brasileña que eran los mentores de la teoría de la dependencia que ya circulaba entre los miembros de las comunidades de base de la Iglesia de base brasileña, las CEB, refugiadas en Chile.

Esa trasferencia de modelos políticos y de experiencias queda también evidente en el entrecruce de artículos y entrevistas que órganos (o periódicos relacionados) tejen entre los grupos más estructurados y combativos de la izquierda revolucionaria: *El Combatiente* (PRT), *El Rebelde* (MIR) o incluso *Punto Final*[45], mientras el MLN-T publica en Chile su *Carta al Exterior*.

Pronto la represión que se cierra sobre el Cono Sur dificulta la realización de acciones conjuntas. Al derrocamiento del general progresista Juan José Torres en Bolivia a finales de agosto de 1971 (y más tarde asesinado en Argentina en junio de 1976) por el general Banzer, sigue en Uruguay el particular gobierno de Bordaberry

[43] «A los pueblos de América», comunicado de la JCR, publicado en la revista *Che Guevara*, n° 1, 1° de noviembre de 1974, p. 3.
[44] A. MARCHESI, *op. cit.*, p. 13.
[45] http://archivohistorico.org/pages/agno_1972.htm (consultado el 15 de octubre de 2016), que también informa sobre las posiciones del MIR boliviano.

que, tras el golpe del 27 de junio de 1973, se mantiene como jefe del Estado, convirtiéndose en primer dictador hasta que, tras haber sido la fiel marioneta de los militares, es desplazado por éstos el 12 de junio de 1976. Además, en Chile, la reducción del espacio democrático es tanto más palpable cuanto que la obstrucción de la DC lleva inevitablemente a un golpe de Estado ampliamente financiado y organizado por la CIA que desarrolla cantidad de actividades desestabilizadoras en contra del régimen democráticamente elegido de Allende. El margen de acción de la extrema izquierda se reduce en el espacio del Cono Sur, sólo la Argentina presenta aún características viables. De modo que en junio de 1973, la segunda reunión de la JCR se da en Rosario, integrando formalmente al ELN boliviano y planificando la instalación de una guerrilla en Tucumán, región boscosa fronteriza de Bolivia que, además, posee un proletariado azucarero cuyas luchas sociales desde 1967 están en plena ebullición frente a las reestructuraciones impuestas por los intereses de los monopolios en plena reorganización de cara a integrar el mercado internacional[46].

Después del 11 de septiembre 1973: formación de la JCR

La JCR recoge la consigna lanzada por Guevara en abril de 1966, mensaje transmitido a la Tricontinental:

> Es el camino de Vietnam; es el camino que deben seguir los pueblos; es el camino que seguirá América, con la característica especial de que los grupos en armas pudieran formar algo así como Juntas de Coordinación para hacer más difícil la tarea represiva del imperialismo yanqui y facilitar la propia causa.

Si bien el asesinato de Guevara zambulló a algunos en un estado de postración pasajera, sin embargo su desaparición no fue pensada como una catástrofe sino como la señal de que había que emprender de ahora en adelante una lucha sin

[46] Marcos TAIRE, *El último grito. 1974: Crónica de la huelga de los obreros tucumanos de la FOTIA*, Buenos Aires, Lumiere, 2008.

merced frente a un enemigo que no respetaba nada. La muerte de Guevara fue concebida como la prueba de que el verdadero revolucionario se entrega totalmente a la tarea de la liberación, era la imagen del compromiso intransigente sin oportunismos. Guevara era el ejemplo de la abnegación revolucionaria, había mostrado el camino que recorrer y convenía proseguir para mostrarse digno de él, mostrar una misma voluntad, en una palabra, «ser como él» como pronto tendrían por lema las juventudes cubanas. «A un revolucionario no se le llora, se le reemplaza» escribirán los JCRistas al anunciar la muerte de Miguel Enríquez[47]. Al mismo tiempo, el fracaso de la gesta boliviana apuntaba directamente a dos enemigos: el imperialismo yanqui y la traición pequeñoburguesa y estrechamente nacionalista de Mario Monge, el secretario del PC boliviano.

Así, la derrota que la CIA y el ejército estadounidense habían infligido dejaba claro que convenía alejarse del monte y acaso volver a las tácticas de guerrilla urbana[48] que tan buenos resultados iban dando en Montevideo. Dicho de otro modo, convenía adecuar las prácticas militares a las particularidades geográficas, políticas y sociales propias del Cono Sur. Más aún en el caso del MLN-T, creado en enero de 1966, pero que para 1967 ya se veía diezmado por la represión y con la necesidad de pasar a la clandestinidad[49].

Convenía lanzarse a la lucha armada no sólo porque Fidel Castro había dicho, «El deber de todo revolucionario es hacer la revolución. Se sabe que en América y en el mundo la revolución vencerá, pero no es de revolucionarios sentarse en la

[47] Comunicado de la JCR del 10 de octubre de 1974. Nótese que el texto establece un paralelo de las fechas entre el asesinato de Guevara el 10 de octubre y la caída en combate de Enríquez el 5 de octubre.

[48] Aquí cabría estudiar la influencia que tuvo cierta imagen y modo de actuar de la Resistencia francesa en el imaginario revolucionario del Cono Sur. Si Guevara fue marcado por las cartas que un pariente de su madre mandaba desde el frente de la Guerra Civil española a la que participaba como voluntario alistado en el bando leal, *Pepe* Mujica ha dejado constancia de esa influencia de la Resistencia francesa como uno de los mayores exponentes de la guerrilla urbana hasta entonces; al igual conviene recordar que los padres de Gleyzer nombraron a su hijo Raymundo con Y en homenaje a un resistente francés cuyas hazañas llegaron hasta la prensa argentina durante la Segunda Guerra Mundial.

[49] Clara ALDRIGHI, *La izquierda armada. Ideología, ética e identidad en el MLN-Tupamaros,* Montevideo, Trilce, 2001.

puerta de su casa para ver pasar el cadáver del imperialismo»[50] lo cual constituía el meollo de la venidera conferencia de la OLAS , sino porque ésta era la marca de la ruptura con la izquierda tradicional[51]. Además, más allá del sentimiento de injusticia, pronto aparece un sentimiento de culpa[52]. 1967 es el año en que, por separado, los 4 grupos que formarán la JCR se definen a favor de la lucha armada, culminando con la división de PRT entre dos planteamientos[53].

Después del golpe de 1971 en Bolivia, con la represión que se agudiza, los combatientes del ELN pasan a Chile y de ahí a Argentina después de 1973, donde se incorporan, a lo largo de 1974, a tareas del ERP y al trabajo de masas del PRT. Hecho interesante, las discusiones internas al ERP filtran en el ELN, en particular la denuncia de que la desviación militarista es producto de posiciones pequeñoburguesas y que conviene proletarizar a los militantes mandándolos a la

[50] «Discurso pronunciado por el comandante Fidel Castro Ruz, primer secretario de la Dirección Nacional de las ORI [Organizaciones Revolucionarias Integradas] y Primer ministro del Gobierno revolucionario, en la Segunda Asamblea nacional del Pueblo de Cuba, celebrada en la plaza de la Revolución, el 4 de febrero de 1962», también conocido como Segunda Declaración de La Habana.

[51] Aunque aquí también conviene matizar, si bien parece que el PCCH nunca se preparó para ésta, sin embargo el PCA y sobre todo el PCU tuvieron sus estructuras paralelas listas para dar el golpe final en el momento en el que la reacción derechista de las fuerzas de represión del Estado sería más acuciante. En este último caso, Rodney Arismendi lo dejó claro en su libro *Lenin, la revolución y América Latina* en 1970. González Canosa señala por su parte el caso de unos 6 militantes de la FJC que después de un viaje a Cuba a su regreso en abril de 1967 rompen con el PCA, pero ya poseían una formación militar obtenida en la URSS. Al igual el PSCH tuvo su pequeño arsenal, aunque, como lo probó su mermada acción en el 11 de septiembre, a los partidos tradicionales les faltaba la técnica y la práctica de la organización y del combate militar. El arsenal del PCU, insospechado por los militares fue descubierto a raíz de las confesiones de un militante que se fue de la lengua antes de que lo torturaran. Claro queda que la izquierda tradicional se arma y no se lanza a la acción armada sólo a partir de principios de los 70, coincidiendo con la idea desarrollada por la extrema izquierda que, frente a la necesidad de cambios, la reacción de la derecha será de una violencia tal que el enfrentamiento armado es inevitable.

[52] Perceptible en *Che Guevara*, revista de la JCR, n° 2, *op. cit.*, p. 3-4: «Pero nuestra juventud e inmadurez, graves déficit ideológicos y clasistas, impidieron a esa vanguardia combatiente encontrar el sendero de la guerra revolucionaria. Así, extraviados en la maraña, no supimos dirigir correctamente a nuestros pueblos en la difícil tarea revolucionaria. Pero no nos desanimamos. Los supervivientes de esas luchas y, principalmente, las nuevas camadas de revolucionarios que acudieron a nuestras trincheras afirmaron su determinación a combatir y vencer, galvanizados por el ejemplo heroico de los precursores principalmente por la gloriosa epopeya del comandante Guevara, reflexionaron autocríticamente sobre las experiencias, y tomaron con avidez y seriedad el estudio de la experiencia del proletariado internacional».

[53] E. GORRIARÁN MERLO, *op. cit.*; Luis MATTINI, *Hombres y mujeres del PRT-ERP: la pasión militante*, La Plata, De la Campana, 1995; Daniel DE SANTIS, *A vencer o morir: PRT-ERP, documentos*, Buenos Aires, Eudeba, 1998.

fábrica para crear un partido de vanguardia entre trabajadores concientizados[54]. El ELN boliviano se transforma en PRTB tras una escisión que aminora al líder histórico de la guerrilla Chato Peredo y, a principios de 1977, diezmado por la represión deja de existir.

Tras la derrota de 1972, el MLN-T deja de ser en 1973. Las mismas críticas que provocan la escisión del ELN estallan en MLN-T, provocando dos tendencias: Nuevos Tiempos que considera el abandono de la lucha armada y Tendencia Proletaria favorable a la *peludización*[55], es decir a la incorporación de los militantes a los sectores obreros, y al retorno a Uruguay.

Obviamente el golpe en Chile y la represión que sufre el MIR le llevan a concentrarse en el caso chileno y le hacen perder el protagonismo (no exento de admiración) que gozaba en la JCR, pero vice-versa, el MIR adopta planteamientos y técnicas de lucha desarrolladas anteriormente por los otros componentes de la organización transnacional. Se trata ahora de crear «el ejército revolucionario del pueblo […], derrocar a la dictadura y conquistar el poder»[56], ya no se trata de «crear poder popular» como en la época allendista. La represión acaba con el MIR, y la táctica de que el asilo no es aceptable diezma a los cuadros.

Siendo el último país democrático y con acceso fronterizo a los otros países, Argentina se convierte en el santuario de la JCR hasta 1976. Los años 1974-1975 son el momento álgido del desarrollo del ERP con un foco armado en Tucumán y varias operaciones que le hegemonizan en la JCR frente a los tres grupos derrotados. La importancia del ERP conduce naturalmente a valorizar en las otras organizaciones la línea, las críticas y las ideas expresadas por éste.

El asesinato de Gerardo Alter, miembro del PRT-ERP, en el cuartel Florida en Uruguay en 1973, al igual que la muerte en Tucumán, en 1974 del uruguayo Hugo

[54] A. MARCHESI, *op. cit.*, p. 19-20.
[55] En referencia directa a los trabajadores agrícolas más pobres, los de la caña, los peludos, que habían sido la capa combativa original del MLN-T con Raúl Sendic.
[56] Comisión Política del MIR, diciembre de 1973, *in* Pedro NARANJO, etc., *Miguel Enríquez y el proyecto revolucionario en Chile. Discursos y documentos del MIR*, Santiago, LOM-CEME, 2004.

Cacciaviliani, miembro de la Compañía de Monte Rosa Giménez, dejan claro el grado de intercambio de combatientes entre las organizaciones que los sitúa en los grupos de combate más adecuados según su especialización. Así mismo el boliviano Chato Peredo afirma haber participado en el secuestro de Samuelson[57]. En mayo de 1975, «Dago», mirista integrado al ERP, pierde la vida en el combate de Manchalá (Tucumán)[58]. Estas acciones son anteriores a la aparición pública de la JCR que se realizó a través de la traducción en varias lenguas de su declaración constitutiva que fue difundida hasta en Europa.

La actividad de la JCR

La violencia del golpe en Chile, la ineficacia de la resistencia frente a fuerzas de represión extremadamente informadas y preparadas, represión que va mucho más allá de lo previsto por la izquierda en su conjunto, aceleran la formación de la JCR. El 1° de febrero de 1974 la organización publica su declaración conjunta a fin de revelar su existencia, es decir el paso a nuevas modalidades de lucha en un entorno político desfavorable. A lo largo de 1974 se da a conocer la oficialmente nacida JCR, en América Latina como en Europa, por la traducción y reproducción, en varias revistas de la izquierda argentina, francesa, italiana, sueca, estadounidense y de Alemania occidental, del comunicado publicado en el primer número de la revista

[57] El estadounidense Victor Samuelson empleado de las petroleras Esso/Exxon fue secuestrado por la «brigada Raúl Oscar Tettamanti y Ricardo Silva» del ERP el 3 de diciembre de 1973 con el propósito de denunciar las actividades de las multinacionales. Así la organización pidió que parte del rescate de 11 millones de dólares fuera entregado bajo forma de alimentos, ropa y materiales de construcción para varias zonas de alta miseria en Argentina y para los damnificados de zonas víctimas de inundaciones, «como un reembolso parcial al pueblo argentino de las abundantes riquezas extraídas a nuestro país por Esso en los largos años de explotación imperialista» (*La Militancia*, 1974). El 29 de abril de 1974, Samuelson fue liberado. El 12 de junio de 1974, ERP anuncia que 5 millones han sido vertidos a la recién formada JCR.

[58] Igor GOICOVIC DONOSO, «El internacionalismo proletario en el Cono Sur. La JCR, un proyecto inconcluso», Ponencia presentada en las II[as] Jornadas de historia política de Chile, Departamento de Historia, Santiago de Chile, Universidad de Santiago de Chile, 9 y 10 de noviembre de 2005, p. 14: Archivo Chile-CEME (consultado el 15 de octubre de 2016): http://www.archivochile.com/Ideas_Autores/goicoi/goico0007.pdf.

de la JCR, titulada *Che Guevara*. La revista conoce sólo tres números[59], llegando sin embargo el último a tener 78 páginas.

Ante todo llama la atención que el documento va dirigido «a los obreros, a los campesinos pobres, a los pobres de la ciudad, a los estudiantes e intelectuales, a los aborígenes, a los millones de trabajadores explotados de nuestra sufrida patria latinoamericana»[60] subrayamos la mención de los pueblos indígenas (a los que también la Segunda Declaración de La Habana aludía), aunque en el llamamiento al final del texto éstos desaparecen a favor de «los cristianos revolucionarios»… La lucha se justifica por la violencia del imperialismo y el ejemplo de resistencia vietnamita: «un pueblo dispuesto a luchar y decidido a ser libre a cualquier precio»[61], capaz de derrotar el «poderío militar» del imperialismo. El comunicado pasa revista del despojo de la riqueza americana por parte de las multinacionales, de la política represiva, «avasalladora y prepotente de los EEUU contra el Movimiento Popular en Latinoamérica», y marca la Revolución Cubana como el principio de la marcha hacia el socialismo frente a las burguesías avasalladoras, «las cobardes burguesías criollas y sus ejércitos, [que] no supieron hacer honor al legado revolucionario liberacionista de la gloriosa lucha anticolonial de nuestros pueblos, que conducidos por héroes como Bolívar, San Martín, Artigas y tantos otros, conquistaron la independencia, la igualdad y la libertad». Se repasan los cien años del período republicano que aparecen como marcados por «la dominación económica [que] engendró el control y la subordinación política y cultural» que fundó «el sistema capitalista neocolonial».

Al evocar el despertar latinoamericano en los años 30, llama especialmente la atención la mención de una sola personalidad, la de Augusto C. Sandino, en un momento en que efectivamente el Frente Sandinista de Liberación Nacional

[59] *Che Guevara*, n° 1: noviembre de 1974; n° 2: febrero de 1975; n° 3: octubre-diciembre de 1977. http://eltopoblindado.com/jcr-prensa/
[60] «A los pueblos de América», comunicado de la JCR, publicado en la revista *Che Guevara*, n° 1, 1° de noviembre de 1974, p. 3.
[61] *Ibid*.

(FSLN) está en plena fase activa de crecimiento. En 1969 la retransmisión televisiva en directo de las tres horas de lucha que Julio Buitrago, de la dirección nacional, es capaz de infligir a 300 guardias somocistas, ha permitido aumentar el capital de simpatía popular de la organización. De ahora en adelante, el FSLN pasa a la fase de «acumulación de fuerzas en silencio» que permitirá desencadenar varias operaciones de alto alcance a partir de finales del año y culminará 10 años después por la victoria sandinista, el 19 de julio de 1979.

El comunicado de la JCR rechaza el nacionalismo burgués, al igual que el reformismo, que es considerado como una de las causas de la derrota de los PC, la acerba crítica a éstos toma como ejemplo la política llevada a cabo por el PCCH. La lucha armada aparece entonces como la única opción para alcanzar «la independencia nacional y el socialismo». De ahí la formación de la JCR que llama a «organizarse y a combatir juntos, a toda la vanguardia revolucionaria obrera y popular de Latinoamérica», dispuesta a integrar «las organizaciones revolucionarias en los distintos países latinoamericanos», ya que las cuatro organizaciones afirman haber entendido «que al enemigo imperialista y capitalista que está unido y organizado debemos oponerle la más férrea y estrecha unidad de nuestros pueblos». La respuesta organizativa de la extrema izquierda aparece como una contestación a la represión.

La creación de la JCR es afirmada como la consecuencia lógica de «la colaboración cada vez más activa» que da naturalmente paso a acelerar «la coordinación y colaboración que sin ninguna duda redundará en una mayor efectividad práctica en la encarnizada lucha que nuestros pueblos libran contra el feroz enemigo común». Se trata entonces de desarrollar las organizaciones, fortalecer «su concepción y práctica internacionalistas», para «un mayor aprovechamiento de las potencialidades de nuestros pueblos hasta erigir una poderosa fuerza revolucionaria capaz de derrotar definitivamente a la reacción imperialista-capitalista, aniquilar a los ejércitos contrarrevolucionarios, expulsar al imperialismo yanqui y europeo del suelo latinoamericano, país por país, e iniciar la

construcción del socialismo en cada uno de nuestros países, para llegar el día de mañana a la más completa unidad latinoamericana»[62].

Llama la atención que la crítica al reformismo del PCCH, que lo ha llevado a la derrota, es ilustrada, como prueba de la inadecuación de su política, por la mención: «La cercanía de la experiencia chilena con más de 20.000 hombres y mujeres trabajadores asesinados nos exime de mayores comentarios». Al mostrar la capacidad represiva de la burguesía, esas víctimas de la dictadura chilena, de la represión, justifican y legitiman el llamado a la lucha armada.

Si bien la lucha armada aparece como el factor principal de polarización, sin embargo se deja sitio a «formas de organización y lucha posibles: la legal y la clandestina, la pacífica y violenta, económica y política, convergiendo todas ellas con mayor eficacia en la lucha armada, de acuerdo a las particularidades de cada región y país»[63], con el propósito de responder mejor a las características nacionales.

El golpe de Estado del 11 de septiembre de 1973 obliga a la JCR en ciernes a replegarse y trasladar la sede de la organización a Buenos Aires. El MLN-T, más afectado por la represión que ha obligado al exilio a muchos de sus miembros, se encarga de las relaciones con Europa y México, un secretariado regional se forma en la capital azteca para toda América Latina, y otro en París para el Viejo Mundo, añadiéndose uno más tarde en Argel con vistas a cubrir África. Mientras tanto, para 1975, la JCR ya ha establecido contacto con organizaciones políticas afines, con militantes de Perú, Venezuela, Brasil, Colombia, Paraguay, Nicaragua, El Salvador. Aparece además una agencia de prensa continental en Caracas, la APLA (Agencia de Prensa Latino Americana). Se sueña también con organizar en el marco del *agit-prop* una entidad cinematográfica en la que el Cine de la Base de Gleyzer hubiera desempeñado un papel activo.

[62] *Ibid*.
[63] *Ibid.*

Paralelamente a la logística política aparece la logística militar. Hacia mediados de 1972 se monta un taller para la fabricación de granadas y armas ligeras, construyéndose una submetralleta: la JCR (una copia de la sueca Karl Gustav m/45 que recordaba la británica Sten Mark II, la cual desempeñó tantos buenos servicios en manos de la resistencia antifascista europea durante la Segunda Guerra mundial), y un centro de financiamiento para generar recursos destinados a la actividad operativa de las distintas fuerzas.

Los talleres de la JCR se idearon en los cordones industriales chilenos en los que estaba afincado el MIR durante la UP[64]. Se beneficiaron del conocimiento técnico de obreros pero también del de técnicos universitarios[65]. En 1975, el taller es trasladado desde Chile y ampliado en Buenos Aires. Unos tupas revelan ser excelentes artesanos, lo cual muestra la existencia de obreros cualificados en los rangos de las organizaciones y la convergencia no sólo de varias nacionalidades, sino también de personas provenientes de sectores profesionales varios. El taller bonaerense funciona con armeros argentinos, obreros uruguayos y bolivianos hasta ser descubierto por la policía argentina en ese 1975. Este mismo año, el órgano del ERP desvela la fácil fabricación de la JCR afirmando, con una referencia a Vietnam, que ésta puede ser construida por cualquiera que se aliste a la lucha[66].

A principios de 1974, una delegación del PRT encabezada por Domingo Menna se reúne clandestinamente con Miguel Enríquez, entregándole recursos para ampliar el radio de la resistencia. A cambio, el MIR remite una carta[67] en la que establece una suerte de autocrítica, subrayando la falta de relación con las masas durante el período de la UP, e invitando a los camaradas del PRT a no caer en el mismo error que llega a producir un corte con las masas, y por consiguiente una

[64] Entrevista a Andrés Pascal por M. SLATMAN, «Para un balance necesario: la relación entre la emergencia de la JCR y el Operativo Cóndor, 1974-1978», *Testimonio*, *Revista de la Asociación de historia oral de la República argentina*, 2010, vol. 2, n° 1-44, p. 12.
[65] Entrevista a Juan Arnol Kremer Balugano (del PRT) *alias* Luis Mattini, mayo de 2009 en Buenos Aires por Melisa Slatman *in* M. SLATMAN, «Revisando una hipótesis…», art. cit., p. 14.
[66] «JCR Modelo 1. El pueblo construye para la guerra», *Estrella Roja*, n° 49, 1975.
[67] L. MATTINI, *op. cit.*, p. 302-305.

falta de apoyo en los momentos más agudos de la represión, es decir cuando más falta hace y más se necesita.

El 5 de octubre de 1974 cae en combate Miguel Enríquez, secretario del MIR. Al enterarse de ello, su hermano Edgardo Enríquez Espinoza decide volver al Cono Sur. Era por aquel entonces responsable de la JCR en Europa donde atendía «las relaciones políticas internacionales con movimientos y países, y los grupos de apoyo de chilenos y extranjeros creados en el exterior»[68]. A principios de 1975, de vuelta a la Argentina, pasa por Cuba donde, con Jorge Fuentes *alias* «El Trotsko», organiza una escuela de entrenamiento en la Isla que, desde hace diez años, se ha convertido en una especie de anti-Escuela de las Américas. Tras despedirse de su familia radicada en la Isla, en la primera quincena de mayo de 1975, sale de La Habana con destino a Buenos Aires para hacerse cargo de la JCR. La reunión del Comité Central del PRT integra al mirista a su cúpula, en ese año en que la Triple A realiza la mayoría de sus fechorías.

En mayo de 1975, mientras los dispositivos de seguridad andan reforzados por la visita oficial del presidente uruguayo Bordaberry al Paraguay de Stroessner, Amílcar Santucho, del PRT, y Jorge Fuentes Alarcón *el Trotsko*, del MIR, son detenidos en la frontera con Argentina. En el transcurso de los interrogatorios violentos a los que está sometido, Santucho descubre la realidad de la colaboración policiaca de los medios de represión. Torturadores chilenos, argentinos, uruguayos y paraguayos se turnan. Queda clara la colaboración de los represores del Cono Sur.

En noviembre, la detención del franco-chileno Jean Ives Claudet Fernández facilita el descubrimiento de 97 microfilms que contienen las instrucciones a la JCR traídas desde París. Revelan que Claudet es el enlace de Enríquez, y agudizan la colaboración de los represores chilenos con los argentinos a fin de descubrir el paradero de éste. El 28 de marzo de 1976, cuatro días después del golpe de Videla,

[68] Nancy GUZMÁN y Javier REBOLLEDO, «Edgardo Enríquez fue asesinado en Buenos Aires», *La Nación Domingo*: http://www.memoriaviva.com/Desaparecidos/D-E/enriquez_espinoza__edgardo.htm

mientras participa en una reunión de la comisión política del PRT en Moreno (provincia de Buenos Aires), irrumpe la policía. Como Luis Mattini y Santucho, Edgardo Enríquez Espinoza logra escapar. Pero el 10 de abril, funcionarios del Departamento Exterior de la DINA en colaboración con el ejército argentino lo aprehenden. Es llevado a Chile y «desaparecido».

El 19 de julio de 1976, cae Mario Roberto Santucho y Domingo Menna es secuestrado por el Ejército. En ese invierno austral del 76, la dirección de ERP estaba a punto de llevar a cabo con Montoneros la unión de los dos grupos en una Organización para la Liberación de Argentina[69], con el propósito de estrechar vínculos frente a la represión desatada.

La muerte de Enríquez en Chile, de los Santucho en Argentina, el golpe, la represión a ambos lados de los Andes acaban con la capacidad organizativa y operativa de la JCR en el Cono Sur: «el declive de JCR se relaciona, directamente, con la derrota político-militar tanto del PRT en Argentina, como del MIR en Chile. Los golpes represivos [...] afectan a ambas organizaciones» produciendo «la aniquilación de estas organizaciones armadas»[70].

En el extranjero mantiene su representatividad hasta 1978. Su canto del cisne en el Cono Sur es la magnífica operación de ajusticiamiento llevada a cabo contra Tacho Somoza.

A finales de 1976, gran parte de los supervivientes abandonan el Cono Sur poniendo el adiestramiento recibido en Cuba y la experiencia práctica adquirida en el otro extremo del Continente al servicio de la Revolución sandinista. El 17 de septiembre de 1980, en la avenida Generalísimo Franco de Asunción del Paraguay, se plasma una acción conjunta argentino-nicaragüense, o mejor dicho un operativo conjunto PRT-FSLN, con la ejecución del dictador recién derrotado Anastasio Somoza Debayle. Por el desplazamiento de combatientes en el marco de la

[69] Llama la atención que no hubo síndrome tipo Guerra de España de acciones armadas en contra de otros grupos de izquierda sino que al contrario se llevaron a cabo acciones conjuntas, en particular entre ERP y Montoneros en el caso argentino.
[70] I. GOICOVIC DONOSO, *art. cit.*, p. 14.

geografía continental y el interés por luchas alejadas del ámbito regional, esta tarea representa una ampliación de la solidaridad latinoamericana hasta un punto raramente alcanzado desde la época de las Independencias.

Conviene sin embargo preguntarse hasta qué punto organizaciones político-militares, aunque fuertemente estructuradas pero ampliamente minoritarias, constituyeron un peligro para el orden dominante. Para Slatman, la importancia dada a la JCR sólo se concibe en el marco de la doctrina de la seguridad continental impuesta por EEUU en América Latina: «influidos por el pensamiento geoestratégico norteamericano que dictaba la necesidad de una seguridad hemisférica, los responsables de las políticas represivas en el Cono Sur seguramente vieron como una amenaza la conformación de un bloque revolucionario regional»[71].

Al interés por la JCR construido en esta óptica, conviene añadir querellas nacionalistas entre los servicios represores de los países del Cono Sur, que deseaban dominar las operaciones conjuntas, cuando no conflictos internos entre éstos al interior de un mismo país (como en el caso de Chile).

Finalmente, cabe mencionar los puntos de vista expresados por Dinges[72] y McSherry[73], basándose en la investigación de fuentes primarias producidas por los represores. Para el primero, la existencia de la JCR aceleró la colaboración de los aparatos represores cono-sureños, mientras que para la segunda, con investigaciones algo más recientes, queda claro que esta cooperación estaba anteriormente establecida y concebida[74] y el descubrimiento de la organización internacionalista fue utilizado por los militares de la red de represión anticomunista

[71] M. SLATMAN, «Revisando una hipótesis…», art. cit., p. 24.
[72] John DINGES, *Operación Cóndor. Una década de terrorismo internacional en el Cono Sur*, Santiago, Ediciones B, 2004.
[73] Joan Patrice McSHERRY, *Predatory States. Operation Condor and Covert War in Latin America*, Lanham (Maryland), Rowman & Little Field Publishers inc., 2005.
[74] Ver, por ejemplo, de Silvia VISCONTI y Universindo RODRÍGUEZ DÍAZ, «Antecedentes de la Operación Cóndor: la Conferencia de Ejércitos Americanos (Montevideo, 1974) y la coordinación de los servicios de inteligencia y los aparatos represivos en el Cono Sur», *Taller, Revista de Sociedad, Cultura y Política en América Latina*, Buenos Aires, vol. 1, n° 1, octubre de 2012, p. 139-150.

regional como un justificativo *a posteriori* para legitimar su acción e incluso, en el caso del militar represor chileno Contreras, darse más importancia cuando varias oficinas secretas de represión competían para obtener la hegemonía y los favores de Pinochet. McSherry subraya en particular la existencia de datos que llevan a pensar que la «coordinación represiva regional»[75] ya se había puesto en marcha antes del descubrimiento de la JCR[76].

Conclusión

Los países del Cono Sur presentan particularidades económicas, políticas, sociales y demográficas comunes que favorecen la aparición y el reforzamiento de grupos políticos de izquierda revolucionaria. Frente a las obligaciones de su lucha, la necesidad de sobrepasar el fracaso boliviano es decir separase de un modelo «foquista» supuestamente inoperante en las condiciones cono-sureñas y la voluntad de marcar su alejamiento de los grupos reformistas doblar la izquierda por la izquierda , intentan de modo paralelo *inventar* una guerrilla urbana con la dificultad de no cortarse de las masas campesinas, en países en los que la clase obrera presenta un volumen minoritario en el mundo laboral. Se trata entonces de concebir un procedimiento revolucionario nuevo, basado en un análisis propio de la situación nacional y regional, enmarcado en el contexto mundial. Si bien la colaboración de modo separado entre las cuatro organizaciones se remonta a 1968, la unidad de procedimientos no cuaja antes de 1971/72. Esta cooperación que consiste en intercambiar análisis, experiencias, modalidades de lucha y formas de actuar estrecha la unidad entre las organizaciones de izquierda y se ve, a su vez, acicateada por la ampliación y el endurecimiento de la represión que conlleva la

[75] M. SLATMAN, *art. cit.*, p. 14.

[76] Últimamente, Abbatista referencia perfectamente el caso de esta represión transfronteriza que, aunque no aún forzosamente acordada entre las entidades policiaco-militares, sí es eficaz en sus modos operatorios, a partir de la llegada de refugiados latinoamericanos que, después del 11 de septiembre, huyen de Chile a Argentina. Ahí son registrados cuidadosamente y sometidos a esmerados y prolongados interrogatorios que permiten acumular una información precisa, en particular en el caso de los militantes argentinos, que a posteriori será reutilizada. M. L. ABBATTISTA, *art. cit.*

aparición de modelos represivos que se transmiten de un país a otros (Brasil/ Uruguay/ Chile).

Entre 1970 y 1973, la aparición de un modelo de transición hacia el socialismo en Chile permite acoger no sólo a aquellos interesados en observar o participar en el proceso histórico que se lleva adelante, sino a militantes perseguidos, facilitando así el amparo de quienes huyen de la represión que acorrala paulatinamente los otros países. Una JCR en ciernes ambiciona desarrollar una actividad conjunta poniendo fuerzas en común, intercambiando y transfiriendo material, procedimientos, experiencias, análisis, proyectos e incluso modos de lucha en sus aspectos técnicos y operativos experimentados en ámbitos nacionales. En la primera década de los 70, la experiencia chilena, y después, los golpes de Estado en los diversos países del Cono Sur aceleran la circulación de los militantes revolucionarios. El enriquecimiento intelectual se efectúa por la crítica de la experiencia chilena, el intercambio de opiniones y las discusiones teóricas que abarcan el análisis no sólo de cada país sino del conjunto regional. La transferencia de modelos políticos y de experiencias queda también evidente en el entrecruce de artículos y entrevistas que órganos (o periódicos relacionados) tejen entre los grupos más estructurados y combativos de la izquierda revolucionaria. La JCR sólo pudo funcionar porque reunió a grupos fundamentalmente internacionalistas.

Sin embargo conviene resaltar que estas organizaciones armadas nunca representaron, por falta de arraigo popular, un peligro de subversión suficientemente importante como para llevarlas al poder. Cuanto más que, por voluntad política estratégica o por necesidades de la clandestinidad, se cortaron gradualmente de las masas al mismo tiempo que se desenvolvían en un ambiente dominado por la capacidad represiva del Estado militar. Por consiguiente, la tesis según la cual la aparición de este grupo desencadenó la internacionalización de una represión transfronteriza no resiste al análisis.

La presse destinée à la jeunesse au Chili

Éducation et divertissement au service de la propagande, 1964-1973

Aurélie Prom

Université Paris 7 Denis-Diderot

> *Queremos que la juventud – fundamentalmente los Universitarios, por los niveles que han alcanzado – se convierta en el motor dinámico, llegue a todos los rincones del país, desde la pre-cordillera al litoral, desde el Norte tórrido hasta el Sur con sus nieves eternas, llevando su alegría y su inquietud*[1],

affirme Salvador Allende lors de l'inauguration du Casino de la UNCTAD, lieu consacré à la jeunesse, confié aux étudiants afin qu'ils puissent venir s'y restaurer à des prix modiques (l'équivalent du CROUS en France), mais aussi s'y réunir, échanger, dialoguer et débattre pour améliorer les conditions de vie des jeunes Chiliens. Le rôle que l'Unité Populaire cherche à donner aux jeunes est alors clair : ils sont « *el motor dinámico* » qui doit parcourir le pays et propager « *su alegría y su inquietud* », deux vertus fondamentales de la jeunesse.

Ce dynamisme et cette joie de vivre, c'est en effet ce qui émane des revues destinées aux jeunes Chiliens des années 1960-1970. Les noms de celles qui nous intéressent rejoignent cette idée : *Ritmo de la juventud*, *El Musiquero*, *Onda*. Ces

[1] Salvador ALLENDE, «Un crisol de la Juventud», discours prononcé lors de la livraison du Casino de la UNCTAD aux étudiants, le 23 juin 1972, *in La responsabilidad de ser joven en esta hora, Allende a la juventud*, Santiago de Chile, Impresos Offset Ltda, 8 de septiembre de 1972, p. 75.

noms battent la mesure, créant dès la couverture une ambiance de « *buena onda* » si chère aux Chiliens, donnant le ton à une jeunesse qui vit son quotidien au son d'une musique des plus éclectiques et surtout en grande évolution. Seule *Ramona*, la quatrième revue nous intéressant ici, n'affiche pas cette musicalité qui semble pourtant omniprésente. Cette dernière revue doit son nom à Ramona Parra, jeune martyre des causes syndicalistes qui a cependant transmis son nom et sa cause à la Brigada Ramona Parra, groupe de jeunes muralistes de gauche qui ont repeint les tristes murs de Santiago de leurs grandes fresques colorées.

La jeunesse, des lycéens aux étudiants universitaires, apporte en effet des couleurs et de la joie, elle est le souffle frais dont la Révolution de l'Unité Populaire a besoin. Elle apparaît comme d'autant plus à même d'incarner les valeurs de la « révolution chilienne » qu'elle s'oppose, par son âge et par son désir de changement, à une société d'adultes, conservatrice et rigide[2]. L'hétérogénéité socio-économique et sexuelle, si elle est importante, semble alors être transcendée pour donner naissance à un ensemble porteur d'espoir, une génération prête à remettre en question les fondements patriarcaux chiliens et à prendre ainsi place dans l'histoire[3].

Aussi ces quatre revues, qui ne sont qu'un aperçu de la presse de l'époque, constituent-elles des témoignages essentiels à l'heure de se pencher sur l'histoire du Chili et sur les remous politiques des années 1960-1970. Car la jeunesse, si précieuse à Salvador Allende, est une arme puissante qu'il faut savoir manier avec habileté. Et c'est bien la fonction de ces revues, leur contenu qu'il convient ici d'interroger : divertissement ou abrutissement ? Éducation ou propagande ? Ou bien peut-être y a-t-il un peu de tout cela finalement ?

Tout d'abord, il convient de rendre à la musique ce qui lui revient : le premier rôle dans l'évolution et la politisation d'une jeunesse en quête de sensations fortes. Ces revues témoignent en effet d'une époque où être jeune change de signification,

[2] Gabriel SALAZAR, Julio PINTO, *Historia contemporánea de Chile V, Niños y juventud*, Santiago, LOM Ediciones, 2010, p. 9-13.
[3] *Ibid*.

où l'éducation et la liberté prennent également un autre sens. Enfin l'esprit rebelle d'une jeunesse à laquelle on s'adresse comme à n'importe quel citoyen et que l'on met au centre d'un processus politique semble trouver sa place dans ce qui est nommé « la Révolution ».

La musique : entre 1964 et 1973, des yéyés à la musique engagée

Néo-folklore et « idolisme »

En 1964 et 1965, apparaissent deux revues fort distinctes et qui pourtant partagent la même thématique principale, à savoir la musique : *Ritmo de la Juventud* et *El Musiquero*.

La première revue, *Ritmo de la Juventud*, est ce que l'on appellerait de nos jours une revue « *people* » : reportages sur les vedettes du moment, leurs tournées, leurs albums et leur vie amoureuse, en somme une revue qui mêle actualités musicales et potins. Les artistes sont chiliens, nord-américains, européens et cette revue accorde autant d'importance à l'actualité musicale nationale qu'internationale. D'ailleurs, ce ne sont pas seulement les chanteurs qui figurent dans cette revue, les acteurs également.

Ritmo de la Juventud est alors représentatif d'une nouvelle façon de percevoir le monde du spectacle et de le promouvoir, une façon déjà en vogue aux États-Unis, qui gagne l'Europe et se propage internationalement avec le succès d'artistes comme Elvis Presley ou les Beatles. Ainsi Eduardo Carrasco, membre du groupe Quilapayún, nous explique :

> *En Chile, como en otras partes, las empresas de discos comenzaron a trabajar hacia los medios de prensa, y así fueron naciendo algunas revistas especialmente creadas para «idolizar» artistas en los medios juveniles*.[4]

[4] Eduardo CARRASCO, *Quilapayún: La revolución y las estrellas*, [Santiago du Chili, Las Ediciones del Ornitorrinco, 1988] http://www.quilapayun.com/docs/LRYLElosorigenes.php. (dernière consultation le 2 octobre 2016).

Il qualifie ce phénomène d'« idolisme », et en donne la définition suivante :

> *El «idolismo» es el resultado de las relaciones mercantiles introducidas en el dominio de la canción popular, y consiste en hacer creer o intentar hacer creer que los artistas de este género son unas especies de semidioses con extraños poderes sobre su público. Su arte no es el producto de un trabajo o un talento creativo, sino una cualidad casi divina en la cual se plasman los sueños de las masas*[5].

Et c'est en effet ce qui se détache de la revue dès les premiers numéros de *Ritmo de la Juventud*, une mise en scène des artistes, de leur vie personnelle et de leurs succès qui les élève au rang de demi-dieux, prêts à fasciner le jeune public.

C'est de ce phénomène que vont bénéficier les groupes de néo-folklore, ce renouveau de musique folklorique au succès fulgurant dans la première moitié des années 1960. Cherchant à contrebalancer l'invasion de musique étrangère, les groupes tels que les *Cuatro Cartos*, *4 Huasos*, *Cuatro Brujas*, *Huasos Quincheros*, *Los de Ramón* puisent dans le répertoire folklorique de l'Institut de Recherche du Folklore Musical de l'Université du Chili, en mettant en avant une culture bien souvent ignorée. Leurs tournées, leurs sorties de disques et leur vie personnelle sont suivies par le public avec une grande attention, d'autant que leur succès en vient à dépasser le cadre national, faisant d'eux des vedettes internationales.

L'« idolisme » est donc bien la tonalité principale de *Ritmo de la Juventud*. Il convient de souligner que les vedettes chiliennes y occupent une place tout aussi importante que celle des vedettes internationales. Ceci leur confère, dans l'imaginaire du jeune lecteur, une stature équivalente. D'ailleurs, on y remarque une esthétique similaire, en particulier dans la pose pour les photographies qui se prend selon une mode internationale convenue, imitant celle de l'Europe ou des États-Unis.

[5] *Ibid*.

Ritmo de la Juventud, n°1, 9 septembre 1965

Ainsi ces groupes nationaux de néo-folklore tels les *Cuatro cuartos* sur cette reproduction d'articles de *Ritmo de la Juventud* apparaissent en costume-nœud papillon, cheveux gominés et raie sur le côté, comme n'importe quel acteur d'Hollywood à la remise d'un trophée. C'est ~~donc~~ une image assez lisse répondant à des attentes finalement uniformisées par des standards qu'impose une industrie du monde du spectacle étrangère à laquelle l'industrie chilienne aspire à ressembler, même lorsqu'il s'agit de groupes de musique nationale.

La finalité de la revue *El Musiquero,* en revanche, est de faire partager la musique au-delà de la vie des vedettes. En effet, dès la couverture, le sous-titre indique « *Uno que sabe de discos* », donnant une idée explicite quant au contenu de la revue, éminemment musical.

Partitions de guitare, paroles de chansons en espagnol (chiliennes ou étrangères), notices discographiques, articles portant sur les artistes et leurs tournées, concerts, voilà le contenu de cette revue. Si l'actualité y figurant concerne le Chili et le reste du monde musical, c'est la scène nationale qui occupe toutefois la plus grande place. Les articles rapportent les évènements de différentes villes du Chili : Valparaiso, Iquique, Concepción, etc. Les *provincias* sont régulièrement sous le feu des projecteurs, que ce soit pour l'actualité disquaire, les concerts ou bien les évènements folkloriques.

Car le folklore est l'un des principaux attraits de cette revue. Et il n'est pas traité à la légère : les groupes du néo-folklore y ont autant de succès que dans *Ritmo de la Juventud*, mais ils ne sont toutefois pas considérés comme l'unique forme d'expression folklorique en vogue.

Una Auténtica Realidad Folklórica.

LA MISA CHILENA

Los Cantores de Santa Cruz Debutan con una Obra Realmente Sobresaliente con Música de Raúl de Ramón

El Musiquero, nº 13, 1er avril 1965, p. 8-9.

C'est en effet la notion de folklore musical même qui apparait dans *El Musiquero* comme une mode, au-delà du répertoire du néo-folklore. Qualifiant de phénomène de mode « *de lo nuestro* » cet engouement pour le folklore[6], *El Musiquero* consacre à chaque numéro quelques pages intitulées « *Folklore para todos* » où il est question de danses, de formes musicales, d'artistes, de recherches sur le folklore et d'instruments de musique.

Ainsi ces deux revues nous offrent un panorama de ce que la jeunesse de 1965 écoute et de la façon dont la musique nationale, principalement de type folklorique, constitue une mode qui s'installe et se renforce. L'« idolisme », cette transformation d'un artiste en modèle plus qu'humain, constitue bien le propos de la presse jeune de 1965. *Ritmo de la Juventud* le pratique sans conteste avec les artistes du néo-folklore promus au même titre que d'autres artistes internationaux au succès alors impressionnant, tels les Beatles. Si *El Musiquero* a pu avoir cette même tendance, cette revue a avant tout cherché à rendre la musique nationale accessible à la jeunesse en publiant partitions et paroles, ainsi qu'à créer une presse musicale qui

[6] *El Musiquero*, "La casa donde se fabrica la nueva ola del folclore", nº 19, julio de 1965, Santiago, Edición Aerea.

rende compte des tendances de l'industrie et des modes musicales appréciées par la nouvelle génération.

Le folklore sous les projecteurs

Nous l'avons évoqué : la notion de folklore et la mode de « *lo nuestro* » sont des centres d'intérêt de la jeunesse et les groupes de néo-folklore font des émules. Ceux-ci n'ont cependant pas le monopole du folklore. En effet, une autre version du folklore chilien est revendiquée, se réclamant d'une authenticité que n'aurait pas le néo-folklore. Et ce sont les enfants de la folkloriste de renom Violeta Parra, Isabel et Angel, qui en ouvrant leur *peña folklórica* de la rue Carmen à Santiago, commencent à promouvoir une autre approche.

El Musiquero, n° 19, juillet 1965

Cette « *nueva ola del folklore* » suscite un grand enthousiasme. D'une part, pour la qualité de la musique proposée à la *Peña* de los Parra et, d'autre part, parce que la formule copiée des cafés-concerts parisiens fait de cet endroit un lieu de sociabilité où plusieurs générations peuvent se rencontrer, parler, manger et boire en toute simplicité et partager quelque chose d'authentiquement chilien, la musique.

Toutefois, à cette authenticité vient se mêler le politique. En effet, si en 1966 les *peñas folklóricas* se sont multipliées sur le modèle de celle des Parra, il semble qu'elles soient de plus en plus politisées et que seule la *Carpa de la Reina* de Violeta

Parra offre un folklore pur, dénué de politique ou d'airs snobinards[7]. Enfin le folklore semble motiver un grand débat : on ne sait plus qui fait du folklore ni ce qu'est le folklore. « *Del solista al conjunto y neo folklore y el retorno al folklore* »[8] est le sous-titre d'un article abordant justement cette question qui semble alors centrale : qu'est ce que le folklore chilien ? A la fin de ce texte, l'auteur précise :

> [...] *dígase lo que se quiera, hay un retorno al folklore. La juventud universitaria está dando la pauta. A ella le gusta más el folklore. No el afeminamiento en que los cultores del «neo-folklore» están cayendo con voces escandalosamente altas*[9].

Le folklore et son interprétation, cette mode de « *lo nuestro* », se trouvent bel et bien au centre des préoccupations de la jeunesse qui est le premier juge de la qualité de ce folklore, sachant ce qu'elle souhaite écouter.

Folklore, néo-folklore et « *nueva ola* », voilà toute une gamme de nuances, de visions variées du folklore mais qui font cependant vibrer la jeunesse chilienne, par la musique et par le débat. Répertoire, responsabilité de l'interprète, nouvelles formes d'interprétation, toutes ces questions transparaissent dans les articles de la revue *El Musiquero*, indiquant à la fois la grande difficulté à définir le folklore chilien et la virulence du débat qu'il nourrit débat suivi visiblement de près par une jeunesse prise à partie et fascinée.

Il convient toutefois de souligner que cette obsession pour le folklore sous ses différents aspects est exclusivement présente dans *El Musiquero*. En effet, *Ritmo de la Juventud* ne se soucie guère de la définition du folklore ou des débats en cours. *Ritmo de la Juventud* s'attache avant tout à faire des artistes des idoles, s'emparant de leur succès, mais les oubliant très rapidement si le public ne suit pas au contraire de *El Musiquero* qui, faisant le bilan de l'année 1966, pleure la disparition des *Cuatro Brujas* et des *Cuatro Cuartos*, et souligne le vide que ces groupes néo-folkloriques ont pu laisser dans le monde de la musique. *Ritmo de la Juventud* tend à ne pas se

[7] «Las peñas: ¿estimulan el folklore?», *El Musiquero*, nº 32, août 1966.
[8] «Eso que llaman folklore», *El Musiquero*, nº 33, septembre 1966.
[9] *Ibid.*

montrer nostalgique et se tourne vers de nouveaux groupes dont les noms sont formés à peu près toujours de la même façon, au point de devenir une caricature d'eux-mêmes, surtout après la disparition des groupes les plus importants un exemple éloquent : « *Los de la escuela. Se cambiaron de nombre, ahora se llaman Los Tres y Tres* »[10]. Le succès des premiers groupes de néo-folklore engage alors de jeunes universitaires à suivre leurs pas, sans toutefois l'atteindre : on n'en retient rétrospectivement que leur pullulement.

La Nouvelle Chanson chilienne

A partir de 1970, deux nouvelles revues voient le jour : *Ramona* et *Onda*. Ce sont deux revues dont le lien avec le nouveau gouvernement de l'Unité Populaire est très fort dans la mesure où elles affichent clairement leur position politique de gauche et anti-impérialiste.

Ramona, baptisée du nom d'une jeune femme communiste, Ramona Parra, décédée lors du massacre de la Plaza Bulnes en 1946 à Santiago, dit son engagement dès son titre. Il s'agit néanmoins d'une publication qui s'adresse à la jeunesse chilienne, abordant des thématiques diverses de l'univers de celle-ci, des questions politiques au divertissement.

Onda se présente avant tout comme une revue de divertissement où la musique occupe une place centrale, relayant l'actualité musicale internationale à la façon de *Ritmo de la Juventud* ou *El Musiquero*, mais conviant les jeunes Chiliens à devenir eux-mêmes protagonistes musicaux par sa rubrique « *Así cantan los estudiantes* ». Néanmoins sa position politique est claire, aussi bien dans les articles traitant de l'implication de la jeunesse dans les réformes politiques que dans les publicités qui y figurent.

[10] «A quien se muda, Dios le ayuda. Los de la Escuela. Se cambiaron de nombre: ahora se llaman "Los Tres y Tres"», *Ritmo de la Juventud*, nº 61, 1er novembre 1966.

Tandis que *Ritmo de la Juventud* maintient une ligne éditoriale à peu près inchangée, *El Musiquero* accorde une place de choix désormais au mouvement musical le plus en vogue alors : la Nouvelle Chanson chilienne.

Ce mouvement musical, qui commence à se former dès les années 1960, ne se dessine clairement qu'à la fin de la décennie, avec le premier Festival de la Nouvelle Chanson chilienne de 1969. Les artistes identifiés à ce mouvement comme Patricio Manns, Rolando Alarcón, Isabel Parra, Angel Parra ou encore Víctor Jara sont déjà traités en vedettes dans *Ritmo de la Juventud* et *El Musiquero*, ce qui montre l'impact, sur le jeune public, de la musique qu'ils proposent. Mais c'est avec l'avènement de l'Unité Populaire que leur apparition devient récurrente dans les magazines, *El Musiquero* informant précisément sur leurs disques, concerts, tournées, publiant les partitions et paroles des chansons, *Onda* suivant leur actualité de près quoique dans un but plus « idoliste », tandis que *Ramona* les présente comme les ambassadeurs de la politique culturelle de l'Unité Populaire, le modèle artistique à suivre.

Ramona n° 79, 1er mai 1973

S'inscrivant dans la lignée artistique de Violeta Parra la recherche d'un folklore authentique ce sont dans leur majorité des artistes issus des rangs de l'université qui, à travers une réappropriation de thèmes folkloriques, chantent

aussi bien la lutte des peuples opprimés, les revendications des ouvriers et celles des peuples autochtones latino-américains, ou les luttes étudiantes pour des réformes universitaires[11].

Rappelant le choix du nom de leur groupe, Eduardo Carrasco évoque cette posture révolutionnaire qui détermine alors la Nouvelle Chanson chilienne, mode d'expression d'une jeunesse qui, de rebelle, devient elle aussi révolutionnaire :

> [...] Quilapayún *era una palabra indígena de sonido recio y abierto, como el canto que inconscientemente andábamos buscando; pero al mismo tiempo su significado señalaba hacia Cuba, que para nosotros, como para toda nuestra generación estudiantil de los años sesenta, se alzaba como la naciente esperanza de una revolución verdadera en el continente latinoamericano* [...][12].

La campagne électorale de Salvador Allende et l'élection du candidat de l'Union des gauches finissent de consacrer la place de la Nouvelle Chanson chilienne qui, dès lors, affiche sa radicalisation politique, se pose en acteur culturel du changement sociopolitique que l'Unité Populaire veut mettre en place. Avec la Nouvelle Chanson chilienne, c'est bien l'aspiration de la jeunesse à participer activement à quelque chose de grand et de vaste qui est atteinte. En effet, d'abord comprise comme un instrument d'un processus révolutionnaire dont le protagoniste était le peuple, elle participait pleinement à une révolution promue par les jeunes : plutôt qu'un processus en marche, elle était un fait historique en soi[13].

[11] G. SALAZAR, J. PINTO, *op. cit.*, p. 159.
[12] E. CARRASCO, *op. cit.*
[13] G. SALAZAR, J. PINTO, *op. cit.*, p. 159.

La jeunesse chilienne : du divertissement à la rébellion, une jeunesse en pleine effervescence et mutation

Les idoles des jeunes

Si l'« idolisme » est le ton de *Ritmo de la Juventud*, il ne faut cependant pas minimiser sa portée sur l'identité d'une jeunesse qui aspire à bouleverser un monde d'adultes trop sérieux[14]. La musique, en effet, véhicule alors une attitude rebelle qui se propage à l'échelle internationale avec le rock 'n' roll, des Beatles aux Rolling Stones, puis avec le *folk revival* et l'ensemble du mouvement hippy, de Bob Dylan à Joan Baez.

Mais, ainsi que l'explique Gabriel Salazar, ce n'est pas tant au style de musique qu'il faut accorder le crédit de cette attitude rebelle, bien qu'il en soit symptomatique, qu'au fait que la jeunesse s'empare de la musique comme mode d'expression. En effet, selon l'historien, jusque dans les années 1950 il fallait diviser la création musicale en deux camps : la musique savante de l'élite, bien souvent une musique classique d'origine européenne, religieuse ou non, et la musique populaire, qui naissait dans les campagnes et y périssait du fait de sa nature orale, n'ayant pour trace que la mémoire des pratiques traditionnelles. Or, c'est d'une part le caractère bien plus convivial et festif de la musique populaire, d'autre part le fait que celle-ci n'exige pas une formation aussi stricte que la musique savante, trop « sérieuse », et enfin la qualité même de la musique populaire qui incitent à l'inclusion et à l'interprétation collective plutôt qu'à la contemplation passive et qui en font tout l'attrait. Voilà autant de facteurs qui ont amené la jeunesse à s'emparer de la musique pour la transformer en mode d'expression d'une génération aspirant à se rebeller contre l'hermétisme des adultes[15].

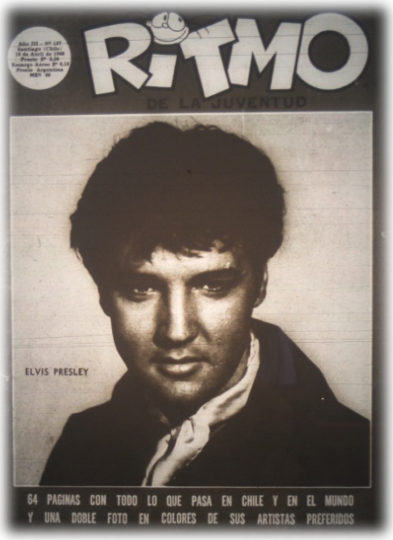
[14] *Ibid.*, p. 147.
[15] *Ibid.*, p. 147-148.

A UNA FIESTA CON "LOS RED JUNIORS"

Ritmo de la juventud, n° 6, 12 octobre 1965

L'article de *Ritmo de la Juventud* d'octobre 1965 intitulé « *A una fiesta con los Red Juniors* » illustre parfaitement les propos de Gabriel Salazar. En effet, il montre à la fois l'engouement de la jeunesse pour les groupes de musique imitant le style nord-américain, comme les Reds Juniors qui font du *shake*, et leur désir de faire la fête de façon totalement débridée, cherchant ainsi à rompre le schéma austère imposé jusqu'à présent par une société dirigée par des adultes désormais considérés comme trop sérieux. La rébellion contre l'ordre établi, qui devient alors caractéristique de cette nouvelle génération, se lie intimement au rock'n'roll et aux autres nouveaux styles de musiques, ainsi qu'aux fêtes que ce type de musique anime, invitant à la transgression.

RITMO


RITMO
DE LA JUVENTUD
ELVIS PRESLEY
64 PAGINAS CON TODO LO QUE PASA EN CHILE Y EN EL MUNDO
Y UNA DOBLE FOTO EN COLORES DE SUS ARTISTAS PREFERIDOS

Paul McCartney en 1965[16] et Elvis Presley en 1968[17], deux figures rock 'n' roll majeures ayant inspiré la jeunesse à sortir des carcans imposés par des sociétés trop conservatrices, sont en couverture de *Ritmo de la Juventud*. Ils représentent d'une part le mauvais garçon, comme le suggère l'image de McCartney fumant sa cigarette, inspirant la nouvelle génération masculine à briser les interdits. D'autre part, tous deux font fantasmer les jeunes filles, qui perdent toute notion de comportement et de bienséance, lors des concerts ou à la vue de leur idole : les premières groupies.

La fin des années 1960, c'est non seulement la consécration du rock 'n' roll, mais aussi l'apparition du mouvement hippy, appelant à l'amour et à la paix et qui fait une certaine unanimité auprès d'une jeunesse qui y voit une nouvelle forme de transgression. A mesure que l'on approche de la nouvelle décennie, les marguerites emplissent les pages des revues, leur donnant de nouvelles couleurs et une esthétique caractéristique qui définira désormais cette période des « *70's* ».

***La vie amoureuse et la* « revolución sexual »**

La vie amoureuse est l'une des préoccupations majeures d'une jeunesse en pleine mutation. L'amour, en effet, est un pendant de la musique et de cette nouvelle attitude musicale rebelle. Il se trouve au cœur de l'idée de transgression, puisqu'avec l'avènement de ces nouveaux styles musicaux et les fêtes qui les accompagnent, les relations entre garçons et filles s'en voient bouleversées. La musique les rapprochant, les corps se libèrent peu à peu.

Les années 1960-70 sont les plus tumultueuses quant à la question de l'amour et de la sexualité : la contraception se développe, les femmes exigent le droit à disposer de leur corps et la sexualité n'est plus seulement assignée à la reproduction mais synonyme de plaisir. Les codes moraux changent au rythme

[16] *Ritmo de la Juventud*, n° 3, 21 septembre 1965.
[17] *Ritmo de la Juventud*, n° 137, 16 avril 1968.

d'une jeunesse qui prône la liberté dans ses choix et dans la musique qu'elle écoute et crée en cherchant à braver tous les interdits.

Aussi est-il possible de constater à travers l'évolution de *Ritmo de la Juventud* ces changements de comportements. En effet, à ses débuts cette revue aborde la question de l'amour assez timidement. Voici, en 1965, les conseils que reçoit par le courrier des lecteurs une jeune fille qui a refusé un baiser :

> *Los sistemas han cambiado, hay más libertad, las costumbres son menos convencionales y existe más compañerismo entre las chiquillas y los chiquillos, pero todavía se puede distinguir entre una muchacha seria y una que no lo es. Y créeme, entre las dos, las serias a la larga, llevan todas las de ganar (respuesta de María Pilar).*

La rédactrice évoque une plus grande liberté, mais par un discours encore très conservateur.

LA CHICA IDEAL

Escribe: GRACIELA TORRICELLI

Ritmo de la Juventud, n° 138, 23 avril 1968, p. 24-25

En 1968, la question de la « *chica ideal* » souligne les changements de goûts quant aux canons amoureux et physiques, mais pas seulement. En effet, en 1968, la « *chica ideal* » doit savoir administrer un budget et avoir les pieds sur terre. L'amour occupe une place de plus en plus importante dans la revue, figurant dès la couverture. Le numéro 265 de 1970 titre « *El amor… ¿se siente una sola vez?* », mettant ainsi l'amour sur un pied d'égalité avec les vedettes vedettes dont la vie amoureuse constitue également un important centre d'intérêt, ou parce qu'elles-

mêmes sont l'objet de fantasme (Brigitte Bardot, Sean Connery, Alain Delon) ou parce que leur vie amoureuse est tumultueuse (Tom Jones, Charles Aznavour).

Si l'amour occupe fortement les jeunes esprits, la sexualité représente alors un enjeu social essentiel. En effet, cette parole profuse autour du thème amoureux est symptomatique de la libération sexuelle se propageant à travers la musique et les tendances qui lui sont liées. La revue *Onda* nous y amène grâce à des articles sur l'éducation sexuelle et des couvertures où figurent les corps dénudés de personnes qui s'embrassent[18]. L'« *informe sexual* » explique la sexualité, allant jusqu'à présenter des schémas sur le fonctionnement des organes génitaux, au milieu d'articles sur les vedettes du moment et sur l'action des jeunes en politique, d'articles d'opinion et de paroles de chansons.

Onda, n° 17, avril 1972

Quant à la revue *Ramona*, la plus politisée, elle montre une certaine détermination à revendiquer la liberté sexuelle comme partie intégrante du mouvement révolutionnaire que connaît alors le Chili avec l'avènement du gouvernement de l'Unité Populaire en 1970. Et cette revue s'attache à impliquer la jeunesse dans cette « *revolución sexual* » qui la concerne directement, ainsi que la société chilienne dans son ensemble.

[18] *Onda* n° 17

Ramona, n° 17, 22 février 1972

À cet égard, la couverture du numéro 17 de *Ramona* est particulièrement représentative. Afficher le thème de l'avortement en couverture constitue clairement un acte militant invitant à la réflexion autour d'un sujet de nature sociale et politique plutôt que comme un droit de la femme, même si cela est sous-entendu. En effet, selon l'article qui en traite, l'avortement interdit entraîne plus fréquemment la mort de femmes des milieux prolétaires qui ne peuvent avoir accès à la pilule et n'ont pas les moyens économiques de recourir à une aide médicale et professionnelle clandestine. Plusieurs questions de fond sont posées : le problème de la stratification sociale face à la contraception il y aurait des citoyennes de première et de seconde classe et le problème de la légalisation de l'avortement. Cet article présente donc de manière approfondie une question sociale, juridique et personnelle concernant directement les jeunes et qui est un enjeu politique et social pour l'ensemble de la société chilienne. Il aborde sans détour, auprès d'une jeunesse sans doute rêveuse, une réalité qui peut s'avérer sordide mais qui est certainement celle d'une partie de la population. Il cherche à sensibiliser la jeunesse aux questions sociales en éveillant leur conscience au politique.

La politisation de la jeunesse : de l'éducation à la propagande

Un nouveau langage

Comme nous l'avons évoqué, les revues *Ramona* et *Onda*, apparues peu après l'élection de Salvador Allende, sont les plus marquées politiquement. Mêlée à l'actualité du monde du spectacle et de la mode, au courrier des lecteurs et aux affaires de cœur, la politique y est néanmoins centrale.

La sensibilisation du jeune lecteur se fait par l'emploi d'un langage politique spécifique faisant l'apologie de Cuba, du bloc soviétique et des syndicats ouvriers et teinté d'anti-impérialisme, ainsi que par des images récurrentes. En effet, photos ou dessins du Che, de Fidel Castro, de Salvador Allende sont régulièrement reproduites, ainsi que des illustrations au symbolisme fort, telles des mains aux poings serrés ou des silhouettes d'ouvriers. On y retrouve aussi des affiches contribuant à la promotion du programme politique de l'Unité Populaire.

Ramona n° 4, 19 novembre 1971

Onda, n° 15, mars 1972

Ce nouveau langage est aussi celui qui sert à désigner l'ennemi, le « *yanqui* », les États-Unis et leur politique économique impérialiste, et le « *momio* », le Chilien de droite à la botte du « *yanqui* », figé dans ses carcans conservateurs. La posture des revues transparaît clairement dans l'utilisation de ce vocabulaire pour désigner les

manœuvres du camp adverse, que ce soit en politique ou au sein même de la jeunesse, n'omettant en aucun cas la branche des étudiants « *momios* ».

JOVENES ANTE EL VI CONGRESO DE LA CUT:

PARTICIPAR, TRABAJAR,

SONAR A LOS MOMIOS

Ramona, n° 7, 10 décembre 1971

L'implication des jeunes

Ainsi les jeunes lecteurs sont appelés à contribuer au changement auquel aspire l'Unité Populaire :

> *En pocos países del mundo un Presidente de la República puede dialogar con los estudiantes como lo hago yo con ustedes. En pocos países del mundo estudiantes de todas las tendencias se reúnen para analizar sus propios problemas y también los de la Patria.*
>
> *Los Derechos y Deberes de la Juventud deben ser esculpidos, no solo en una carta, sino que en la Carta Magna de un país. Esto se hará en la nueva Constitución que plantearemos a la conciencia y a la voluntad del pueblo, para que sea ratificada por éste*[19].

A cause de l'importance que Salvador Allende accorde à la jeunesse pour la formation de ce nouveau Chili, ces revues permettent de poser des questions au gouvernement, d'interroger celui-ci sur les mesures qu'il prend, ou encore de

[19] S. ALLENDE, *op. cit.*, p. 76.

critiquer certaines situations. Dans ces dialogues, les fédérations étudiantes sont des protagonistes de choix et certainement un allié important du gouvernement, au même titre que n'importe quel syndicat.

Ramona, nº 16, 15 février 1972 *Onda*, nº 6, décembre 1971

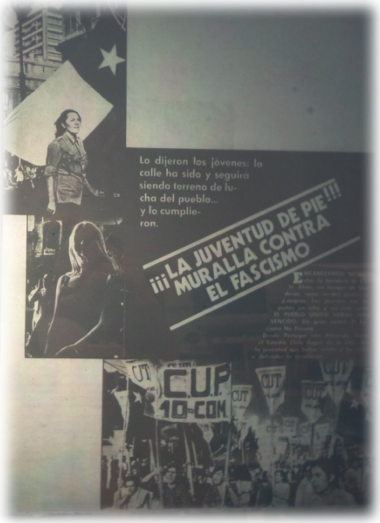
La conscience politique et les devoirs de la jeunesse

> […] *La juventud tiene la obligación de estar presente con un sentido de responsabilidad superior en esta etapa de nuestra vida, trascendente, dura, pero al mismo tiempo promisoria, por las perspectivas que abre.*
>
> *Quién mejor que ustedes que no están contaminados, que empiezan a enamorarse, con la fuerza vital de los años mozos, con la esperanza cierta de un ideal, que hay que convertir en realidad, quién mejor que los estudiantes universitarios para entender el drama de miles de jóvenes campesinos u obreros que han visto hasta ahora su vida limitada y que tendrán, lamentablemente, que seguir viviéndola por algún tiempo más.*
>
> *¿Quién de ustedes no puede apreciar lo que es la injusticia, la desigualdad y quién de ustedes no puede comprender la significación trascendente que tiene el proceso de cambios en nuestro país*[20]*?*

[20] S. ALLENDE, *op. cit.*, p. 75.

Cet autre extrait du discours de Salvador Allende aux étudiants du 23 juin 1972 coïncide avec ce que les revues *Ramona* et *Onda* recherchent : une mobilisation et une implication concrète dans le programme politique gouvernemental par l'éveil d'une conscience aux valeurs et aux objectifs de l'Unité Populaire que sont le travail, la solidarité, la lutte contre l'injustice sociale et économique par la réappropriation des ressources, du territoire et de la culture nationale.

Des articles informent sur les différentes secteurs d'activité les mineurs, les agriculteurs, les infirmières, les secrétaires, les comptables, etc. Il ne s'agit pas seulement d'expliquer un métier et de susciter des vocations chez les jeunes, mais aussi d'éveiller aux questions sociales en rendant compte des conditions de travail. *Ramona* et *Onda* abordent aussi les conditions de vie dans les prisons chiliennes, la prostitution juvénile, des sujets politiques comme la nationalisation du cuivre, tout en continuant de rendre compte des tournées des vedettes en vogue. C'est donc bien à des citoyens à part entière que s'adressent ces revues de la jeunesse, qui ne cherchent aucunement à limiter leur l'horizon par des lectures superficielles mais, au contraire, à l'ouvrir par des questions d'actualité politique qui préoccupent la nation entière, et qui visent une participation active.



Onda, n° 22, juillet 1972 *Ramona*, n° 8, 17 décembre 1971

Ramona et *Onda* promeuvent expressions, opinions et actions de la jeunesse. L'Unité Populaire, qui en a compris la force mobilisatrice et contestataire, sait la canaliser, l'impliquer dans ses projets et en faire un acteur majeur du nouveau Chili révolutionnaire.

Conclusion

L'étude de ces publications permet de mettre en lumière le rôle de la jeunesse entre 1964 et 1965 et ? dans les changements sociaux qui s'opèrent au Chili. Modelable, influençable sans doute, cette jeunesse cherche néanmoins dans la société une place que les adultes ne sont pas disposés à lui accorder.

La musique et l'amour sont deux domaines dont la jeunesse chilienne s'est emparée, suivant le mouvement des étudiants français de mai 1968 ou celui des hippies et des rockers du festival de Woodstock en 1969, afin de bouleverser une société figée dans ses carcans conservateurs. C'est surtout de la culture issue des milieux populaires, des traditions folkloriques qu'elle fait une arme politique alors qu'elle se transforme elle-même en une force révolutionnaire, essentielle à l'avènement du premier gouvernement socialiste démocratiquement élu en Amérique Latine, l'Unité Populaire.

Avec son énergie inépuisable, faisant et défaisant les modes, bravant les interdits, la jeunesse est bien cet acteur longtemps considéré comme mineur par l'histoire et qui pourtant concentre tous les enjeux des bouleversements sociopolitiques entre 1964 et 1973. On ne peut que souscrire à l'affirmation des historiens Gabriel Salazar et Julio Pinto :

> [*los jóvenes*] *hicieron mucho más que actuar como meros fans de « ondas » o « modas » actitudinales propias de un fenómeno de mercado. Lo que provocaron fue un cambio histórico transcendental* [21].

[21] G. SALAZAR, J. PINTO, *op. cit.*, p. 163.

La palabra pintada

Notas sobre la Brigada Ramona Parra y el muralismo político en Chile

Antonia García Castro
investigadora asociada al ISP/UMR 7220

Uno de los fenómenos político-culturales más emblemáticos de la Unidad Popular, su antes, su durante y su después, fue el surgimiento de las brigadas muralistas.

Como es sabido, la expresión Unidad Popular designa en Chile la coalición de partidos de izquierda que ganó las elecciones presidenciales del 4 de septiembre 1970 y el gobierno liderado por el Presidente Salvador Allende, derrocado por un golpe de Estado el 11 de septiembre de 1973. Lo popular pasó a ser en esos años, en ese contexto, no solamente el horizonte de una serie de políticas públicas dirigidas a los sectores más humildes de la población sino también un modo de entender y de ejercer la política generando espacios de incorporación de esos mismos sectores. Espacios donde cada cual podía asumirse como protagonista de su propia historia. Uno de esos espacios fue el que se generó en torno a las brigadas muralistas. En especial en torno a una de ellas, que abrió y marcó el camino de las demás: la Brigada Ramona Parra (BRP).

Conformada principalmente por jóvenes comunistas, la BRP o las BRP, ya que hubo varias formaciones a lo largo del país, fueron pensadas, en un primer

momento, como un órgano de propaganda. Fueron mucho más: un medio de comunicación que permitió expresar consignas y deseos y, como tal, un instrumento importante de la campaña electoral de 1970. A partir de la victoria de Salvado Allende, fueron también indisociables de un modo de narrar y de celebrar conquistas políticas. Razón por la cual, la experiencia de la BRP permite también aproximarse a una realidad pocas veces considerada en textos de análisis: la alegría en política.

Orígenes de la BRP

Hasta donde sabemos no existe en la actualidad un solo libro que narre la historia de esta brigada sino episodios que han quedado registrados en diversos escritos y también en trabajos audiovisuales[1]. Para abordar algunos hitos de esa historia, este articulo retoma junto con esos trabajos distintos relatos de Danilo Bahamondes, primer encargado nacional de la BRP[2].

La figura de Danilo Bahamondes marcó los inicios de la BRP. Quienes fueron testigos de esos momentos, lo saben y suelen contarlo. Pero hoy disponemos además de otros materiales como puede ser un notable trabajo de investigación[3] en

[1] Cf. Eduardo CASTILLO ESPINOZA, *Puño y Letra. Movimiento social y comunicación gráfica en Chile*, Santiago, Ocho Libros Editores, 2006; Ebe BELLANDE, *El mural como reflejo de la realidad social en Chile*, Santiago de Chile, USACH, 2012. Sobre los orígenes de la BRP, en particular, ver además los audiovisuales: *Por Vietnam* de Claudio SAPIAÍN y *Brigadas Ramona Parra* de Álvaro RAMIREZ, producidos por el Centro de Alumnos del Instituto Pedagógico de la Universidad de Chile (1969, 8mm, b/n), editados en 2005: https://www.youtube.com/watch?v=ubIrkagXgxQ, consultado el 21 de enero de 2016.

[2] Danilo Bahamondes fue también el fundador, en 1989, de la Brigada Juan Chacón Corona. Es una de las figuras más relevantes y menos conocidas del gran público del muralismo político de Chile. Los relatos suyos que acá se retoman son, por un lado, citas del libro que Alejandra SANDOVAL, investigadora chilena, dedicó a la brigada Chacón (*Palabras escritas en un muro. El caso de la brigada Chacón*, Santiago de Chile, Sur, 2001) y fragmentos de una entrevista realizada por Ana LONGONI, escritora e investigadora argentina. Agradecemos a Ana, que nos haya entregado una copia de dicha entrevista, realizada en 1998, inédita al día de hoy (en adelante citada como Entrevista 1998). Un material que, junto a otros, nutrió su artículo: «Brigadas muralistas: la persistencia de una práctica de comunicación político-visual», *Revista de Crítica Cultural*, nº 19, Santiago de Chile, noviembre de 1999, p. 22-27.

[3] Se trata de *Puño y Letra* de E. CASTILLO ESPINOZA, ya citado. Existe también un material inédito. Una investigación académica: Francisca MORENO, Josefa SOLAR y Rosario VIDAL,

el que se aborda los orígenes de la brigada en su relación, precisamente, con el itinerario de este hombre. Por momento el relato adquiere incluso las características de una biografía que narra no toda una vida sino un momento específico: la juventud, los años de formación. A lo mejor no es excesivo decir que la experiencia de la BRP concentra la experiencia y llega a ser un símbolo de cierta juventud chilena. También un revelador de la manera en que algunos de esos jóvenes se formaron a la vida política en las calles y al contacto de viejos militantes de izquierda:

> A comienzos de la década de 1960, Danilo Bahamondes (1946-2001) vive en Valparaíso y milita en las Juventudes Comunistas desde los primeros años de liceo [...]. Sus primeras incursiones como propagandista las realiza en el puerto hacia 1958, a los doce años de edad, acompaña a su padre pegando carteles para la segunda candidatura presidencial de Salvador Allende. Para la campaña de 1964, Bahamondes participa en salidas nocturnas que incorporan desde cien a doscientos personas, teniendo como principal actividad la realización de rayado callejero [...]. Danilo Bahamondes se desplaza en 1967 a Santiago para abocarse a tareas de propaganda similares a las que venía desarrollando en Valparaíso. Al año siguiente se realiza el VI Congreso Nacional de las Juventudes Comunistas, entre los acuerdos tratados se vislumbra la posibilidad de formar grupos de propaganda [...]. En 1969, entre los días 6 y 11 de septiembre, las juventudes de izquierda realizan una Marcha por Vietnam desde Valparaíso a Santiago; Bahamondes, por entonces apodado «El Gitano», tiene a cargo dejar un testimonio visual de aquel acto; para tal propósito, consigue materiales e incorpora a un grupo de jóvenes [...]. La misión es ir delante de las dos mil

Danilo Bahamondes (1946-2001) El hombre detrás de la Chacón, tesis de grado, Universidad Diego Portales, Santiago de Chile, 2009.

> personas que componen la marcha, produciendo sucesivas intervenciones gráficas en la ruta hacia Santiago. Son aquellos los momentos de fundación de las Brigadas Ramona Parra, denominación que recuerda a la joven obrera de veinte años asesinada en 1946 por la represión mientras se realizaba un acto solidario con los obreros del salitre convocado en la Plaza Bulnes por la Confederación de Trabajadores de Chile[4].

Al poco andar fueron surgiendo otros nombres importantes, entre los cuales destaca la figura de Alejandro «Mono» González. Pero, más allá de nombres propios se puede subrayar que la fuerza de la brigada fue contar con una serie de talentos individuales puestos al servicio de una causa colectiva[5]. Y esto fue en sí un hecho fundador. Un hecho que hizo historia y que marcó una forma de hacer muralismo en Chile.

Como lo señala Ana Longoni:

> En la historia del muralismo chileno aparecen dos tradiciones distintas, vivas en la actualidad. Ambas tuvieron un origen político (y diría más, vinculado a la órbita de influencia del Partido Comunista). La primera tradición tiene su mito fundacional en la visita del muralista mexicano David A. Siqueiros en 1941, cuando pintó en una escuela de Chillán su mural "Muerte al invasor". Es el mural perenne, hecho con materiales nobles y perdurables, que decora los muros de las instituciones de la Nación (escuelas, ministerios). […] La otra línea, que inauguran las Brigadas Ramona Parra, es la del mural efímero, callejero, realizado por militantes (que no se consideran a sí mismos artistas), en condiciones de riesgo. Se trata, antes que de una manifestación artística, de una herramienta de intervención política, un procedimiento que recurre

[4] E. CASTILLO ESPINOZA, *op. cit*., p. 77-78.
[5] Cf. Patricio CLEARY, «Cómo nació la pintura mural política», *Araucaria de Chile,* n° 42, Madrid, 1988, p. 193-195.

> a textos e imágenes con el fin de propaganda electoral o de intervención coyuntural sobre un hecho de la vida pública[6].

Talentos individuales. Firma colectiva. Causa común. Intervención más que obra. Carácter efímero de los murales. Éstas son algunas de las características del trabajo que emprende la BRP. Trabajo que cristaliza un tipo singular de combate como lo veremos a continuación.

Un acto militante

La preeminencia del aspecto político es uno de los elementos que Danilo Bahamondes resalta en su discusión con Ana Longoni. A la pregunta del porqué se le encargó a él la tarea de dirigir la brigada y ante la sugerencia de que a lo mejor era estudiante de plástica, aclara:

> No, no, nada que ver. Era por cualidades políticas, de líder. Yo era de Valparaíso y me trasladaron a Santiago. Me dieron esa tarea por cualidades personales. Entonces, yo formé la primera [brigada] en esa época. El tema principal era la solidaridad internacional durante la guerra de Vietnam y hacíamos unos rayados gigantescos, de cien metros de largo. Santiago no era como es ahora. Había mucho cerco, mucha pandereta , mucha construcción, sobre todo en el centro de Santiago[7].

A esas cualidades personales que remiten a la capacidad que, en distintos momentos, tuvo Danilo Bahamondes[8] de movilizar a otros, se añade una ya larga

[6] A. LONGONI, « Brigadas muralistas… », *cit*., p. 23. Se puede acotar al planteo de Ana Longoni y en relación a la fecha en que ella escribe (1998-1999) que Danilo Bahamondes seguía desarrollando esa forma de muralismo anónimo en el marco de la brigada Chacón. Por su parte, en esos años Alejandro « Mono » González era y sigue siendo un artista muralista más próximo a lo que, en este planteo, se presenta como primera tendencia o tradición.

[7] Entrevista 1998.

[8] En el año 1991 realicé una entrevista con Danilo Bahamondes abocada a la experiencia de la BRP. Entrevista que lamentablemente se perdió y no llegó a ser publicada. A lo largo del año 1992 y hasta inicios de 1993 trabajé regularmente con Danilo en las tareas que desarrollaba la brigada Chacón. De esa experiencia de trabajo en común que implica una observación absolutamente participante se nutre también este artículo.

experiencia del trabajo mural en Valparaíso. Esa experiencia primera es fundamentalmente una experiencia de escritura. Danilo, en ese momento, no hace intervenir dibujos sino letras. Pinta palabras, mensajes completos destinados a ser leídos. El público lector está en gran parte compuesto por la población trabajadora que usa el transporte colectivo. Por lo mismo, se pinta en lugares estratégicos. Lo importante es comunicar y que ese mensaje sea masivo, no porque será muchas veces reproducido aunque puntualmente lo será sino porque mucha gente pasará frente al muro y podrá leerlo.

Así, el muro es utilizado como un medio de comunicación popular ajeno a los intereses de los principales diarios del país[9]. Esto supone al menos dos tipos de batallas. Una tiene que ver con algo que podríamos llamar el monopolio de la palabra legítima y es la posibilidad para personas que se perciben principalmente como militantes pero también como gente común sin privilegios de entrar en disputa, de revindicar su derecho a expresarse y rebatir discursos oficiales sin intermediarios[10]. La otra batalla tiene que ver con el espacio físico para realizar esta tarea, con todo un escenario la ciudad que se despliega y ofrece cantidad de oportunidades de expresión. A sabiendas de que todo muro pintado y ganado, puede ser mañana un muro perdido y cubierto.

Cubierto: pero no borrado. Cubierto por nuevas capas de pintura o por otro escrito y/o mural. Razón por la cual, cabe «defender» muros y murales. Escena

[9] Ver también el excelente artículo sobre escrituras contestatarias en Chile, de Pedro ARAYA, «El Mercurio Miente: Siete Notas Sobre Escrituras Expuestas», *Revista Austral de Ciencias Sociales,* n° 14, p. 157-172, 2008. Sobre el tema de la prensa en Chile y su concentración en manos de la familia Edwards ver: *La Spirale*, un film de Armand MATTELART, Valérie MAYOUX, Jacqueline MEPPIEL (1976) y *El diario de Agustín*, documental de Ignacio AGUERO, 2008. Un extenso trabajo de investigación acaba también de ser publciado en Chile sobre dos experiencias de resistencia gráfica, en una de las cuales también participó Danilo Bahamondes. Cf. Nicole CRISTI y Javiera MANZI, *Resistencia gráfica. Dictadura en Chile, APJ – TALLERSOL*, Santiago de Chile, Lom ediciones, 2016.

[10] Un tipo de trabajo que, de otra manera, con otros medios, veinte años más tarde, Danilo Bahamondes retoma en el marco de la Brigada Juan Chacón Corona. Además del trabajo ya citado de Alejandra Sandoval, ver en francés: Antonia GARCÍA CASTRO, « Les murs comme support du politique : la brigade Chacón au Chili (1989-1997) », *Cultures & Conflits*, n° 57, p. 259-275, Paris, L'Harmattan, 2005, http://conflits.revues.org/1848.

común en esos años, que el artista y escritor Pedro Lemebel registró en una de sus crónicas[11]. Es decir que cabe también la posibilidad de que se generen tanto relaciones de pugna (en torno a tal o cual muro), como relaciones de competencia (entre partidos y/o brigadas). Sobre este tema, Alejandra Sandoval aclara que:

> La BRP llegó a realizar un trabajo propagandístico de gran calidad, que contrastaba con los rayados simples y desorganizados de los otros partidos. La gran presencia que el Partido Comunista estaba teniendo en los muros causó preocupación en el Partido Socialista, motivando la formación de una brigada organizada y bien capacitada que pudiera competir en calidad y presencia con la Ramona Parra[12].

Se trata de la Brigada Elmo Catalán, pero hubo otras como acota Danilo Bahamondes:

> Casi todos los partidos tuvieron su brigada, incluso los de derecha. Eso sí que el sistema de ellos era diferente porque le pagaban a grupos de gente para que ellos hicieran el trabajo. En nuestro sector, lo que yo rescato es que los jóvenes participaban en forma masiva en política y se ponían la camiseta sin que hubiera dinero de por medio[13].

Respecto a la composición de la BRP, como se dijo, esos jóvenes eran en su mayoría militantes comunistas, organizados en distintas células que trabajaban en ámbitos diversos (fábricas, puertos, liceos, universidades, son algunos de los que resalta Alejandra Sandoval).

En esos primeros momentos de formación, la palabra pintada es crucial y, como lo resalta Danilo en diálogo con Ana Longoni, se trata de creaciones gigantescas de

[11] «Hace poco, después de tantos años, volví a escuchar esa canción y supe que entonces admiraba tu candor revolucionario, amaba tu alegre compromiso que se enfureció tanto cuando supiste que los fachos iban a destruir el mural de la Ramona Parra». Pedro LEMEBEL, «La ciudad sin ti», *in Serenata Cafiola*, Santiago, Planeta, 2008, p. 37-39.
[12] A. SANDOVAL, *op. cit.*, p. 31.
[13] Entrevista 1998.

cien metros de largo: cada letra teniendo aproximadamente el tamaño de una persona. Para realizar esos murales, se dividen las tareas: existen trazadores (diseño de caracteres), rellenadores (interior de las letras), fondeadores (a cargo del fondo), entre otras especialidades.

Ahora bien, ¿qué es lo que pintan? En un primer momento, mensajes de protesta ligados a la coyuntura nacional e internacional[14]. Es el caso de las inscripciones que acompañaron la Marcha por Vietnam (1969). Pero rápidamente, a esa dimensión de la protesta, se le suma la propuesta. Primero: la propuesta de juntar gente en torno a una misión que consiste en comunicar ideas. Segundo: la propuesta de no dejarse apabullar ni silenciar por los discursos dominantes. Tercero: la propuesta que consiste en poner esa experiencia la escritura en el muro al servicio de un proyecto político llamado Unidad Popular.

Expresar la alegría

«Nosotros, nos llevamos el trabajo principal de la campaña de Salvador Allende y organizamos brigadas Ramona Parra en todo Chile, fue un trabajo a nivel nacional», cuenta Danilo Bahamondes. Un trabajo que contó, en ese momento, con la colaboración de otras brigadas, de tal manera que es posible sostener que la campaña de Salvador Allende, tal como se llevó a cabo en los muros, fue realizada por la juventud organizada, hija de la Unidad de la Popular, en esa gran escuela al aire libre que fueron las brigadas muralistas de ese período:

> Para la campaña del setenta, las distintas brigadas de los partidos de la Unidad Popular se organizaron en apoyo a Salvador Allende, y una semana antes de las elecciones coordinaron una iniciativa llamada «Amanecer Venceremos». Durante la noche del primero de septiembre, cientos de brigadas a lo largo del país pintaron en los muros la consigna «+3 Allende Venceremos ¡Unidad Popular!», que

[14] Ver por ejemplo: http://www.abacq.net/imagineria/exp29.htm.

> a la mañana siguiente solo en Santiago estaría repetida unas 15 mil veces[15].

Danilo Bahamondes indica que la fecha del 4 de septiembre de 1970 marcó un antes y un después, no solamente en la historia del país, sino también en la historia de la brigada. La razón que ha dado en diferentes oportunidades merece atención:

> Había que expresar la alegría. No encontrábamos las palabras, ni las frases. Uno de nosotros, el «Mono» González, estudiante de diseño de la Escuela de Teatro de la Universidad de Chile, se puso a hacer dibujos en Diagonal Paraguay con Lira. El resto empezamos a rellenar con colores planos, figuras de rostros, manos, palomas, estrellas, cualquier cosa. Lo importante era que los colores fueran bonitos, y que las imágenes tuvieran fuerza y luz. No había ninguna pretensión artística. Sólo era una expresión de alegría[16].

A partir de ese momento, con la elección del Presidente Allende, empieza una historia diferente y otro tipo de despliegue en el muro que, progresivamente, va a llamar la atención de una gran cantidad de observadores.

Cuenta Danilo que:

> Más o menos en octubre, noviembre, empezaron a llegar a Chile delegaciones extranjeras de todo el mundo para asistir a la toma de gobierno de Salvador Allende que causó impacto mundial porque era la primera vez que un gobierno con esas características ideológicas llegaba al poder por medio del voto. Todas las otras experiencias habían sido revoluciones, guerras civiles, y ésta no, fue una elección. Lo que pasó es que los delegados extranjeros, en sus programaciones pedían salir a pintar con nosotros. Transitaban por

[15] A. SANDOVAL, *op. cit.*. Sobre esta experiencia se puede también consultar el libro de Miguel GARCÍA, *Relato de un brigadista*, Santiago de Chile, Universidad Técnica del Estado, 1971. El libro no ha sido reeditado desde entonces pero se encuentra en la Biblioteca Nacional de Chile.
[16] D. Bahamondes, citado en A. SANDOVAL, *op. cit.*, p. 33.

> la Alameda, veían eso y pedían participar con nosotros y nosotros le dábamos espacio. Había alemanes, vietnamitas, cubanos…[17]

El elemento político que había caracterizado hasta entonces esta experiencia sigue, desde luego, presente. Pero la incorporación de imágenes, la creación progresiva de una estética perfectamente reconocible[18], va a llamar la atención de artistas tanto chilenos como extranjeros que se van a involucrar en la experiencia. Una expresión particularmente elocuente de esa nueva relación y, a la vez, de la explosión de la alegría está dada por la elaboración de un mural que se pintó en una piscina, en la municipalidad de un barrio popular (La Granja) y que estuvo a cargo de la BRP, siendo el diseño obra del pintor Roberto Matta. En una entrevista realizada varios años después, Matta aclara respecto a este trabajo con la Brigada Ramona Parra:

> En realidad, era una especie de manifestación de solidaridad, de amistad. Recuerdo que cuando hacíamos ahí en La Granja estas cosas, por ejemplo, primero los había organizado con colores: uno era el verde, otro era el rojo, otro el amarillo, otro el blanco, otro el negro, con el tarro. Era una piscina. Yo necesitaba el rojo y el rojo estaba en la piscina. Yo le echaba una puteada porque tenía que tener el rojo y había que esperar que llegara porque se estaba secando. Y el verde, por ejemplo se estaba columpiando o se estaba tomando una cerveza. Y el azul estaba ahí, pero no era el azul que yo quería. Entonces tenía que usar el azul en vez del verde. Así las banderas rojas salían azules. Quizás, puede ser, que yo les haya

[17] Entrevista 1998. Ver también: http://www.abacq.net/imagineria/exp28.htm ; http://www.abacq.net/imagineria/exp20.htm.

[18] Se han visto últimamente murales en Buenos Aires que tienen elementos característicos de esa estética con lo cual queda en evidencia que una forma de traspaso tuvo lugar y que el nuevo florecimiento del muralismo en Argentina no es un fenómeno local sino un proceso que pasa por la puesta en común de experiencias que fueron regionales. Y que tuvieron, en el momento de su surgimiento, características propias, como lo señala también Ana Longoni en su libro *Vanguardia y Revolución. Arte e izquierdas en la Argentina de los sesenta-setenta*, Buenos Aires, Ariel, 2014. Ver en particular el capítulo 8: «Muralismo militante». Una versión en francés de este capítulo se encuentra en: https://conflits.revues.org/19046, consultado el 21 de julio de 2016.

> dado un poco de humor, y con ese humor, que es la parte suplementaria de la poesía, se despierten para ciertas cosas. El trabajo de la brigada era de ese tipo[19].

Humor, sin duda, y una vez más, la alegría caracterizaron la realización de este famoso mural llamado «El primer gol del pueblo chileno».

Lo artístico y lo político

La relación de lo artístico y de lo político en relación a la BRP puede ser abordada desde distintas perspectivas. Por un lado, se tiene un hecho eminentemente político, realizado por militantes de un partido específico que no tienen formación artística y que recurren a herramientas gráficas que, a su vez, forman parte de una cultura política. Si bien la BRP y las brigadas que la rodean surgen en un momento preciso de la historia chilena no nacen de la nada y ése es también el valor de la mayoría de los estudios citados: la inscripción de esta experiencia singular en una historia larga que no se limita a la experiencia chilena, que encuentra múltiples influencias, y que si se quiere podría remontarse hasta los primeros dibujos rupestres[20]. No hay tradición, quizás más antigua, que la que consiste en pintar/escribir indisociablemente en los muros. Y por más que la función de esa pintura/escritura haya variado de una escena a otra, de un tiempo a otro, de un siglo a otro, no deja de llamar la atención la persistencia del gesto y del objeto «muro»[21]. Este hecho político atrajo a los artistas; los cuales no solamente acompañaron sino que, en ocasiones, se incorporaron a ésta y otras brigadas.

Así, como lo recalca Ana Longoni:

> […] la experiencia de las brigadas excedió esos alcances, se posicionó en el campo artístico, involucró a artistas consagrados, y

[19] Conversación sostenida con Luis Guastavino y Guillermo Torres a base de un cuestionario preparado por Volodia Teiltelboim, *Araucaria de Chile*, n° 1, Madrid, 1978, p. 9-13.
[20] Ver, entre otros, E. BELLANDE, *op. cit.*
[21] Intriga que en pleno siglo XXI y atendiendo las nuevas herramientas que acompañan el desarrollo de internet, que en Facebook, el espacio para que cada cual opine y deje su pensamiento se llame «muro».

> fue considerada por las políticas culturales del gobierno de la Unidad Popular como una manifestación de la «nueva cultura» que el arribo del socialismo tendería a producir[22].

Un arte para el pueblo y por el pueblo. Lo que implicaba no solamente que muchos pudieran acceder a obras que tradicionalmente habían estado accesibles a un determinado sector de la sociedad chilena[23] sino también permitir y crear formas de expresión para quienes hasta ese momento no habían tenido voz en el espacio público.

En este segundo aspecto, el rol de las brigadas también fue fundamental y uno de los episodios emblemáticos está dado por un mural pintado en los tajamares del río Mapocho que atraviesa Santiago. Ahí, en un espacio de aproximadamente 200 metros (algunos dicen 400), la BRP pintó con la colaboración de distintos artistas una historia del movimiento obrero y del partido comunista chileno[24].

Pero más allá de la intención artística y de la incorporación progresiva de artistas a las brigadas, quizás se pueda considerar que la «obra» en el caso de la BRP en especial no solamente está dada por el aspecto pictórico sino por el gesto: por la conquista de un espacio de expresión que, en determinados momentos, tomó las características de un gigantesco libro ilustrado. Un libro «a cielo abierto», presentado ante todos, editado sin que ninguno de sus autores pidiera permiso para narrar una historia haciéndose. Una historia narrada e ilustrada por sus propios protagonistas.

Desde este punto de vista, todos, absolutamente todos los murales de la BRP, desde el más humilde hasta el más elaborado, pueden ser considerados como «obra», como creación de sus autores: estudiantes, trabajadores, militantes

[22] A. LONGONI, «Brigadas muralistas…», cit.
[23] La experiencia de la editorial Quimantú que, entre otras actividades, editó los grandes clásicos de la literatura universal a bajos precios, ilustra junto a otras medidas apoyadas por el Estado chileno bajo el gobierno de la Unidad Popular esta preocupación.
[24] En los libros mencionados existen reproducciones de algunas obras de la BRP y otras brigadas. En especial en E. CASTILLO ESPINOZA, *op. cit.* Imágenes de este mural pueden verse también aquí: http://www.abacq.net/imagineria/expo1.htm.

comunistas, simpatizantes; y en el caso de las otras brigadas, militantes de las diversas agrupaciones que conformaron la izquierda chilena.

Una experiencia imborrable

Es un hecho que de toda esa obra quedan pocos registros. Es un hecho que ya en esos años (durante la Unidad Popular) los muros eran objeto de disputa y podían ser tapados. Pero, sobre todo, es un hecho que inmediatamente después del golpe de Estado se procedió a tapar los murales. Y que esa intención de borrar también es reveladora de la importancia que la Junta Militar acordó a dicha obra en su dimensión política.

Se podría cerrar en esta parte pero sería faltar a cierta verdad histórica que también nos remite a una insólita experiencia de la alegría en medio de la catástrofe. De una doble catástrofe. Una: la dictadura. La otra climática: un diluvio, un temporal.

Resulta que en el año 1982, a casi diez años del golpe de Estado, llovió en Santiago. Mucho. El hecho ocurrió entre los días 25 y 28 de junio. Hubo muertos, heridos, miles de personas perdieron sus casas. Las aguas del Mapocho fueron creciendo, el río se desbordó inundando varias comunas de barro. Cuando terminó de llover, cuando bajaron las aguas del Mapocho, un hecho quedó en evidencia que algunos observadores alcanzaron a percibir en medio de la catástrofe: el mural pintado en los tajamares, el mismo que narraba la historia del movimiento obrero... reapareció.

Entre los observadores, Pedro Lemebel:

> Después de la gloriosa Brigada Ramona Parra, que en la Unidad Popular iluminó las calles de postales felices en un Santiago remecido por la revolución en libertad, mucho tiempo después del golpe, los murales de esta brigada pintados en los tajamares del Mapocho, volvían a reaparecer bajo el estuco milico del olvido.

> Regresaban una y otra vez dramáticamente, como restos de fiestas, pálidos, desteñidos en el resistente tornasol de su porfía[25].

Parte del mural del Mapocho reapareció (antes de ser nuevamente cubierto) evidenciando algo que revela una de las características fundamentales del hecho muralista. Mientras no se derribe el muro en el que un mural fue pintado: el mural está. Y en ocasiones puede ser rescatado porque se cuenta hoy con la tecnología necesaria y si además de tecnología se tiene la voluntad política de hacerlo pueden llegar a producirse pequeños milagros. Como pudo ser, en el año 2005, la decisión de rescatar «El primer gol del pueblo chileno». Mural que fue presentado al público en el año 2008.

No sorprende que sea la obra en que participó Matta la que haya sido rescatada y no los murales de firma colectiva. Es la participación del artista mundialmente reconocido y sin duda las particulares circunstancias en que ese mural se pintó, lo que le da el carácter de «patrimonio». Carácter de patrimonio que no tienen hoy las demás pinturas que la BRP y otras brigadas muralistas realizaron desde fines de los años 1960 hasta 1973.

Para concluir: sobre lo perenne

La experiencia desarrollada por la Brigada Ramona Parra abrió un espacio en los muros de Chile que nunca volvió a cerrarse. Una grieta que a pesar de la voluntad, después del golpe de Estado, de controlarlo todo, incluyendo la irrupción de la palabra de « cualquiera » en el espacio público se mantuvo. Esporádicamente, distintos tipos de murales fueron apareciendo en los años 80 vinculados con hechos de resistencia a la dictadura militar. Más tarde, en los 90, distintas agrupaciones fueron formándose y, en ocasiones, algunas retomaron, al menos en apariencia, viejos legados.

[25] Pedro LEMEBEL, «La intemperie del mural», *in Zanjón de la Aguada*, Santiago de Chile, Seix Barral, 2003, p. 222.

Fue el caso de la nueva Brigada Ramona Parra, compuesta por jóvenes comunistas que no habían conocido la Unidad Popular y que habían crecido en dictadura. Lejos de expresar la alegría, a ellos les tocó expresar el dolor y otro tipo de reivindicaciones, que ya no eran la expresión de un proyecto político sino la expresión de un rechazo a lo obrado por la dictadura.

A partir de 1989 en adelante, Danilo Bahamondes puso su talento y su experiencia al servicio de un nuevo trabajo mural que fue la brigada Juan Chacón Corona, asegurando así la continuidad de un combate singular: el combate por las palabras y el derecho a seguir expresando deseos y descontentos. Incluyendo un NO rotundo al modelo de país instaurado por la dictadura, que ningún gobierno democráticamente elegido desde las elecciones de 1990 que pusieron fin al período dictatorial ha venido a cuestionar.

Más allá de estas experiencias, quien visite Santiago en estos días, a más de cuarenta años de la epopeya que fue el surgimiento de la Brigada Ramona Parra, verá que la ciudad está llena de gente que pinta. En algunos barrios, incluso, la presencia de los murales es « total », en el sentido que pareciera que no quedó pared sin pintar. En esos barrios más bien populares, la antigua aseveración de que Santiago es una ciudad gris ya no parece cierta. Resulta inútil intentar definir lo que son esos nuevos murales: los hay tan diversos como sus autores. Desarrollando estéticas muy diversas, la gran mayoría pareciera inclinarse más por la preocupación de embellecer un entorno que por la urgencia de dialogar, denunciar, exigir y reivindicar.

En esos mismos muros y en otros muros, permanece bajo quién sabe cuántas capas de pintura la historia de los anhelos de los jóvenes de ayer. Una historia que, sin ser del todo ignorada, permanece oculta. Aún por revelar.

Écrire l'histoire des années 1960-1970 chiliennes

Vieilles controverses et nouvelles pistes historiographiques

Eugenia Palieraki
Université de Cergy-Pontoise-CICC EA2529

Dans le Cône sud, les expériences révolutionnaires des années 1960-1970, ainsi que les organisations politiques et sociales et les acteurs individuels qui les ont incarnées, ont fait l'objet d'une production de textes presque concomitante aux événements. Au travers d'essais autobiographiques d'autojustification, mais aussi parfois d'autocritique ou de textes de propagande, les acteurs de ce moment charnière de l'histoire récente du Cône sud ont fait une première tentative d'en livrer les clés d'analyse. À partir des coups d'État, les mémoires des militants engagés dans des organisations révolutionnaires parmi lesquelles les organisations de la « nouvelle gauche » étaient les plus représentatives ont cédé la place aux textes d'auteurs de droite, ou liés aux régimes militaires. Cette littérature-là avait pour principale fonction de justifier les agissements des services de renseignement ou des Forces armées. Durant les transitions démocratiques, ce furent les sciences politiques qui, pour la première fois, ont abordé les années 1960-70 en mobilisant les outils conceptuels et méthodologiques des sciences sociales. Mais leur objectif a été, une nouvelle fois, idéologiquement marqué. Il s'agissait de dénoncer les violations des droits de l'homme commises par les régimes militaires, mais aussi et peut-être surtout de construire un vaste

consensus autour de la « démocratie comme [seul] horizon collectif »[1] et autour du rejet par principe de la violence politique, qu'elle provienne de la gauche, de la droite, d'une organisation de quelques dizaines de militants ou d'un appareil d'État. Depuis une quinzaine d'années, les historiens se sont emparés des années 1960-1970 comme objet d'étude. Le plus souvent issus d'une génération qui n'a pas vécu sous la dictature à l'âge adulte, ils ont, de ce fait, eu plus de facilités pour s'engager dans un processus de distanciation. Cependant, une partie importante des études récentes reste perméable aux controverses idéologiques passées et à la conjoncture politique actuelle.

Cet article se focalisera sur le cas chilien. Son objectif est de dresser le panorama des textes consacrés aux années 1960-1970 chiliennes et à l'un de ses acteurs les plus représentatifs, la « nouvelle gauche »[2]. Il s'agira ici de rendre manifestes les logiques selon lesquelles cette littérature foisonnante qui, à première vue, semble très éclatée s'organise. Les difficultés pour quiconque prétend dresser un panorama problématisé des livres parus sur les ferveurs révolutionnaires des années 1960-1970 chiliennes découlent de certains traits qui leur sont propres. D'une part, comme en Argentine[3] et en Uruguay[4], au Chili l'histoire fut une arme

[1] Hugo VEZZETI, « Conflictos de la memoria en la Argentina », *Lucha Armada*, n° 1, décembre-février 2005, p. 46-63.

[2] Par « nouvelle gauche » sont désignés les mouvements politiques et sociaux de gauche révolutionnaire, créés dans les années 1960 et 1970. Nous plaçons le terme « nouvelle gauche » entre guillemets, parce qu'il reprend à son compte une hypothèse que nous ne partageons pas, selon laquelle la « nouvelle gauche » serait en rupture radicale avec une autre gauche, « traditionnelle », identifiée avec les partis communistes et socialistes et avec les organisations syndicales fondées avant les années 1960. Cette hypothèse de nouveauté radicale des organisations créées dans les années 1960-70 est actuellement contestée par nombre de chercheurs qui ont signalé les fortes continuités entre la « nouvelle gauche » et la « gauche traditionnelle ». Pour une définition problématisée de cette notion voir María Cristina TORTTI, « La "nueva izquierda" en la historia reciente de la Argentina », *Cuestiones de Sociología. Revista de Estudios Sociales*, 2006, n° 3, p. 19-32.

[3] Les travaux qui synthétisent le mieux le débat historiographique argentin sur les années 1960-70 sont : Marina FRANCO et Florencia LEVÍN, éd., *Historia reciente. Perspectivas y desafíos para un campo en construcción*, Buenos Aires, Paidós, 2007 ; Eudald CORTINA, Gabriel ROT, « Tendencias e interpretaciones sobre la lucha armada en Argentina. De la teoría de los dos demonios a la actualidad », *in* Verónica OIKIÓN, Eduardo REY TRISTÁN, Martín LÓPEZ ÁVALOS, éd., *El estudio de las luchas revolucionarias en América Latina (1959-1996). Estado de la cuestión*, Michoacán-

de combat dès avant les coups d'État, et *a fortiori* sous les régimes militaires et durant les transitions démocratiques. Cela rend malaisée la distinction entre les intentions politiques des auteurs et les interprétations du passé qu'ils proposent[5]. D'autre part, les travaux plus récents, s'ils ont mis en œuvre de nouveaux et passionnants chantiers historiographiques, constituent un courant hétérogène où il est difficile de se repérer.

Une production concomitante aux événements

La plupart des ouvrages portant sur l'histoire récente du Chili ont été écrits à chaud, souvent par des protagonistes des événements et presqu'au moment où ceux-ci se déroulaient. Bien qu'ils ne fassent pas partie de l'historiographie *stricto sensu*, faire l'impasse sur ces « travaux mémorialistiques » (*trabajos memorialísticos*) serait très dommageable pour des raisons exposées ici par Gabriel Rot et Eudald Cortina :

> […] *aun conscientes de las limitaciones de memorias y trabajos memorialísticos, nos resulta imposible pasar por alto este grupo de obras, no solo porque en muchos casos han servido de soporte para el desarrollo de trabajos históricos, sino por la estrecha y en ocasiones poco clara frontera entre memoria e historia, en relación al pasado reciente* [...][6].

Ainsi, les ouvrages traitant du gouvernement de la Démocratie chrétienne (DC) sont pour la plupart contemporains de son mandat. Il s'agit principalement de

Santiago de Compostela, El Colegio de Michoacán-Universidad de Santiago de Compostela, 2014, p. 111-138.

[4] Sur l'Uruguay, voir E. REY TRISTÁN, Jaime YAFFÉ, « Izquierda y Revolución en Uruguay (1959 1973). Balance historiográfico y perspectivas », *in* V. OIKIÓN, E. REY TRISTÁN, M. LÓPEZ ÁVALOS, *El estudio…*, *op. cit.*, p. 355-386 ; Aldo MARCHESI, Jaime YAFFÉ, « La violencia bajo la lupa: una revisión de la literatura sobre violencia y política en los sesenta », *Revista Uruguaya de Ciencia Política,* vol. 19, n° 1, 2010, p. 95-118.

[5] Marina FRANCO, « Reflexiones sobre la historiografía argentina y la historia reciente de los años '70 », *Nuevo Topo*, n° 1, 2005, p. 141-164.

[6] E. CORTINA, G. ROT, « Tendencias e interpretaciones… », *op. cit.*, p. 111-112.

travaux de politistes nord-américains[7]. Ces travaux visaient à démontrer la viabilité du programme réformiste de la DC compris comme un moyen de contrecarrer l'influence de la Révolution cubaine sur le continent latino-américain. Ces travaux sont marqués par une vision caricaturale de la gauche marxiste, condamnée dans son ensemble pour le radicalisme de son discours, y compris le Parti Communiste pourtant adepte de longue date de la « voie pacifique » vers le socialisme au Chili. Les mouvements plus radicaux, tel que le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), n'en étaient évidemment que plus fermement condamnés.

Dès 1970 sont parus, au Chili et à l'étranger, des articles et des livres cherchant à rendre compte des processus politiques et sociaux qui avaient porté par le biais des élections un homme politique marxiste au sommet de l'État[8]. Rapidement, les difficultés croissantes rencontrées par le gouvernement de l'Unité populaire (UP) ont aussi été l'objet d'une abondante littérature[9]. Cependant, la plupart des travaux sur la période de l'UP ont été produits immédiatement après le coup d'État. Ils cherchaient surtout à identifier des responsabilités expliquant l'échec de l'expérience socialiste chilienne, ou bien tentaient de justifier l'intervention des militaires dans la vie politique. Ils étaient écrits soit par des intellectuels de gauche exilés, soit par des militaires. Les textes des premiers reproduisaient les divisions de la gauche des années 1970-73. Ainsi, le conseiller d'Allende proche du Parti communiste chilien (PCCh), Joan Garcés, attribuait la défaite de l'UP aux divisions internes, dont la responsabilité exclusive incombait, selon lui, à son aile gauche,

[7] Par exemple George W. Jr. GRAYSON, *El Partido Demócrata Cristiano chileno*, Buenos Aires, Francisco de Aguirre, 1968 ; Leonardo GROSS, *The last best hope: Eduardo Frei and chilean democracy*, New York, Random House, 1967 ; Mario ZAÑARTU, John KENNEDY, éd., *The overall development of Chile*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1967. Signalons toutefois la thèse de doctorat en cours d'Élodie GIRAUDIER portant sur la Démocratie chrétienne, qui permettra de renouveler le regard que l'on porte sur cet acteur central des années 1960-70 chiliennes.

[8] Pour une synthèse de l'historiographie sur l'UP voir Franck GAUDICHAUD, « Paysages de la vérité du Chili durant l'Unité populaire. Éssai d'analyse historiographique », *Cahiers des Amériques latines*, n° 50-51, 2007/2008, p. 171-182.

[9] Par exemple le journal du sociologue français Alain Touraine qui décrit, au jour le jour, la crise politique et sociale des derniers mois avant la chute d'Allende. Alain TOURAINE, *Vie et mort du Chili populaire, juillet/septembre 1973*, Paris, Seuil, 1973.

séduite par la gauche extraparlementaire, c'est-à-dire par le MIR[10]. La seconde thèse exactement inverse à la précédente présentait le gouvernement de l'UP (comprendre ici, le Parti communiste chilien et Allende) comme le principal responsable de sa chute, pour ne pas avoir su ou voulu utiliser la dynamique révolutionnaire introduite par les secteurs les plus radicaux de la société, les seuls en mesure de vaincre la contre-révolution[11]. Encore aujourd'hui, cette dernière interprétation est soutenue par les historiens, sympathisants actuels du MIR d'alors ou anciens militants de celui-ci.

De la dictature à la transition : l'histoire au service de la politique

Les militaires chiliens et les intellectuels les soutenant ont, aussitôt après le 11 septembre 1973, proposé une interprétation de la période qui cherchait aussi bien à justifier le coup d'État contre un gouvernement démocratiquement élu que les violations massives des droits de l'homme. Selon eux, l'UP avait pour objectif secret de transformer le Chili en république socialiste à l'aide des Cubains et du MIR, ces « terroristes » d'« ultragauche » partisans de la violence politique aveugle[12]. Sous leurs plumes, le MIR qui n'est rien d'autre qu'un pion du gouvernement cubain apparaît comme le principal sinon le seul coupable de l'apparition de la violence dans un pays auparavant pacifique. De sorte que la répression exercée par le régime militaire ne serait que la réponse nécessaire des « bons citoyens » chiliens à la « violence subversive » des agents de Castro. L'œuvre de Gonzalo Vial, l'historien officiel du régime militaire et biographe de Pinochet, est en ce sens emblématique.

[10] Joan GARCÉS, *El estado y los problemas tácticos del gobierno de Allende,* México, Siglo XXI, 1974. Voir aussi les publications plus tardives des dirigeants communistes Orlando MILLAS, *Memorias, 1957-1991. Una disgresión*, Santiago, CESOC, 2008 et Luis CORVALÁN, *De lo vivido y lo peleado: memorias,* Santiago, LOM Ediciones, 1997.

[11] C'est la thèse de l'ancien secrétaire du Parti socialiste chilien et chef de son aile gauche, Carlos ALTAMIRANO, *Dialéctica de una derrota,* México, Siglo XXI, 1977.

[12] Par exemple Secretaría General del Gobierno (Gonzalo VIAL co-auteur), *Libro blanco del cambio del gobierno en Chile*, Santiago, Ed. Lord Cochrane, 1973.

Trente ans après le coup d'État, les livres de Patricia Arancibia soutiennent encore cette thèse[13]. Il faut dire que cette auteure n'est autre que la sœur de l'ancien agent de la DINA condamné pour l'assassinat de Carlos Prats, Commandant en chef des Forces armées sous l'UP.

Cette imbrication des débats politique et historiographique qui persiste à ce jour s'explique non seulement par la permanence du legs politique et intellectuel de la dictature, mais aussi par le contexte dans lequel s'est reconstruite l'histoire comme discipline académique après la fin du régime militaire. Durant les premières années de la transition chilienne vers la démocratie, les historiens n'ont pas été les premiers à investir le passé récent[14]. Ce furent les acteurs politiques, plus précisément les commissions gouvernementales chargées d'étudier les violations des droits de l'homme, qui ont été les premiers à formuler une interprétation du coup d'État, de ses causes et du régime militaire. Quant aux historiens ils sont restés du moins durant les années 1990 en marge du processus de réappropriation sociale du passé et leur démarche critique, jugée peu « objective », a été implicitement mise en question.

En avril 1990, l'initiative en matière de droits de l'homme du président démocrate-chrétien Patricio Aylwin soutenu par la *Concertación*[15] premier président à être issu des urnes depuis 1973 , fut la création de la Commission

[13] Patricia ARANCIBIA, *Los orígenes de la violencia política en Chile*, Santiago, Universidad Finis Terrae, 2001.

[14] La seule exception est *La violencia popular en las grandes alamedas* de Gabriel Salazar, présentée plus en détail dans la troisième partie de cet article. Cependant, cet essai historique a eu des répercussions extrêmement limitées en dehors du milieu intellectuel chilien proche de la gauche radicale.

[15] Coalition de la Démocratie chrétienne, du Parti socialiste et du Parti pour la Démocratie, fondée en 1988, à l'occasion du plébiscite et s'opposant au maintien d'Augusto Pinochet au pouvoir. Malgré leur opposition à la dictature, les gouvernements successifs de la *Concertación* au pouvoir entre 1990 et 2010, ont été plus enclins à préserver les institutions héritées du régime militaire qu'à rompre avec le legs de la dictature. La Constitution, promulguée en 1980 et toujours en vigueur, est la manifestation la plus emblématique de la continuité institutionnelle entre dictature et démocratie post-dictatoriale. En 2013, la *Concertación* a été rejointe par le Parti communiste et renommée *Nueva Mayoría*, ce qui indique peut-être un changement d'orientation et un début de rupture avec la démocratie transitionnelle.

nationale de vérité et de réconciliation, également connue sous le nom de Commission Rettig[16]. Le principal objectif de la commission, dont les travaux se sont prolongés jusqu'en février 1991, fut de recenser les cas de disparition ou d'assassinat de militants de gauche sous le régime militaire. Cependant, le rapport présentait aussi une lecture « objective » de l'histoire des années 1973-1990. En évoquant les différentes « visions » ou « opinions » sur le passé récent, celles des militaires comme des militants pour les droits de l'homme, la Commission Rettig prétendait construire une synthèse, une version consensuelle de l'histoire censée réconcilier l'ensemble de la communauté nationale. Cette démarche impliquait l'existence d'une seule vérité « objective » sur le passé que seul le gouvernement avait la capacité d'identifier.

La volonté d'instaurer une histoire officielle est plus manifeste encore avec la création de la *Mesa de Diálogo* (Table de dialogue), dans le contexte de l'arrestation d'Augusto Pinochet à Londres en 1998. Nous retrouvons l'idée qui sous-tendait les travaux de la Commission Rettig en 1990. Il s'agit, d'une part, de nier la possibilité de « versions » irréconciliables de l'histoire et, d'autre part, de construire une vérité historique unique et objective, une synthèse qui concilie des voix discordantes. Des historiens sont bien invités, cette fois, à participer aux travaux de la commission[17] et à donner leur avis, mais ce ne sont pas eux qui rédigent les conclusions finales[18].

À la même époque, en sciences sociales, ce sont les politistes qui monopolisent l'UP et le régime militaire comme objets et qui construisent un discours sur le

[16] Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, *Informe Rettig*, Santiago, La Nación y Ed. del Ornitorrinco, 1991. Voir également Paola DIAZ, *L'expérience publique des crimes politiques du passé. Le cas du Chili post-dictature (1990-2004)*, Thèse de doctorat en science politique à l'EHESS, dirigée par Louis Quéré et soutenue le 15 mai 2014.

[17] Les historiens qui ont participé à la *Mesa de Diálogo* sont Gonzalo Vial et Sol Serrano.

[18] Voir par exemple la perception de la discipline historique que reflètent les textes de José Zalaquett, prestigieux avocat spécialiste des droits de l'homme et membre de la Commission Rettig et de la Table de dialogue. José ZALAQUETT, « "No hay mañana sin ayer": análisis de la propuesta del Presidente Lagos sobre Derechos Humanos », *Estudios Públicos*, printemps 2003, n° 92, p. 29-75 (p. 41) et « La mesa de diálogo sobre derechos humanos y el proceso de transición política en Chile », *Estudios Públicos*, hiver 2000, n° 79, p. 5-30 (p. 18).

passé très similaire à celui des commissions gouvernementales[19]. Inspirée par la tradition états-unienne[20], la science politique chilienne des années 1990 — dont l'un des représentants les plus en vue est Manuel Garretón — se focalise sur l'étude du système des partis en faisant abstraction des dynamiques sociales et culturelles. Selon les spécialistes de cette discipline, c'est l'affaiblissement progressif du centre politique — garant de la stabilité d'un régime — qui explique la crise des années 1970-73. En outre, ces publications contiennent une philosophie de l'histoire implicite, très proche de la conception du rapport Rettig et de la Table de dialogue. Elles s'adossent à l'idée d'un début et d'une fin de l'histoire. La fin de l'histoire se réfère au retour de la démocratie libérale, considéré comme un triomphe définitif et irrévocable de ce régime sur tous ses ennemis, qu'il s'agisse de régimes autoritaires de droite ou de régimes totalitaires de gauche.

Quand les historiens s'emparent du passé récent

Jusqu'en 1998, les historiens se font très discrets. La proximité temporelle des périodes évoquées dans le rapport de la Commission Rettig — le régime militaire et l'UP —, associée à leur caractère extrêmement polémique, ainsi qu'à un manque de sources, peut expliquer ce silence. Mais l'année 1998 est riche en événements directement liés à cette séquence de l'histoire : l'arrestation de Pinochet à Londres, la création de la Table de dialogue et la commémoration des 25 ans du coup d'État[21].

L'arrestation de Pinochet à Londres et, surtout, la publication de sa *Lettre ouverte aux Chiliens* (*Carta a los chilenos*) déclenchent, en 1998, de vives réactions dans la communauté des historiens. La lettre de Pinochet prétend enseigner aux Chiliens

[19] Notamment Manuel Antonio GARRETÓN, *Hacia una nueva era política: estudio sobre las democratizaciones*, Santiago, Fondo de Cultura Económica, 1995 ; Enzo FALETTO, *La renovación del Estado y la consolidación democrática en Chile*, Santiago, FLACSO, 1992.
[20] Juan LINZ, Alfred STEPAN, *The Breakdown of Democratic Regimes*, vol. IV : *Chile*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1978 ; Arturo VALENZUELA, *The Origins of Democracy: Theorical Reflections on the Chilean Case*, Washington D. C., Latin American Program-Wilson Center, 1983.
[21] Alexander WILDE, « Irruptions of Memory: Expressive Politics in Chile's Transition to Democracy », *Journal of Latin American Studies*, vol. 31, n° 2, mai 1999, p. 473-478.

la vérité sur l'histoire récente de leur pays. Les historiens s'insurgent, du moins tous ceux qui ne cherchent pas un terrain d'entente avec les défenseurs du régime militaire et répondent à la lettre de Pinochet par un manifeste[22]. Outre une critique acerbe de la lettre auto-justificatrice de l'ancien dictateur, le *Manifeste des historiens* formule sa propre définition de la fonction spécifique de l'histoire. Cette fonction est fondamentalement politique : l'histoire est comprise comme un moyen d'exercice de la souveraineté populaire et de défense des droits de l'homme :

> *Nuestro parecer es que la cuestión de la soberanía y de los derechos humanos es la materia última, esencial, de que trata la Historia. […] La historia no es sino el ejercicio de esa soberanía y la revalidación continua de esos derechos*[23].

Nous ne pouvons que constater qu'à la fin des années 1990 le débat historiographique naissant est fortement perméable au débat politique. La proximité temporelle des questions traitées explique certes cette porosité mais, à notre sens, le facteur le plus déterminant ~~en~~ est l'intervention directe du gouvernement dans l'écriture de l'histoire depuis le début des années 1990. Les historiens du *Manifeste* cherchent à rompre aussi bien avec l'histoire officielle de la dictature rédigée à partir de sources écrites dont certaines sont inventées de toutes pièces[24] qu'avec celle de la *Concertación*. Car l'histoire officielle, telle qu'elle fut conçue par la *Concertación*, a exclu une partie de la communauté nationale celle qui s'est opposée au régime militaire, qui a subi la répression, l'exil, la censure et qui n'était pas disposée à taire le passé ni à l'oublier.

Politiquement orienté à gauche, ce nouveau courant historiographique s'érige contre les principaux postulats des rapports gouvernementaux sur les violations des

[22] Sergio GREZ, Gabriel SALAZAR, éd., *Manifiesto de historiadores*, Santiago, LOM Ediciones, 1999.
[23] *Ibid.*, p. 8 et 18.
[24] Le cas le plus scandaleux d'invention de sources écrites est *República de Chile*, *Libro blanco…*, *op. cit.* Gonzalo Vial (l'historien qui participe à la Table de dialogue) est l'un des co-auteurs de ce livre. Des livres plus récents ont toutefois recours aux mêmes procédés : Gonzalo ROJAS, *Chile escoge la libertad: la presidencia de Augusto Pinochet Ugarte, 11.XI.1973-11.III.1989*, Santiago, Ed. Zigzag, 1998.

droits de l'homme et des travaux en science politique sur la transition démocratique chilienne. Pour commencer, ce courant refuse l'idée d'une histoire « neutre », consensuelle et « objective », excluant d'emblée l'existence d'interprétations irréconciliables de l'histoire. Ensuite, il réagit contre le monopole de la « mémoire » institutionnelle et de l'histoire écrite, au profit de l'histoire orale et des « mémoires » liées aux acteurs non institutionnels[25]. Pour cela, les historiens du *Manifeste* travaillant sur l'histoire récente construisent leurs travaux autour des notions de « mémoire » et de « devoir de mémoire »[26]. Celles-ci deviennent un moyen de s'opposer au discours gouvernemental qui appelait les Chiliens à regarder vers l'avenir en abandonnant les divisions du passé. On pourrait dire que les historiens du *Manifeste* ont opposé le « devoir de mémoire » au « devoir de consensus » de la *Concertación*.

Ce courant a ouvert le champ historiographique national à des thématiques nouvelles et à l'étude de groupes sociaux et politiques oubliés par « l'histoire officielle ». De la sorte, il a apporté une contribution majeure à l'étude de l'histoire récente chilienne. Cependant, il a également contribué à dissimuler la spécificité de l'histoire académique, fondée sur l'examen critique des sources, une distance nécessaire par rapport au passé et une forme d'indépendance, au moins souhaitée, du champ historiographique à l'égard du champ politique.

[25] Par exemple, l'historien Mario Garcés constate qu'il existe une opposition entre histoire orale et histoire écrite, cette dernière étant vue comme imbriquée avec l'histoire des classes dominantes. À la place de l'histoire écrite, Garcés propose de promouvoir une « histoire populaire », qui devrait se convertir en un outil pour la préservation de la mémoire et la construction d'une identité populaire. Mario GARCÉS, « Prólogo », *Historias para un fin de siglo*, Santiago, Ed. Educación y Comunicaciones, 1994, p. 9-18.

[26] Sur la « mémoire » comme objet et matériau de l'historiographie chilienne, voir Eugenia PALIERAKI, Carolina TORREJÓN, « Historiadores ¿portavoces de la memoria? Reflexiones sobre los límites y usos de la memoria en las historiografías chilena y francesa », *Actuel Marx*, n° 6, 2007, p. 27-46.

La « nouvelle gauche » dans l'historiographie chilienne

Cette même prépondérance de l'histoire engagée, à gauche, est observée dans la production sur la « nouvelle gauche », presque toujours identifiée au MIR. En effet, rares sont les textes qui s'attardent sur les autres organisations composant l'univers complexe de la « nouvelle gauche », notamment le Parti communiste révolutionnaire (PCR) de tendance maoïste et les guévaristes de l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN) et de *La Organa*[27].

Une large partie des historiens du MIR sont d'anciens militants ou de jeunes historiens ayant une forte empathie avec leur objet. Dans leurs travaux, ils adoptent et alimentent un récit qui idéalise leur objet d'étude, en essayant de réhabiliter le MIR et son histoire dans l'espace public[28]. Les documents officiels du MIR sont systématiquement brandis comme preuves d'une extraordinaire perspicacité des dirigeants d'antan et ne sont ni analysés ni contextualisés. Néanmoins, ces ouvrages ont le très grand mérite de publier des documents difficilement accessibles autrement[29]. De surcroît, dans ces travaux, le MIR est considéré comme radicalement différent des autres groupes politiques, de sorte que l'historien militant a tendance à passer sous silence les continuités avec les partis qui le précèdent, de même qu'il oblitère les emprunts et les influences. Quant aux sujets sensibles, tels que les relations avec Cuba ou le soutien à la lutte armée, ils sont passablement oblitérés. On ne trouvera pas, au Chili, de débats comme ceux qui

[27] Sur l'ELN et La Organa, voir Patricio QUIROGA, *Compañeros: el GAP, la escolta de Allende*, Santiago, Aguilar, 2001 ; Cristián PÉREZ, « Salvador Allende. Apuntes sobre su dispositivo de seguridad: El Grupo de Amigos Personales (GAP) », *Estudios Públicos*, n° 79, hiver 2000, p. 31-82. Sur le PCR, il n'existe pour le moment pas de travaux de recherche.

[28] Entre autres, Carlos SANDOVAL, *MIR: una historia*, Santiago, Sociedad Editorial Trabajadores, 1990 ; du même auteur, *Movimiento de Izquierda Revolucionaria, 1970-1973: coyunturas, documentos y vivencias*, Concepción, Escaparate, 2004 ; Igor GOICOVIC, *Movimiento de Izquierda Revolucionaria*, Concepción, Escaparate, 2012 ; Sebastián LEIVA, *Teoría y práctica del poder popular: los casos del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR, Chile, 1970-1973) y el Partido Revolucionario de los Trabajadores- Ejército Revolucionario de los Trabajadores (PRT-ERP, Argentina, 1973-1976)*, Mémoire de Master 2 en Histoire, Universidad de Santiago, 2007.

[29] Comme la très récente étude de Marco ÁLVAREZ VERGARA, *La Constituyente Revolucionaria. Historia de la fundación del MIR chileno*, Santiago, LOM, 2015 dont le principal intérêt réside dans la publication de la thèse politico-militaire de 1965, rédigée par Miguel Enríquez et jusqu'à présent, réputée introuvable.

ont agité le monde intellectuel argentin, autour d'Óscar del Barco ou d'Hugo Vezzetti.

Le voile pudique avec lequel l'historiographie militante sur le MIR recouvre les violences révolutionnaires d'antan trouve facilement son explication. La discrétion a pour fonction d'atténuer les répercussions sur une opinion publique largement hostile à la violence. Il s'agit avant tout d'éviter de fournir des arguments qui justifieraient la répression dont les militants du MIR ont été les principales victimes[30]. Car l'historiographie de droite ne s'est pas privée de construire, à partir de quelques actions armées effectives du MIR, le mythe d'une armée de « subversifs » omnipotents et extrêmement dangereux[31].

La seule exception est le Prix national d'histoire et ex-militant du MIR, Gabriel Salazar, qui traite du MIR et de la question de la violence politique dans *La violencia política popular en las grandes alamedas*[32]. Cet ouvrage constitue assurément une référence en la matière. Son récit reste néanmoins prisonnier d'un schéma manichéen, très proche de celui que mobilise Juan Carlos Marín pour le cas argentin[33]. Pour Salazar, la violence est incarnée par deux acteurs qui s'opposent sans répit : l'État et les dominés. Dans ce cadre interprétatif, la violence du MIR est l'incarnation de la violence populaire, alors que la répression qui s'abat après le coup d'État confirme l'alternance répétée de la violence populaire et de la violence d'État. L'ouvrage a le mérite d'intégrer l'acteur État dans le débat sur la violence politique, qui reste le grand absent du reste de la production chilienne sur la question. Cependant, sa théorie est schématique et fortement idéologique.

[30] À cet égard, les deux ouvrages de Carlos Sandoval sur l'histoire du MIR sont, de nouveau, représentatifs de cette tendance historiographique. C. SANDOVAL, *El MIR, una historia*, *op. cit.*, et *El MIR (1970-1973)*, *op. cit*.

[31] Genaro ARRIAGADA, *De la vía chilena a la vía insurreccional*, Santiago, Ed. del Pacífico-Instituto de Estudios Públicos, 1974 ; Gonzalo VIAL, *La violencia pone a Chile al borde de la guerra civil, desorden y violencia incontrolables*, Santiago, La Segunda, 1999 ; et P. Arancibia, *Los orígenes …*, *op. cit.*

[32] G. SALAZAR, *Violencia política popular en las « grandes alamedas »: Santiago de Chile 1947-1987. Una perspectiva histórico-popular*, Santiago, Ediciones SUR, 1990.

[33] Juan Carlos MARÍN, *Los hechos armados, un ejercicio posible*, Buenos Aires, CICSO, 1984.

Nouveaux chantiers historiographiques

Cependant, depuis la fin des années 1990 et *a fortiori* durant les années 2000, la forte imprégnation du débat historiographique par le politique commence à devenir moins palpable. Un certain nombre de travaux récents sur l'histoire des mouvements politiques et sociaux dans le Chili des années 1960-70 ont, en effet, permis de renouveler le regard porté sur cette période. Bien que cette production reste éclatée pour le moment, nous pouvons entrevoir la lente et progressive formation d'une historiographie produite au Chili et à l'étranger (notamment en France et aux États-Unis) et rompt avec les schémas préconçus. L'ouvrage de l'historien José del Pozo, *Rebeldes, Reformistas y Revolucionarios*[34], est l'un des travaux pionniers. À mi-chemin de l'histoire politique et de l'histoire sociale, il élabore une histoire orale de l'engagement militant dans l'ensemble des partis de gauche durant les années 1960-73. Il offre de nombreuses clés d'analyse permettant de saisir les origines et causes de la politisation, l'un des phénomènes les plus marquants de la période. Il convient également de citer la monographie d'Ingrid Séguel-Boccara, parue en 1997[35], qui analyse l'UP à partir des émotions en politique.

Une tendance prononcée de la production historienne récente sur les années 1960-70 est leur analyse dans une perspective d'histoire sociale et à travers l'étude de la politisation des secteurs populaires. La monographie de Mario Garcés, *Tomando su sitio*, constitue sans conteste une œuvre majeure de ce courant[36]. Garcés se focalise sur les *pobladores*, tout en prenant en compte les acteurs institutionnels et les élites politiques et intellectuelles. Il utilise des sources orales abondantes et des archives écrites variées. La démarche de Garcés s'inspire fortement de *Yarur* de

[34] José DEL POZO, *Rebeldes, Reformistas y Revolucionarios: una historia oral de la izquierda chilena en la época de la Unidad Popular*, Santiago, Documentas, 1992.
[35] Ingrid SEGUEL-BOCCARA, *Les passions politiques au Chili durant l'Unité populaire, 1970-1973*, Paris, L'Harmattan, 1997.
[36] Mario GARCÉS, *Tomando su sitio: el movimiento de pobladores de Santiago, 1957-1970*, Santiago, LOM, 2002.

Peter Winn[37], ouvrage emblématique sur la tout aussi emblématique industrie qui fut l'une des pionnières dans la mobilisation et la radicalisation de la classe ouvrière chilienne. Grâce à *Chili, 1970-1973* de Franck Gaudichaud, sur les cordons industriels sous l'UP[38], et à *La sangre del copihue* de Florencia Mallon[39], livre en partie consacré à la réforme agraire et à la politisation dans les campagnes, nous pouvons désormais nous appuyer sur des recherches offrant une vision problématisée et complexe du monde populaire de la seconde moitié du XX^e^ siècle. Ces travaux écrits par des auteurs qui ne cachent pas leur sensibilité de gauche sont, en grande partie, fondés sur les sources orales mais évitent les écueils des travaux précédant.

Se rattachant à une autre ligne historiographique, l'ouvrage collectif dirigé par Julio Pinto et Mario Garcés, *Cuando hicimos historia* et *Fiesta y drama*, rassemble des chapitres sur les mouvements sociaux et sur les partis de gauche depuis la fin des années 1960[40]. Ces deux ouvrages collectifs constituent un réel apport au débat historiographique national, entre autres parce qu'ils osent mettre en avant les recherches de jeunes historiens, tant chiliens qu'étrangers. De plus, certains chapitres — à l'instar de celui sur l'*Iglesia Joven* — éclairent des aspects jusqu'alors largement méconnus ou oubliés[41].

Une autre tendance commençant à se dessiner dans certaines études récentes est leur opposition aux récits totalisateurs, caractéristiques de l'historiographie militante de gauche comme de droite. Certains historiens ont ainsi abandonné l'étude de la mémoire pour se focaliser sur l'histoire des partis de gauche, tant en

[37] Peter WINN, *Weavers of Revolution: The Yarur Workers and Chile's Road to Socialism*, New York, Oxford University Press, 1986.
[38] F. GAUDICHAUD, *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, PUR, 2013.
[39] Florencia MALLON, *La sangre del copihue: la comunidad Mapuche de Nicolás Ailío y el Estado chileno, 1906- 2001*, Santiago, LOM Ediciones, 2004.
[40] Mario GARCÉS, Julio PINTO, *Cuando hicimos historia: la experiencia de la Unidad Popular*, Santiago, LOM Ediciones, 2005 et *Fiesta y drama: nuevas historias de la Unidad Popular*, Santiago, LOM Ediciones, 2014.
[41] Sur la politisation des secteurs chrétiens durant l'UP voir aussi Yves CARRIER, *Théologie pratique de libération au Chili de Salvador Allende. Une expérience d'insertion en milieu ouvrier*, Paris, L'Harmattan, 2013.

abordant des aspects polémiques occultés par l'historiographie militante de gauche qu'en se distançant de la diabolisation dont les organisations révolutionnaires ont fait l'objet dans l'historiographie de droite[42]. De plus, ces travaux ont soumis à un examen critique les catégorisations des acteurs politiques de l'époque qu'ils étudient, notamment la distinction radicale entre la « gauche traditionnelle » ou « réformiste » (le PC et le PS chiliens) et la gauche « nouvelle » ou « révolutionnaire » (le MIR), démontrant les multiples liens, continuités et contacts existant entre elles, de même que leur adhésion commune à la révolution comme horizon collectif[43]. Il convient également de mentionner une autre tendance récente dans ce même champ d'étude : l'analyse des gauches chiliennes à partir du genre[44]. Ce revirement s'explique par le nouveau contexte sociopolitique du Chili, par l'arrivée d'une nouvelle génération d'historiens, ainsi que par l'accessibilité des matériaux servant à la fabrique de l'histoire. En ce sens, le travail réalisé par certains centres de documentation dont le *Fondo Documental Ruiz Tagle* (FLACSO) au Chili et des fonds d'archives électroniques d'accès libre (cedema.org, memoriachilena.cl, archivochile.com) a été décisif.

Jusqu'à une date récente, l'historiographie sur le Chili des années 1960-70 souffrait d'un déficit de travaux traitant de sa dimension culturelle, malgré le dynamisme des avant-gardes culturelles de cette période. Ce manque était, lui aussi, dû au profil de la majeure partie des auteurs : engagés dans des partis

[42] Alfredo RIQUELME, *Rojo atardecer: el comunismo chileno entre dictadura y democracia*, Santiago, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 2009 ; Cristina MOYANO, *MAPU o la seducción del poder y la juventud. Los años fundacionales del partido-mito de nuestra transición (1969-1973)*, Santiago, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2009 ; E. PALIERAKI, *¡La revolución ya viene! El MIR chileno en los años 1960*, Santiago, LOM, 2014 ; Marcelo CASALS, *El alba de una revolución. La izquierda y la construcción estratégica de la « vía chilena al socialismo », 1956-1970*, Santiago, LOM, 2010 ; Marian SCHLOTTERBECK, *Everyday Revolutions: Grassroots Movements, the Revolutionary Left (MIR), and the Making of Socialism in Concepción, Chile, 1964-1973*, PhD en Histoire contemporaine, Yale University, 2013.

[43] E. PALIERAKI, *¡La revolución…*, *op. cit.*, chap. 1 et 2 ; Rolando ÁLVAREZ, *Arriba los pobres del mundo. Cultura e identidad política del Partido Comunista de Chile entre democracia y dictadura, 1965-1990*, Santiago, LOM, 2011.

[44] Par exemple, Tamara VIDAURRÁZAGA, « ¿El hombre nuevo? Moral revolucionaria guevarista y militancia femenina. El caso del MIR », *Nomadías*, n° 15, 2012, p. 69-89.

politiques, ils ne considéraient les aspects culturels des luttes que comme faisant partie d'une « superstructure ». Or, cette carence est désormais palliée par des travaux réalisés par des chercheurs étrangers ou chiliens formés à l'étranger[45]. Ceux-ci, et plus particulièrement les chercheurs qui ont réalisé leur thèse de doctorat aux États-Unis, continuent d'y jouer un rôle prépondérant.

La dernière carence de l'historiographie sur les années 1960-70 chiliennes commençant aussi à être corrigée relève de l'échelle géographique dans laquelle s'insère l'histoire chilienne de ces deux décennies. Jusqu'à présent, l'historiographie a été très ancrée dans la réalité locale et nationale et elle s'est peu penchée sur les dynamiques continentales ou globales liées à la guerre froide. Cependant quelques travaux récents, au Chili mais aussi en Uruguay et en Argentine, commencent à étudier les réseaux transnationaux sous-tendant la circulation des idées révolutionnaires, et les personnes qui en sont les passeurs[46]. L'ouvrage coordonné par Alfredo Riquelme et Tanya Harmer sur l'histoire du Chili durant la guerre froide constitue l'une des premières contributions solides et ambitieuses à une forme de « déprovincialisation » de l'histoire récente du Chili qu'il insère dans un contexte continental et global[47].

Quant à la « nouvelle gauche », la commémoration, en octobre 2014, des quarante ans de l'assassinat de Miguel Enríquez par la DINA et, en août 2015, celle des cinquante ans de la fondation du MIR, ont été marquées par une effervescence

[45] Voir entre autres César ALBORNOZ, Claudio ROLLE, *1973: la vida cotidiana de un año crucial*, Santiago, Planeta, 2003 et Juan Pablo GONZÁLEZ, Oscar OHLSEN, Claudio ROLLE, *Historia social de la música popular en Chile, 1950-1970*, Santiago, Universidad Católica de Chile, 2009 ; Claudio SALINAS, Sergio SALINAS, Hans STANGE, *Historia del Cine Experimental de la U. de Chile, 1957-1973*, Santiago, Uqbar, 2008.

[46] Notamment Aldo MARCHESI, « Geografías de la protesta armada: Nueva izquierda y latinoamericanismo en el cono sur. El ejemplo de la Junta de Coordinación Revolucionaria », *Sociohistórica. Cuadernos del CISH*, n° 25, 2009, p. 41-72. Inés NERCESIAN, *La política en armas y las armas de la política : Brasil, Chile y Uruguay: 1950-1970*, Buenos Aires-Rio de Janeiro, CLACSO-FLACSO Brazil, 2013 ; Tanya HARMER, *Allende's Chile and the Inter-American Cold War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011 ; E. Palieraki, *¡La revolución…*, *op. cit.*

[47] T. HARMER, A. RIQUELME, éd., *Chile y la Guerra Fría global*, Santiago, Pontificia Universidad Católica-RIL, 2014.

éditoriale autour du MIR. Or, la plupart des livres parus à ces deux dates restent ancrés dans la tradition de l'historiographie militante. Emblématique à ce titre, la biographie de Miguel Enríquez, écrite par le journaliste Mario Amorós, comporte un avant-propos rédigé par le président bolivien Evo Morales. L'enquête est fondée sur de nombreux entretiens et sur des archives inédites détenues par Andrés Pascal Allende. Sa publication a été l'occasion pour le fils de Miguel Enríquez, Marco Enríquez Ominami, de commencer sa campagne pour les primaires de la *Concertación* devant désigner le candidat de la coalition aux élections présidentielles[48]. Cet exemple illustre une tendance lourde de l'historiographie chilienne : l'écriture de l'histoire reste, pour nombre d'auteurs, un acte d'engagement et un exercice fortement perméable à la conjoncture politique.

Conclusion. L'écriture de l'histoire des années 1960-70 chiliennes : une arme de combat ?

Au Chili, les débats politiques et historiographiques sont si imbriqués qu'il est parfois difficile de les distinguer, en particulier lorsqu'il est question de l'histoire récente du pays. D'une part, la position politique de certains historiens travaillant sur le passé récent se traduit presque automatiquement par un choix méthodologique et historiographique, par des objets d'étude spécifiques et, par une interprétation fortement conditionnée par des considérations d'ordre politique ou militant. D'autre part, la confusion entre les registres politique et historique est encore accentuée par la multiplicité des acteurs — journalistes, hommes politiques et à partir des années 1990, militants des droits de l'homme — dont les récits sur le passé récent occupent une place privilégiée dans l'espace public.

Une autre caractéristique des travaux produits sur les années 1960-70 chiliennes est le contraste saisissant entre la place marginale qu'y occupent les années 1960 et la profusion de travaux sur l'Unité populaire (UP). Cela s'explique, d'un côté, par le

[48] Mario AMORÓS, *Miguel Enríquez, un nombre en las estrellas*, Santiago, Ediciones B, 2014.

caractère inédit du gouvernement de l'UP qui, dès 1970, a suscité un vif intérêt au niveau international et, de l'autre, par le violent renversement du gouvernement d'Allende qui a provoqué un mouvement global de solidarité envers les militants de gauche chiliens.

Encore aujourd'hui, la majeure partie de la littérature sur les années 1960-70 chiliennes est le fait de l'« historiographie militante » (de gauche, du centre ou de droite). Cependant, certains travaux récents sont annonciateurs d'un profond renouvellement. Les principales tendances en sont le retour de l'histoire sociale, culturelle et politique élaborées par des historiens qui ont plus de distance critique. Leur récit se caractérise par la finesse d'analyse, par l'utilisation problématisée de sources primaires variées, par l'approche transnationale et par l'attention accordée à des dimensions auparavant oblitérées, par exemple le genre. Comme tout champ d'études en construction, l'histoire socio-politique des années 1960-70 chiliennes est aujourd'hui un terrain qui offre une liberté rare aux chercheurs prêts à relever le défi de repenser l'ensemble de leurs outils méthodologiques et conceptuels pour l'aborder.

Annexes

Annexe 1

Documentos : «¡Perón, De Gaulle, Tercera Posición!»

Roberto Baschetti
Biblioteca Nacional de la República Argentina

Presentación

El 16 de junio de 1955 aviones insurrectos de la Marina y la Fuerza Aérea Argentina bombardearon Plaza de Mayo donde estaba instalada la casa de gobierno, conocida como Casa Rosada. Su intención era matar al Presidente de la República[1] y generar el terror entre la población. Era un día de semana con actividades propias de una jornada laborable. El saldo fue de 350 muertos y más de dos mil heridos en su inmensa mayoría entre la población civil. Tres meses más tarde otra asonada militar dio por tierra con aquel gobierno. Perón marchó hacia un exilio forzado que duraría 18 años. Gobiernos de facto con militares al frente o gobiernos civiles débiles manejados por aquellos fueron una constante desde entonces[2]. A su vez el peronismo fue apartado violentamente de la escena política, se le impidió presentarse a elecciones y sus afiliados y simpatizantes fueron perseguidos, encarcelados y hasta fusilados cuando hizo falta. Lo más curioso es que estas barbaridades se hicieron invocando la democracia y la libertad. Así dadas las cosas y siempre con el peronismo proscripto, un nuevo llamado a elecciones en 1963,

[1] Juan Domingo Perón se había impuesto en elecciones libres celebradas en 1951, con el 62,49% de los sufragios emitidos.
[2] Se sucedieron los gobiernos de facto del General Eduardo Lonardi, General Pedro Eugenio Aramburu y Almirante Isaac Francisco Rojas, luego el gobierno del Doctor Arturo Frondizi.

ungió presidente de los argentinos al Doctor Arturo Illia con un exiguo caudal de votos propios[3]. A éste le resultó muy difícil poder gobernar en esas condiciones sobre todo teniendo en cuenta que los militares seguían siendo «el verdadero poder detrás del trono»[4] y marcaban férreamente la política económica a seguir, de acuerdo a los dictados del Fondo Monetario Internacional y se alineaban disciplinadamente detrás de los Estados Unidos en la Guerra Fría contra la Unión Soviética.

A nivel de relaciones exteriores el gobierno argentino entrante mostró un perfil, por momentos interesante. Y una de sus acciones fue recibir la visita del presidente francés Charles de Gaulle de gira por América Latina, quien pasó por nuestro país entre el 3 y el 6 de octubre de 1964, con el fin de firmar un Convenio de Cooperación Cultural, Científica y Técnica. Lo que debía ser una visita protocolar, más allá de la sentida emoción y genuina alegría siempre latente, entre dos países como Francia y Argentina que se reconocen mutuamente como ligados por lazos fuertes, la visita del primer mandatario galo se convirtió en un episodio más de la Resistencia Peronista.

Como bien explica un ex ministro de Relaciones Exteriores y Culto:

> [...] la política exterior francesa impulsada por de Gaulle proponía una visión del escenario internacional más cerca a los intereses de [nuestra] región: con su política de distención frente a la encrucijada bipolar, un discurso ya alejado de los intereses de las potencias imperiales y una posición más abierta a las preocupaciones y reivindicaciones de los países latinoamericanos[5].

[3] Obtuvo el 25,15% de los votos. Una segunda fuerza opositora sumó el 16,40% y el voto en blanco de repudio trepó al 19,42%.

[4] Frase proverbial, proveniente del rol preponderante y desde las sombras que tuvo el monje Rasputín sobre la familia imperial rusa.

[5] Prólogo de Héctor Marcos Timerman al catálogo de la muestra *De Gaulle en Argentina. 50 años de cooperación franco-argentina. 1964/2014*, Buenos Aires, Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto. Dirección General de Asuntos Culturales, 2014.

En tal sentido se recuerdan dos frases del mismo de Gaulle que reafirman ese pensamiento. La primera, pronunciada en Argel en el último día del año 1943, durante la Segunda Guerra Mundial: «Francia y América Latina pueden entenderse. Ambas están hechas de la misma aleación de dos tradiciones vivas: una tradición latina y cristiana, una tradición revolucionaria»[6]. La segunda: «Si hay una voz que puede ser oída, una acción que puede ser eficaz en cuanto al orden que se ha de establecer en reemplazo de la Guerra Fría, ésas son, por excelencia, la voz y la acción de Francia»[7].

En 1964, un diario semi-clandestino peronista se pronunció sobre la coyuntura que se presentaba:

> [...] Los dos sistemas que se disputan el mundo han emplazado contra de Gaulle todos sus cañones, sin que Europa advierta todavía que toda esa artillería está emplazada en realidad contra ella misma, en tanto de Gaulle constituye la realidad capaz de despertarla a su responsabilidad y a su propia defensa [...]. Todo esto y la hasta ahora defección de Europa, parecen haber sido las causas que impulsaron a de Gaulle a realizar una operación táctica dentro del mismo campo de influencia principal del 'enemigo': Latinoamérica. Acción que comenzó con su visita exitosa a Méjico y continua ahora por otros países de este hemisferio, entre ellos el nuestro. Mientras tanto, Perón desde Madrid ha hecho llegar a los peronistas un mensaje más que sugestivo: «de Gaulle debe ser recibido como si fuera yo mismo». Así pues, lo esperamos[8].

Esta directiva de Perón no debe visualizarse como algo extemporáneo u oportunista si se recuerda que el líder de los trabajadores argentinos apoyó luego el movimiento independentista de Quebec en cuya libertad veía un aliado de la patria grande latinoamericana. Y en sus diálogos privados cuando la charla giraba sobre

[6] *Ibid.*
[7] *Ibid.*
[8] *Retorno a una Patria Libre, Justa y Soberana*, nº 2, 16/07/1964.

política internacional, hacía frecuente referencia a sus charlas con de Gaulle, quien como todos recuerdan el 24 de julio de 1967, asombró a los canadienses con su célebre grito de «*Vive le Québec libre !*»[9].

Así fue que aprovechando la visita del general de Gaulle a Argentina el peronismo hizo sentir su presencia mayoritaria donde mejor se movía: en la calle. La ciudad fue cercada por fuerzas represivas que incluían policías armados, otros también policías de civil mezclados entre el público para detener activistas, guardia de infantería con pistolas lanzagases, brigada de perros y policía montada a caballo portando intimidantes y relucientes sables cual cosacos rusos. A estos últimos jinetes el argot popular los denominaba «capicúa» porque uno los miraba de arriba hacia abajo o de abajo hacia arriba y veía siempre lo mismo: caballo, montura, caballo. El pueblo pese a todo este aparato intimidante, hizo sentir su presencia mayoritaria ante los periodistas de otras latitudes «para desenmascarar el carácter opresor del régimen de minorías». Y lo logró. Las directivas tácticas de Perón se cumplieron, rebasando el cerco impuesto por el ejército de ocupación a la ciudad y a la comitiva del visitante extranjero. Las bases dieron la tónica y superaron, una vez más, a los dirigentes. Las regionales metalúrgicas de San Martín y La Matanza quebraron el enorme despliegue policial y al grito de «¡Perón! ¡Perón!», demostraron la absoluta falta de representatividad del gobierno. Ni con el estruendo de los altavoces, la reacción pudo ahogar los estribillos peronistas coreados por la clase trabajadora, entusiastamente, como lo prueban los presentes testimonios gráficos. Y esto no es más que una muestra de lo que ocurrirá cuando se produzca el regreso al país del general Perón[10].

Quien mejor que un trabajador y militante peronista de aquella época Carlos *Pancho* Gaitán para explicarnos lo que sucedió en aquel momento, a través de una sucinta crónica que no tuvo cabida, como era de esperarse, en los diarios oficialistas de las empresas periodísticas de entonces:

[9] Para mayor información, ver el artículo de Jean-Pierre FOURNIER en el diario *La Opinión*, 04/09/1974.
[10] Revista *Compañero*, nº 67, 05/10/1964.

> [...] Otro hecho significativo del año 1964, fue la visita al país del Presidente de Francia Charles de Gaulle. En esa ocasión Perón mandó una carta diciendo «Recíbanlo como si fuera yo». Entonces realmente hubo una expresión militante, una seguidilla de actos desde el Aeroparque donde llegó y durante todo el recorrido. Uno de los lugares más importantes de concentración fue en Plaza Francia donde hubo un acto de recepción oficial: de Gaulle no debería entender nada, primero por la cantidad de gente que se había reunido[11]. Un hecho político de masas. Segundo, porque la consigna que cantaban los militantes era «¡Perón, De Gaulle, un solo corazón!»[12]. Lo concreto es que siguió el despelote… La gente se desplazó hacia el Congreso de la Nación y la movilización seguía por Avenida de Mayo. Recuerdo que ahí, donde Avenida de Mayo se une con Rivadavia, iban dos muchachos en una moto. Uno manejando y el otro parado atrás, con una bandera francesa al viento. Yo veía a esos dos y pensaba que era como para filmarlos. ¿Qué tenían que ver esos dos trabajadores argentinos con la bandera francesa? ¡Nada!. Era una manifestación política de repudio al gobierno ilegítimo [de Arturo Illia], producto de la proscripción de las mayorías; cumpliendo con las directivas del conductor de los sectores populares, utilizando la visita de un presidente de un país importante para hacer sentir su presencia y su protesta. Y la gente siguió avanzando, no masivamente, pero si en columnas y grupos militantes que eran perseguidos y reprimidos por la policía[13].

[11] Se calculan en 20.000 los militantes peronistas movilizados.
[12] También se voceaba «¡Perón, De Gaulle, Tercera Posición!» en clara alusión a la equidistancia que ambos políticos manifestaban ante los dos imperialismos mundiales en pugna en aquel momento.
[13] Carlos *Pancho* GAITÁN, *La resistencia. El peronismo que yo he vivido*, Buenos Aires, CICCUS, 2014, p. 169-170.

En su residencia circunstancial en la localidad de Martínez, barrio elegante de la zona norte del Gran Buenos Aires, Charles de Gaulle sorprendió al público presente, expresándole en idioma español al ex presidente argentino Arturo Frondizi: «En un mundo donde la política aparece guiada por los Estados Unidos y la Unión Soviética, Europa Occidental y América Latina tienen un papel especial que cumplir»[14]. Con estas palabras ya no quedó ninguna duda del motivo de su vista protocolar a la Argentina.

El periplo presidencial del ilustre extranjero siguió en la provincia de Córdoba donde de Gaulle al lado del presidente argentino el 6 de octubre de 1964 recorrió en jeep la planta fabril de IKA-Renault y recibió el cariño y la adhesión de los obreros cordobeses, que luego en las calles céntricas de la ciudad capital provincial fueron reprimidos por las fuerzas de seguridad a palazo limpio[15], al expresar de viva voz e insistentemente su adhesión a de Gaulle… y a Perón. La gente en la calle resistió y los periodistas acreditados fueron impedidos por las autoridades de transmitir en vivo lo que estaba ocurriendo. Cinco años más tarde, el 29 de mayo de 1969, en esa misma provincia, se produciría una de las rebeliones obreras y estudiantiles más grandes ocurridas en América Latina y que pasó a la historia con el nombre de «El Cordobazo». Pero esa ya es otra historia.

[14] 5 de octubre de 1964. Archivo de Roberto Baschetti.
[15] Ocurrió en el Paseo Sobremonte, en Córdoba. En las refriegas con la policía hubo más de 200 disparos, registrándose 29 heridos de bala, 7 de ellos graves.

Documentos fotográficos[16]

De Gaulle en Buenos Aires, octubre de 1964.

[16] Los documentos presentados aquí pertenecen al Archivo de Roberto Baschetti. *Atlante* le agradece la autorización a reproducirlos.

Charles De Gaulle y Arturo Umberto Illia en Buenos Aires, octubre de 1964 (Archivo Roberto Baschetti)

De Gaulle en Argentina, octubre de 1964 (Archivo Roberto Baschetti)

De Gaulle en Buenos Aires, octubre de 1964 (Archivo Roberto Baschetti)

De Gaulle en Buenos Aires, octubre de 1964 (Archivo Roberto Baschetti)

De Gaulle en Buenos Aires, octubre de 1964 (Archivo Roberto Baschetti)

De Gaulle en Buenos Aires, octubre de 1964 (Archivo Roberto Baschetti)

De Gaulle en Buenos Aires, octubre de 1964 (Archivo Roberto Baschetti)

De Gaulle en Buenos Aires, octubre de 1964 (Archivo Roberto Baschetti)

De Gaulle en Buenos Aires, octubre de 1964 (Archivo Roberto Baschetti)

De Gaulle en Córdoba, octubre de 1964 (Archivo Roberto Baschetti)

De Gaulle en Córdoba, octubre de 1964 (Archivo Roberto Baschetti)

De Gaulle en Córdoba, octubre de 1964 (Archivo Roberto Baschetti)

Annexe 2

Pintura argentina

Carlos Gorriarena (1925-2007)

Carlos Gorriarena[1], 1964-1985[2]

Hugo Monzón, crítico de arte

Son veintiún años de una pintura hecha en el país de los últimos veintiún años, referencia obligada cuando intentamos un enfoque de esta obra de Gorriarena. Pertenece a este lugar, fue motivada por ciertas circunstancias, por determinadas situaciones que han ido moldeando la historia contemporánea del país, tantas veces bajo el imperio de fuerzas oscuras, prepotentes, generadoras del caos y la violencia. Precisamente en ese punto en el que lo real toma visos de ficción trágica, o delirante según el caso, está la pintura del autor de *Para que el espíritu viva*, imponiendo su filoso carácter crítico y no a la manera del sermón admonitorio, sino con el gesto franco de quien deja a la vista las inmundicias de un régimen, de un mundillo social, de un orden montado para seguridad y beneficio de una minoría. Los cortos respiros democráticos de aquel par de décadas nunca significaron el

[1] *Atlante* agradece a Sylvia Vesco Gorriarena la autorización a reproducir textos y cuadros de Carlos Gorriarena. El sitio internet http://www.gorriarena.com.ar muestra la obra de este pintor. Véase también: https://www.facebook.com/CarlosGorriarena/.

[2] En el catálogo *Carlos Gorriarena '64/'85*, Buenos Aires, Museo Sívori, mayo de 1985, p. 5-6.

pase a retiro de la reacción totalitaria. Y lo cierto es que en todo ese lapso Gorriarena colgó obra abiertamente ubicada en una posición crítica y marcada por una profunda actitud ética. Naturalmente figura el artista entre quienes nombran siempre a las cosas por su nombre, es decir, sin recurrir a esa clase de metáforas que medrosamente oculta o desdibuja el sentido de un discurso, lo torna más que ambiguo e interpretable según el humor, los puntos de vista o intereses del observador. Figurativo, semiabstracto, abstracto, nuevamente figurativo, dentro de esas categorías que sirven para rotular a una producción antes que para arrimar una definición de ésta, nuestro autor ha ido modificando sus formas de relación con la realidad y encauzando esas distintas poéticas en términos invariablemente rotundos. Ha ventilado funestos contenidos de las crónicas producidas en esta zona del mundo latinoamericano y puesto de manifiesto, como no podía ser de otro modo, su genio inconformista, rebelde, y un subjetivo romanticismo que sin desviar la intencionalidad de las imágenes eleva la potencia expresiva de las mismas.

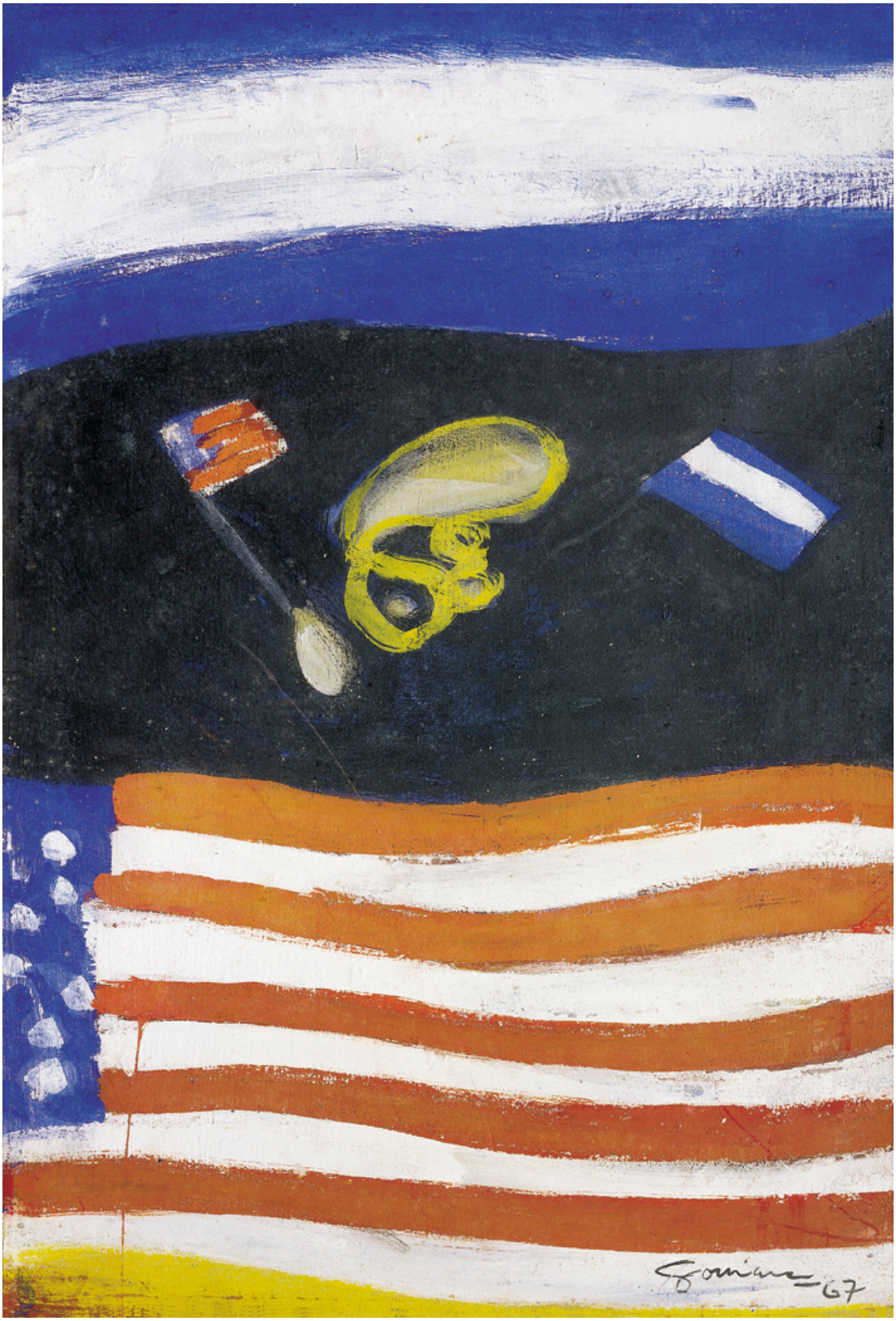
Una fiesta en cuatro manzanas[3]

Carlos Gorriarena (**Buenos Aires, 1925-2007**)

Jorge Romero Brest tenía una gran personalidad, una gran solvencia crítica y un total *aggiornamiento* en el transcurrir cultural de una época. Este es su paraguas. Pero lo que tenemos que analizar es su figura en un contexto histórico. Él inaugura una etapa de poder de los críticos de arte, orientados hacia la política cultural. ¿En qué época desarrolló él fundamentalmente su actividad? Yo diría entre el 60 y el 70. Es una época muy particular de la vida de América y del mundo. Si contabilizamos diez años de la vida política argentina, vemos la creación de la segunda guerrilla argentina, luego de Uturunco; podemos hablar de la gran ola cubanista, del intento de Vandor por sustituir a Perón en la dirección del movimiento peronista y su fracaso. Podemos hablar del fracaso de Frondizi, del colchón de Guido, del Cordobazo, de la dictadura de Onganía. Pero fundamentalmente hay que hablar del hecho que tiñe toda la vida cultural y política de la Argentina, que es la ilegalización del movimiento peronista. Este contexto tiene que ver con la cultura, porque la cultura tiene que ver con la vida de todo los días fundamentalmente. Aquí se inscribe la tarea de Romero Brest. Fue una época en que Buenos Aires era una fiesta, pero esta fiesta transcurría en cuatro manzanas de la República Argentina. De allí que el Di Tella fue una expresión coyuntural. No provocó una modificación profunda en el desarrollo cultural argentino, sino que se creó una situación particular, porque había una gran empresa que tenía un excedente de ganancias con propietarios muy inteligentes. Romero Brest inauguró la élite de los críticos culturales, porque desde ese momento todo lo que ocurría en el mundo llegaba instantáneamente aquí. Había un solo canal abierto, el que venía de afuera hacia adentro.

[3] *Página 12*, Suplemento *Culturas*, « Jorge Romero Brest, hombre de transiciones », domingo 30 de abril de 1989, p. 2.

Carlos Gorriarena, *Cristo no entra a Buenos Aires,* 1965, temple a la caseína sobre papel, 49,5 x 69,5.



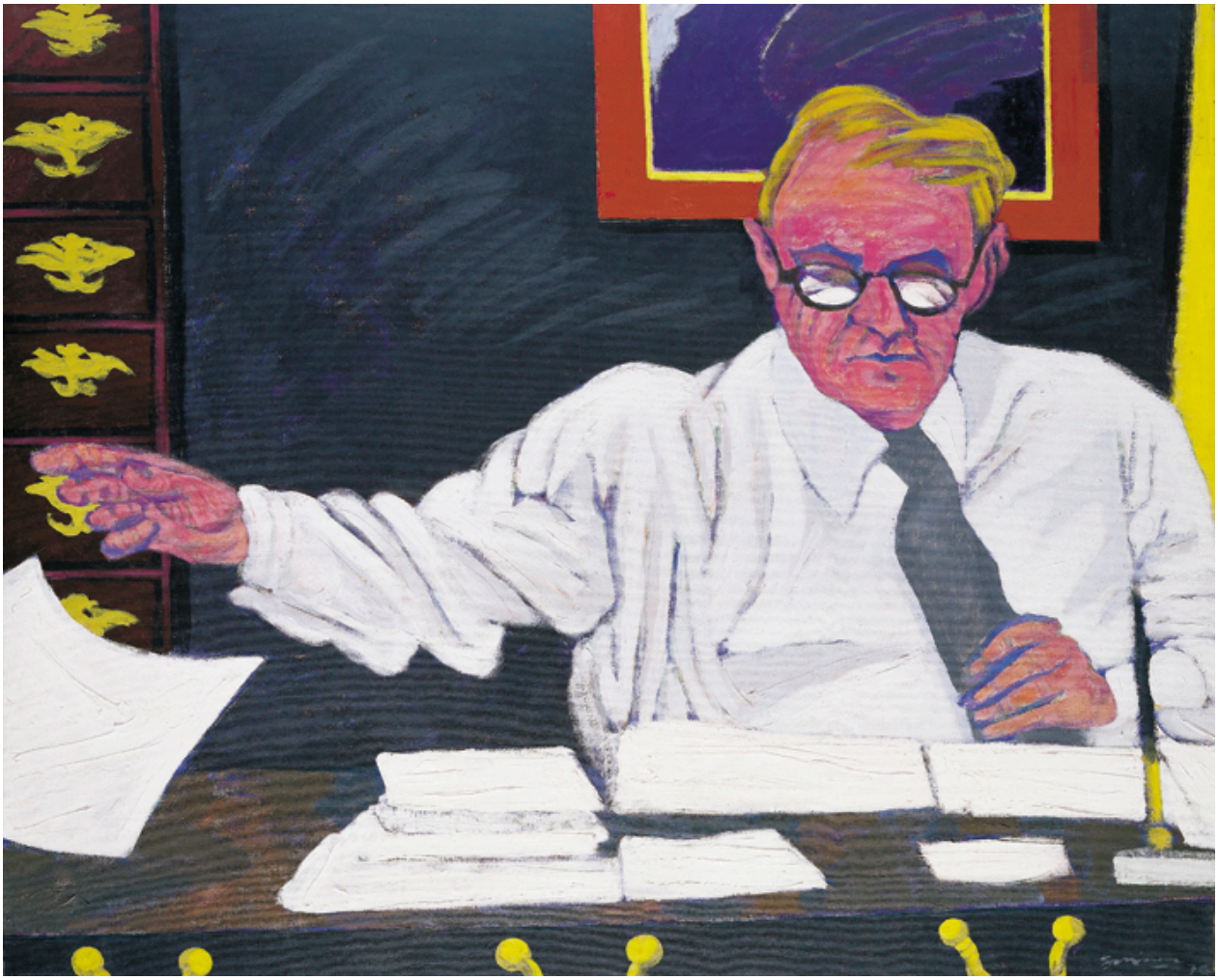
Carlos Gorriarena, *Paisaje deplorable*, 1967, temple a la caseía s/cartón, 49 x 34

Carlos Gorriarena, *Onganiato II*, 1968, temple a la caseína y óleo sobre cartón, 32,3 x 34,2.

Carlos Gorriarena, *Contra el destino,* 1970, temple a la caseína sobre papel montado sobre cartón, 73 x 62,5.

Carlos Gorriarena, *Sin relato,* 1979, temple a la caseína sobre papel, 73 x 63.

Carlos Gorriarena, *Una clase de historia nacional*, 1977, acrílico sobre tela, 150 x 100.



Carlos Gorriarena, *Papeles*, 5 de mayo de 1978, acrílico sobre tela, 119 x 148.

Carlos Gorriarena, *Reunión cumbre en el jardín de invierno,* 1978, acrílico sobre tela, 129 x 197.

Carlos Gorriarena, *El acontecer de todos los días*, 1981, pastel y acrílico sobre papel, 70 x 50.

Carlos Gorriarena, *Para que el espíritu viva*, 1981, acrílico sobre tela, 130 x 200.

Carlos Gorriarena, *Sobre una pared blanca,* 1982, acrílico y óleo sobre tela, 99 x 119.

Carlos Gorriarena, *Cuadro histórico,* 1982, acrílico sobre tela, 140 x 200.

Carlos Gorriarena, *Hecho,* 1985, acrílico sobre tela, 200 x 200 cm.

Carlos Gorriarena, *El retorno de los dinosaurios II, 1997,* acrílico sobre tela, 140 x 200.

Carlos Gorriarena, *El retorno de los dinosaurios,* 1999, acrílico sobre tela, 138 x 138.

Annexe 3

El tango, uno de los sonidos del peronismo

Testimonio

Miguel Praino
Violista, Cuarteto Cedrón

Evoluciones

A partir de 1920 el tango ha perdido su inocencia como Buenos Aires, que se ha convertido en una de las diez metrópolis más grandes del mundo y evoluciona en el contexto de un país rico de sus materias primas que exporta, principalmente carne y cereales, a una Europa que sale de la llamada Gran Guerra (1914-1918). El país tiene estructuras democráticas y un cierto desarrollo económico. En ese contexto, el tango se ejerce en la incipiente radiofonía, en el disco, en los bailes que se realizan regularmente en clubes de barrio, «academias», salones, instituciones agrupando distintas comunidades extranjeras o residentes de distintas provincias argentinas, sociedades de fomento cultural y/o deportivo, cabaret, o solo para escuchar, en diversos cafés y confiterías. El tango anima las fiestas de carnaval en bailes que se realizan en las calles de los barrios populares o en entidades como el Teatro Colón. En general las festividades patrias y todo acontecimiento conmemorativo pueden terminar con una *soirée* bailable en donde el tango figura

como género principal. E infaltable en las fiestas familiares, en las casas, en los patios.

También el tango canción se ha impuesto, en espectáculos teatrales, a través de la figura del cantor solista, acompañado por dúos, tríos o cuartetos de guitarras. En el teatro, la producción de sainetes es prolífica y todos tienen números musicales, casi siempre tangos o milongas, que suelen popularizarse a través de este género teatral.

Involuciones

La eufórica década 1920-1930 se termina con el crash económico mundial de 1929 y el subsiguiente golpe de estado militar que derroca al presidente Hipólito Yrigoyen en 1930. Comienza así uno de los períodos más duros de lo que va del siglo, con su cortejo de represión obrera, desocupación masiva, la humillación de las sopas populares, la reducción de los derechos cívicos de los ciudadanos el denominado fraude «patriótico» ejercido entre 1932 y 1946. En 1933 el pacto Roca-Rucinam transforma económica y políticamente al país en una casi *factory* de Inglaterra.

Los tangos de este período nefasto, llamado la «década infame», reflejan con acritud y cinismo el desamparo, el sufrimiento y el desencanto que sumerge a la sociedad argentina. Esa atmósfera moral irrespirable que la mayoría de los intelectuales oficiales se niegan a mostrar en sus trabajos es expresada magistralmente por Enrique Santos Discépolo, cuyos tangos y grotescos teatrales reflejan la visión escéptica y amarga de su tiempo. También Roberto Arlt, a través del periodismo y de su obra literaria y teatral, pone de manifiesto ese clima de opresión.

Despertares

En 1943 se produce un golpe militar, confuso en su comienzo, que termina tres años después con las primeras elecciones libres y sin fraude desde 1928, que gana

Juan Domingo Perón. Su presidencia establece políticas económicas de estado, de tipo keynesiana, favoreciendo el desarrollo de una industria nacional, la sustitución de importaciones, el cuidado del trabajo argentino son nueve años de pleno empleo , la nacionalización de la banca, el seguro, el crédito, el desarrollo científico, el transporte y la energía, la creación de la tercera flota mercante del mundo y de la Comisión Argentina de Energía Atómica, etc. Esta orientación económica, similar en muchos puntos a la utilizada para la reconstrucción de Europa, produjo un fuerte crecimiento, a lo que se sumó la demanda de carne y cereales de los países europeos, hambreados y destruidos a la salida de la guerra de 1939-1945. La orientación social de estas políticas de índole redistributivas de la riqueza amplió notablemente el mercado interno, integró a una gran parte de la población al circuito de la producción y del consumo, de la capacitación técnica, científica, de la salud, de la cultura.

La Argentina trabaja, estudia, canta y baila

El tango, a favor de una política cultural adecuada[1] y del incremento de las incipientes industrias del ocio, se desarrolla: el disco, la radio, el cine lo difunden en toda América Latina. En Buenos Aires florecen las «milongas», salones de baile, muchos de ellos funcionando los siete días de la semana; a los cafés con orquestas que ya existían se le agregan nuevos establecimientos, abiertos a partir de las quince horas y hasta las dos de la madrugada; la activa frecuentación de los bailes, en el denso tejido de instituciones barriales, clubs y sociedades diversas, le ofrece sus espacios. La masiva afluencia de público, el clima de participación popular, hacen de estas estructuras terreno fértil para la aparición de nuevas orquestas de tango integradas por la joven generación, talentosa y, por ello mismo, protagonista de la llamada «época de oro del tango». Ejemplo pródigo fue la muy buena orquesta

[1] Un decreto del Ministerio de Educación del 10 de enero de 1950 obligaba a todo programa a la difusión del 50% de música nacional: para locales con música, emisoras radiales, cafés, cabaret, restaurantes, etc.

de Miguel Caló. Entre 1942 y 1946 tocaron en su orquesta Osmar Maderna, Armando Pontier, Enrique Francini, Domingo Federico, Eduardo Rovira, Julián Plaza, Miguel Nijenson. Todos estos músicos formaron y dirigieron sus propias orquestas, las que fueron de primerísima importancia, luego de dejar la de Miguel Caló. Esta hiperactividad dio espacio a los otros componentes del tango, los autores y compositores músicos y poetas que crean los materiales que nutren los repertorios de las orquestas, sumado al trabajo de los arregladores. El Sindicato Argentino de Músicos tenía repertoriados, todo género musical incluido, 6700 músicos en 1947, y más de 500 orquestas, en un país de 15.893.800 habitantes. Cada vez más presente en la vida ciudadana, el tango de esa época, groso modo 1943-1955, expresa casi siempre en forma de soliloquio, entre otros temas, las interrogaciones de los seres, algunas eternas, como el tema de la madre, o el del amor, y los encuentros posibles y sus posibles respuestas, la evocación del pasado, las geografías de la urbe, la vida nocturna…, expresión de la sensibilidad de una parte importante de la comunidad y su contorno sonoro.

Retrocesos

En 1955, un golpe de estado militar usurpa la dirección del Estado y establece una dictadura que trae otra vez al poder a la vieja oligarquía, frenándose de esa manera el desarrollo independiente del país un país que era, en ese momento, «socialmente justo, económicamente libre y políticamente soberano», y cuyo gobierno era apoyado por la mayoría de la población. Se bombardea la Plaza de Mayo, se fusila, se reprimen a los sindicatos, las organizaciones de base, la libertad de prensa para las clases populares y se dictan medidas económicas que endeudan al país, que no tenía necesidad de ello, imponiéndole acuerdos con el FMI. Se decreta la no vigencia de la Constitución Nacional del año 1949, votada en su momento por la Cámara de Diputados y la de Senadores, sobre todo por su Artículo 40:

> Art. 40 La organización de la riqueza y su explotación tienen por fin el bienestar del pueblo, dentro de un orden económico conforme a los principios de la justicia social. El Estado, mediante una ley, podrá intervenir en la economía y monopolizar determinada actividad, en salvaguardia de los intereses generales y dentro de los límites fijados por los derechos fundamentales asegurados en esta Constitución. Salvo la importación y exportación, que estarán a cargo del Estado, de acuerdo con las limitaciones y el régimen que se determine por ley, toda actividad económica se organizará conforme a la libre iniciativa privada, siempre que no tenga por fin ostensible o encubierto dominar los mercados nacionales, eliminar la competencia o aumentar usurariamente los beneficios.
>
> Los minerales, las caídas de agua, los yacimientos de petróleo, de carbón y de gas, y las demás fuentes naturales de energía, con excepción de los vegetales, son propiedad imprescriptible e inalienable de la Nación, con la correspondiente participación en su producto que se convendrá con las provincias.
>
> Los servicios públicos pertenecen originariamente al Estado, y bajo ningún concepto podrán ser enajenados o concedidos para su explotación. Los que se hallaran en poder de particulares serán transferidos al Estado, mediante compra o expropiación con indemnización previa, cuando una ley nacional lo determine.

Una vez restablecida la Constitución de 1853 y manteniendo al Movimiento y al Partido peronistas prohibidos, así como a la prensa opositora, se llama a elecciones en 1958. El peronismo hace ciertos mínimos acuerdos políticos con una fracción del Partido Radical cuyo candidato, Arturo Frondizi, gana las elecciones. Comienza entonces lo que se denominó el «desarrollismo»: una política marcada por la desnacionalización de la economía, la fuerte inversión de los capitales

multinacionales internacionales, la entrega a éstos de los mercados en las industrias químicas, el acero, el petróleo, el cemento y la energía en general y la exportación de materia prima, entre otros. El desarrollo acelerado de la industria automotriz produce el comienzo del desmantelamiento de los ferrocarriles y la potenciación del transporte por ruta, todo con vistas a la máxima ganancia de las empresas y sin tener en cuenta los intereses de la Nación.

Irresponsabilidades

El *diktat* cultural planetario, favorecido por el avance tecnológico, empieza a imponer su cortejo de valores alienantes. La euforia consumista de una parte de las clases medias urbanas va a imponer entre tantas otras cosas como «*la cirugía estética, el Ban-lon y el Instituto DiTella*», la pop y el rock, la ye-ye, el twist, sobre todo y en el mejor de los casos la extrema frivolidad y en el peor la estupidez más absoluta. Para apropiarse del mercado de la música las compañías discográficas extranjeras envían sus gerentes hoy serían sus CEOs. Se invierte mucho dinero en la radio, la televisión, en el cine, en la prensa y sobre todo en la destrucción de los archivos de música nacional. Domingo Federico, uno de los protagonistas de la época de oro del tango, relató a quién esto escribe cómo de 192 matrices originales de discos de pasta 78 rpm que grabó con su legendaria orquesta, quedaron solamente 22, reutilizando el material para confeccionar las matrices de discos a la moda *ye-ye, twist, rock, nueva ola*, etc. como los agrupados en «El club del Clan» y sus equivalentes extranjeros, con el pretexto de que el material utilizado era importado y muy caro. La edad del consumidor de discos comienza a descender se impone el «jovencismo» ampliándose el mercado. Al mismo tiempo desaparecen todo tipo de calidades musicales, literarias o coreográficas. En apenas cinco o seis años el corte cultural que se produce es brutal, la tarea de infantilización de la sociedad es intensa, y los que consideraban que el tango era «su» música quedan relegados al papel de anacrónicos que viven en las telarañas del pasado.

Testimonio

Me llamo Miguel Praino, fui violinista y soy violista del Cuarteto Cedrón desde su fundación, en 1963. Mis padres me sugirieron la música. Mi padre amaba el tango y la música argentina en general y además tocaba el bandoneón como amateur. Un 6 de enero, para la fiesta de los Reyes Magos yo tenía seis años encontré como regalo un violín junto a mis zapatos. Comencé a estudiar en mi barrio con un profesor (Alfredo Rossi) que tocaba muy bien el violín y era respetuoso de la música popular, incluso tenía una orquesta de tango. Así comenzó mi vida de músico. No era muy trabajador con el violín pero tampoco me disgustaba. Y fui avanzando en mis estudios.

Antes del Cuarteto Cedrón, que primero fue un trío, hice música popular a partir de los 12 años, en dúos, tríos, hasta orquestas de doce a quince músicos, orquestas de barrio con repertorio de tango bailable. También toqué en grupos de música folclórica argentina. A medida que pasaban los años los grupos en los que me desempeñaba eran de mejor calidad. Así se enriquecían mi formación y mis conocimientos, tocando junto a músicos mejor formados que yo en la música popular.

Los diversos lugares de baile se diferenciaban por la composición social del público. Las instituciones nacidas de las comunidades extranjeras Casal Catalunya, Centro Gallego, Centro Asturiano, Centro Pontevedrés, Club Italiano, Unione e Benevolenza y otros estaban generalmente en la Capital Federal y eran muy activas en las actividades sociales. Todas tenían un público de clase media, y algunos también de clase media-alta. Sus directivos eran por lo general comerciantes, artesanos y pequeños o medianos industriales. Los bailes se realizaban los sábados a la noche en las sedes, y los domingos por la tarde en los recreos a orillas del Río de la Plata, en la zona de Vicente López, Olivos o San Fernando. El público estaba compuesto de empleados de comercio, bancarios, u obreros especializados, secretarias, enfermeras etc. El club Italiano, frente al Parque Rivadavia en el barrio de Caballito tenía un público de clase media alta y a

los bailes del atardecer de los domingos solían concurrir cadetes del Liceo Militar en uniforme y niñas casaderas con padre, madre, abuela y hermanos mayores y menores. En esos bailes se buscaba, y en muchos casos se lograba, formar parejas que podían terminar en casamientos que formalizaban alianzas económico-familiares.

Incomprensiones o conflictos

Los bailes en los diversos salones de Buenos Aires y el conurbano contenían a públicos con otra connotación de clase. Obreros de la industria, la construcción, la metalurgia, la mecánica los hombres, y «fabriqueras» de la industria gráfica, textil, alimentación, servicio doméstico, enfermeras, las mujeres. Las morales eran diferentes, y esa humanidad la componían nuestros compatriotas que venían de las provincias, sobre todo a partir de la grandes migraciones de los años 1940, años en que se acentuó la actividad industrial y la necesidad de mano de obra para abastecer el aumento en la producción debido al proceso de sustitución de importaciones, resultado de la guerra (mal llamada mundial) entre los países industrializados de Europa y Asia y a la política de desarrollo industrial del gobierno peronista. La enorme mayoría venía de zonas rurales y por primera vez veían una gran ciudad como Buenos Aires. Se formaban en nuevas profesiones, aprendían oficios, se integraban a la vida ciudadana, contribuían a la evolución de las costumbres por el aporte de otros valores y otras culturas. Por supuesto, estos aportes eran mal vistos por una parte del país blanco y urbano, primera o segunda generación nacida en el país ya que la irrupción de todo ese mundo con costumbres, gustos, morales, músicas y acentos diferentes venían a acompañar otras evoluciones, políticas y económicas éstas, que se desarrollaron y potenciaron paralelamente bajo el peronismo.

Los salones de baile tenían, en muchos casos un llamado «Patio Guaraní» al fondo de los enormes locales, donde se difundían las músicas de las provincias del Noreste y del Paraguay, sobre todo el chamamé pero también el rasguido doble, la

guarania, el valseado, la polka, la chamarrita, etc. En las orquestas con las que frecuentaba esos salones de baile había colegas que no entendían que en las pausas yo corriera a escuchar a los cultores de esas músicas que eran músicos excelentes y en ciertos casos, artistas muy conocidos y apreciados en sus provincias y en las comunidades de esas provincias, emigradas a Buenos Aires y su conurbano, como el Cuarteto Santa Ana, Damasio Esquivel, Isaco Abitbol, Tarrago Ros, Mario Millán Medina, Ramón Ayala, Argentino Lucero y otros no tan conocidos pero de superlativa calidad. Estos colegas, mayores que yo en edad, me trataban de «desorejado», me predecían una posible «ruina» de mis calidades musicales y hasta un posible casamiento con «*una negra de esas, pibe*», reproduciendo en la opinión que vertían sobre los músicos del litoral todos los prejuicios, toda la profunda ignorancia y hasta el profundo racismo de un tipo de porteño, blanco, descendiente de europeos.

Inclusiones

Los salones abrían por lo general de jueves a domingo. Algunos funcionaban todos los días, como el Palacio del baile, que estaba ubicado dentro de lo que era el Parque Retiro. Era ésta una gran milonga en la que solían tocar, los sábados y domingos, buenas orquestas, como la de Alfredo Gobbi, Joaquín Do Reyes, «Titi» Rossi, Eduardo Del Piano, José Basso, Víctor D'Amario, Edgardo Donato u otras. El jueves era un día especial, había una importante afluencia de mujeres, en su mayoría empleadas domésticas, ya que ese era el día franco que tenían estas trabajadoras. El baile fue importante socialmente por los encuentros relacionales en general, y afectivos que se producían. Las muchachas que recién llegaban de sus lejanas provincias a la Capital o sus zonas aledañas, tenían generalmente un referente familiar o de amistad o de vecindad a la que se dirigía. Siempre había quien las aconsejara y guiara en los primeros pasos. Una vez que se encontraba trabajo, las costumbres y los hábitos nuevos, la radio, diarios y revistas de actualidad, el acceso a la diversión el cine, las playas del sur y del norte del Río de

la Plata en verano y los bailes eran para ese sector de la población los principales vectores de información, variada y efectiva, en la formación del conocimiento de la realidad circundante. Era bastante común en esos años, sobre todo entre las muchachas migrantes, en muchos casos menores de edad, el empleo en el servicio doméstico, que dicho así parece designar relaciones laborales regidas por leyes, obligaciones y reglas entre las partes. Lejos de esa realidad se estaba todavía. Perduraban relaciones que iban del paternalismo feudal hasta la esclavitud. Cuando una de estas muchachas comenzaba a conocer a otras en el barrio, y sobre todo cuando comenzaba a crecer y a salir, era muy común que fuera en el baile donde se producía el encuentro con compañeras que le mostraban otras posibilidades, le hablaban del sindicato, de terminar la escuela primaria a la noche, de otros trabajos en la industria o el comercio, mucho mejor pagados o simplemente pagados, de los derechos que tenía como persona y como trabajadora. Y cuando encontraba trabajo en fábrica, un buen salario, amistad, solidaridad y derechos, se apartaba de sus negreros.

La música sobre todo el tango y también la diversidad musical venida de las diferentes regiones del país, en el periodo que va de 1940 hasta fines de 1950 acompañó un fenómeno en el que participó una gran parte de la sociedad, precisamente la que estaba invisibilizada socialmente, sin representación política, social, cultural ni económica. En ese período, a través de su inserción como protagonista logró una vez más que renaciera la esperanza, el sentimiento de dignidad y de que el futuro sería mejor que el pasado. Por un período fue así. Después, el viento de la historia hizo lo necesario para que la esperanza fuera un objetivo. Entonces supimos que para alcanzarlo hay que conservar y transmitir la memoria, no olvidarse de nada, ni de nuestros orígenes, ni de nuestras tragedias y luchas para avanzar en nuestra humanidad, y sobre todo no perder, nunca, la alegría.

Movimientos sociológicos batallas culturales, a comienzos de 1960

Al comienzo de los años 1960 el tango está estancado en cuanto a su desarrollo como elemento presente de una característica cultural de Buenos Aires y de casi todos los centros urbanos de la Argentina. Este hecho se verifica a partir de 1955. El golpe de estado de ese año no solo interrumpe el gobierno del Presidente Perón sino el desarrollo de muchos de los paradigmas que hacen a la identificación cultural de esa sociedad. El estancamiento del tango se verifica por la falta de renovación «física» del personal musical. Los artífices de la llamada «época de oro» representantes del punto de evolución más alto alcanzado por el tango en cuanto a su complejidad y riqueza musical, su calidad literaria en el tango canción, y su bella coherencia como danza, evolución aceptada y que había sido acompañada por un público masivo , seguían en actividad, e inclusive muchas de las figuras anteriores a este periodo, con sus calidades de siempre. Pero lo que se veía era la falta de renovación etaria. Los músicos jóvenes que debían un día dar un salto cualitativo como habían hecho en su momento los ahora consagrados, dudaban.

El desarrollo de una clase media con interesante poder adquisitivo en un país al que el peronismo dejó avanzado en la industria, en las ciencias, en el nivel cultural y de estudios de su juventud, sin deudas, sin desocupación, con un mercado interno rico en posibilidades que el poder económico internacional visualizaba como una buena presa hizo que una parte importante de ésta estuviera entre los protagonistas civiles que apoyaron y hasta complotaron con los militares que realizaron el asalto al poder democrático. Este «medio pelo»[2] fue luego el principal vector, por su aspiración a parecerse a los habitantes de los nuevos (EEUU) y viejos

[2] Nota de *Atlante*. Véase la definición de esta expresión en Argentina por Arturo Jauretche: «Cuando en la Argentina cambia la estructura de la sociedad tradicional por una configuración moderna que redistribuye las clases, el medio pelo está constituido por aquella que intente fugar de su situación real en el remedo de un sector que no es el suyo y que considera superior. Esta situación por razones obvias no se da en la alta clase porteña que es el objeto de la imitación; tampoco en los trabajadores ni en el grueso de la clase media. El equívoco se produce a un nivel intermedio entre la clase media y la clase alta, en el ambiguo perfil de una burguesía en ascenso y sectores ya desclasados de la alta sociedad », *in El medio pelo en la sociedad argentina. Apuntes para una sociología nacional*, Buenos Aires, A. Peña Lillo, 1966, p. 7.

(Europa) países poderosos, de los moldes que las potencias tratan de imponer en todo el mundo, «medio pelo» expresado en el naciente consumerismo de la posguerra. Se impusieron a través de ella los nuevos paradigmas internacionales de la economía y la cultura. En la ya consolidada industria del esparcimiento y en lo que toca a la música, esto se expresa rápidamente. El film *Al compás del reloj*, con el grupo norte americano de rock «Bill Haley y sus cometas», se estrena en EEUU el 21 de marzo de 1956 y en Buenos Aires en enero del 1957, produciéndose el mismo efecto entre una parte de los jóvenes argentinos que el de los jóvenes de otros lugares del mundo, que se dijo, se difundió en muchos casos arrancaban las butacas de la platea para poder bailar una música que no tenía la más mínima relación con las culturas ni las costumbres de ese momento del país, y sí con las modas internacionales vehiculizadas por la prensa, radio, incipiente televisión, cine, vendidas a través de la prensa internacional y reproducida por la nacional, como un acto de rebeldía de los jóvenes. Detrás de este primer acontecimiento y debido a su éxito exponencial, la industria del esparcimiento puso todo su peso, sus capitales, su tecnología en el inmenso negocio que se vislumbraba: el mercado y su poder adquisitivo de la adolescencia y la juventud. Se estableció una disyuntiva inmediata entre la gente: nuestra música o la música extranjera. Falsa disyuntiva y postura equívoca ésta ya que en nuestro país habían convivido hasta ese momento prácticamente todas las músicas. Peor aún, se estableció de parte de la prensa y los intereses del mercado que casi siempre son comunes otro enfrentamiento: música de jóvenes o música de viejos. En suma, como oferta: el monopolio y la exclusión. Todos estos movimientos incumbían a ese «medio pelo» que tomaba té y no mate en público, porque era «cosa de negros».

La resistencia peronista

Al mismo tiempo las clases trabajadoras y humildes peronistas operaban en la organización política y sindical para volver a ganar el espacio de participación que habían perdido con la violenta represión desencadenada por la dictadura, para

obligar a aceptar la imposición, entre otras cosas, de una economía liberal. Otra rebeldía más sustancial ya que hacía al destino de un país, a su posición en la región y en el mundo, a sus intereses generales y su supervivencia como comunidad se comenzó a organizar y a desarrollar por las fuerzas populares, encarnadas y representadas principalmente por el Movimiento peronista. Arrojadas del poder político, sumidas en la represión y libradas al arbitrario jurídico y social contra los trabajadores y humildes del país, fue por lo tanto menos vista esta rebeldía como una comedia y mucho más vivida como una epopeya, ciertamente trágica en muchos casos. Los ejemplos no faltan, desde el golpe de Estado de 1955 con bombardeo aéreo al pueblo y saldo de 350 muertos y 2 000 heridos, represión, cárcel y persecución a los partidarios, dirigentes, militantes, sindicalistas, siguiendo con los fusilamientos del General Valle y una cuarentena de militantes en los basurales de José León Suárez en 1956[3], abolición ilegal de la Constitución Nacional de 1949, elecciones de convencionales constituyentes de 1957 y presidenciales en 1958 con el Movimiento peronista prohibido. Luego del derrocamiento de Perón, en poco tiempo se organizó lo que se denominó la Resistencia Peronista que comenzó con el reagrupamiento de pequeños grupos de militantes de los barrios populares y del mundo obrero. Organizaron acciones como boicotear empresas, realizar en los lugares de producción de grandes firmas el trabajo a desgano o a reglamento. En la calle eran las bombas, aunque sin atacarse nunca a las personas sino a edificios, públicos y privados, medios de transporte, etc. La resistencia peronista se dedicó a través de sus acciones a la defensa del poder sindical, y a través de ese poder a la defensa del asalariado industrial, comercial y de servicio, atacado en sus intereses materiales y sus derechos. Bregó con el mismo ardor y virulencia por la vuelta a la vida democrática simbolizada en la exigencia del retorno de Juan Perón del exilio al que lo obligaba

[3] Véase, de Rodolfo WALSH, *Operación Masacre. Un proceso que no ha sido clausurado,* Buenos Aires, Ediciones Sigla, 1957, y la película del mismo nombre, con guion del mismo autor y dirección de Jorge CEDRÓN, Buenos Aires, 1973.

el poder militar. Muy pronto se hizo popular una consigna clara y de exigencia absoluta pintada en todos los muros del país: «PV», «Perón Vuelve».

En 1962, el candidato peronista, Andrés Framini, gana la gobernación de la Provincia de Buenos Aires en las elecciones legislativas y de gobernadores del 18 de marzo de 1962. El Presidente Frondizi había permitido en estas elecciones la participación de candidatos peronistas pero en otros partidos, como el Partido Laborista, Unión Popular, Partido Tres Banderas y otros grupos provinciales. Estos candidatos también ganaron las gobernaciones en 10 de las 22 provincias del país, por lo que el poder militar derrocó al Presidente Frondizi once días después de las comicios, el 29 de marzo de 1962.

La represión se acentuó. Se encarceló a dirigentes políticos, sindicales y sociales. La respuesta popular huelgas, manifestaciones, sabotajes, atentados a la bomba, siempre sin víctimas humanas se desplegó a lo largo y ancho del país. En el marco dictatorial represivo la policía de la provincia de Buenos Aires secuestró a Felipe Vallese, participante activo de la resistencia, obrero metalúrgico, delegado sindical de la fábrica TEA y dirigente de la Juventud Peronista el 23 de agosto de 1962. Fue asesinado en la tortura y sus restos no aparecieron nunca. Tenía 22 años.

Encuentros

En 1963, quien esto relata contaba con 22 años de edad y con 10 de actividad musical en grupo, 8 de ellos de manera profesional. Era hijo de obrero, y yo mismo, además de músico era obrero impresor gráfico. En mi casa eran amantes de la música popular. No me sentía cómodo en el ambiente musical que frecuentaba, el del tango. Sentía que no estaba en una actividad musical trascendente. Quizás confusamente, buscaba una práctica que fuera más rica, más sentida, sincera, profunda, a la medida de lo que representa el tango: «la primera y única expresión cultural que los argentinos crearon sin pedir permiso a nadie» como lo definió Enrique Pichon-Rivière.

Los cafés con orquestas habían desaparecido de la calle Corrientes y de otros barrios de la ciudad, bastante antes de 1960. Al final de los años 1950 solo quedaba un local con orquestas, el café La Armonía, en Corrientes 1441, que cerró al comienzo de los 60 y volvió a abrir con el nombre de Patio de Tango, cerrando definitivamente en 1970. También alguna confitería, La Richmond, en la calle Esmeralda, o algún local como la confitería Ideal, en Corrientes y Talcahuano, pero solo con pianista. Sí quedaba algún cabaret con orquesta, como el Tabarís, con *alternadoras* y minúscula pista de baile o los *peringundines* de la calle 25 de Mayo, en la zona portuaria, generalmente con tríos o cuartetos.

Cuando me encontré con Juan Cedrón, que era un joven cantor, guitarrista y compositor, fue como que se abría un camino lleno de posibilidades ricas de sentido y originalidad. Y sobre todo en ese momento en que la práctica del tango estaba estancada en la proyección, porque había una mala lectura de sus significados esenciales, y por otro lado sumergida por la música impuesta por el mercado[4]. Lo que componía Cedrón en ese momento, ya era el rescate de elementos medulares, gestos y estéticas, que utilizaba (y utiliza) en la composición de temas instrumentales y sobre todo canciones, construidas sobre poemas que no estaban escritos para ser puestos en música, lo que alteraba la forma tradicional del tango canción, pero potenciaba los elementos medulares de ese tango canción, de esa canción urbana argentina. Quizás nuestro grupo, el Cuarteto Cedrón, fue el único que encaró en ese tiempo y de esa manera el tango. De su generación Juan Cedrón es, por lo que recuerdo, prácticamente el único que compuso canciones, su música fue atemporal en el sentido de que no se preocupó por ser moderno o antiguo, ni de imbricarse en la industria, a costa de dejar de lado sus convicciones, entendiendo por esto que nunca escribió y el Cuarteto nunca tocó una nota pensando en si le habría de gustar o no a la industria. Tampoco nunca se le ocurrió

[4] «El club del clan», por ejemplo, era una emisión de TV que inventaba ídolos del «jovencismo de mercado», de un día para otro, como Johnny Tedesco, Palito Ortega, Violeta Rivas, Billy Caffaro y tantos otros, muchos efímeros.

doy fe parecerse a alguien, pese a admirar profundamente (y aprender de) los grandes cultores que construyeron la música argentina.

Una prueba irrefutable es su primer disco, *Madrugada* (1963)[5]. Producido por él mismo en absoluta independencia, contiene canciones sobre poemas de Juan Gelman cantadas por él, poemas dichos por el poeta Gelman y temas instrumentales, junto a Carlos Lavochnik en violín, Carlos Francia en violoncelo, César Stroscio en bandoneón y Cedrón en guitarra, notas de Paco Urondo, dibujo y diagramación de Alberto Cedrón, financiado por la venta de pinturas de algunos pintores donadas a ese efecto, y la venta previa del lp. Fue el primer disco construido con esas características y ese tipo de material. De hecho, de toda la discografía del Cuarteto más de cuarenta y cinco discos solo dos discos son propiedad de las compañías.

Se puede tener una lectura política de la obra de Cedrón como compositor y de la actividad del grupo, en el sentido cultural. Se defendieron siempre en nuestro ámbito los valores y calidades de la creación musical argentina, sin dejar de escuchar, estudiar, estar abiertos a todo tipo de músicas. Fuimos, junto a otros actores culturales, conscientes de que no cualquier región del mundo cuenta con una música popular como el antiguo y riquísimo repertorio folclórico argentino, suma de valores y bienes culturales acumulados por la tradición a través de varios siglos, ni mucho menos una música popular urbana como el tango, que en poco tiempo alcanzó, como ya lo señalamos anteriormente «el punto de evolución más alto en cuanto a su complejidad y riqueza musical, su calidad poético-literaria en el tango canción, y su bella coherencia como danza». La actividad del grupo no tuvo en cuenta nunca otra cosa que construir una obra que refleje lo mejor posible la importancia del acervo popular de nuestra comunidad nacional, de lo que nos nutrimos culturalmente a través de los que nos precedieron, de los que aprendimos, nos contuvieron y nos sirvieron de ejemplo. Y por supuesto tener y

[5] http://cuartetocedronobracompleta.blogspot.com.ar

brindar placer, el placer de la música, de la canción, de la poesía. Ser conscientes y obrar por estos valores es lo que llamo una lectura política.

El tango en los 60 y 70

El tango declinaba, ya que la actitud consumista rigiendo los gustos de una parte de las clases medias urbanas se orientaba hacia otros tipos de consumos dentro de la industria del ocio en general y cultural en particular, generalmente venidos de Europa y los Estados Unidos. La actividad, en su aspecto económico, sufrió una merma que lo fue marginando. Las grandes orquestas dejaban de existir simplemente por una acentuada disminución en la organización de veladas y *soirées* bailables, que desde el punto de vista laboral era un importante sostén de éstas. Se mantenían, pero disminuidas también, como fuente de actividad algunas emisiones radiales y de televisión, y el disco. Esa actividad era insuficiente y este proceso hizo que comenzaran a proliferar los pequeños grupos, tríos, cuartetos, quintetos, ya que se volvía imposible mantener una orquesta de baile de 12 o 15 músicos.

Un fenómeno apareció en una parte importante del público que apreciaba el tango como música y canción: decidió «sentarse», dicho esto literalmente. Quería decir no bailar más, terminar con el hecho de dedicar una parte del tiempo libre al ritual de ir a bailar. Seguramente la sociología debe poder explicar el por qué en esa época de la notable disminución en la frecuentación de esta práctica social que es el baile. Las nuevas formas de consumo, de utilización del tiempo libre, lo que dictaba la moda, todo regido por el cambio de paradigmas operados en gran parte del mundo, cambiaron las formas de encuentro entre mujeres y hombres. Ya no se esperaba el baile del viernes o sábado a la noche, en el club del barrio para ver de encontrar «el amor de su vida».

El camino elegido por una parte de los jóvenes músicos de nuestra generación que se expresaban a través del tango en la época que evoco, era confuso. Unos se esforzaban en integrarse a orquestas de repertorio bailable, si era posible de renombre, por cuestiones de trabajo, de gusto personal. Otros entraron en las

corrientes conceptuales nombradas como «modernas», «avanzadas», «vanguardistas» o «de vanguardia». Y los simpatizantes de estas corrientes lo eran, no por una razón musical sino por ciertos valores «culturalistas»: «es moderno», «es música» como si el tango no lo fuera , «eleva» nuestro «arte menor», «es vanguardista», «es contemporáneo»..., eran los argumentos. Cierto discurso que, a mi parecer, confundía los hechos culturales con lo que hoy se nombra «políticamente correcto», contribuyó a estas confusiones. La aceptación de ese discurso de una elementalidad desoladora fue tomada por muchos como algo «progresista», como que había que cambiar, para que el tango fuese mejor. Muchos de los que sostenían ese discurso, que, por ejemplo, no consideraban músico a un cantor, a un instrumentista de las ancestrales tradiciones musicales étnicas, criticaban al tango-canción por la temática de sus letras los abandonos amorosos entre mujeres y hombres, la madre, la evocación del pasado... Remarco que muchos temas más no hay, a menos de hablar sobre banalidades. Y algunos, como el de las relaciones entre mujer y hombre, siguen siendo una cuestión, un misterio insondable. La madre como asunto tampoco es menor, y se podría afirmar que no debe haber más de diez problemas fundamentales o medulares en la vida todos tratados por el tango-canción, todos interrogantes eternos, sin solución: la vida, la muerte, la traición, la maldad o la bondad, el porqué y el para qué de la existencia. En fin, un gran clásico del «medio pelo» argentino, que sin hacer comparaciones sufre por *La madre* de Máximo Gorki, y es indiferente o se ríe de la madre mencionada en el tango «Como abrazado a un rencor»:

> Sólo a usté, madre querida, si viviese, le daría
> el derecho de encenderle cuatro velas a mi adiós,
> de volcar todo su pecho sobre mi hereje agonía,
> de llorar sobre mis manos y pedirme el corazón […]

Hubo un músico importante, Astor Piazzolla, reconocido hoy día a nivel mundial, que sostuvo este discurso, con el que se influenció a muchos de los músicos argentinos jóvenes, que encontraron en su ejemplo otro camino musical a seguir. El discurso de Piazzolla colaboró con entusiasmo a estas confusiones. A lo que también contribuyó Piazzolla, y lo considero negativo, fue a desarrollar un discurso contra el baile del tango o milonga o vals, contra el baile popular en general, digamos. Y peor fue aún la cantidad de músicos jóvenes que adhirieron a ese discurso con opiniones pretenciosas: «no puedo estar limitado en mi creación por el baile», tuve la risueña oportunidad de escuchar en más de una oportunidad.

Establecido ya el mercado de la «música joven» en manos de las grandes compañías internacionales de discos, con difusión a través de la prensa, la radio, la televisión, el cine, la publicidad, se llevó una política de infantilización de los adolescentes y jóvenes por el sentido y los valores que ofrecían estos «productos» sin tradición alguna, con rítmica elemental binaria, palabras pegadizas rozando la estupidez. Música, letra e intérpretes, todo aparecía normalizado, como para que la canción el «producto» no tuviera nacionalidad y sirviera para un público de un país u otro, indistintamente, con elementos comunes como juventud y «*look*» del intérprete, con pronunciación de doblaje de serie (norte-) americana. Frente a esta avalancha de facilidad, el tango era «difícil», «aburrido», «de (o para) viejos».

Justo es reconocer que el tango como danza no es simple. Tampoco complejo, pero hace falta aprender, hay una cierta elegancia necesaria, hay que trabajar las figuras del baile, hay que escuchar lo que se baila porque se interpreta, es una danza de dos seres enlazados. Hay una actitud en el baile del tango que contradice la época de la que hablamos. Algo que ocurre también en la ejecución de esa música. La formación de los instrumentistas del tango era rigurosa, debido a que había que afrontar una música elaborada, con complejidades y sutilezas melódicas, armónicas y rítmicas. Los instrumentos que se utilizan exigen la misma técnica que la necesaria a la ejecución de la música llamada clásica, ya que hay que hacerlos

sonar y no es sencillo sin los estudios necesarios. Hay que sumar a esto las cuestiones estilísticas ya que el tango las tiene, y muy marcadas.

Estas cuestiones en una época en que lo que se comunicaba alrededor de lo que ya era «la industria del entretenimiento» propiciaba que todo era fácil, que nada debía ser complejo, que la actitud de «consumidor» era la correcta, ponían al tango lejos del alcance, sobre todo de los adolescentes y jóvenes. La tecnicidad necesaria para acercarse al tango como ejecutante, bailarín o simple melómano exigía un mínimo de saber, que el martilleo de la publicidad en torno a las músicas de moda consideraba «cosas de viejos» a no tener en cuenta.

Estas políticas mercantilistas a ultranza de la música afectaron la ideología de los actores, público incluido, simplemente porque era el reflejo de la ideología que imponía el poder económico que tenía las riendas del Estado. No es difícil imaginar la presión que ejercen los factores que detentan el poder económico, el poder mediático a través de la prensa, radio, televisión, cine en la imposición de conceptos como «modernismo», «progresismo» , «diversión» o «música joven».

Desde el punto de vista mercantil, en lo que hace a la creación de productos de consumo masivo, se puede concebir que haya una búsqueda continua de lo novedoso, de lo práctico o de la «moda». Pero aplicado a las artes populares o no se plantean problemas que tocan otros valores que no son los de la producción, compra y venta de objetos. Juan Cedrón tiene una fórmula muy acertada que usa para explicar el funcionamiento del Cuarteto en cuanto a por qué nunca hicimos una música «de moda». Y es porque, enseguida, después de «la moda» vienen «las liquidaciones». Es un ejemplo válido en su crueldad, porque desnuda la ridiculez de este tipo de idea que se imponen en las sociedades.

Y los actores de la cultura también estamos sujetos a ese bombardeo de ideas que va acotando la libertad de la creación, ya que somos parte de la sociedad. Y es verdad que las cosas, en la cultura, cambian y que en «su medida y armoniosamente», hay que aceptar que las cosas en general vayan evolucionando, pero siempre conservando las raíces.

La cuestión es si hay que cambiar porque económicamente habrá más consumidores, menos gastos, o se gana más dinero. O si el cambio en lo artístico nace de su desarrollo y aparece como necesidad en su expresividad, en su ampliación o disminución de sus elementos formales para que tenga el sentido que tiene que tener, cosa que, por supuesto, decide el artista.

En lo referente al tango, a su pérdida de influencia cultural, se plantearon estos problemas. La llegada del rock fue un fenómeno mundial y masivo muy bien impuesto por las compañías que marcó un cambio de época: el hecho y la idea de monopolio contra la idea de diversidad, contra lo que el tango no pudo, no quiso y/o no supo oponerse y lograr su lugar. Cuando digo el tango, en realidad me estoy refiriendo a sus actores. Principalmente porque fueron muy pocos los que consideraron que éste era un problema cultural y político. Y también porque muchos se daban cuenta de que lo era, pero por esa visión de que la política es una mala palabra prefirieron buscar otra actividad y hasta abandonar el ejercicio de la música. Dentro del Cuarteto Cedrón siempre se supo que era un problema cultural y político, porque la política es «la actividad del ciudadano cuando interviene en los asuntos públicos con su opinión, con su voto, o de cualquier otro modo». Y esto explica la trayectoria del grupo. Quizás porque éramos de familias obreras y sabíamos lo que era el trabajo. Quizás porque por ello mismo éramos politizados, estábamos alertas con lo que pasaba alrededor nuestro, éramos testigos de los conflictos sociales, nos sentimos y defendimos nuestra condición de ciudadanos en todo momento. Las opciones estéticas que siempre defendimos y los caminos que transitamos, nos vinieron de una visión histórica de nuestra cultura y de la realidad vivida día a día, y como resultado de ello, tuvimos una visión política, de batalla cultural a dar, que es lo que decide la manera de abordar el trabajo creativo, la elección de qué hacer y cómo hacerlo. Las dudas que podemos haber tenido fueron de índole estética. Como ejemplo, desde los comienzos del grupo, cada uno con sus orígenes y su bagaje músico-cultural aportó su sonido, después el verdadero trabajo fue ensamblarlo, mejorarlo, trabajarlo y buscar, buscar el sonido general, hasta que

la suma de individualidades y los instrumentos diversos convirtieran al grupo en el instrumento. Buscamos nuestro sonido y lo encontramos porque, unos más, otros menos, todos conservamos la memoria esencial, y eso es una parte más que importante de nuestra identidad musical. Supimos que era nuestra voz. Pudimos decir lo que necesitábamos decir. Y cada tema compuesto o cada tema elegido del corpus tradicional, lo defendíamos como parte importante del patrimonio cultural que nos pertenecía. Eso fue sumamente político.

Del onganiato a la dictadura

Mientras tanto, la situación política con el correr de los años se degradaba notoriamente. Una dictadura más la del general Onganía, luego de derrocar al presidente Humberto Illia en 1966, con relentes de fascismo, acentuó la represión contra una parte del mundo sindical peronista combativo y de los jóvenes, ¡y amenazaba con quedarse en el poder por 30 años! De origen católico ultramontano, comenzó a atacar la vida nocturna, aprisionando a jóvenes mujeres por el uso de la falda corta, el cabello largo de los muchachos, allanando los locales nocturnos. Otro momento dramático para el estado del país.

Éramos de una generación que vivió durante la infancia y la primera adolescencia bajo un gobierno elegido democráticamente (1946/1952), reelegido con el 62,23% y derrocado por un golpe de estado militar en 1955, tres años antes de su finalización. Quiere decir que en 1963, nosotros ya habíamos vivido tres años de dictadura militar (1955/58), elecciones no democráticas en 1957, para la Junta Consultiva, y otra, presidencial ésta, en 1958. El gobierno de Frondizi sufrió más de 60 planteos e intentos de putsch militares hasta su caída por un golpe del ejército, cuando faltaban aún dos años para finalizar su mandato. Siguió un breve gobierno militar con enfrentamientos armados entre diferentes facciones, (colorados y azules), luego un breve gobierno interino del presidente del Senado (Guido), controlado por los militares. En 1963, otra vez elecciones con el partido mayoritario prohibido. Un nuevo presidente, Arturo Illia, asume el gobierno con el 23% de los

votos. El 2 de diciembre de 1964 Juan Perón resuelve volver a la Argentina, pero en la escala que hace su avión en Brasil es detenido y reenviado a España.

En 1965 nosotros, el Trío Cedrón, con amigos pintores, escritores, poetas, que en muchos casos hacían periodismo o trabajaban como empleados en las innumerables librerías de la calle Corrientes, creamos un café-concert Gotán en la calle Talcahuano, a metros de la mítica Corrientes, abierto a las ideas, a todas las músicas, de Osvaldo Manzi a Steve Lacy, pasando por Astor Piazzola (durante seis meses), Eduardo Rovira, La porteña Jazz Band, Rodolfo Alchourron con su sexteto de jazz, Osvaldo Tarantino con Aníbal Arias; de actores haciendo lecturas de poesía lunfarda, al estreno de piezas de teatro escritas especialmente para el lugar, por Paco Urondo o Roberto Cossa. Funcionó entre septiembre de 1965 y noviembre de 1966.

Esto fue la concreción del camino elegido por el Trío (y luego Cuarteto). Nuestro circuito fue atípico en el tango. El grupo era más de los actos culturales, políticos los actos contra la guerra en Vietnam , sociales, y podía encontrárselo en las universidades, sindicatos, teatros independientes, clubes de barrio de Buenos Aires o de toda otra ciudad del país. Sobre todo al comienzo de nuestra actividad. Luego, con el correr de los años, sin dejar nunca de presentarnos en actos políticos o de defensa de derechos ciudadanos, nuestro grupo se presentaba corrientemente en los café-concert que habían abierto, como nueva modalidad de escucha musical de la que el Cuarteto Cedrón fue pionero, parte del espectáculo nocturno más afín con la actividad del tango.

La situación político-social se tensa

El presidente Illia es derrocado en 1966, siendo reemplazado en el poder por el usurpador de turno, un general en ejercicio, Onganía, que comienza su mandato interviniendo las universidades, apaleando primero, encarcelando y cesanteando después a alumnos, profesores y personal no docente. Ante el permanente déficit democrático aparecen grupos armados opositores, peronistas y no peronistas,

agudizándose también la lucha sindical contra la dictadura. Se divide la CGT en el Congreso Normalizador del 28 al 30 de marzo de 1968. Los dirigentes de la CGT burocrática y «participacionista» (con los militares y las multinacionales), con Augusto Vandor a la cabeza, desconocen la votación y ocupan la sede de la calle Azopardo, creándose la CGT de los Argentinos, dirigida por el dirigente Gráfico Raimundo Ongaro, de corte combativa. El 16 de mayo de 1969 se subleva la ciudad de Rosario, el 29 la de Córdoba Rosariazo y Cordobazo , ambas ciudades fuertemente industrializadas con potente organización sindical. La CGTA tiene una participación decisiva en los acontecimientos. El 30 de junio del 1969, es asesinado Augusto Vandor, jefe sindical acusado de traición por intentar organizar el «peronismo sin Perón». El 16 de septiembre de 1969 se produce el segundo Rosariazo. Se suceden una serie de golpes de Estado que ubican a dos usurpadores militares a la presidencia de la República, en 1969 (Levignston) y 1971 (Lanusse). Recrudece la lucha de las organizaciones armadas que responden al peronismo exigiendo elecciones libres y el retorno de Perón a la Argentina. El 29 de mayo de 1970 es raptado el ex dictador Pedro Eugenio Aramburu, responsable de los fusilamientos de 18 militares y 15 civiles, en junio de 1956, en virtud de una ley marcial… que no existía. Esta acción y el posterior ajusticiamiento de Aramburu el 1ero de junio de 1970 fueron reivindicados por la organización armada Montoneros. El poder sindical también reclama la vuelta de Juan Perón y la consigna en todo el país era «Luche y Vuelve». El 15 de agosto de 1972, los presos políticos de la cárcel de Rawson, en el sur patagónico, toman el penal y organizan una fuga masiva. Seis dirigentes de organizaciones políticas armadas logran subir en un avión de línea secuestrado en el aeropuerto de Trelew y partir hacia Chile donde obtuvieron el asilo político del gobierno democrático de Salvador Allende. Diez y nueve otros miembros de grupos políticos armados tomaron el aeropuerto, pero no pudiendo escapar decidieron rendirse a las fuerzas militares, previo acuerdo garantizando su seguridad física. Fueron llevados a la base almirante Zar de la Infantería de marina. El 22 de agosto a las 03h30 de la madrugada fueron obligados a salir de sus celdas y

ametrallados a mansalva, y luego rematados con armas cortas. Murieron 16 prisioneros y hubo 3 sobrevivientes, hombres y mujeres, en lo que se conoce como la Masacre de Trelew, y estos hechos precipitaron la vuelta a los mecanismos constitucionales de gobierno.

Ciudadanos y artistas músicos

En noviembre de 1972, el Cuarteto Cedrón estrena en Buenos Aires, en el Teatro Odeón de la calle Esmeralda, la *Cantata del gallo cantor*, y la grabará en marzo de 1973 en París. Es una obra construida musicalmente por Juan Cedrón sobre textos del poeta Juan Gelman. Abordan una serie de hechos ocurridos en la sociedad argentina, entre ellos la Masacre de Trelew. La obra nació contemporáneamente a los hechos, y esto determina su relato, el del largo camino de la represión a los sectores populares trabajadores, artistas, estudiantes, productores de la pequeña industria y el comercio, científicos y otros cuya sola pretensión era un país «justo, libre y soberano». Se alternaron en ese período gobiernos surgidos de frecuentes golpes de Estado y de elecciones con los partidos mayoritarios prohibidos, resultando por ello inconstitucionales, ilegales e ilegítimos. Llevar adelante ese proyecto totalitario provocó desde el comienzo la reacción popular que a través del tiempo fue ganando en organización, convirtiéndose en resistencia.

Fue la constante preocupación del Cuarteto brindar testimonio, manteniendo el más alto grado de calidad, eludiendo la facilidad, el panfleto, la demagogia y el disimulo.

El Cuarteto Cedrón formado de ciudadanos en su caso, músicos no fue indiferente a los acontecimientos descritos y participó en la resistencia de acuerdo a sus posibilidades. En esos momentos vieron en el «cortejo terrible» de martirizados, desaparecidos, empobrecidos, humillados, entristecidos, de los que sufrieron la historia de los últimos decenios, «el rostro de la Patria».

Perón vuelve

Perón vuelve una primera vez el 17 de noviembre de 1972. En 1973, el 11 de marzo, hay elecciones con todos los partidos admitidos en el acto eleccionario, ganando el FREJULI, coalición entre peronismo mayoritario y varios partidos pequeños. Su candidato, el Doctor Héctor Cámpora asume la presidencia el 25 de mayo. Juan Perón retorna definitivamente al país el 20 de junio de 1973. El Presidente Cámpora renuncia y deja lugar a Perón, que gana las elecciones el 23 de septiembre de 1973. Fallece el 1ero de julio de 1974. La vice-presidenta Isabel Martínez de Perón gobierna hasta 1976, cuando es derrocado su gobierno por un golpe cívico-militar, que una vez más usurpa el gobierno de la nación (Videla, Viola, Galtieri, Bignone) hasta 1983... produciendo la desaparición de 30 000 personas, el vaciamiento económico del país y de centenas de miles de sus hijos, una guerra contra Inglaterra por la recuperación de las Islas Malvinas en 1982. Los crímenes contra la humanidad 30.000 desaparecidos , lo arbitrario, la falta de libertades: de prensa, pública, cultural (censura en literatura, música, cine, teatro, etc.) y la represión salvaje, el exilio. Arbitrario económico, social y político, represión de extrema violencia. Todos estos hechos, estos acontecimientos, este período de la historia lo hemos vivido y sufrido nosotros, el Cuarteto Cedrón, como todos los otros argentinos. Las condiciones para el desarrollo de las actividades creativas sufrieron evidentemente como todas las otras actividades.

En democracia

El tango casi desapareció. Pero luego de 1983, con la vuelta de la democracia se comienza a activar nuevamente la creación. Se ha tratado de dar ciertas respuestas.

El tango vive múltiples resurrecciones. Una lenta evolución, de contradicción en contradicción, lo lleva a ser reconocido como uno de los elementos fundamentales de la identidad cultural de los argentinos. El «espíritu urbano» que le es caro resurge en ciertas formas literarias, en parte del rock, dándoles una textura nacional; en los años 60, grupos como Manal, Almendra, La Cofradía de la Flor

Solar, artistas como Lito Nebia o Alberto Spinetta entre otros, fueron los talentosos intérpretes de esa lenta evolución. Los enfrentamientos de la sociedad argentina no encontraron respuestas en el tango oficial de la época, que se repartía el acceso a la difusión entre el ya viejo «vanguardismo» pretencioso y algunas experiencias malamente comerciales y vacías que podemos catalogar como tango pasadista.

Otra corriente musical, expresión del subconsciente colectivo, que no buscaba «hacer tango», pero que estaba impregnada de su espíritu, había perdurado. El panorama de crisis, de búsqueda y de enfrentamiento que sacude a la sociedad argentina todavía en formación refleja una nueva fase de la historia extraordinariamente fecunda de ese país. Y el tango, a su imagen y semejanza, es «una posibilidad infinita».

Carlos Gorriarena, inconcluso, 2006, acrílico sobre tela, 250 x 180.

Annexe 4

Narrativa argentina y país real

Testimonios de Rodolfo Walsh y Miguel Briante
Entrevista de Carlos Tarsitano[1]

La Opinión, *Suplemento cultural*, domingo 11 de junio de 1972

Cualquier indagatoria sobre la narrativa que se escribe hoy en la Argentina es susceptible de error: dudas, omisiones, particularidades regionales, discrepancias ideológicas, son los accidentes que en forma más frecuente emergen como índices de la disgregación cultural del país. La conversación que se reproduce en estas páginas no escapa a alguna de estas limitaciones. Pero tiene la característica de mostrar las vivencias personales de dos protagonistas respecto de la literatura que ejercen o han ejercido.

A través de las primeras intervenciones de los narradores y periodistas Rodolfo Walsh (45 años) y Miguel Briante (28 años) en esta conversación con Carlos Tarsitano, redactor de La Opinión, *no fue difícil arribar a la inquietud que preside las respuestas al reportaje, cuáles son y cuáles deberían ser las conexiones entre las obras de ficción y el país real, tanto desde el punto de vista de sus contenidos específicos como del destino concreto que sus mensajes tienen finalmente.*

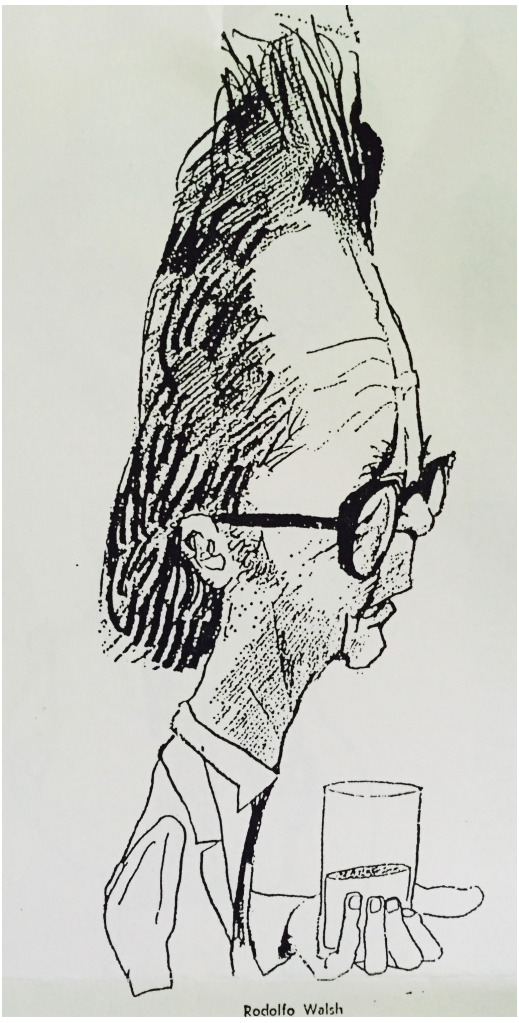
Un gran interrogante, en suma –que vincula la tarea del narrador con los canales disponibles de transmisión de su obra–, es el formulado. Su resolución, claramente vinculada a la suerte de un proceso general y no reducida al campo de la «cultura oficial»,

[1] *Atlante* agradece a Carlos Tarsitano la autorización de reproducir esta entrevista.

admite múltiples manifestaciones. Un segmento de estos caminos posibles es esbozado por Walsh y Briante, a partir de sus experiencias, particulares pero conectadas a la de otros escritores surgidos en la última década.

El resultado de dos investigaciones periodísticas sobre dramáticos acontecimientos políticos –Operación Masacre *(1957) y* ¿Quién mató a Rosendo? *(1968)–, dos libros de cuentos* –Los oficios terrestres *(1965) y* Un kilo de oro *(1967) –, una pieza teatral* –La granada –, *son los títulos publicados por Walsh. Dos volúmenes de cuentos* –Las hamacas voladoras *(1964) y* Hombre en la orilla *(1968)– y una novela de publicación inminente* – Kincó – *conforman la narrativa de Briante.*

Este es el testimonio de dos excelentes narradores. Ambos pertenecen a dos generaciones diferentes. Sus prácticas –también diversas– se unen en torno a una situación que los engloba y a la que tratan de responder.



RODOLFO WALSH: Yo quisiera saber, en primer lugar, cuáles son las limitaciones mías para esta entrevista. Limitaciones en el sentido de que incluirme a mí actualmente en el campo de la narrativa es más bien una hipótesis. Mis últimas narraciones fueron publicadas en 1967. Desde entonces hasta ahora han pasado cinco años y si bien he tenido algunos planes narrativos, lo cierto es que no los he realizado. Este hecho es ya un poquito significativo en sí. Es decir, cuál es la dificultad para alguien que en 1967 se postulaba como posible narrador, para ser un narrador, de qué índole son las dificultades. Y cómo, de alguna manera, yo me he sustraído a ese campo, en la práctica, incluso como lector de narraciones. Y sé que hay narradores valiosos en el país. No obstante, esa casi certidumbre no me impulsa lo suficiente.

CARLOS TARSITANO: Estas posibles «limitaciones» son precisamente las que le dan el sentido a su presencia en esta conversación, por la cantidad de interrogantes y respuestas posibles que suscita.

MIGUEL BRIANTE: Yo no creo que sean limitaciones, pienso que es una actitud.

RW. Por lo menos es un problema no resuelto. No es que mi actitud ante la narración esté totalmente cristalizada en un rechazo o en una negativa, sino que me plantea a mí y creo que también a otros interrogantes a los que no podemos honestamente contestar.

CT. Precisamente, entre 1967 y la actualidad, Briante escribió su primera novela, a punto de publicarse, y podríamos compaginar esa realización con el silencio narrativo de Walsh. En el sentido de respuestas diversas a un contexto común.

MB. Para mí, este es el peor momento para hablar de literatura, porque yo no tengo claro nada. Creo saber por qué no tengo claro nada: la realidad me movió todo.

RW. Ésa es la cosa. Yo dije que en 1967 aparecieron mis últimas narraciones. Lo cual, dicho de otro modo, quiere decir que de 1968 en adelante no he sido capaz de escribir narraciones. Claro, 1968 es un año crucial para todos nosotros. Yo empiezo a escribir ficciones entre 1964 y 1965, una época de despolitización en el sentido de alejamiento de los problemas cotidianos de la política, de la relación social, de la

inserción de uno en el proceso. En tiempos de la Revolución Libertadora si bien en una forma anárquica y como francotirador, yo había participado de algún modo con *Operación Masacre*. Luego viene el proceso de la Revolución Cubana y, casi al final del gobierno de Frondizi, me repliego en una no participación política, por un lado, y en la absorción de ciertos conceptos políticos teóricos, por el otro. Tratamos entonces de resolver esa contradicción en el campo de la cultura, lo que entiendo que es un error, porque ese no es un campo aislado. Se empieza a ver una punta de la contradicción cuando se advierte el reflejo y el eco que tiene la obra de uno en el campo puramente cultural. Que es, desde luego, entusiasta: los que no se habían ocupado de escribir una línea sobre *Operación Masacre*, de golpe elogiaban hasta el delirio cuentos míos que de ninguna manera tenían la importancia ni la significación de *Operación Masacre*. Ahí había un espejo.

MB. Yo entiendo que tenía importancia. Yo estaba haciendo crítica literaria en un semanario y creo que esos elogios eran una manera de afirmar la literatura, distraerse de *Operación Masacre*. Creo que este libro lleva a otro nivel de la literatura que, en este momento, es más importante.

RW. Pero yo tampoco lo percibía. Yo dejaba una cosa, dejaba de hacer testimonio, de inspirarme en la realidad de las persecuciones del pueblo, del sufrimiento del pueblo, para pasar a un plano en el que si bien esos temas no eran abandonados, eran tratados de otra forma. No eran presentados sino representados. No era la primera instancia de la denuncia sino la segunda instancia, mucho menos concreta. Hay culpables, pero en todo caso son personajes de novela.

MB. Claro, el peligro es que esa segunda instancia obvia la primera. Yo quería señalar un dato que me parece importante: la diferencia de edad y experiencia que hay entre nosotros. Empezando con el hecho de que Walsh alcanzó a vivir el peronismo que, para mí, era una cosa teórica. Yo primero empecé a escribir. Después me situé en una revista literaria de izquierda, digámosle. Y a partir de esa izquierda teórica, empecé a entender el peronismo, pero también a un nivel teórico. Es decir, que era muy lejano. Creo que no soy único en eso.

RW. De la época a la que nos referíamos al principio, yo rescataría algunas cosas, algunos instrumentos. Y a ese fenómeno llamado del boom del libro argentino lo caracterizaría como una trampa cultural. Como la época de la sacralización de la escritura. Una trampa que esteriliza. El sistema te tiene muy bien a vos ahí. No sos peligroso realmente, o en mínimo grado. O peor: estás haciendo de ganso del Capitolio. Claro, la trampa fue fugaz, duró pocos años. Afortunadamente, luego vino ese gran cimbronazo, luego del 68. Para mí, ahí no había dudas: entre seguir escribiendo cuentos — en los que yo ponía esfuerzo y cariño — y pasar a la realidad candente, impetuosa, entre escribir la novela y vivir la novela junto con el pueblo, no había elección posible.

MB. Yo voy atrás de él en eso, y cuando digo esto me animaría a agregar que hay un montón de narradores que van atrás en eso. Y después podríamos hablar de la literatura y ver cómo la literatura, la narrativa, muestra ese alejamiento. Cómo, de golpe, un narrador como German García, que empieza escribiendo *Nanina* — muy precariamente, entusiastamente, con muy poco oficio — escribe 30 páginas de esa novela inicial, donde habla de su pueblo y toma un montón de elementos que pueden conformar una novela. En cambio, su segundo libro — *Cancha rayada* — es todo un examen de lo que leyó del estructuralismo, de Borges, de Freud, etcétera.

RW. Totalmente agarrado en la trampa cultural. Germán es una víctima, espero que provisoria, de eso. Lo digo amistosamente.

MB. Sí, sí, yo también. Porque él tiene momentos muy valiosos.

RW. La potencia de su primer libro era precisamente que él aparecía ahí como un producto extraordinario, surgido de muy abajo. Con una fuerza que no tiene para nada su segunda novela.

MB. Claro. Yo tomo el caso de Germán porque me parece el más significativo. Los que están encerrados en la «cueva» son otra cosa.

RW. Continuando. A partir de eso, uno quería hacerse la pregunta teórica, que es una pregunta clásica, decisiva: ¿para quién estoy escribiendo?

MB. Por lo menos en el núcleo en el que yo estaba, desde pibe, también las grandes preguntas se hicieron. Eso se manejó siempre y se fue construyendo todo un esquema que lo justificaba a uno. Me acuerdo de haber hablado con gente que decía que *Operación Masacre* podría haber sido una novela sensacional. Y yo también lo pensé en un momento. Lo dejé de pensar cuando lo leí de vuelta hace dos años. Y me di cuenta que estaba errado, que ese libro mostraba otro manejo de la literatura. Uno, por la literatura palabra que ahora para mí es un corralito , llegó a tener determinada posibilidad de expresión; por la palabra. Que había y hay que usar de la manera más honesta posible. A pesar de todo, creo que con mi novela respondo a una cantidad de cosas: era una necesidad propia. Antes, yo estaba en construir una historia perfecta, faulkneriana o como me viniera la influencia. Meterme en una novela determinó que me diera cuenta de esto: estuve encerrado durante mucho tiempo en la literatura misma.

RW. Yo todavía creo, o por lo menos es una cosa que tengo como pregunta, que la ficción puede ser rescatada. Pero no desde esa óptica que nosotros teníamos en aquel momento. Que hay otra posterior a la que no hemos podido llegar todavía, desde la cual tal vez pueda ser rescatada. Entretanto, en ese período en el que la historia se empieza a mover aceleradamente, surge esto: bueno, nosotros ¿para quién estamos escribiendo? ¿Es tan importante que nos elogien los buenos amigos, las revistas, que nos lea toda esta burguesía o pequeña burguesía pero que de nosotros no llegue nada realmente al pueblo? Nada, porque no llegan ni siquiera los best-sellers.

Ahora: ¿por qué es difícil el problema del narrador en esta perspectiva y no es tan arduo el problema del ensayista político? Creo que hay una cuestión de transmisión, de las correas de transmisión, y de cómo lo que vos querés decir o decís puede llegar. Por ejemplo: para que las ideas de Hernández Arregui o de Cooke lleguen a tener influencia en las bases populares, no es necesario que los lean miles de trabajadores. Basta con que los lea un cuadro político lúcido, que esté en contacto él sí con cientos de trabajadores, para que esas ideas lleguen nítidas

al pueblo. Pero la situación nuestra es otra. Mientras que los argumentos de Hernández Arregui, por ejemplo, acerca de la cultura nacional, pueden transmitirse casi oralmente y se pueden divulgar, a nadie se le ocurre que un cuento o una novela pueden ser transmitidos de esa forma. Entonces, nosotros estamos en una doble trampa.

CT. En 1968 se publica en forma de libro *¿Quién mató a Rosendo?* ¿Puede entenderse como una respuesta personal a esa «doble trampa»?

RW. Claro, y sobre todo el trabajo en el periódico de la CGT de los Argentinos. *Rosendo* es una parcela muy pequeña de lo que yo escribí en el periódico de la CGT durante más de cincuenta números.

MB. ¿No sentiste que esa experiencia también era parte de tu oficio?

RW. Era sobre todo parte de mi oficio, empezaba a ser la esencia de mi oficio. Ahí yo recuperaba algunas cosas, hasta del oficio de narrador, que me servían. Pero éste es un problema que no lo podés resolver vos solo, y ahí viene lo grave. ¿Por qué fue posible esta experiencia del periódico en la CGT? Fue posible, pero no porque la inventara yo, sino porque los trabajadores argentinos se daban en la CGT rebelde y ellos me dan a mí la oportunidad de poner mi instrumento a su servicio. Si ese canal no existe, a mí o a vos, individualmente, nos resulta imposible fabricarlo. De hecho, nuestros canales de comunicación con el pueblo están permanentemente obstruidos por el aparato cultural de la burguesía, que no deja correr ni un hilito.

MB. Claro; el periodismo, el ejercicio del periodismo aun el más limitado en todo sentido te da una cosa importante: la presencia del interlocutor. Yo, después de sentirme una víctima del periodismo porque no podía escribir, lo único que saqué en claro es que todas las semanas me dirigía a alguien. En ese momento escribía para el lector de las revistas semanales, que vos sabés quién es; pero había alguien. El otro día, un pintor, un dibujante que está en el Borda por esquizofrénico, me decía que su mayor problema era saber dónde iban a parar sus cuadros. ¿Qué pintor en la Argentina se plantea eso, en vez de cuánto va a cobrar por sus cuadros?

RW. Esa falta de preocupación, creo yo, está estrechamente relacionada con la imagen de extraordinaria soberbia que se forjó el escritor, y que todavía mantienen algunos escritores a pesar de que es totalmente insostenible. Es el caso de Vargas Llosa. Esa imagen del escritor como una especie de semidiós que está por encima de todos los conflictos, dispersando imparcialmente maldiciones y bendiciones. Y llegando a designarse a sí mismo como aguafiestas de cualquier sociedad, o sea, ya en una clara actitud de aislamiento. Esa posición es tan endeble que en el caso de Vargas Llosa se contradice con su propia obra. La primera parte, sobre todo, de su obra *La ciudad y los perros* refleja una inmersión muy real en el proceso peruano. Y todas sus disquisiciones políticas ulteriores están en contradicción con esa obra.

MB. Como está en contradicción con esa obra *La casa verde*, su segunda novela, en la que aparece como un escritor de biblioteca.

CT. ¿Cuáles serían los antecedentes de lo que aquí se llamó «trampa cultural»?

RW. Habría que empezar a ver eso desde muy temprano, desde la historia del desarrollo del capitalismo en Occidente. Si nosotros analizamos toda la relación del aparato cultural con la estructura del poder burgués desde el siglo XVI hasta que la burguesía toma el poder en general vemos un tipo de vínculo. Con las sucesivas sacralizaciones e instancias de convicción que los intelectuales logran imponerle, a la burguesía. Llega un momento en que el artista es un sirviente, a la vista y descarado, de lo que empieza a ser el príncipe burgués de su época. Y forma parte de la casta. Esa situación se prolonga largamente, pero a la vez como ese criado no es tonto, dedica una gran parte de su esfuerzo literario a convencer al amo de su excelencia, de sus grandes virtudes, de su espiritualidad. Y, de alguna manera, le hace compartir esos valores. Lo que nunca consigue es que el amo lo valúe tanto como él se valúa a sí mismo. Y que le pague tan bien como él cree que lo debe pagar. Eso no lo consigue ni siquiera hasta hoy.

MB. De esta manera pierde la verdadera noción de que él también es un asalariado.

RW. Sí, y además su gran esfuerzo de espiritualización llega a sacralizar todos esos conceptos como la vocación, «el artista nace, no se hace», que son pavadas, las más sublimes pavadas.

CT. Aquella relación con el poder, que siempre existe, de pronto empieza a encubrirse y las dependencias ya aparecen como una suerte de omnipotencia personal, y se manifiestan respecto a una propia concepción sobre la tarea, a un sostén que cada uno puede determinar por sí...

RW. Ahí aumentan las mediaciones, el disimulo, las técnicas del disimulo y de la absorción. Hay un ejemplo muy clarito que se me ocurre: tomemos toda la masa de la literatura argentina, esa masa inmensa, y tratemos de establecer en dónde aparece lo que es un hecho central en la vida del pueblo una huelga, por ejemplo. Yo solo conozco un cuento de Andrés Rivera sobre una cosa así. O *Los dueños de la tierra* de Viñas. Es increíble. Ahí aparece una gran desvinculación.

MB. Es que la literatura la tuvo siempre la derecha. Hay que reconocer, desde el punto de vista del oficio, la eficacia de Borges o de Bioy Casares. Durante mucho tiempo yo fui uno de los entusiastas de Borges y aun de Bioy. Evidentemente, ellos tuvieron una cultura determinada desde los 7 años. Y ése es el poder de la palabra: lo tienen ellos. ¿Cuál fue el error nuestro? El error fue tratar de tomar de ellos en mi caso , el oficio, sin darme cuenta dónde estaba la trampa...

RW. Incorporar junto con el oficio, los valores.

MB. Por ejemplo: en el fondo de la literatura de Bioy está todo el horror por la sociedad industrial; no por lo que hace al hombre, sino porque de alguna manera destruye sus propios valores... Ahora: él conoce los mecanismos de la narración, tiene la sutileza necesaria para llamar la atención.

RW. Y la capacidad para comprender otra clase que no es la suya es sorprendente. En el *Diario de la guerra del cerdo* hay una captación de la pequeña clase media que es realmente notable.

MB. Creo que ellos, sabiéndolo o no, comprendieron el poder en contra del pueblo que podían ejercer a partir de la palabra. Y ejercieron su oficio con responsabilidad, dentro del marco de la derecha.

RW. Volviendo a lo anterior, con los escritores del boom que acceden a la publicación de sus primeros libros, accede también la clase media en el mundo de la cultura, que estaba relativamente confinado a una suerte de aristocracia (relativamente, porque había excepciones). Es indudable que el mundo de *Sur*, que hacia los años 50 formaba el eje de la cultura literaria, era el mundo de una aristocracia no sólo en el sentido de sus valores sino de la ubicación social de sus protagonistas. Gente que podía dedicarse nada más que a escribir.

MB. Y no sólo a eso, sino a construir toda una política de la escritura.

CT. ¿En qué condiciones se escribe ficción en este momento de la Argentina?

RW. A nosotros, aun a los más audaces y los más lucidos, yo me los represento mentalmente y a mí mismo con las manos atadas, los pies atados y una varilla por atrás. Porque así empezás a escribir. Estás condicionado, por todo, por quién te lo va a publicar, qué van a decir los críticos, cuánto se va a vender y así. Totalmente atado. Y además, ¿esto corresponde al nombre que yo tengo? ¿Esto es lo que se espera de mí como Fulano de Tal? Etcétera. Se empieza a escribir desde una atadura completa.

CT. Y con este elemento supuestamente en tu poder: un instrumento. Cómo podría instrumentarse ese instrumento.

RW. Hay que empezar a pensar aunque nosotros no las vayamos a realizar en otras posibilidades; cómo se pueden romper esas ataduras. Empezando por desatarte las manos.

MB. Yo pienso que, en general, se han apuntado siempre para el otro lado: pensando en qué van a decir los críticos y todas esas cosas. Sale Cortázar y un montón de gente empieza a escribir imitándolo. ¿Por qué? Porque está establecido. Es decir que en vez de liberar ese instrumento se tiende a condicionarlo más: a la moda, al snobismo.

CT. Siguiendo las posibilidades que ustedes señalaron: desde la sujeción total a lo que se denominó «trampa cultural» hasta la búsqueda de nuevos canales de comunicación, hay una serie de procesos intermediarios en los cuales por ejemplo surgen narraciones como las de Haroldo Conti o Daniel Moyano. ¿Cómo ubican ustedes esos procesos?

RW. Volviendo a la situación inicial del escritor, yo creo que estos compañeros han conseguido soltar sus manos. Pero lo que no van a conseguir con eso es romper la celda. Haroldo tiene narraciones maravillosas, de una gran simpatía por la gente, por la gente humilde, personajes que creo que el pueblo está en condiciones de leer y de amar. A pesar de eso, aquella celda de la que hablábamos está siempre de por medio.

CT. Lo que trataba era de establecer distinciones, dentro de esa precariedad general, entre un tipo de literatura y otro.

RW. Correcto. Yo creo que hay dos pasos. Primero soltarse de manos y de pies. Sin eso no hay nada. Y después, un paso posterior sería romper esa celda. Que, por supuesto, no se rompe de afuera y de adentro. Las obras de Moyano o Conti como tales, son un paso adelante. Pero falta lo otro, que es fundamental.

Sobre todo porque se trata de una situación en la que está todo el pueblo. Frente a esto se me ocurre que hacen falta nuevas vías de expresión. Yo no sé cuáles son en este momento. Sé que para cierto tipo de literatura operativa hay vías, para colaborar con organizaciones de base, periódicos, etcétera. En suma, en un tarea colectiva.

MB. Si interesa mi caso personal, yo contaría, por ejemplo, que en el término de unos meses todas estas cuestiones empezaron a operar fuerte sobre mí. Yo pronto voy a hacer un viaje fuera del país y ese viaje de algún modo vinculado al proyecto de una próxima novela está sembrado de interrogantes. Sé que esta situación de la que hablamos sigue operando, aunque este viaje pueda durar años. No lo sé. Por otra parte creo que narrar ciertas cosas de procesos contradictorios como los que

muchos de nosotros estamos viviendo puede ser válido, si la actitud es honesta y hay talento de por medio.

RW. A mí me parece que el planteo de estos interrogantes sobre cómo los narradores pueden integrarse a un proceso general en el país, es un paso adelante. Un paso adelante respecto del momento en que sí creíamos que teníamos una respuesta y que esa respuesta estaba en el campo de la cultura.

MB. Claro, no se trata de dejar de escribir sino de dejar de escribir para la derecha.

RW. Yo quiero subrayar algo dicho: el problema es más agudo respecto de los narradores; en el caso del ensayista político, la propagación de sus ideas se ha dado a través del libro. No vamos a plantear que el libro es un objeto de condenación: simplemente hay que ver cómo puede funcionar respecto de determinada estructura. Tampoco vamos a desechar la verdadera experiencia intelectual que es decisiva, de gran importancia. Depende de las posibilidades del medio. Posibilidades, por otra parte, que hay que profundizar día a día.

Annexe 5

Rosauro Martínez

Es feo matarse entre chilenos, diputado

Crónica

Cristián Alarcón[1]

Periodista, escritor

En un libro de próxima aparición, Cristián Alarcón investiga el retorno de militantes del MIR para enfrentar a la dictadura de Pinochet.

La crónica escrita en 2014 y reproducida aquí es un punto de partida. Con testimonios exclusivos de soldados conscriptos de la Operación Contraguerrilla Machete, *el periodista y escritor reconstuye la cacería de un grupo de guerrilleros en la región de Neltume. Encabezó la masacre un capitán del ejército, elegido y reelegido diputado entre 1993 y 2014.*

Foto tomada por el entonces capitán Rosauro Martínez durante la «Operación Machete» en Neltume.

[1] *Atlante* agradece a Cristián Alarcón y la revista *Anfibia* la autorización a reproducir esta crónica.

La escasa luz invernal que caía sobre las montañas en Neltume alcanzaba para que la foto de su tropa le engalanara el futuro. El comandante Rosauro Martínez Labbé se trepó al tronco de un árbol y apuntó a la formación de la compañía de comando número 8 Llancahue un centenar de hombres a los que él mismo había entrenado para matar guerrilleros. Como un lenguaraz, Malinche, «voluntariamente obligado», el único hombre de la tropa que había nacido en esas tierras lo guiaba por la espesura hacia un combate ficticio: el ejército chileno había descubierto un raquítico grupo de militantes del Momivimento de Izquierda Revolucionario (MIR), que acampaban sin armas en plena cordillera para sembrar el germen de una guerrilla, soñando con derrocar al dictador chileno Augusto Pinochet. La imagen cuelga hoy de la pared de madera en una pequeña casa de Panguipulli, donde el hijo de aquel baqueano recuerda la omnipresencia del entonces joven capitán Martínez Labbé en aquella cacería, la más atroz de las que Chile prefiere olvidar.

Según una investigación basada en los testimonios de cinco soldados conscriptos de ese comando, documentos judiciales y entrevistas con sobrevivientes, el hoy diputado comandó en los alrededores de Neltume, una masacre publicitada como un gran triunfo militar.

Oficialmente en septiembre de 1981 se contaron 11 víctimas pero según parece habría que anexar nuevos nombres. A medida que se entrevista testigos los muertos sobran, los cadáveres vistos por los soldados no coinciden con las listas oficiales.

En ese mismo lugar, el Movimiento Campesino Revolucionario, brazo rural del Movimiento de Izquierda Revolucionario, había tenido una participación central en el proceso de toma de fundos madereros alrededor del pueblo de Neltume, a unos 900 kilómetros de Santiago, durante el inicio del gobierno de Salvador Allende.

Entre diciembre de 1968 y 1973 hicieron un trabajo de base que logró sumar a los campesinos y trabajadores del Complejo Forestal Panguipulli a un proceso de expropiación. Entre ellos uno se ganó la fama y el bautismo de los pobladores: lo llamaron El Comandante Pepe. Se llamaba Gregorio José Liendo Vera. Los primeros días de octubre del 73, él y otros 11 dirigentes de los fundos expropiados a

sus dueños fueron fusilados en el polígono de tiro del Regimiento Llancahue.

Ocho años después, en ese mismo regimiento, unas cuatro hectáreas rodeadas de un pantano al que en la zona le dicen *hualve*, Rosauro Martinez Labbé entrenó a los conscriptos que integrarían la base de la Operación Contraguerrilla Machete, como bautizaron la expedición en busca de los miristas.

La zona sufrió de manera intensa e incesante la represión política. Quienes no fueron asesinados, pasaron por la tortura y la cárcel, o lograron escapar al exilio. Algunos de los líderes más jóvenes y brillantes lograron ubicarse en distintas ciudades de Europa, muchos de ellos en Holanda, Suecia y Francia. Allí estaban cuando en 1978 fueron convocados por el MIR a una reunión en Praga, donde se los anotició: serían protagonistas de la Operación Retorno.

Esa decisión de la cúpula del movimiento se encastraba en otras estrategias, de orden más global, en las que la Unión Soviética y Cuba, propiciaban la creación de zonas revolucionarias en América Latina. En Chile el líder del MIR asesinado en 1974 , Miguel Enríquez, impulsó un Movimiento de Resistencia Popular que debía sumar a las izquierdas y hasta el progresismo de la Democracia Cristiana. La idea explica el doctor en historia Robinson Silva en su libro *Resistentes y clandestinos. La violencia política del MIR en la dictadura profunda, 1978-1982*[2] era que ese movimiento sería capaz de «conectar la vanguardia con las masas», para «crear así un ejército revolucionario que enfrentara la dictadura». La Operación Retorno se continuaba con otro grupo de miristas destinados a Nahuelbuta, en la región de Arauco, y a las ciudades, sobre todo Santiago, Valparaíso y Concepción. En los papeles y los documentos de la conducción se argumentaba la necesidad de hacer volver a los militantes a Neltume; el destino de la misión parecía echado a pesar del sueño de los protagonistas.

***

Los soldados que fueron entrevistados para esta investigación son hoy hombres de 53 años. Nacieron casi todos en 1961. Esa fue la clase que el entonces teniente

[2] Concepción, Escaparate, 2011 (nota de *Atlante*).

Mario De Toro Gallardo llegó a seleccionar al gimnasio fiscal de La Unión en marzo de 1981: hijos de familias campesinas de los alrededores de Paillaco, Río Bueno y Puerto Nuevo. El año anterior en esa zona no había habido reclutamiento. Por eso la mayoría de ellos tenía 19 años. La Unión es una ciudad tranquila, de unos 45 mil habitantes, de casas de madera como en todo el sur de Chile. En el gimnasio se los hizo desnudar y correr ante los oficiales para seleccionar a los más fuertes. Uno de ellos lo llamaremos soldado C recuerda en el living de su casa los ojos verdes e intensos del teniente De Toro: «Yo tenía unos lindos mostachos. El me miró y me dijo. Tú vas a ir para allá, y allá yo te voy a cortar esos bigotes».

La sutileza de la amenaza no alcanzaba a volver imaginable la pesadilla en la que entraban esos «pelaos». La llegada fue brava. «De entrada conocimos lo que era estar activo todo el tiempo. Un minuto tranquilo, sin hacer algo, cualquier cosa, y llegaba el palmazo.

Porque pestañeabas en la guardia, porque no hacías lo que se esperaba, porque demorabas, porque tenías mal el uniforme, por cualquier cosita venían los castigos». Hablan parecido, hablan con las mismas maneras del sur. Lo hacen en sus casas, en algun bar, en una leñera. Lo hacen en un patio. Hablan arriba de un auto. Muchos de ellos se han negado, pero algunos prefieren recordar. Todos piden que sus nombres no se escriban. Eran 130. Insisten en el anonimato. Quieren fundirse en ese número. Los nombres de sus instructores, de los militares que los torturaron y de los que los condujeron en la montaña, de los que mataron desarmados a los guerrilleros salen de sus bocas. Y entre todos ellos se repiten los de Arturo Sanhueza Ross, Mario de Toro Gallardo, Iván Fuentes Sotomayor, Claudio Peppi Oneto, Sergio Aguilera, Hilario Nahuelpán Huayquimil, José Miguel Basaúl, Eduardo Inostroza. Y todos vieron en la montaña la sombra del conductor de la Operación Machete, que luego fue la Operación Pilmaiquén: Rosauro Martinez Labbé, el capitán del Comando.

«La experiencia de nosotros por años quedó en silencio, guardada. Nadie más habló de eso. Yo traté de buscar material, de los instructores que teníamos en ese

tiempo. No hay nada; traté de buscar el Teniente Mario Toro Gallardo, no sale nada. Lo único que sale es sobre el diputado por Chillán que fue nuestro capitán, Rosauro Martínez Labbé». El hombre, canas y el porte de quien nunca dejó de entrenar, es el hijo de un sindicalista. Ha sido un guía honesto y cuidadoso para contactar a sus compañeros de la Compañía de Comandos. Se han ido encontrando durante estos años: en bodas, en las esquinas de Osorno o Valdivia, en buses, y en las iglesias evangélicas de las que muchos se hicieron fieles, después de haber abandonado el alcohol, en el que algunos cayeron cuando dejaron la conscripción. Esta búsqueda de la memoria de los soldados de Neltume comenzó hace ya tres años, cuando este cronista inició la investigación para un libro, aún en proceso, que intenta reconstruir los hechos.

***

Los guerrilleros del Mir eran sobre todo jóvenes. Cinco de ellos habían sido obreros madereros en el Complejo Panguipulli, y exiliados. René Bravo, de 25; Julio Riffo, de 30; Próspero Guzmán, de 27 y Juan Ojeda, de 27, vivieron en Holanda. José Monsalve, de 27, en Canadá. Raúl Obregón, de 31, en Suecia. Pedro Yáñez, de 31, había nacido en Constitución, y venía de Francia. Dos de los hombres que fueron enviados vía la Argentina y Neuquén a cruzar caminando para instalarse en la montaña Luis Quinchavil, de 38, y José Campos, de 30 eran de Temuco. Quinchavil, vino de Holanda, y Campos, de Noruega. Fueron detenidos por gendarmes argentinos. De la lista de once miristas muertos en Neltume, son los únicos que no cayeron bajo la metralla del Comando de Rosauro Martínez; sus compañeros creen que fueron entregados a militares chilenos. Están desaparecidos. Patricio Calfuquir, de 28, y Miguel Cabrera, de 30, jefe de todo el grupo, eran de Pitrufquen y Temuco. Cabrera conocido por todos como Paine había vivido dos años en una ciudad holandesa cercana a Utrecht.

El grupo partió desde París hacia Cuba en marzo del 79, en varias tandas. Allí, en el campo cubano, se entrenaron con las técnicas vietnamitas para guerrilla rural. Fueron 25, la mayoría hombres, aunque hubo algunas, pocas y valerosas mujeres.

Se buscaron un nombre: Destacamento Guerrillero Toqui Lautaro. Allí forjaron el temple y aprendieron entre otras cosas a cavar para hacer refugios en la tierra, los llamados «tatús». La historia de la gesta mirista está contada en clave épica por algunos de los sobrevientes en un libro de buena prosa: *Guerrilla en Neltume*. Una historia de lucha y resistencia en el sur chileno. Lo editó LOM. Y lo firma el Comité Memoria Neltume.

Algunos sobrevivientes no suscriben en todo lo que el libro cuenta. Entre otros, Elsa, la única mujer que estuvo durante meses en la montaña, y que había bajado del campamento antes de la llegada de militares de media docena de divisiones armados para la guerra.

Las diferencias tienen que ver con la responsabilidad de los jefes miristas que orquestaron la Operación Retorno. Y con el escaso apoyo material, político y humano que tuvieron los que se aventuraron a Neltume. Solo para comprender el nivel de debilidad con el que los guerrilleros se enfrentaron al ejército chileno es clave en la derrota que nunca se les permitió armarse. Tampoco se los dejó tomar contacto con los pobladores de la zona. Cuando el sábado 27 de junio de 1981 una patrulla de la Compañía de Comando Nro. 8 del Regimiento Llancahue enviada por

Rosauro Martínez Labbé los descubrió, cerca del lago Quilmo, los 12 que formaban parte del campamento no tuvieron más que correr, en bandada, hacia las quilas alrededor de las carpas, y escapar punta y codo, como habían aprendido en Cuba. Solo Miguel Cabrera, y su segundo, Raúl Obregón, sabían que los fusiles FAL y las municiones escasas como la comida estaban en uno de los 7 tatús que lograron construir, a un día de marcha rápida, en otro rincón de la fría, nevada, arisca montaña.

***

Al principio de la investigación parecía improbable que ese hombre muerto de un tiro en la cabeza al que los jefes mostraban cuando los soldados iban llegando a la montaña, a fines de junio del 81, hubiera existido. Los militares demoraron 63 días hasta que lograron atrapar a dos de los guerrilleros, el 29 de agosto: René Bravo y Julio Riffo. El 13 de septiembre acribillaron al primer guerrillero. Durante ese tiempo los militares acosaron a los pobladores de la zona, y los torturaron para que revelaran el paradero de los buscados: creían que el MIR había hecho contacto con las bases y que se sostenían enmontañados gracias a la ayuda de estos. Es probable entonces que ese muerto exhibido por los jefes a los conscriptos haya sido un campesino al que nadie nunca reclamó y que no está por lo tanto ni en el informe Retigg ni en las listas de detenidos desparecidos que manejan los familiares. Al cabo de las entrevistas con cinco soldados, el muerto que no coincide con la lista de miristas abatidos es una certeza. Todos lo vieron. Verlo era el bautismo para comenzar la acción del Operativo Machete. A medida que se cotejan los testimonios de los soldados surgen nuevas víctimas. Al contar los caídos, sobran los muertos.

El soldado A tiene una memoria poderosa: guarda detalles que sorprenden a sus dos compañeros, a quienes llamaremos B y C. Sentado a la mesa en la casa de uno de ellos, en Paillaco, recuerda la Casa Hilton, o Rancho Hilton, como nombraron la base de operaciones que se instaló en Remeco Alto, en la montaña, entre Neltume y Liquiñe. Y el río en el que los obligaban a bañarse en pleno invierno como una

manera de sostener la moral alta. Justamente ahí estaba apostado haciendo guardia con otro conscripto un día, entre las tres y las cuatro de la tarde. «Lloviznaba, hacia mucho frío, y la distancia vimos que traían a un hombre tirando, atado de las manos o el cuello a un caballo negro. Lo amarraron a un árbol. Venía ya herido, mordido por un perro. Solo me recuerdo el rostro de dolor. Le daban orden al perro pastor alemán para que lo atacara». El relato de A coincide con otros dos soldados que en distintos momentos vieron al campesino al que interrogaban haciéndolo morder y uno que lo vio llegar al regimiento en Valdivia, donde habría muerto. «El perro era de la CNI de Valdivia, le decían Casán dice el ex conscripto y suelta el humor campesino. Nos reíamos de ese perro: en las patrullas quedaba colgando de las quilas pataleando en el aire, porque las cortábamos con el machete más alto de la altura de sus patas».

Mientras el ejército torturaba campesinos tratando de conseguir datos para ubicar a los doce que escaparon el 27 de junio, los guerrilleros, divididos en un grupo al mando de Miguel Cabrera y el otro al mando de Patricio Calfuquir, escapaban con un solo objetivo: llegar a los fusiles y la poca comida que guardaban en dos tatús acondicionados durante ese año que llevaban en la montaña. Las primeras exploraciones fueron en febrero de 1980, los primeros campamentos en julio de ese año. En agosto llegó un contingente, y finalmente en octubre se enmontañó Cabrera, el Paine. Los problemas habían ido en aumento sobre todo por la dificultad para aprovisionarse de comida: a medida que se internaban hacia la cordillera, quedaba más atrás. Había que comer menos, racionar más. El estómago de los guerrilleros comenzó a achicarse. Cada uno, a adelgazar. El gasto de energías para moverse por esas montañas era superior al que habían podido en el campamento cercano a La Habana donde se entrenaron con un calor cubano. Pero ni esa escasez soportable podía darles idea del hambre desesperante que llegarían a tener cuando los descubrieron y en un segundo perdieron el abrigo, los pertrechos, los mapas, los chocolates, las latas de conservas, el aceite, el arroz, los porotos, todo lo que pensaban comer.

Los soldados reunidos en Paillaco repasan el entrenamiento en la Compañía de Comandos y hablan de comida. El primer mes conocieron, además del carácter de cada instructor y la manera de pegar con la palma abierta, con la culata del fusil, con el puño, el espantoso hambre. El día que recibieron visita por primera vez los advirtieron: apenas podían tocar la comida que sus madres les habían preparado; no debían saciarse. Ninguno hizo caso. Los 130 se dieron una bacanal de empanadas, de chancho, de patos de campo, de pollos de sus propios gallineros, de calzones rotos, de mote con huesillos, de leches asadas, de torta de hojas. Cuando sus madres se fueron y volvieron a las barracas escucharon el grito de los tenientes de Rosauro Martínez. Cuerpo a tierra. Punta y codo. Abdominales.

Cien. Fuerzas de brazo. Saltos de rana. Cien. Hasta que cada uno vomitó todo lo que había comido no pararon. Los instructores de Rosauro eran tipos duros, formados como él por las técnicas norteamericanas con que se educaron los soldados que habían ido a perder a Vietnam. Y repetían el método.

La comida, como elemento central de una forma de dominación. El soldado A suele soñar con un campesino al que le tocó cuidar mientras lo torturaban. «Un día nos encontramos en Remeco Alto a un campesino, en el sector norte, para el lado del Lago Quilmo. El venía a caballo con un quintal de harina en el lomo. Lo tomamos prisionero con el teniente Claudio Peppi Onetto. Fue bajado del caballo cuando se le pidió la identidad y uno de los apellidos concordaba con uno de los que buscaban. Lo llevamos a Remeco, a una zona donde hay galpones. Le dieron una pala y le dijeron que empezara a cavar, que si no hablaba y decía donde estaban, ahí mismo lo iban a enterrar. El no decía nada, no sabía nada, era un campesino nomás po. Y se quedaba callado. Cavaba y lloraba en silencio. Nos obligaban a darle mantequilla de maní, que venía en las raciones NA del ejército (insumos norteamericanos), y galletas de agua. Con esa mezcla que tenía que comer y tragar rápido, y entre su llanto, y comer, se le gastaba la saliva y se ahogaba. Al hombrecito al final lo trasladaron y ya no supimos lo que pasó con él».

***

Faltaban días y noches de frío y hambre para el final. Las muertes se sucederían sin pausa recién después del 29 de agosto. Dos mil hombres entrenados, todos los jefes de la Compañía de Comando de Martínez Labbé, los de la Unidad Anti Terrorista (UAT) conducida por el capitán Conrado García ahora procesado por tres de los homicidios , los del Regimiento Cazadores, los del Maturana, los de la CNI, entre ellos los de Anti-Terrorismo y los de la Brigada Azul creada especialmente para eliminar militantes del Mir en todo Chile no habían podido a lo largo de 63 días ni siquiera herir a uno de los doce guerrilleros. La montaña se los había tragado. La montaña los protegía. Y si no hubieran persistido en la aventura, si no hubieran creído que aún deshechos y debilitados como estaban podrían conseguir ayuda de sus jefes en Santiago para resistir, hubieran vuelto caminando a la Argentina, o se hubieran ido desplazando de a poco hacia «el llano», como le dicen allá arriba a la tierra menos escarpada que desciende hacia Panguipulli, Temuco y Valdivia.

Perdidos en dos patrullas los del Toqui Lautaro se habían reunido finalmente en uno de los refugios 42 días después de que los descubrieran. Habían podido hacerse de los fusiles que Paine guardaba en un tatú, pero en las reservas había apenas un par de kilos de arroz, una bolsa de porotos y algo de leche en polvo. Era todo. Comieron durante semanas una especie de sopa en la que a cada uno le tocaban diez porotos. Y luego, como postre, una cucharadita de azúcar. El hambre los adelgazó hasta los huesos y les quitó las defensas; se enfermaron. El frío gangrenó la pierna de Pedro Yañez hasta que hubo que amputarla con una cortapluma. A varios los comenzó a devorar el pie de trinchera: una infección que viene con las bajas temperaturas y ataca los dedos de los pies. En la bota de Yáñez, que supuraba a cada paso, los demás veían su propio destino. Todos los sobrevivientes coinciden: ni en el más doloroso de los momentos hubo quejas. La entereza moral del grupo era increíble. Resulta difícil configurarse esa ética guerrillera del sacrificio, pero hay que pensar que cada uno de ellos estaba allí con «la firme idea de derrotar a la dictadura».

A fines de agosto se decidieron: cinco de ellos debían bajar a buscar ayuda. Con dificultades para dejar la zona se dividieron en dos grupos: tres por un lado, y Riffo y Bravo por otro. Mientras el trío logró sortear los pueblos y llegar a Temuco, los otros dos avanzaron sin problemas hasta Huellahue, un paraje antes de Lanco. El hambre los empujó hacia el enemigo. Pidieron comida en una casa de campo.

Los lugareños los ayudaron, y les recomendaron un rincón cercano para descansar. Mientras tanto les avisaron a los policías. Sólo tenían una pistola con un cargador. No llegaron a usarla. Detenidos fueron llevados a Lanco, y luego a Valdivia. Dos soldados aseguran haberlos visto allí, porque los encerraron unas piezas en las debieron custodiarlos. Se los llevaron en helicópteros. «Nadie duda de que fueron trasladados por la CNI a Santiago para ser torturados. Es casi de lo único de lo que no tenemos pruebas. Pero un mirista que fue luego interrogado por los mismos torturadores contó que a él le decían que había hablado muy pronto, no como sus compañeros de Neltume a los que tuvieron que darles muchos días», cuenta una fuente que conoce la investigación de esta trama. No es necesario detallar la crueldad de los interrogatorios de la CNI y la DINA. Los jóvenes neltuminos conocieron el abismo del dolor. Y en esas condiciones fueron devueltos a su zona para guiar los pasos de sus asesinos. Los militares supieron que sin tortura no había chance de llegar al resto. El fracaso de su acción militar masiva era vergonzoso. A tal punto la detencion de Bravo y Riffo cambió las cosas que la Operación Contraguerrillera Machete terminó el 29. Y entonces comenzaron la Operación Pilmaiquén.

En la causa que investiga Emma Díaz, la Ministra en Visita Extraordinaria de la Corte de Apelaciones de Valdivia, en el expediente 1675-2003 se acumulan los testimonios de algunos militares que participaron del operativo. Al menos tres admiten lo mismo que asegura el soldado C, solo que no revelan el costado siniestro de la escena. «Nos llevaron a unas cabañas en las termas de Liquiñe. Ahí estábamos una patrulla de la Compañía de Comando al mando de Moscardón con la CNI; y ahí tenían a dos hombres jóvenes. A esos dos cabros los sacaban a buscar

a sus compañeros a la montaña», contó el ex conscripto. A ese testimonio se suma el del soldado D, entrevistado en La Unión hace dos años: «en septiembre los tuvieron varios días caminando por la montaña para que se encontraran con sus compañeros guerrilleros. A uno lo ataban con un lazo a la cintura y lo largaban varios metros adelante. Así fue como terminó encontrando a los otros y uno de ellos salió muerto».

Es uno de los pasajes más difíciles de esta historia. El 13 de septiembre uno de los jóvenes en manos de Mosquetón y la CNI no pudo evitar el encuentro con sus compañeros, pautado varias semanas antes, cuando decidieron que un grupo se alejaría hacia el llano para buscar ayuda. Los que quedaban en la montaña, desesperados por el hambre y la enfermedad, esperaban la ayuda de la Dirección del MIR. El joven guerrillero silbó el canto de un pájaro austral tal como había convenido: ese canto significaba que la ayuda estaba presta. Así, los demás le salieron al encuentro. Y la balacera comenzó. Los fusiles y las ametralladoras del ejército dispararon. Los del MIR eran dos: respondieron, pero sobre todo intentaron escapar. Era imposible defenderse: no era una guerra, mucho menos una pelea igualitaria. La superioridad de fuerza de los militares era total. Aún así en la emboscada no fueron exitosos: solo le dieron a uno. Mataron a Raúl Obregón Torres.

Los demás avanzaron. A Pedro Yáñez Palacios la amputación de la pierna no le había frenado la infección. Ya no quiso seguir, y se quedó solo en una especie de cueva, bajo el tronco de un árbol, que hacía de escondite, con un fusil FAL y un cargador. Pasó allí varios días. Al final desvariaba del dolor. Lo escuchó una patrulla que conducía el teniente Mario de Toro Gallardo. «Dicen que les dijo milicos de tal por cual», cuenta el hijo del baqueano. Y el soldado A, el mismo que conoció el rigor de Toro Gallardo, cuenta que fue el teniente el que casi lo secciona con su ametralladora. Con Yáñez ya eran dos los abatidos. Para entonces el capitán Martínez seguía todo desde una casa de familia, la del baqueano que los guiaba por la montaña, Juan de Dios Osval Peña, un hombre ya mayor al que los militares le

decian «Tata». Entrevistado por María José Flores, profesora de historia de la Universidad de Los Lagos autora de una tesis en torno a lo ocurrido en Neltume su hijo, Israel Enrique Peña Patiño, recordó al entonces joven Rosauro. «El capitán Martínez fue una persona relevante. Era el que mandaba. Por el hecho de que mi papá trabajara con ellos había una protección especial sobre nosotros, nos cuidaban en la noche», dijo. Enrique Peña estaba en primero básico, y sabe que era primavera porque los incidentes fueron después de la última nevada de ese año. Martínez pasaba mucho tiempo en su casa a la espera de que sus hombres dieran con los guerrilleros. En agradecimiento, el propio Martínez visitó al Tata Peña un año después y le llevó de regalo una fotografía en la que se ve al baqueano rodeado de soldados marchar por la montaña. «El capitán se encargó de tomar la foto y de regalársela a mi papá. El la agrandó, y le dijo: «Tata aquí le traigo un recuerdo para que nunca se olvide de su trabajo en Neltume». Dice mi papá que ellos iban caminando y de repente este capitán Martínez, corrió y les pegó un grito para que se alinearan y él de arriba de un tronco les sacó la foto». En esa visita Martínez le ofreció al baqueano una casa amoblada, una jubilación y estudio para su hijo, el niño al que le había enseñado a leer. Pero don Peña no quiso. «No aceptó contó el hijo porque ser guía tampoco fue algo que él hizo a buena voluntad, sino que «voluntariamente obligado», como solía decir».

***

Israel Peña también recuerda cómo en septiembre del 81, cuando algunas nevadas todavía blanqueaban la cima de la montaña, su padre llegó a contar que habían matado a tres en Remeco, en la casa de doña Floridema Jaramillo. La mujer era la madrina de José Eugenio Monsalve Sandoval. José, nacido en Neltume, escapaba del cerco militar junto a Patricio Calfuquir Henríquez, y Próspero del Carmen Guzmán Torres. Los empujaba la inanición. Calfuquir tenía los pies infectados, volaba de fiebre. Acorralados decidieron quebrar con el mandato de las jefaturas del MIR: no tomar contacto con lugareños. Doña «Flora» lo había visto crecer, tenía que ayudarlo. Era su madrina, la comadre de su mamá. Les abrió la

puerta, les hizo sopaipillas, y hasta le prestó la cama al enfermo. Pero muerta de miedo dijo luego , hizo lo que el capitán Martínez le había pedido a todos los campesinos: avisar si veían a los buscados. Mandó a su hijo Juan Carlos Henríquez Jaramillo, de 15 años, a alertar a los pacos. Los pacos pasaron a avisarle al capitán Martínez. Fue el primero en llegar a la casa.

En la causa en la que los abogados Magdalena Garcés y Vladimir Riesco pidieron el desafuero de Martínez es clave esta escena ocurrida hace 32 años. Los querellantes son las familias de los tres jóvenes miristas: acusan al diputado de RN por homicidio calificado agravado por premeditación y alevosía.

El diputado Martínez Labbé es un símbolo de cómo la dictadura de Pinochet se camufló en el juego democrático y logró, con votos, lo que había conseguido a sangre y fuego en los peores años del régimen. En diciembre, fue como representante del distrito 41 que incluye las comunas de Chillán, Chillán Viejo, Coihueco, Pinto, San Ignacio, El Carmen, Pemuco y Yungay de la Provincia del Ñuble. Anteriormente había sido Alcalde de Chillán. Y no es el único político sospechado de haber participado en la represión.

Para una sociedad en la que ya 520 condenados por crímenes de lesa humanidad hay, quizás es difícil comprender la naturalización y el silencio en la sociedad chilena frente a estos casos. La médula de esta investigación fue publicada en el sitio Ciperchile.cl, de investigación, dirigido por Mónica González. Sin embargo, la prensa oficial chilena calla. El cerco de protección de los medios chilenos sobre figuras como Martínez LB parece de un blindaje impenetrable. Acaso, el lunes 7 de abril cuando sea confirmado que Martínez Labbé deba sentarse frente a la Corte de Valdivia, que juzgará si se lo desafuera de la protección que le da su cargo de diputado[3], los diarios y las revistas deberán hablar sobre el tema.

Las pruebas, según los abogados, dejan claro que Martínez Labbé encabezó una operación comando no para lograr detener miristas, sino para eliminarlos; que

[3] Note d'*Atlante*. En mai 2014, le Tribunal de Valdivia décidait la levée de l'immunité parlementaire de Rosauro Martínez, décision confirmée par la Cour Suprême en juin de la même année. Le procès de ce personnage est toujours attendu.

además se hizo con una «superioridad de fuerzas abrumadora», y que como era imposible que las víctimas se defendieran con algún éxito, se «actuó sobre seguro». De hecho no hay un solo militar o soldado rasguñado por un tiro de FAL mirista. Las únicas bajas fueron las de un conscripto muerto por una ráfaga que se le escapó a un oficial, y el suicidio de un sargento.

Uno de los testimonios que inculpan a Martínez Labbé es el del sargento de carabineros Alfonso Rosas, jefe del destacamento Neltume. En su declaración cuenta que cuando llegó a la casa el capitán habló con Flora. La mujer le avisó que los guerrilleros estaban durmiendo. Martínez dio instrucciones de cercar el lugar. Rosas se quedó en la parte de atrás de la casa, Martínez la rodeó por el cerro hasta quedar en el frente. Esperaron a que llegaran más de 30 hombres de la Compañía de Comando Llancahue. Entonces atacaron.

En La Unión hay dos soldados que estuvieron allí. Aunque se los contacta, se niegan a hablar. Faltan a las citas. Dejan de atender el teléfono. Pero la memoria no tiene dueños: entonces, por las noches, cuando los jefes militares dejaban de acosarlos, los pelados se reunían a conversar. Los entrevistados por Ciper recuerdan los relatos. A Martínez Labbé no solamente lo vieron que mandaba, él también disparó. Se acuerdan clarito porque cuando quiso disparar su ametralladora se le trabó. «Entonces la tiró a un lado y le quitó la que llevaba Inostroza, el que andaba con él y salió la balacera», relata el soldado B.

Inostroza existe. Se llama Eduardo Alberto Inostroza Reyes y era cabo 1ero de la Compañía de Comando. En su declaración el cabo cuenta esa tarde, lo del niño, la balacera. Y deja caer: «De la casa salió un joven que fue impactado por alguno de la patrulla de llegada.

Por una ventana salió otro que logró escapar aunque le dispararon al parecer en la espalda». Da cuenta así del final de Calfuquir, que muere habiendo gastado el cargador de su FAL, adentro de la casa. La autopsia indicó cinco disparos en el cráneo estallado. De Próspero Guzmán, el que salió al frente y recibió 28 balazos de ametralladora, con el cráneo también deshecho. Y del final del ahijado de Flora,

José Monsalve, que herido escapó por la montaña hasta que no pudo avanzar más y quedó tirado en una quebrada. La declaración de Inostroza coincide con la de Juan Carlos Henríquez Jaramillo, el jovencito que corrió a avisarle a los carabineros. El chico contó que el capitán le dijo a su madre:

«Señora le vamos a destruir su casa pero se la vamos a devolver, ante lo cual su madre dijo que bueno. El capitán inmediatamente dio la orden de fuego». Juan Carlos también contó el final de José, que era una especie de primo para él, que se había arrastrado herido hasta la quebrada: «Le dispararon y lo mataron ahí mismo, a una distancia de cinco metros más o menos. Él estaba arrollado bajo unos coligües y no tenía el fusil en sus manos pues éste estaba a unos cinco metros al lado de una mata de chilcos. No le dijeron que se rindiera porque la persona estaba arrollada debajo de los coligües, herido, como escondido, y no disparó contra los militares».

***

El soldado D también tiene pesadillas en la montaña. Más avejentado, lejos de todo deporte, acepta contar la historia sentado en su auto. La larga de un tirón, no mide las palabras. Es como si hubiera estado allí esperando a que alguien le preguntara. «El jefe nos dijo: soldados, es feo matarse entre chilenos, pero hay que hacerlo porque estos tipos no pueden volverse vivos». Fue el 21 de septiembre del 81. Eran los últimos muertos de una semana que había comenzado el 13 con la de Raúl Obregón en la emboscada; y había continuado con la masacre en la casa de Flora Jaramillo. Durante varios días el soldado, y al menos tres militares que declararon ante la justicia vieron a Julio Riffo y René Bravo cautivos de los hombres de Mosquetón y de la CNI: dormían en las cabañas de las termas de Liquiñe que eran usadas como campamento militar. Los detenidos eran conducidos, dice el soldado, por Arturo Sanhueza Ros, uno de los tenientes de Martínez Labbé.

¿Dónde los vio?

Esos los anduvieron trayendo por toda la montaña. Eran tres. Los llevaban para arriba, había un caminito, como una huella que le llamaban y ahí lo echaban correr

pa allá como un lazo de 20 metros, buscando sus amigos. Les pedían que busquen a sus amigos para que hagan contacto.

¿Quién los tenía, qué jefe?

Sanhueza. El teniente Sanhueza.

Al soldado los días se le confunden, pero está seguro que todo ocurrió entre el 15 de septiembre y el 20 y tantos. Pasaron 32 años. La vida después de la operación Pilmaiquén continuó también para los militares, y para Sanhueza Ros, premiado por su actuación en la montaña, con un ascenso. Se convirtió en «El Huiro», jefe de la Brigada Azul, dedicada a la persecusión del MIR, y fue uno de los más sanguinarios miembros de la CNI. Fue procesado como uno de los asesinos del periodista de la revista *Análisis*, José Carrasco, por participar de la Operación Albania, y por el crimen de cinco frentistas desaparecidos en 1987.

El soldado D recuerda el frío de ese septiembre, la nieve que lo cubría todo en ese paraje cercano a Liquiñe. Estaba junto a otros dos conscriptos de la Compañía de Comandos manejada por Martínez Labbé cuando llegó una camioneta Toyota de la que bajaron a tres hombres. «Conversamos nosotros con uno de ellos y le preguntamos qué tenía, porque andaba cojiando. Nos dijo que tenía congelamiento en los pies, en el dedo gordo, ese ya había desaparecido. Lo tenía amarrado. Eran tres, dos eran guerrilleros, el otro era uno que decía que él les había dado remedios nomás». Todo indica que se trataba de Riffo y Bravo. No hay indicio alguno de quién puede haber sido el campesino. Es otro muerto que sobra, que no está en las listas de víctimas de la dictadura.

Es que los milicos juntaban un lote grande y después los fusilaban.

¿En qué lugar fue el fusilamiento?

Ahí, en Liquiñe, como cinco kilómetros pa tras. Fue ahí en un acantilado. Puta, si yo pudiera recorrer esos cinco kilómetros, yo cacho al tiro dónde es. Es un camino precordillerano, una huella nada más. A ellos los bajaron de la Toyota grande y con su cruz al hombro. Pero si fue lo mismo que cuando tú ves una de esas películas en las que Jesucristo caminó al calvario, lo mismo, pero tal cual. Eran

unas cruces de guaye, amarrados con alambre así nomás. Amarrados de acá señala la muñeca de un lado , y del otro lado hace el gesto de amarrar en la otra.

«Es feo matarse entre chilenos, ustedes no han visto nada», les dijo el jefe de la operación. Y los dejaron a la espera. Escucharon los disparos. Y entonces les tocó el trabajo de enterrarlos.

Ahí los sacamos de la cruz y los envolvimos en polietileno. Tuvimos que esperar a que los vinieran a buscar. Yo tenía mucho miedo.

¿A qué le tenía miedo?

¿A qué va a ser po? A los muertos po. Día y noche estuvimos con ellos.

Comptes rendus

Historia y sociología de *Isidro Velázquez. Formas prerrevolucionarias de la violencia* de Roberto Carri

Leandro Sebastián López y Martín Albornoz
IDAES-UNSAM, Argentina

En 2015, la Biblioteca Nacional de la República Argentina edita, en dos tomos, la obra completa de Roberto Carri[1]. Entre los textos publicados, ocupa un lugar central *Isidro Velázquez. Formas prerrevolucionarias de la violencia* (1968)[2], un texto de referencia de la obra del sociólogo argentino detenido-desaparecido durante la última dictadura militar acaecida entre 1976 y 1983.

Se desarrollan a continuación algunas líneas que recuperan sus contenidos en contexto, a partir de la exploración del texto en clave disciplinaria, y las fronteras entre el ámbito académico y el político local. En la primera sección, se analizan

[1] Roberto Carri nació en 1940 en Buenos Aires y fue secuestrado el 24 de febrero de 1977. Egresado de la carrera de Sociología de la UBA, era docente en esa casa de estudios, en la Universidad del Salvador y en la Universidad de Mar del Plata. Formó parte de las Cátedras Nacionales y del grupo que editó la revista *Antropología del Tercer Mundo* (1968-1973). Era integrante de Montoneros. Para más información, ver Horacio TARCUS, dir., *Diccionario biográfico de la izquierda argentina. De los anarquistas a la «nueva izquierda»*, Buenos Aires, EMECÉ, 2007, p. 120-121.

[2] La versión original del libro aparecida en 1968 (Buenos Aires, editorial Sudestada), movilizó fuertes debates al interior de la militancia peronista y así se la recuerda actualmente por aquellos que participaron en organizaciones políticas a fines del sesenta y en los setenta. En 2001, bajo un clima político y económico crítico pero en democracia, se realiza una reedición a cargo de Horacio González desde la editorial Colihue (Colección Puñaladas, Ensayos de punta). En 2015, como Director de la Biblioteca Nacional emprende la publicación de las obras completas. Actualmente el aula magna de la Facultad de Ciencias Sociales de la Universidad de Buenos Aires lleva en homenaje su nombre.

argumentaciones y desarrollos desde la historiografía, y en la segunda, al interior del campo sociológico recientemente institucionalizado en el país sudamericano. En ambos ejes, se seleccionaron debates que desde el pensamiento nacional se erigen directa e indirectamente ante autores y corrientes globales.

I.

El libro de Roberto Carri sobre la experiencia de dos «delincuentes» populares «apoyados por las masas rurales» se revela importante para los estudios históricos en al menos dos sentidos. El primero se relaciona con la forma en la que interpreta el devenir histórico del área en la cual se desplegó el drama de Isidro Velázquez, el protagonista principal, forma que se cifra bajo las coordenadas del revisionismo histórico y, más específicamente, de la imaginación histórica de la izquierda nacional de finales de la década del sesenta y principios de la década del setenta, cuyas figuras principales fueron los abogados Eduardo Luis Duhalde y Rodolfo Ortega Peña[3]. Para ambos autores, en los cuales Carri se referencia varias veces a lo largo del texto, la investigación histórica es concebida como inescindible de la praxis política, puntualmente con la liberación nacional. De esta manera, la configuración histórica de la región chaqueña en *Isidro Velázquez. Formas prerrevolucionarias de la violencia* es pensada como una suerte de eslabonamiento rígido y continuado en la implantación del colonialismo y la dependencia que hundiría sus raíces en el siglo XIX. Como sostiene el propio Carri en varias ocasiones, el rasgo principal de la dominación colonial al interior del nordeste argentino sería la violencia: « la historia de la provincia del Chaco y en general de toda la región, desde Vera a Reconquista, en la provincia de Santa Fe hasta el río

[3] Al respecto, ver Fernando DEVOTO, «Reflexiones en torno de la izquierda nacional y la historiografía argentina», en F. DEVOTO y Nora PAGANO, ed., *La historiografía académica y la historiografía militante en Argentina y Uruguay*, Buenos Aires, Biblos, 2004, p. 107-131 y, de los mismos autores, *Historia de la historiografía argentina*, Buenos Aires, Sudamericana, 2009, p. 323-330; Omar ACHA, «La imaginación de la historia en la izquierda peronista», *in Historia crítica de la historiografía argentina*, vol. I, *Las izquierdas en el siglo XX*, Buenos Aires, Prometeo, 2010, p. 301-339.

Pilcomayo, es una historia cargada de violencia»[4]. Bajo este signo tuvo lugar la llegada de los colonos a partir de 1880, la explotación de la riqueza forestal, principalmente el quebracho nativo, la sumisión de la población indígena, ya en la de 1920 la aparición de las plantaciones de algodón y las relaciones laborales en general, entre otros fenómenos determinantes de las condiciones de su población al momento de las experiencias y efectos simbólicos recopilados en 1968. Por otra parte, abrevando en las categorías más difundidas y discutidas del análisis histórico-social marxista, el autor sostiene que sobre esa evolución económica se formó una superestructura burocrática que garantizó, a fin de cuentas, la perpetuación de la violencia como elemento principal de las relaciones sociales posteriores: «el sistema imperante alcanza sólo por la fuerza y en su continuo ejercicio legitimidad».[5] En ese escenario de perpetua y previsible agresión, lo único imprevisible es la revuelta, la insurrección y la negación violenta del orden de cosas. Es frente a ese cuadro general, tomando una idea de inspiración fanoniana según la cual la violencia contra el opresor es de por sí un acto de emancipación política, social y subjetiva[6] que el raid de Isidro Velázquez y Vicente Gauna implica un gesto de ruptura y desborde con respecto a la alienante y rígida realidad colonial que la historia habría asignado a la región. La rebeldía, que incluye a la violencia como manifestación, en ese cuadro es una forma social de resistencia que emerge espasmódica.

Si esta manera de comprender el sentido de la historia y su significación resulta, cuarenta y ocho años más tarde de su primera edición, como un tanto

[4] Roberto CARRI, *Isidro Velázquez. Formas prerrevolucionarias de la violencia* (1968), *Obras completas*, vol. I, Buenos Aires, Biblioteca Nacional, 2015, p. 289.
[5] *Ibid*., p. 294.
[6] Frantz FANON, *Los condenados de la tierra*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1988, p. 30-87. La influencia del libro de Fanon, publicado en castellano en 1961, es una constante que impregna todo el análisis de Roberto Carri sobre el territorio chaqueño y la emergencia de la figura de Isidro Velázquez y no sólo se vislumbra en relación a la violencia. A la hora de valorar el estado «moral» y subjetivo de las masas populares en el Chaco, el autor parafrasea literalmente la interpretación que hace Fanon sobre el mismo asunto, pero en referencia a la situación argelina. Al respecto, puede leerse en *Isidro Velázquez. Formas prerrevolucionarias de la violencia*: «[…] El argumento religioso es otro instrumento eficaz de dominación en las áreas rurales chaqueñas. El mito y la magia son una superestructura que impregna a la sociedad autóctona, promueven el fatalismo del indígena y el criollo […]», p. 294.

previsible y contenido dentro de los firmes marcos ideológico-políticos de su tiempo, hay otra forma de lectura, quizás exploratoria, que puede resultar más productiva. La misma surge del interés cruzado por rastrear la recepción en la obra de ciertas lecturas propias de la renovación del campo historiográfico en la década del sesenta particularmente de ciertas vetas de la historiografía marxista británica y de la detección de una serie de problemas vinculados con las formas de acción y sensibilidad popular que formaron parte de la llamada historia social. Es clave, en este sentido, la apropiación crítica y creativa que desarrolló Carri de la obra de Eric Hobsbawm *Rebeldes Primitivos*, aparecida en inglés en el año 1959 y traducida al castellano, por la editorial Ariel de España, en 1968. Es por esa apropiación que, para el historiador Raúl Fradkin, referente argentino en los estudios sobre la conformación del mundo popular y sus actores, el escrito al que aquí hacemos referencia debería situarse como pionero en su campo[7]. Por otra parte, siguiendo el múltiple y sinuoso derrotero de la influencia de la obra de Hobsbawm que llevaron a cabo historiadores y sociólogos en Argentina, Hilda Sábado también le reconoce un papel importante a *Isidro Velázquez*. La historiadora, que, sin embargo, aclara que esa apropiación del texto de *Rebeldes Primitivos* tuvo efectos limitados en la historiografía local, también resalta que «la forma en la que Hobsbawm analiza allí a los sectores subalternos y sus luchas sociales no dejaría de influir en los estudios sobre el pasado de los trabajadores argentinos»[8]. Es en una línea similar entonces que creemos que el texto de Carri puede resultar revelador para los historiadores del presente.

A partir de un conjunto heterogéneo de fuentes, huellas y registros documentales que van desde la prensa e informes oficiales pasando por entrevistas con testigos, intercambios con colegas hasta cancioneros populares existe en Carri un interés por recuperar los componentes pasionales y subjetivos que conforman la

[7] Raúl FRADKIN, *¿El pueblo dónde está? Contribuciones para una historia popular de la revolución de independencia en el Río de la Plata*, Buenos Aires, Prometeo, 2008, p. 22.
[8] Hilda SÁBATO, «Hobsbawm y nuestro pasado», *Punto de Vista. Revista de cultura,* n° 46, agosto de 1993, p. 15.

sensibilidad de los sectores populares del llamado interior argentino. Donde el «sistema», definido como la totalidad social imperante en el Gran Chaco cuyas marcas principales, se ha visto, serían el terror permanente sobre los sujetos subalternos, la sobrexplotación del campesinado, la presencia del colonialismo como vertebradora de todas las interacciones sociales, la desigual distribución del acceso a la tierra, entre otras ve irracionalidad y salvajismo, Carri se preocupa por comprender los mecanismos de identificación y adhesión que la figura de Isidro Velázquez genera en el pueblo. Para Carri, no se trata de señalar en qué medida la acción política popular se acerca o se aleja de parámetros preestablecidos como podrían serlo un partido, la acción gremial, un programa o un movimiento articulado sino de comprenderla en su devenir partiendo de una situación concreta. Esto supone releer a contrapelo la historia de explotación y de depredación del Chaco a partir de un tipo de aproximación que, más que considerar como episódico el fenómeno del bandolerismo social, lo interprete como parte de una tradición de resistencia. En palabras del propio Carri: «esta protesta se inserta en la tradición popular de lucha, forman parte de la cultura autónoma del pueblo y deben ser tomadas muy seriamente por los que quieren transformar el sentido de las cosas»[9].

En ese sentido, también se interroga por las zonas de politización de la acción popular allí donde, por lo general, se han visto conductas espasmódicas. Esta apuesta supone desbordar el mero formalismo academicista. En sus palabras, «[…] la única manera de no caer en el formalismo teórico es poner en primer plano la acción política […]».[10] Por ese lado viene la crítica más fuerte al planteo de Hobsbawm: tiene que ver con la caracterización que el historiador inglés hace de la eventual dimensión pre-política de la acción de los bandoleros. La distinción resultaría de una concepción formalista. En todo caso, sostiene Carri, la división no es tanto entre política y pre-política, sino más bien entre política revolucionaria o

[9] R. CARRI, *Isidro Velázquez…*, *op. cit.*, p. 338.
[10] *Ibid.*, p. 343.

una contrarrevolucionaria, entre manifestaciones organizadas o espontáneas. Tampoco resultaría pertinente la noción de eficacia que permitiría a Hobsbawm sostener que las rebeliones del pasado eran inferiores a las del presente. Sin embargo, su obra merece un lugar fundamental en la agenda de investigación en la medida que sitúa las prácticas de rebelión popular en un contexto de luchas de clase. Dicho más claramente:

> […] Debemos dejar aclarado que para Hobsbawm y sus discípulos los bandoleros sociales son expresión de la lucha de clases y deben ser seriamente considerados por los investigadores del tercer mundo […][11].

II.

Como señalamos más arriba, el texto de Carri evoca las disputas políticas en la Argentina de fines de 1960 y de la década del 70. *Isidoro Velázquez. Formas prerrevolucionarias de la violencia* se inscribe explícitamente en la elaboración de una «ciencia al servicio de la liberación nacional»[12], y ajustada a la doctrina peronista. Sin embargo, y más allá de los fines políticos que debe tener para el autor el conocimiento de la realidad social, no deja librada al azar la disputa sobre el rol del sociólogo en el emergente campo disciplinario nacional. Lo que nos interesa en este apartado es explorar la remisión que igualmente procura Carri a la ciencia social como recurso iluminador.

La distinción entre ciencia y política es tenue, el conocimiento y la praxis deben ir de la mano, el marxismo es pie importante para ese principio epistemológico general pero no el único. Su obra refleja posiciones sobre la intervención política de la sociología hoy olvidadas en el mundo académico[13]. El estudio de los

[11] *Ibid.*, p. 342.
[12] Roberto CARRI, *El formalismo en las ciencias sociales. Segunda parte* (1969), *in Obras completas*, vol. 2, Buenos Aires, Biblioteca Nacional, 2015, p. 89.
[13] De alguna manera, esa tensión, aunque más liviana, es revivida durante los últimos años del gobierno de Cristina Kirchner en arenas políticas y mediáticas en torno al rol del intelectual y el

fenómenos sociales no puede abstraerse de la lucha política, y desde esa máxima interviene en el campo de la sociología, una forma reproductiva de saber. En una época convulsionada, el autor de *Sindicalismo y poder en la Argentina* (1967) retoma la tradición ensayística argentina comprometida con el peronismo, la liberación nacional, el anti-imperialismo latinoamericano y contra el capitalismo monopólico[14]; pero no deja sin disputar el carácter científico del conocimiento a favor de los desposeídos.

Las referencias explícitas o citas a sociólogos, historiadores, ensayistas, novelistas, filósofos y periodistas señalan un círculo abierto de debate, que no está cerrado estrictamente al disciplinario y local. Eric Hobsbawm, Herbert Marcuse, Erich Fromm, Helmut Schelsky, Raymond Aron, Frantz Fanon, Andrew G. Frank, Juan Díaz del Moral, Peter Worsley, K. M. Panikkar, Jacques y François Gall, son referencias hacia una discusión y legitimidad del mundo de las ideas de alcance global. Regional y local, aparecen entre los citados algunos autores prominentes, y otros menos conocidos y circunstanciales: Domingo F. Sarmiento, José Mariátegui, Rui Facó, Jorge Álvarez, José Pavlotzky, José Boglich, Rodolfo Ortega Peña, Eduardo Duhalde, Guido Miranda, Gastón Gori, Justino O'Farrell, Oscar Ameri. Las reflexiones y discusiones en torno al segundo grupo, giran sobre los pueblos oprimidos en América, la explotación rural y/o el rol del sociólogo e intelectual en la realidad política argentina.

El adversario académico a denunciar, y el conocimiento científico que procura, es el «sociólogo burocrático», el intelectual que se apoya en la racionalidad científica y las bases positivistas del conocimiento abstrayéndose del contexto histórico social de su pueblo. Allí reside parte de su rechazo a la «sociología

periodismo militante en los destinos del país. En ese marco, corresponde interpretar la segunda reedición del texto la primera fue en 2001 (Buenos Aires, Ediciones Colihue), en un contexto de protesta y fuerte movilización popular.

[14] R. CARRI, *El formalismo en las ciencias sociales. Segunda parte*, *op. cit.,* p. 87: «[…] El pensamiento nacionalista argentino es el peronismo; la lucha por la liberación la realiza el pueblo movido por la esperanza en el establecimiento de un régimen popular, el peronismo, y nuestra tarea como científicos es enriquecer una de las armas de esa lucha: la doctrina peronista […]».

formalista», disciplina que, postulada como técnica, oculta su función legitimadora del orden social y del Estado que lo reproduce. El conocimiento científico formal, Marcuse mediante:

> […] es empirismo acrítico, el fetichismo de los hechos inmutables, la creencia en una legalidad exterior a la producción humana de la naturaleza y la sociedad. Es un conocimiento del mundo ya dado, por un individuo impotente frente a la materialidad «confusa», exterior y coactiva, que limita las posibilidades prácticas del conocer. Hacer conocimiento o hacer ciencia en estos términos no es práctica […]. No hay integración del conocimiento con la praxis, por tanto no hay conocimiento real […][15].

La sociología en Argentina se desarrolla bajo ese nombre desde fines del siglo XIX como cursos en la Facultad de Derecho y en la de Filosofía y Letras de la Universidad de Buenos Aires. Recién en 1957 se constituye la primera Carrera de sociología de la mano del proyecto institucionalizador liderado por Gino Germani. Entre 1955, luego del golpe de Estado a Perón, y 1966, con el golpe de Estado de Onganía a Illia, se consolidó el programa de «sociología científica» en la Argentina. Al interior de la sociología académica, la dirección de ese plan modernizador se enfrentaba con otro grupo denominado por Germani, inicialmente de manera peyorativa, como «sociología de cátedra», referenciado en Alfredo Poviña de Córdoba[16].

Carri es graduado de la novel carrera de Sociología. Primero como estudiante, y luego como profesor, reacciona a las dos corrientes que considera dominantes en ese período: la «Sociología oficial» y la «Sociología marxista»:

[15] *Id.*, *ibid.*, p. 71-72.

[16] Para indagar más sobre la historia de la sociología en la Argentina, en clave comparada con la experiencia en Brasil, y el rol de Gino Germani en su institucionalización, ver Alejandro BLANCO, Luiz Carlos JACKSON, *Sociología en el espejo. Ensayistas, científicos sociales y críticos literarios en Brasil y en la Argentina (1930-1970)*, Bernal, Universidad Nacional de Quilmes, 2015.

> […] La Sociología científica en la Argentina recibió este presente de los países imperialistas y continuó por medios más refinados la tarea de enmascaramiento y control que los ideólogos del régimen venían realizando en alianza con la oligarquía. Paso a paso la Sociología argentina se convierte en una de las armas intelectuales del desarrollismo. Es en esta situación que se desenvuelve con espíritu crítico la Sociología marxista. Pero desde el momento en que el marxismo se convierte en Sociología pierde, por un lado, sus contenidos revolucionarios, y por otro, se entronca en la tradición de los marxistas argentinos que siempre enfrentaron al pueblo y a su historia para terminar aliados a la dominación imperial. Desde el punto de vista de la Sociología, el marxismo sociológico se transforma en una perspectiva más dentro del formalismo, y por tanto hace el juego a los desarrollistas de la Sociología oficial convirtiéndose en la oposición legal, en polemistas amistosos de sus colegas no marxistas. Desde la realidad nacional el marxismo sociológico es un juego político al que adhieren diversos sectores intelectuales para continuar «científicamente» con la vieja tarea de combatir todos los movimientos populares del país […][17].

Luego de diez años de existencia del Departamento de Sociología en la Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad de Buenos Aires, y en el marco de la intervención cívico-militar en esa casa de estudios, Carri forma parte de un interesante movimiento político-académico que se conoce como las *Cátedras Nacionales*[18]. Allí la búsqueda era recuperar, en el marco de la emergencia del *tercer mundo* ante los dos contrincantes de la guerra fría, autores sudamericanos para

[17] R. CARRI, *El formalismo en las Ciencias Sociales. Segunda parte*, *op. cit.*, p. 79-80.
[18] Experiencia desarrollada en la Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad de Buenos Aires, entre 1967 y 1973. Roberto Carri la experimentó entre los 27 y 33 años. Ver Alcira ARGUMEDO, «Roberto Carri», *in* R. CARRI, *Isidro Velázquez…*, *op. cit.*, p., 23-29.

elaborar una teoría social que reemplace a la proveniente de los países desarrollados.

Isidoro Velázquez. Formas prerrevolucionarias de la violencia se inscribe en la recuperación de formas sociales concretas, características del pueblo leídas como modalidades de resistencia social y al mismo tiempo rechazo del «formalismo sociológico»:

> […] Cuando la sociología opone tradicionalidad a modernismo está intentando la destrucción de los vínculos comunales y solidarios de las clases populares. De esta manera, cree facilitar el establecimiento de nuevos vínculos burocrático-racionales que fortalecen las relaciones de producción y dependencia imperantes. En nuestros días, por ejemplo, es evidente el intento de romper con el pasado o afirmarse en los aspectos aristocráticos del mismo, como forma de impedir la consolidación de los vínculos histórico-culturales del pueblo […][19].

Isidro Velázquez… es una expresión de esa postura desnaturalizadora del supuesto carácter neutral de una sociología legitimada por el capitalismo imperialista. Además del análisis de la relevancia popular de Isidro Velázquez y Vicente Gauna, el texto es un ejercicio de ciencia social crítica que enfrenta el uso de conceptos del sentido común y a una «sociología empirista» que naturaliza la dominación de los pueblos.

La noción «bandoleros sociales» es considerada una categoría reproductiva de un conjunto de experiencias que confunden, no iluminan y que, finalmente, «no sirve para definir el problema». Carri rechaza la abstracción científica de la disciplina en los años sesenta, su distancia de los problemas reales del pueblo, y la hegemonía del estructural-funcionalismo como modelo teórico a aplicar por la sociología canónica. La alternativa es profundizar el estudio de formas sociales históricas que se dan las propias comunidades y especialmente las clases populares para resistir

[19] R. CARRI, *El formalismo en las Ciencias Sociales. Primera parte*, *op. cit.*, p. 73.

las distintas oleadas y modalidades que asume el imperialismo. Velázquez y Gauna son «rebeldes sociales» no «bandoleros sociales». Para el autor argentino, la sociología científica financiada desde el norte del mundo, iguala diferentes actores bajo el mismo término, señala esas «bombas por explotar», con el objeto de reformar la «barbarie» desde la «civilización»[20].

Bajo el marco descripto con anterioridad, se analiza la rebeldía de los dos protagonistas teniendo en cuenta las acciones desarrolladas por ambos hasta la muerte, el primero de diciembre de 1967, y el carácter mítico posterior de Velázquez para el pueblo chaqueño. Permanentemente se articulan relatos de las experiencias con información de las condiciones socioeconómicas y de la explotación que sufren los trabajadores rurales en la región, especialmente de Quitilipi[21] y Machagai. Se abordan artículos periodísticos, novelas, rumores, canciones, que permiten entender configuraciones morales comunes.

La inocencia inicial de Velázquez, un trabajador honesto de familia, la violencia policial injustificada en ese hecho, la huida de la cárcel, las humillaciones que reciben las fuerzas de seguridad, la venganza popular y los poderes sobrenaturales del protagonista son parte de la leyenda que es la realidad social e histórica a describir. Esa dimensión simbólica recuperada le permite al autor interpretar, siempre en relación a las condiciones socioeconómicas y políticas de un país dependiente y una región más periférica aún, algo más que las rebeliones espontáneas de las clases populares: la resistencia latente emergente en la moralidad de los profundamente explotados.

[20] «[…] Frente a la opresión imperialista se alzan los pueblos que levantan la bandera de la justicia social y la independencia económica. El nacionalismo popular y revolucionario se constituye en una fuerza decisiva de la lucha liberadora, pues encarna las aspiraciones de los oprimidos de Asia, África y América Latina. Es el pueblo en armas de los países del Tercer Mundo quien va a provocar las más profundas derrotas al poder de los monopolios […]», *in* R. CARRI, *El formalismo en las Ciencias Sociales. Segunda parte*, *op. cit.*, p. 86.

[21] Zona de elevados índices de pobreza. Este año Quitilipi fue noticia de algunos medios de comunicación nacional debido a la alta desnutrición infantil de su población: http://tn.com.ar/sociedad/un-intendente-chaqueno-elaboro-un-estudio-sobre-100-familias-la-mitad-de-los-chicos-sufren-hambre_676308 (consultado el 01/10/2016)

El individualismo del rebelde, aunque arrastraría limitaciones políticas[22], no se contrapone al interés común de su pueblo:

> […] Velázquez sustrae bienes al enemigo y los ostenta. En este plano el proceso de identificación con el rebelde adopta un contenido reivindicativo, es un modo ideal de apropiarse los bienes que usan quienes los oprimen. En cierto modo la apropiación individual de riquezas por Velázquez es sentida como una apropiación colectiva […][23].

Carri comprende las tramas de solidaridad comunal del «pueblo criollo e indígena» y las considera una interpelación a la civilización progresista, y a la sociología como forma de conocimiento reformador y civilizatorio. Finalizando el texto, pone énfasis en la disciplina, invierte el uso y la carga de «bandolero». Si el objeto de preocupación y la propuesta de los cientistas sociales es la asistencia para contener la violencia y la reforma para «desintegrar» la comunidad que informa el bandolerismo social:

> […] Sería mucho más provechoso que los formalistas, en vez de estudiar estos problemas y de desarrollar modelos científicos al día, se dedicaran a investigar las causas y las manifestaciones cotidianas del «bandolerismo sociológico» […][24].

Consideraciones finales

Releer hoy *Isidro Velázquez. Formas prerrevolucionarias de la violencia* plantea un desafío cuya importancia implica un esfuerzo de recuperación interdisciplinaria. A lo largo de la reseña hemos intentado recuperar su importancia atendiendo tanto a su contexto de producción situación de las disciplinas sociológicas e históricas, marcos de referencias epocales como a sus nudos problemáticos y temáticos. En

[22] Como son, por ejemplo, el aislamiento y la falta de organicidad colectiva de la protesta.
[23] R. CARRI, *Isidro Velázquez…*, *op. cit.,* p. 316.
[24] *Ibid.*, p. 344.

este sentido, resulta particularmente productiva una aproximación a los problemas políticos, sociales y culturales que en su momento intentó sacudir los límites que la profesionalización y formalización disciplinaria imponían. Por esta razón, el libro de Roberto Carri resulta una oportunidad para volver a repensar las tensiones entre investigación histórico-social y compromiso político, a la vez que ilumina una preocupación por comprender esa misma investigación como un proceso creativo.

Compte-rendu : Federico Lorenz, Aldo Marchesi, Steve Stern, Peter Winn, *No hay manhana sin ayer. Batallas por la memoria histórica en el Cono Sur*, Buenos Aires, Biblios, 2015, (373 p.). Dorothée Chouitem

Cet ouvrage aborde la gestion de la mémoire historique collective du passé récent traumatique dans le Cône sud et celle de la construction d'une culture politique en faveur des droits humains. Il s'agit là de l'une des questions les plus complexes que les pays qui ont souffert de la violence politique ont dû affronter durant le processus de consolidation démocratique. Sont abordées successivement trois réalités : Federico Lorenz et Peter Winn étudient les mémoires de la violence politique et la dictature militaire en Argentine ; Steve J. Stern et Peter Winn, les voies de la mémorialisation au Chili ; enfin, Aldo Marchesi et Peter Winn définissent les différentes phases temporelles du processus mémoriel en Uruguay, peu connu hors des frontières nationales.

Les travaux rassemblés dans ce volume prennent pour point de départ l'émergence de la problématique de la mémoire historique dans le Cône sud dans les années 1980-1990 mais développent particulièrement les années qui couvrent le début du XXI^{e} siècle, période qui a connu les avancées les plus importantes dans ce domaine. L'objectif des auteurs est d'étudier les différentes dimensions de la mémoire historique en Argentine, au Chili et en Uruguay en les comparant entre elles, afin d'évaluer comment elles contribuent à la construction d'une politique en faveur des droits humains, en mesure d'assurer un futur démocratique garant du projet politique et éthique du « *Nunca más* ». En ce qui concerne les fondements théoriques, ils s'appuient principalement sur les travaux de Maurice Halbwachs, Elizbeth Jelin, Dominick La Capra et Pierre Nora, et postulent que les guerres pour la mémoire correspondent davantage à l'époque qui les voit naître qu'à celle concernée par les batailles. Les trois analyses explorent divers aspects de la mémoire historique : jugements, commissions de la vérité, archives, monuments

commémoratifs, transmission générationnelle, etc. Si, d'une part, elles établissent une chronologie des changements et continuités dans le temps, d'autre part elles construisent une histoire de la mémoire et des luttes pour la mémoire collective du passé traumatique récent en Argentine, au Chili et en Uruguay. En ce sens, cet ouvrage constitue une historiographie comparative critique de l'Histoire du temps présent en Argentine, au Chili et en Uruguay. Pour clore cette étude, Peter Winn, qui a collaboré à l'ensemble de l'ouvrage, souligne tant les points communs que les particularités propres au processus de chaque pays. Il conclut de ces recherches que, dans le Cône sud, les campagnes pour le « *Nunca más* » se sont focalisées sur la mémoire et la politique dans le contexte des atteintes à l'intégrité physique mais ont laissé de côté les droits économiques et sociaux. Cette stratégie des mouvements de défense des droits humains serait donc responsable d'une mise sous silence des causes qui sont à l'origine des luttes de ceux qui furent principalement les victimes des dictatures. L'ironie du sort semble être que ces mêmes droits économiques et sociaux, ignorés jusque là par les mouvements de défense des droits humains, soient, de nos jours, la principale entrave aux respects des droits politiques. Les quatre auteurs aboutissent à la même conclusion quant au rôle de la mémoire historique proprement dite : elle s'avère insuffisante pour garantir une culture politique future du « *Nunca más* », ou des droits humains ; néanmoins, sans elle, aucun lendemain n'est possible.

Varia

El silencio de la infancia en el cine de Albertina Carri

Carlos Vallina y Lía Gómez
Universidad Nacional de La Plata - Universidad Nacional de Quilmes, Argentina

Para iniciar este artículo, antes que un epígrafe, preferimos indicar un fragmento de un texto de Umberto Eco en *La estrategia de la ilusión* (1986), que sirve como referencia de la intención escritural:

> […] no creo que exista ruptura entre lo que escribo en mis textos especializados y lo que escribo en los periódicos. Hay una diferencia de tono, por supuesto, dado que al leer día tras día los acontecimientos cotidianos, al pasar del discurso político al deporte, de la televisión al «*beau geste*» terrorista, no se parte de hipótesis teóricas para evidenciar ejemplos concretos, sino que más bien se parte de acontecimientos para hacerlos «hablar», sin que se esté obligado a llegar a conclusiones en términos teóricos definitivos. La diferencia reside, entonces, en que, en un texto teórico, si se avanza una hipótesis, es para comprobarla confrontándola con los hechos. En un artículo de periódico, se utilizan los hechos para dar origen a hipótesis, pero no se pretende transformar las hipótesis en leyes […][1].

La represión política, las formas del genocidio en la nación argentina y la configuración de un corpus orgánico que lo ubicara en el territorio de la memoria, a través de las obras comunicacionales en el marco de lo audiovisual y de otros modos del campo estético y ensayístico, constituyen el escenario básico para el

[1] Umberto ECO, *La estrategia de la ilusión,* Barcelona, Lumen, 1986, p. 4.

desarrollo de las investigaciones que permitan la constitución de un pensamiento crítico en torno a las relaciones que ambos mundos proponen.

Las tensiones que ha suscitado tal vínculo, o su posibilidad, expresan, desde posiciones de extrema negatividad hasta resoluciones que han puesto en cuestión los saberes históricos, las convicciones y las producciones en torno a la recuperación de las construcciones, que desde el orden de lo estético han sido creadas para dar a conocer, hacer público y difundir la complejidad de la tragedia argentina correspondiente a la dictadura cívico militar feroz de los años 70.

Si uno recorre las formas de representación estético-comunicacional, en particular en el campo audiovisual, entre la generación denominada de los 70, y la que produjo su irrupción al final de la crisis de los 90, se observan formas, relatos, obras y acciones que expresan temáticas comunes y similares perspectivas críticas, pero configuran sus realizaciones a partir del reconocimiento diferenciado, ya sea por el imperativo de lo real, abordado con premisas objetivistas, estructuras experimentales o de fusión de tendencias clásicas y de vanguardia. Y la consideración que deviene de identidades proyectadas con igual legitimidad en el plano de la subjetividad, de diferentes condiciones históricas y tecno-expresivas a fin de posibilitar la comprensión de los mundos creados en la definición concurrente de identidad, memoria y verdad.

Abordaremos aquí el cortometraje *Restos* (2010) y el film *Los Rubios* (2003) de Albertina Carri, cineasta, hija de los torturados desaparecidos Ana María Caruso y Roberto Carri.

Restos

Restos[2] es un cortometraje realizado por Albertina Carri en ocasión de los Festejos del Bicentenario de la Revolución de Mayo de 1810, en el marco de una propuesta de la Universidad de Tres de Febrero y el Ministerio de Cultura de la Nación Argentina, con auspicio del Instituto Nacional de Cinematografía y Artes

[2] Disponible en: https://www.youtube.com/watch?v=7QFkC-vsqwY.

Audiovisuales (INCAA), que implicó la realización de una serie denominada *25 miradas: 200 minutos*. Se trata también del último film proyectado públicamente de la directora argentina Albertina Carri. En el mismo cuya duración es de ocho minutos, se puede apreciar una estructura basada en la exposición de aproximadamente quince escenas:

- Un joven de aproximadamente 25 años desnudo y acuclillado en un bosque.
- Un fotograma de film ardiendo.
- Una danza de chispas.
- Un pasillo con latas oxidadas de films.
- Un gato sobre las latas.
- El mismo joven ante una máquina de montaje de films.
- El mismo joven encendiendo y enebrando un proyector, una pantalla, y al interior con su cámara en mano registrando paisajes urbanos.
- Sigue la proyección con la pantalla intervenida a la manera de un video arte experimental.
- Fotograma quemado.
- Anaqueles con latas.
- Una cubeta con líquidos químicos produciendo la disolución de los componentes de las imágenes.
- El joven filmando y las imágenes intervenidas con rayones a la manera de tachaduras sobre los fotogramas y luego sobre los ojos del camarógrafo.
- Un estallido cromático video artístico.
- Para finalizar con el joven nuevamente desnudo en el bosque.

La apertura y el cierre del cortometraje, sus imágenes y las formalizaciones audiovisuales, desarrollan en principio tres niveles de materiales significantes: aquellos que indican un campo narrativo relativamente autónomo en el que se observa la voluntad de registro y observación del mundo; la materialidad que involucran las figuras que las imágenes conservan como memoria latente en los soportes técnicos de los rollos expuestos y conservados; y las imágenes que

constituyen una libre asociación considerable desde la perspectiva de una estrategia poética, es decir involucrando a las mismas como formas sintácticas propias de lenguajes que se valen de retóricas polisémicas.

Estos tres modos confluyentes se complementan con la presencia de un texto pronunciado por una voz anónima a la manera de un recitativo o declaración o manifiesto que, como un coro singular, comenta las variaciones potenciales de sentido, sirviendo de nexo o conexión con la articulación del imaginario y sus potencialidades de comprensión y comunicación.

La voz *en off* pronuncia lo siguiente:

> *¿Acumular imágenes, es resistir? Es posible devolverles ahora el gesto desafiante?* [Arden negativos y negativos acumulados, apilados.] *Durante las décadas del 60 y el 70 el cine también fue un arma política. Una cantidad indeterminada de películas desafiaron la censura y la represión. Fueron un instrumento de denuncia y contrainformación. Esas películas no buscaban espectadores; el mero espectador, se decía entonces, era un cobarde o un traidor. Buscaban militantes que las verían en sindicatos, escuelas, centros vecinales, universidades, incluso a la intemperie en el corazón de las villas. Obras mutantes, dinámicas, crecían con las voces que se iban sumando de cada proyección, en el debate se completaban. Mensajeras del dolor y el estallido mostraban que la acción era posible, que la violencia, necesaria. Así había sido en los últimos doscientos años, esas eran las huellas de los años de liberación.* [Carga película en proyector.] *La máquina de amputar del terrorismo de Estado la seccionó con métodos diversos. Tal vez los perpetradores todavía conserven aún algunos títulos, trofeos de una guerra que también se jugó en el imaginario. Eliminadas como rastros de los perseguidos. Sumergidas en lavandina para mutilar sus escenas, destruidas, veladas o quemadas por las mismas manos que las habían creado, como quien arrasa el campo de trigo para asegurarse el hambre del enemigo. Otras quisieron ser*

> *salvadas, escondidas en latas de títulos inocentes, desmembradas, enviadas a supuestos lugares seguros de los cuales nunca volvieron. La mayoría quedaron perdidas, desaparecidas, ellas también.* [Latas guardadas.] *Curiosamente las películas que sobrevivieron ahora tienen dueños particulares, raramente se exhibieron, recuperaron la firma de autor, aunque así no fueron pensadas. Lo primero que se perdía era el nombre, detrás de un bautismo guerrero fundido en el grupo se ganaba otro, anónimo, una identidad colectiva para apuñar la cámara. No era humildad, era certeza. Las historias sumergidas convertidas en vías de contagio de la potencia de la acción colectiva. Decir nosotros tenía la fuerza del agua que busca la pendiente. Desde esta orfandad que sólo puede decir yo me dejo encandilar por las imágenes perdidas. Buscarlas es resistir a esta intemperie sin sueños, enhebrar secuencias para empujar los flashes sueltos de la memoria. ¿Será posible recuperar su gesto desafiante, su potencia vital, su exquisito presente hinchado de futuro? Podrán todavía mellar la trama que cubre el cielo de los rebeldes? El fulgor de su ausencia quema ahora viva.* [Tintas.] [Otra vez hombre desnudo en bosque.] *Acumular imágenes es una forma de la memoria. Volverlas disponibles es necesario para desglosar la huella por la que seguir andando*[3].

En principio quizás se deba destacar la permanente confluencia y/o contradicción que se verifica en un texto de carácter discursivo, que como tal se constituye en razón universal y comunicante por su código convencional y la fusión con lenguajes que no poseen preexistencias de signos acordables, sino por el contrario, extraen su potencia de la resignificación ambigua en sentido semiológico.

En efecto, el texto *en off* también posee la influencia de la posibilidad interpretativa, al carecer de cierre al modo panfletario y discurrir más

[3] Voz *en off* por la actriz Analía Couceyro, texto de Marta Dillon, *Restos*, 2010.

cómodamente en la reflexión, en la exploración de un sentido aún evanescente, como es el de las imágenes latentes de la memoria cinematográfica alojada en el denominado cine político de los 70 que, como el conjunto de las fuerzas sociales que fueron objeto de represión, también exige la cualidad de una voluntad persistente en cuanto a la recuperación de una memoria que exceda la testimonialidad y que, por el paso del tiempo, se haya constituido en herramienta de conocimiento y de juicio.

Con cierta arbitrariedad, el texto *off* expresa algunas de las percepciones que el pequeño film recicla en la restitución posible del mundo que significó el denominado cine político en la Argentina que luchaba por la recuperación democrática, el retorno del máximo dirigente político de la época y caudillo histórico en el exilio, y la transformación de las estructuras de dominación del sistema social nacional.

La generación que dio lugar al objeto recordatorio de *Restos* se veía privada por las estructuras dictatoriales del Estado y las censuras, hegemonías, controles que los medios de comunicación masivos dominantes poseían, siendo la generación de los films que se observan como el fuera de campo de las latas, una respuesta a lo negado, a lo ocultado, y a lo invisibilizado por el aparato múltiple que configuraba el poder del régimen político vigente.

Tal respuesta se vio impulsada por utilizar los medios audiovisuales, esencialmente como la principal forma de comunicación de las reivindicaciones que la época solicitaba desde los sectores denominados del campo popular, que incluían a movimientos democráticos, estudiantiles, sindicales, partidos políticos proscriptos o perseguidos, presos políticos, leyes represivas y fuerzas armadas ubicadas como guardias pretorianas de ocupación interna, tanto territorial como política, siguiendo los dictados de las concepciones del Departamento de Estado norteamericano y de sus organismos pentagonales.

Para dar a conocer, testimoniar, educar críticamente, difundir, exhibir, mostrar, revelar las realidades sufridas por los pueblos latinoamericanos y en particular por

el nuestro, se formalizaron aquellas obras cinematográficas que no ignoraban las amplias posibilidades que hoy pueden utilizarse en el marco de la distribución y de los flujos comunicacionales audiovisuales, pero sí éramos conscientes de las imposibilidades que se evidenciaban y a las cuales no nos resignábamos.

Las necesidades impulsaban nuevas figuras de razón. Entre las que se encontraba la renovación tecnológica que comenzaba fuertemente a habilitar instrumentos como las cámaras y circuitos de 16 mm, que habilitaba tanto la producción como la exhibición liberada de los sistemas más fuertemente industriales. Así como también el desarrollo de la televisión y de formas de impresión gráfica más afines con actos independientes como los que comenzaron a dar lugar para la existencia del objeto ausente que menciona el texto del cortometraje de Albertina Carri.

Es que también entonces, a pesar de posibles aparentes exigencias de compromisos a los que se les exhibía el corpus, se buscaba un espectador que también sensibilizara su conciencia «concientización» era el término y accionara junto con el sector más activo de la sociedad para el logro de los objetivos mencionados.

Hubo un mundo que se desajustó, al sentido del cual Albertina Carri no puede acceder. Por eso el joven protagonista de *Restos* tiene los ojos rayados, impedidos. La mirada clausurada, la perspectiva negada. Como consecuencia de ello, está perdido, aislado, desnudo, virgen. La resolución no es solamente la representación de un mundo desde la perspectiva política, crítica, de denuncia, sino también la construcción de un universo propio del lenguaje audiovisual.

Hay una contradicción entre expresar que hoy son autores los cineastas que antes eran militantes, dado que lo colectivo, el objetivo político, no podía y en términos generales tampoco quería prescindir de las dimensiones estéticas que configuraban los relatos cinematográficos que se producían. Una de las características de la vigencia de los mismos es su potencia comunicante, su fuerza

expresiva que caracterizaba a la generación en la búsqueda de un modo de representación que asumiera las razones sociales con la verdad histórica.

Y esta singularidad, reconocible en la perspectiva contemporánea de la revisión de tales obras residía en la alta formación cultural, en la sensibilidad estética, así como en las escrituras periodísticas, ensayísticas y críticas de escritores como Rodolfo Walsh y otros: se solicitaba y se disponía profundidad, claridad y belleza expositiva, que de ningún modo negaban el gesto, la acción y el compromiso. Solo lo favorecían.

Colectivos, anónimos, clandestinos, militantes, pero siempre tuvieron autores. Cine de la base, o los informes político militares, las entrevistas a dirigentes en riesgo, en general las películas tenían nombre y apellido: Pablo Szir, los hermanos Enrique y Nemesio Juárez, Octavio Getino, Fernando Solanas, Raymundo Gleyzer… En algún plano siempre se reconocía su responsabilidad autoral. Sin embargo este vínculo determinante del relato y del discurso político subordinaba tales identidades a las disciplinas orgánicas, siendo la actualidad a través de, por ejemplo, la obra de Albertina Carri un movimiento inverso, que partiendo de la aparente construcción estética sigue sin embargo, un itinerario de territorialidad política.

Actualmente es posible ver la mayor parte del cine político generado en el periodo: Gleyzer, Cine de la base, Cine Liberación, *Informes y Testimonios sobre la tortura política argentina*…

La militancia y el compromiso político hicieron a Walsh, y Walsh firmaba lo que hacía. Del mismo modo los cineastas firmaban lo que hacían.

Restos surge de la idea de que algo nos está faltando, y si ello sucede quedamos desnudos en el medio de la nada.

Dice Albertina Carri:

> […] La génesis del proyecto empieza en Cuba, yo fui a presentar *Los Rubios* al festival y me cruzo con Fernando *[Martín Peña]* que estaba yendo al ICAIC a encontrar una película. No sabía si la iba a

> encontrar o no, o quizás encontraba más de una. Encontramos *Ya es tiempo de violencia* que es una película de Enrique Juárez, que es uno de los directores desaparecidos durante la dictadura. Y nos la mostraron con los actos desordenados, primero el cuatro, después el uno y así. Igualmente yo quedé completamente fascinada y la película se entendía completamente a pesar de estar los actos todos mezclados. Y salí de ahí diciendo que vi la mejor película argentina de mi vida. Es una película de una puesta en escena, de una narración, de un ritmo, de una nueva forma de estar contada, y me impactó fuertemente. Y de algún modo descubrí que, a pesar de ser hija de desaparecidos y a pesar de tener una relación con las películas desaparecidas en mi historia personal, descubrí un cine del que conocía poco y nada […] [4].

Cabe señalar que el cortometraje es un documental, porque la voz *en off*, si bien tiene un texto poético, está todo el tiempo narrando hechos. También la puesta en escena del pequeño film, los efectos trabajados analógicamente y no de modo digital. Pareciera ser como rescatar esa forma de hacer cine, de algún modo que la urgencia que se usa tanto ahora no estaba.

La escritura metafórica de *Restos*, su comunicado crítico, su organización expresiva a través de la indagación testimonial de la existencia de un capital simbólico filmado, de una iconografía concreta, de una realidad fijada de una vez y para siempre, es en la dimensión del imaginario de Albertina Carri un manifiesto de una restitución viva, sin excluir la museográfica, pero tendiendo a generar otro modo del compromiso, más acorde con lo multiforme y polisémico tanto de la realidad actual como de las sensibilidades que la abordan.

Albertina funciona sobre la dialéctica negativa, expresa la rabia, la ausencia, la afectividad ausente, el desatino de su ausencia; no pretende moralizar a nadie, para

[4] Albertina Carri, en entrevista pública realizada por los autores en la Facultad de Periodismo y Comunicación Social (FPyCS) de la Universidad Nacional de La Plata (UNLP), Argentina, 2012.

recuperar su identidad, lo único que puede recuperar es el sentimiento de aquella infancia perdida. Es a partir de la dialéctica negativa como ella se encuentra. En todo momento marca la ausencia, la disolución de su mundo familiar, de su universo social, pero las huellas, las señales de aquello, están inhibidas, sospechadas, lo que le hubiera dado el carácter que suponían los que no habían sido directamente situados en el territorio de su soledad. Recomponer las imágenes implica hacerse cargo de la militancia de sus padres.

Este corto es la puerta abierta a la comprensión de Albertina Carri. Por vía de paradoja es un ingreso posible a una retrospectiva que asegure una mejor comprensión del itinerario seguido por su perspectiva estética. En su dialéctica negativa, estas imágenes no se pueden ver, se disuelven en el ácido de la memoria, y al mismo tiempo se exige su reaparición, se demanda la recuperación pública de su existencia. El movimiento del breve film es uno de los mejores argumentos para haber convertido la memoria histórica del campo del cine militante, político y social en norma legislativa, en acción comunicacional por el camino de la constitución de una política de Estado.

Es destacable lo que cada generación puede soportar, lo que cada oficio o perspectiva admite poner en circulación en tanto afecte sensibilidades, imaginarios o visiones entre existenciales y políticas.

Restos es una continuidad expresiva de la misma búsqueda que *Los Rubios* (2002), primer documental de la realizadora; varias marcas estilísticas y configuraciones internas permiten observar la naturaleza creadora y la originalidad expresiva de la cineasta argentina.

Debemos comprender el gesto de la construcción del cine de Carri, porque sostenemos que ella expresa quizás más que nadie el tema de qué modo «el yo» en este mundo audiovisual constituye su referencia[5].

[5] Albertina Carri conoce la existencia de una película de la década del 70 basada en el libro de su padre, *Isidro Velázquez. Formas prerrevolucionarias de la violencia* (Buenos Aires, Editorial Sudestada, 1968), realizada por Pablo Szir, también secuestrado desaparecido en la ESMA (Escuela de Mecánica

Para la conciencia existencial, política y estética de la autora de *Los Rubios*, la supuesta memoria que se encuentra en los films, en las imágenes que se rescatan para su conservación, estudio y posible exhibición, la ausencia del film mencionado, del autor del mismo, y de sus propios padres, legitima su perspectiva acerca de la presencia del cine político. Una presencia mutilada, que respecto a su persona, a su mencionado «yo», no existe, no permite proyectarse. Y decimos proyectarse en el sentido de la recuperación que toda actitud maquínica cinematográfica implica sobre el plano de la pantalla, pero también de la ruta que la imaginación y el deseo de la representación producen en el campo de lo que denominamos genéricamente memoria.

El film, el autor, la época, su padre, y los fundamentos de las luchas sociopolíticas han, por un lado, cronológicamente desaparecido, y también amortiguado sus efectos de sentido, combatidos por tendencias negadoras de aquella realidad transformadora, y al mismo tiempo se acentúa el hueco histórico de las consecuencias del genocidio, a saber:

Desvalimiento referencial, donde los cuerpos, las obras, las acciones de aquellos protagonistas no encuentran su significante, y arrasamiento cultural donde las antiguas víctimas solo pueden denunciar bajo diversas formas la apariencia de su soledad.

Los Rubios[6]

Toda representación demanda su interpretación, y los deslizamientos entre lo que consideremos ficción y su contacto con la materialidad de lo real, exige que los bordes de nuestros conceptos no trasciendan las causas de sus posibilidades. Esto sucede si se piensa que Albertina Carri «adopta» una solución teórica en su dramatización, en su indagación espacio temporal, en las recorridas lógicas entre

---

de la Armada), convertido en personaje del film de Lita Stantic, *Un muro de silencio* (Argentina, Reino Unido, México, 1993).

[6] Albertina CARRI, *Los Rubios*, Argentina, 2003. Disponible en: https://vimeo.com/4477068o

los territorios vividos por la historia y los imaginados o explorados por su conciencia.

En el film, Albertina Carri tiene una actriz que la representa, Analía Couceyro, que posa frente a cámara indicando su papel, al mismo tiempo que la verdadera Albertina enfunda la cámara y sale a preguntar sobre sus padres. En esta complejidad de la representación donde la memoria es el territorio a ser explorado se encuadra el eje de la película. Como en *Restos*, la ausencia busca de algún modo ser puesta en valor e imagen.

Lo que se insinúa en el desarrollo y se fortalece en la estructura general es una autoreferencia acordada en el inconsciente, por el cual Carri conduce a su equipo sobre la base de que sea ella el objeto de interés de la puesta.

Lo que se exhibe, e indaga, no es el barrio, no es el testimonio de los vecinos en base a un acuerdo previo de una entrevista preparatoria, sino que es una expedición por el territorio de su infancia. Una infancia marcada, definida por su presencia en el secuestro de sus padres.

El movimiento del cine de Carri, tanto en *Los Rubios* como en *Restos*, se concibe con el objeto de recuperar la memoria, la propia que es colectiva en este caso. Su infancia tiene dos momentos, y allí hay una situación lesiva, traumática.

En rigor, la formalización, el punto de vista del abordaje finalmente propuesto, están creados por las fisuras de ese recuerdo, que manifiestan el espesor de un distanciamiento cuya causa no es una elección estética, sino una ausencia existencial que encuentra en la composición planteada la duplicación como modo psicológico para procesar las huellas del dolor.

Es menos Brecht, y más el arco temporal que va del trauma vivido a la posibilidad de su enunciación. Desde aquella imposibilidad expresiva, del contundente acontecimiento de su infancia que le robó a sus padres, a la atónita cronología de su maduración generacional, que podrá finalmente recrear las condiciones originales de su memoria, a través de la cual diremos que nos

pertenece menos a las categorías que los adultos propiciábamos, sin por ello perder la intensidad, que los nuevos registros, que las actuales capturas propician.

Tal, ha generado en todos los que sin opciones de vida posibles, es decir los niños determinados por el genocidio, en tanto víctimas, lesiones, ausencias, imposibilidades que han constituido un corpus social pleno de duelo.

La visita al barrio donde sus padres fueron secuestrados, el encuentro entre ocasional y provocado, pero no planificado y mucho menos acordado con vecinas que fueron testigos sesgados, y seguramente temerosos, enhebra una trama de evocaciones y recuerdos que dan lugar a aproximaciones, por un lado deseadas por parte del equipo de filmación y de su responsable, y por otro lado acotadas, interrumpidas, seleccionadas.

¿Condicionadas por qué? La propia cinematografía, la historia de sus modos de representación, puede proveer una respuesta posible, que es la elección de funciones de la imagen, de sus significantes polisémicos, que se ofrecen como el territorio narrativo necesario, ya no para ilustrar el relato supuesto, sino para transitar la durísima complejidad de los sentimientos y las ideas de la autora.

Porque en la elección de una fusión estable, expuesta y provocadora de mecanismos ficcionales, de testimonialidades crudas, de documentaciones que emergen del pasado y de documentales que se exploran en el presente a la par que se inventan, se encuentra probablemente la forma adecuada para acceder al laberinto secreto de la memoria de esta mujer que fue aquella niña que, junto con sus hermanas, era calificada desde la observación exterior, desde aquella apariencia mencionada como un grupo de pequeñas «rubias».

Esta condición del film expresa ya no un gesto de vanguardia, o de ligereza lingüística en el campo de las artes audiovisuales, de la comunicación documental, o de la exposición ilustrada de textos preexistentes, sino la búsqueda ansiosa y dolorosamente viva del destino que le tocó en suerte en relación a la situación histórica de nuestro país, a la decisión de sus padres y a las consecuencias no deseadas en el seno de su silencio.

La presencia de Albertina Carri, en el encuadre y en el conjunto de la sintaxis, coexistiendo con su alter ego (quizás también casualmente Albertina Carri) la actriz que la encarna, es desde *El Ciudadano* (Orson Welles, 1940) hasta acá, la autoconciencia de la duplicación del mundo no como copia sino como reinvención…

Un ser que está dotado de la complejidad de su infancia, no como una mera determinante ontológica, pero sí como una marca indicial de su destino, plagado de opciones de poder y al mismo tiempo imbricado en el famoso trineo perdido (denominado *Rosebud*). Ya no son dos planos, en donde la ficción y la verdad se puedan distinguir tal como afirma el artículo que nos ocupa. Primero porque la ficción no se distingue de la verdad, sino que la posibilita.

La escena donde las dos Carris (la real y la actriz) se aproximan a la extracción de sangre a los fines identitarios, nos muestra la paradoja que sutura las morfologías. Couceyro (la actriz) se aparta y luego de una extracción ficcional de sangre para dar lugar en blanco y negro, paradigma de verosimilitud documentaria, a la propia sangre de Carri que al momento de la punción expresa un dolor de dimensiones y escalas no correspondientes con la levedad de la acción, sino que tal intrusión en su sangre es en realidad una frontera que cruza en la recomposición presente de su pasado.

Es en los límites donde escribimos, es en las distinciones y pertinencias, en las regulaciones y códigos, en las configuraciones de la sensibilidad frente a lo real, en donde el lenguaje cinematográfico adquiere espesor, provee su significación, expande su riqueza expresiva, denuncia la verdad no formulada, la constituye, la aproxima a aquello que denominamos cual si fuera un estuario, la verdad.

Conclusión

La batalla del film *Los Rubios* como de *Restos* se da en el campo de las nuevas tecnologías de representación cuya virtud central es la de la disponibilidad democratizadora, la de la levedad de su portación, la de la calidad de su registro

óptico y plástico, y la de la transferencia inmediata a la circulación y a la comprensión de una realizadora (en este caso) que viaja, explora, descubre los sitios en los que aún todavía se formula su propia existencia.

Podríamos parafrasear: no es la conciencia de Carri la que determina su ser, sino que es su propio film el que determina su conciencia, es decir la existencia real de su identidad en etapa de posibilidad y maduración.

El valor que tiene el cine de Albertina Carri es de poner en escena su problema, su mito, que no es cubrirlo con cauterizaciones morales, o con reclamos afectivos, entre otras cosas. Sino que ella dice «yo reconozco la existencia de esa historia pero no puedo tomarla para reconstruir mis propios procesos»; y ahí radica su potencialidad crítica.

Bibliografía / Filmografía

BAZIN, André, *¿Qué es el cine?* Madrid, RIALP, 1966.

BONITZER, Pascal, *Desencuadres, cine y pintura*, Buenos Aires, Santiago Arcos, 2007.

CARRI, Albertina, *Los Rubios. Cartografía de una película*, Buenos Aires, Ediciones Gráficas Especiales-BAFICI, 2007.

, *Los rubios*, ficción, Argentina, 2003. Disponible en https://vimeo.com/44770680

, *Restos*, documental, *in 25 miradas 200 minutos del Bicentenario*, Universidad de 3 de febrero, 2010. Disponible en https://www.youtube.com/watch?v=7QFkC-vsqwY

, entrevista pública realizada por Carlos Vallina y Lía Gómez en la FPyCS, UNLP, Argentina, 2012.

ECO, Umberto, *La estrategia de la ilusión*, Barcelona, Lumen, 1986.

MARTÍN PEÑA, Fernando, *Generaciones 60/90*, Buenos Aires, Ediciones Malba, 2003.

Resumes

Carlos DEMASI, « Los “Tupamaros”, la guerrilla “Robin Hood” ».
Resumen. A fines de los años 60 comenzó a hacerse conocido internacionalmente un movimiento guerrillero latinoamericano, los « Tupamaros ». Surgido en Uruguay, considerada una de las dos « democracias estables » de Sudámerica, actuaba en el medio urbano y no en las zonas rurales como era lo habitual. Sus operaciones generalmente incruentas y muy bien planeadas, se desarrollaban con llamativa precisión dejando en ridículo al gobierno. Este « estilo Robin Hood » atrajo la atención y les ganó popularidad entre los ciudadanos comunes, pero progresivamente fue sustituido por acciones más convencionales: secuestros, asesinatos, atentados, etc. El giro estratégico facilitó el aislamiento del grupo y su desmantelamiento en 1972. Sin embargo, algo de aquel estilo de acción fue recuperado por los Tupamaros ya en la legalidad, y se ha transformado en uno de los factores de su éxito en la política uruguaya.
Palabras claves: Uruguay, lucha armada, Tupamaros.

Résumé. À la fin des années 60, le groupe *guerrillero* latino-américain « Tupamaros » est connu internationalement. Surgi en Uruguay, l’une des deux « démocraties stables » de l’Amérique du Sud, il agissait en milieu urbain, et non pas dans les zones rurales comme il était habituel pour cette sorte de mouvance. Ses opérations n’étaient généralement pas cruelles et, parce qu’elles étaient très bien préparées, elles se déroulaient avec une grande précision et ridiculisaient le gouvernement. Ce style « Robin Hood » attira l’attention sur les Tupamaros et les rendit populaires auprès des citoyens communs, avant le passage progressif de cette organisation à des actions plus conventionnelles telles qu’enlèvements, assassinats, etc. Ce tournant stratégique conduisit à l’isolement de ce groupe, puis à son démembrement en 1972. Néanmoins, quelque chose de cet ancien style a été récupéré par les Tupamaros à leur retour à la légalité républicaine, devenue même un des facteurs-clés de leur succès dans la politique uruguayenne.
Mots-clés: Uruguay, lutte armée, Tupamaros.

Abstract. The “Tupamaros” guerrilla movement was known internationally by the late 1960’s. Originated in Uruguay, then regarded as one out of two stable democracies in South America, it acted mostly in the urban environment and not in rural zones as it was customary. Its operations, devoid of cruelty and well planned, were executed with striking precision and often ridiculing the government. This Robin Hood style gained attention and popularity among common citizens but progressively was substituted by more conventional actions: kidnappings, assassinations, bombings, etc. This strategic turn expedited the group’s isolation and its dismantling in 1972. However, cues from that style were reclaimed by the Tupamaros political movement back in democracy, which has become one of the factors of their success in Uruguayan politics.
Keywords: Uruguay, armed struggle, Tupamaros.

Igor GOICOVIC DONOSO, « El MIR y el proceso político chileno en el ciclo 1967-1975 ».

Resumen. El Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR), de Chile, fue una organización político-militar, adherida ideológicamente al marxismo-leninismo, pero también heredera en el plano político y simbólico de la Revolución Cubana y del guevarismo. El MIR fue fundado en agosto de 1965, y posee una dilatada y relevante trayectoria política. No obstante ello, los estudios sobre el MIR aún son escasos y múltiples aspectos asociados a su inserción en la historia política de Chile del último tercio del siglo XX, permanecen desconocidos. En este artículo nos proponemos analizar las condiciones históricas en las cuales se formó el MIR chileno y su contribución al proceso de radicalización política que se vivió en Chile entre 1967 y 1973. De la misma manera, estudiaremos su capacidad de reacción frente a la violencia represiva desplegada por la dictadura a partir de 1973 y su rol en la organización de la resistencia popular.
Palabras claves: MIR, Chile, Unidad Popular, dictadura

Résumé. Le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) du Chili a été une organisation politico-militaire, idéologiquement attachée au marxisme-léninisme, mais aussi héritière, au niveau politique et symbolique, de la Révolution cubaine et du guévarisme. Le MIR a été fondé en août 1965, et a une vaste et remarquable trajectoire politique. Néanmoins, les études qui portent sur le MIR restent rares et de multiples aspects liés à son insertion dans l'histoire politique du Chili dans le dernier tiers du XX^{e} siècle, inconnus. Dans cet article, nous analysons les conditions historiques dans lesquelles le MIR chilien s'est formé, ainsi que sa contribution au processus de radicalisation politique entre 1967 et 1973. De même, nous étudions sa capacité à réagir à la violence répressive déployée par la dictature de 1973 et le rôle qu'il joue dans l'organisation de la résistance populaire.
Mots-clés : MIR, Chili, Unité Populaire, Dictature.

Abstract. The Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) of Chile, was a political-military organization, ideologically attached to Marxism-Leninism, but also heir on the political and symbolic level of the Cuban Revolution and Guevarism. The MIR was founded in August 1965, and has had an extensive and relevant political career. Nevertheless, the studies on the MIR are still scarce and multiple aspects associated with their insertion in the political history of Chile in the last third of the twentieth century, remain unknown. This article analyzes the historical conditions in which the Chilean MIR was formed and its contribution to the process of political radicalization that took place in Chile between 1967 and 1973. Similarly, this article studies its ability to react to the repressive violence deployed by the dictatorship from 1973 and its role in organizing popular resistance.
Keywords: MIR, Chile, Popular Unity, Dictatorship.

Eduardo REY TRISTÁN, « La inmediatez de la revolución o la pasión como clave de participación política. Los jóvenes uruguayos y la lucha armada en 1968 ».
Resumen. El presente artículo analiza el proceso de radicalización del movimiento estudiantil uruguayo en 1968 a partir de su propia tradición y de las influencias que suscitaron las nuevas ideas circulantes a escala internacional en aquella década. El objetivo es la reflexión en torno a las motivaciones para militar en organizaciones clandestinas, para comprender por qué, a partir de cierta deriva de las movilizaciones y los enfrentamientos con las fuerzas represivas, muchos de aquellos jóvenes estudiantes acabaron dando un salto cualitativo en su militancia, integrándose en organizaciones armadas con objetivos de transformación social revolucionaria. Ello nos permitirá reflexionar acerca del proceso de desarrollo de las organizaciones revolucionarias y del rol que desempeñaron en sus sociedades y momento.

Palabras claves : movilizaciones estudiantiles 1968, motivaciones revolucionarias, Uruguay.

Résumé. Cet article analyse le processus de radicalisation du mouvement étudiant uruguayen en 1968 à partir de sa propre tradition et des influences des nouvelles idées qui circulaient à échelle internationale au cours de cette décennie. L'objectif est une réflexion sur les motivations amenant à militer dans des organisations clandestines, et comprendre pourquoi, à partir d'une certaine dérive des mobilisations et des affrontements avec les forces répressives, bon nombre de ces jeunes étudiants finirent par faire un saut qualitatif dans leur militantisme, en entrant dans des organisations armées en vue d'une transformation sociale révolutionnaire. Ceci nous permet de réfléchir sur le processus de développement des organisations révolutionnaires et sur le rôle que celles-ci ont joué dans leur société et dans ce moment-là.
Mots-clés : Mobilisations étudiantes de 1968, motivations révolutionnaires, Uruguay.

Abstract. This article analyzes the process of radicalization of the student movement in Uruguay in 1968, on the combined basis of its own tradition and those influences that gave rise to new ideas circulating internationally in that decade. This essay proposes a reflection on the motivations for students to militate in clandestine organizations. It tries to understand why, from some deviation of the demonstrations and clashes with the forces of repression, many of those young students ended up making a qualitative leap in their militancy, joining armed organizations with revolutionary social transformation goals. This leads to reflect about the process of development of the revolutionary organizations and the role they played in their societies and time.
Keywords : 1968 student mobilizations, revolutionary motivations, Uruguay.

Marco Aurélio SANTANA, Paula Andrea LENGUITA, « As tradições revolucionárias do Pecebismo e do Peronismo durante as ditaduras do Brasil e da Argentina (1968/1970) ».

Resumen. En este artículo, se estudian los cambios que tuvieron lugar entre 1968 y 1970 en las tradiciones pecebistas y peronistas, en un momento en que la "nueva izquierda" movilizó un conjunto de acciones para las facciones revolucionarias de esas tendencias políticas. En estas condiciones, analizamos los textos y las entrevistas a militantes de estas dos tendencias revolucionarias del pecebismo y del peronismo, para entender su orientación en relación a la lucha armada y su presentación como la única alternativa a la oposición política a los regímenes dictatoriales. Nos concentramos en los años sesenta para comprender la relación entre los trabajadores y la lucha revolucionaria en ambos casos, y su papel en el desarrollo de los cambios en las tradiciones pecebistas y peronistas durante la siguiente década. Para ello analizamos ciertas mutaciones en dichas corrientes revolucionarias y la recomposición de fuerzas en los años sesenta. Nos concentramos en los conflictos políticos que organizan la ruptura revolucionaria en ambos partidos políticos. Para observar las corrientes radicales estudiamos su participación en las huelgas y disturbios. También analizamos todas las orientaciones ideológicas que han fortalecido estas directrices contra los partidos oficiales. Estos debates han contribuido de manera significativa a la oposición política a las dictaduras de América Latina, incluso después de la elección por la vía armada.

Palabras claves: partidos, tradiciones políticas, nueva izquierda, revolucionaria, dictaduras.

Résumé. Dans cet article, nous étudions les changements qui ont eu lieu entre 1968 et 1970 dans traditions *pecebistas* et péronistes, à une époque où la «nouvelle gauche» a mobilisé un ensemble d'actions pour les factions révolutionnaires de ces tendances politiques. Dans ces conditions, nous analysons des textes, des entretiens de militants de ces deux tendances révolutionnaires du *pecebismo* et du péronisme afin de comprendre leur orientation vers la lutte armée et la présentation de celle-ci comme la seule alternative d'opposition politique aux régimes dictatoriaux. Nous nous concentrons sur les années soixante pour saisir les liens entre lutte ouvrière et révolutionnaire dans les deux cas, et à partir de là leur rôle dans les changements dans les traditions *pecebistas* et péronistes pour la décennie suivante. Dans ce but, nous analysons certaines mutations dans les courants révolutionnaires *pecebistas* et *peronistas*, ainsi que la recomposition de leurs forces vers la fin des années soixante. Nous nous concentrons sur les conflits politiques qui organisent la rupture révolutionnaire au sein des deux partis politiques. Pour observer les courants radicaux, nous étudions leur participation aux grèves et aux émeutes. Nous analysons aussi l'ensemble des orientations idéologiques qui ont renforcé ces lignes directrices contre les partis officiels. Ces

débats ont contribué de façon significative à l'opposition politique aux dictatures d'Amérique latine, même après le choix de la voie armée pour les résoudre.
Mots-clés: partis, traditions politiques, « nouvelle gauche », révolutionnaires, dictatures.

Abstract. This article analyzes the changes that took place between 1968 and 1970 in *pecebista* and *peronist* traditions, at a period when the "new left" undertook a set of actions for the revolutionary factions of those parties. In these given circumstances, this article analyzes texts and interviews of activists from these two revolutionary trends, to understand how they chose armed struggle and why they presented themselves as the only political alternative to the dictatorial regimes. The period focused on is the sixties, so as to better grasp the links between workers' struggles and revolutionary struggle in both cases, and their role in the development of changes in tradition through the next decade. In this aim it is necessary to analyze certain mutations in the revolutionary trends and the re-composition of forces in the late sixties. Attention is devoted to the political conflicts that organize the revolutionary rupture in both political parties. The participation of those two tendencies in the strikes and riots is a key element. We also analyze every ideological orientation that has strengthened their guidelines against the official parties. These debates have been a significant contribution to the political opposition to Latin American dictatorships, even after choosing the military way to solve them.
Keywords: parties, political traditions, new left, revolutionary, dictatorships.

Nicolas DOBROWOLSKI, « Du concept de "libération" à la justification théologique de la violence révolutionnaire : quatre articles de Rubén Dri publiés dans *Cristianismo y Revolución* (1966-1971) ».

Résumé. Cet article se propose d'étudier la relation entre théologie de la libération et violence, redéfinie à partir de son étymologie comme une force et analysée selon ses origines diverses (violence structurelle, violence insurrectionnelle) par le Père Rubén Dri. Le théologien argentin offre une lecture très politique du Nouveau Testament, et fait de l'engagement du chrétien un devoir moral. La foi devient ainsi un vecteur de changements socio-politiques radicaux où l'usage de la violence est parfois pleinement justifiée. Le contexte turbulent des années 1960 et 1970 dans le Cône sud et l'importance du christianisme dans l'identité argentine expliquent la portée de cette théologie révolutionnaire.
Mots-clés : Rubén Dri, théologie, libération, violence, Argentine, révolution.

Resumen. Este artículo propone estudiar la relación entre teología de la liberación y violencia, redefinida a partir de su etimología como una fuerza y analizada según sus orígenes (violencia estructural, violencia insurreccional) por el padre Rubén Dri. El teólogo argentino brinda una lectura muy política del Nuevo Testamento, y hace del compromiso del cristiano un deber moral. Así, pues, la fe se convierte en

vector de cambios sociopolíticos radicales en los que el uso de la violencia se justifica plenamente. El contexto turbulento de los años 1960 y 1970 en el Cono Sur y la importancia del cristianismo en la identidad argentina explican el alcance de esta teología revolucionaria.
Palabras claves: Rubén Dri, teología, liberación, violencia, Argentina, revolución.

Abstract. This article proposes to study the relationship between liberation theology and violence, re-defined from its etymology as a strength, and analyzed according to its origins (structural violence, insurrectionary violence) by Father Rubén Dri. The Argentinian theologian offers a very political interpretation of the New Testament, and converts the Christian commitment into a moral duty. In this way, faith becomes a vector of radical sociopolitical changes, in which the use of violence is sometimes fully justifiable. The turbulent context of the sixties and seventies in the Southern Cone and the importance of Christianity in Argentinian identity explain the impact of this revolutionary theology.
Keywords : Rubén Dri, liberation theology, violence, Argentina, revolution.

Jean-Baptiste THOMAS, « Insubordination ouvrière, auto-organisation et *Coordinadoras interfabriles* en Argentine (1975-1976) ».
Résumé. Le processus d'insubordination ouvrière qui secoue le territoire productif au cours de la séquence 1969-1976 en Argentine déborde largement les canaux traditionnels d'expression de la conflictualité sociale en Argentine, à savoir le syndicalisme péroniste orthodoxe. À partir de 1973 et du retour du justicialisme au pouvoir, il tend à se développer objectivement contre le gouvernement péroniste en tant que tel. En se focalisant sur les *Coordinadoras Interfabriles*, ces structures de lutte qui incarnent l'aile la plus radicale du mouvement de grève contre le gouvernement d'Isabel Perón en juin et juillet 1975, cet article étudie la portée et les limites de ces *Coordinadoras* en termes d'auto-organisation et d'auto-activité des secteurs les plus dissidents du mouvement ouvrier et des courants politiques intervenant en son sein au cours des années 1975-1976.
Mots-clés : Argentine, péronisme, syndicalisme, insubordination ouvrière, gauche radicale.

Resumen. El proceso de insubordinación obrera que sacude el territorio productivo durante el período 1969-1976 en la Argentina rebasa ampliamente los canales tradicionales de expresión de la conflictividad social en aquel país, es decir el sindicalismo peronista ortodoxo. A partir de 1973 y con la vuelta del justicialismo al poder, tiende a desarrollarse objetivamente contra el mismo gobierno peronista. Al centrarse en las Coordinadoras Interfabriles, estructuras de lucha que encarnan el ala más radical del proceso huelguístico que se enfrenta con el gobierno de Isabel Perón en junio y julio de 1975, este artículo estudia los alcances y límites de aquellas Coordinadoras en términos de auto-organización y de auto-actividad de los

sectores más díscolos del movimiento obrero y de las corrientes políticas que intervienen en su seno durante los años 1975-1976.
Palabras claves: Argentina, peronismo, sindicalismo, insubordinación obrera, izquierda.

Abstract. The process of working-class insubordination that shook Argentina's productive landscape from 1969 to 1976 largely surpassed the channels by which social conflict traditionally expressed itself in Argentina, namely orthodox Peronist trade-unionism. After 1973 and with the return of Judicialism to power, this process tended to develop objectively against the Peronist government as such. By focusing on the *Coordinadoras Interfabriles*, the structures which were the incarnation of the most radical wing of the strike movement against Isabel Perón's government in June and July 1975, this article aims at exploring the reach and the limits of the *Coordinadoras* by highlighting self-organization and independent action of the most dissident sectors of the labor movement and the political currents within.
Keywords : working-class insubordination, self-organization and *Coordinadoras Interfabriles* in Argentina (1975-1976).

Moira CRISTIÁ, « "*Ni yankees ni marxistes : péronistes !*". Humour et identités politiques dans la revue *El Caudillo de la Tercera Posición* (Argentine, 1973-1976) ».

Résumé. Dans ses essais sur la fonction subjective de l'humour, Sigmund Freud explique son pouvoir libérateur, en atténuant la souffrance. L'effet soulageant du rire s'achève lorsque le « moi » parvient à provoquer, dans des circonstances douloureuses, un certain plaisir. Parallèlement, l'humour exprime les sensibilités sociales, répond aux manques, aux excès et aux peurs d'un groupe social et d'une période historique donnée. Dans les années 1970, dans un contexte d'une violence politique significative, marqué par l'essor de différents courants nationalistes et marxistes en Amérique latine, la lutte au sein du péronisme se joue également dans le champ symbolique. Dans cet article, nous explorons le cas de la caricature, fondée sur l'exagération et la déformation des personnages, source de plaisanterie, voire de mépris, afin de les étudier en tant que représentations sociales de l'adversaire politique et du propre groupe d'appartenance. Ce travail, basé sur l'étude de la revue *El Caudillo de la Tercera Posición*, démontre que l'« Autre » péroniste apparaît comme un ennemi politique camouflé, et incite à le détruire, au moins symboliquement.
Mots-clés *:* **Argentine, péronisme, nationalisme, caricature, humour, imaginaire politique, identité politique.**

Resumen. En sus ensayos sobre la función subjetiva del humor, Sigmund Freud reconoce su poder liberador, minimizando el sufrimiento. El efecto de alivio de la risa se logra cuando el « yo » logra provocar, en circunstancias dolorosas, un cierto

placer. Paralelamente, el humor expresa las sensibilidades sociales, responde a las deficiencias, excesos y temores de un momento histórico determinado. En los años setenta, en un contexto de intensa violencia política, de auge de distintas vertientes nacionalistas y marxistas en América Latina, las luchas internas del peronismo también se expresan en el campo simbólico. Las caricaturas, que exageran y distorsionan rasgos para incitar la broma e incluso el desprecio, son exploradas en este artículo de manera a estudiar las representaciones del oponente político y de la propia pertenencia de grupo. Este trabajo, basado en el análisis de la revista *El Caudillo de la Tercera Posición*, demuestra que el « otro » peronista aparece en las ilustraciones como un enemigo político encubierto, incitando a destruirlo, al menos, simbólicamente.
Palabras claves: Argentina, peronismo, nacionalismo, caricatura, humor, imaginario político, identidad política.

Abstract. In his essays on humor, Sigmund Freud explains its liberating power, through the limitation of suffering. Humor's relieving effect is based on the "ego" achieving a certain pleasure in traumatic circumstances. Humor expresses social sensibilities as well, responding to forms of lack, excess and fear in a given historic moment. In a violent context, such as that of the surfacing of different Nationalist and Marxist currents in Latin America in the seventies, political struggle is also projected on the symbolic field. Caricatures, based on exaggeration and distortion of features which incite laughter and contempt, are explored in this article to study the way in which political opponents are represented. This paper, based on the study of the publication *El Caudillo de la Tercera Posición*, aims at proving that the Peronist "Others" are shown as disguised political enemies, which invites to destroy them, at least symbolically.
Keywords: Argentina, peronism, nationalism, caricature, humor, political imaginary, political identity.

Alvar DE LA LLOSA, « El "pequeño Zimmerwald", o cuando la Revolución estaba aún presente en el Cono Sur: encuentro y desencuentro de la izquierda revolucionaria en los años 1966-1976 ».

Resumen. A finales de 1972 aparece una entidad política revolucionaria favorable a un cambio social drástico que considera que éste sólo se puede conseguirse tras la conquista del poder por las armas. La Junta de Coordinación Revolucionaria reúne cuatro grupos subversivos: el PRT-ERP argentino, el MIR chileno, el MLN-T uruguayo y más adelante el ELN boliviano. Desarrollan una actividad conjunta de análisis de la situación cono-sureña y proceden al intercambio de experiencias y modalidades de lucha. Nacida en un espacio regional que presenta características socioeconómicas comunes, es sin embargo la única entidad política de la época que ha desarrollado una labor de transferencia de experiencias de luchas en un concepto internacionalista transfronterizo de amplia escala. Intentamos entender la naturaleza del intercambio, su construcción, sus modalidades, los elementos

compartidos que permitieron la unidad, los obstáculos a su desarrollo, y finalmente, cómo la represión provocó su desaparición.
Palabras claves: JCR, PRT-ERP, MIR, MLN-T, izquierda, Cono Sur, lucha armada, revolución, organización clandestina.

Résumé. En 1972, apparaît dans le Cône sud-américain un groupe révolutionnaire favorable à une transformation sociale radicale qui ne peut être obtenue que par la conquête du pouvoir par la voie des armes. La Junte de Coordination Révolutionnaire regroupe quatre organisations : le PRT-ERP argentin, le MIR chilien, le MLN-T uruguayen et plus tard l'ELN bolivien. Ils développent une activité conjointe d'analyse de la situation régionale et procèdent à l'échange d'expériences et de modalités de lutte. Apparu dans un espace qui présente des caractéristiques socio-économiques communes, c'est pourtant la seule entité politique qui à l'époque développe un travail de transfert d'expériences de luttes dans le cadre d'un esprit internationaliste. On tente ici de comprendre la nature des échanges, leur construction, les modalités et les éléments partagés qui permirent l'unité révolutionnaire, les obstacles à son développement et finalement comment la répression provoque sa disparition.
Mots clés : JCR, PRT-ERP, MIR, MLN-T, Amérique du Sud, lutte armée, révolution, organisation clandestine.

Abstract. In 1972 there appeared a revolutionary political entity favorable to drastic radical social change, which believed this could only be achieved after the conquest of power through force. The Junta de Coordinación Revolucionaria united four rebel groups: the Argentinian PRT-ERP, the Chilean MIR, the Uruguayan MLN-T and later on, the Bolivian ELN. In the Latin American Southern Cone, the JCR developed a joint analysis of the situation and exchanged experiences and forms of struggle. JCR emerged in an area that had socioeconomic characteristics in common, it was however the only political entity of the period which developed a transfer of know-how of political and even armed struggles in a genuine internationalist spirit. This article tries to understand the nature of the exchange, its construction, its modalities, shared elements that allowed the unity, but also the obstacles to its development, and finally, how state-military repression led to its demise.
Keywords: JCR, PRT-ERP, MIR, MLN-T, South America, armed struggle, revolution, underground organization.

Aurélie PROM, « La presse destinée à la jeunesse au Chili : éducation et divertissement au service de la propagande, 1964-1973 ».
Résumé. *El Musiquero*, *Ritmo de la juventud*, *Onda* et *Ramona* sont quatre magazines parus régulièrement entre 1964 et 1973 et dont le contenu représente une source précieuse au moment de rendre compte de l'évolution politique et sociale au Chili. En effet, si ces quatre revues s'adressent à un public jeune, lycéens ou étudiants,

chacune d'elles montre une face différente de ce qui intéressait la jeunesse de la fin des années 1960 et du début des années 1970, allant des vedettes internationales à la mode jusqu'au folklore chilien. *El Musiquero* et *Ritmo de la juventud* ont un contenu à caractère essentiellement musical, mais elles témoignent également, grâce à leur longévité, des changements qui s'opèrent alors au Chili. Quant aux revues *Onda* et *Ramona*, elles sont les revues les plus engagées : elles apparaissant en 1971 et publient leur dernier numéro au moment du coup d'État du 11 septembre 1973. Elles sont un témoignage essentiel de l'implication de la jeunesse dans la « voie chilienne vers le socialisme », mêlant la propagande à l'éducation, le divertissement à l'engagement politique. C'est donc à travers le panorama que nous offrent ces revues que nous chercherons à rendre compte de la manière dont la jeunesse chilienne a été impliquée dans les changements politiques et l'évolution de la société chilienne entre 1964 et 1973.
Mots-clés : jeunesse, revues, musique, socialisme, engagement politique, société.

Resumen. *El Musiquero*, *Ritmo de la juventud*, *Onda* y *Ramona* son cuatro revistas que aparecieron regularmente entre 1964 y 1973 y cuyo contenido representa una fuente valiosa a la hora de dar cuenta de la evolución política y social en Chile. Si estas cuatro revistas se destinan a un público joven, de «pingüinos» a estudiantes, cada una muestra una cara diferente de lo que interesaba a la juventud a finales de los 60 - principios de los 70, desde las estrellas internacionales hasta el folklore nacional. El contenido de *El Musiquero* y *Ritmo de la juventud* es principalmente de actualidades musicales, pero su duración y la evolución de su contenido y presentación permiten dar cuenta de la importancia de la música chilena en este periodo de fuertes cambios. Por otra parte, *Onda* y *Ramona* son las más comprometidas, iniciadas en 1971 y cuyo último número se estrena con el golpe de Estado del 11 de septiembre de 1973. Más que revistas de moda y de actualidades de celebridades, son el mejor testimonio de la implicación de la juventud en este proceso socialista en marcha, entre propaganda y educación, diversión y compromiso político. A través del panorama brindado por estas revistas, se trata de mostrar la forma en que la juventud se fue transformando en un agente clave de las evoluciones políticas y sociales de Chile.
Palabras claves: juventud, revistas, música, socialismo, compromiso político, sociedad.

Abstract. *El Musiquero*, *Ritmo de la juventud*, *Onda* and *Ramona* are four magazines that appeared regularly between 1964 and 1973. Their contents are a valuable source for researchers wanting to report about the political and social evolution in Chile. Those four magazines mainly targeted young readers (high school and university students). Each one of them shows a different aspect of what interested the Chilean youth at the end of the 60's and the beginning of the 70's, from international celebrities to national folklore. *El Musiquero* and *Ritmo de la juventud* essentially concentrate on music, but because of their longevity they are also a good testimony

of the changes that occurred in Chile at the time. *Onda* and *Ramona* are the most committed of the four magazines. They began being published in 1971, and ended with the coup, on September 11th, 1973. They are a precious testimony of youth implication in the Chilean way to socialism, combining propaganda and education, entertainment and political commitment. Through the panorama brought by those magazines, this article studies the way the young people were involved in the political changes and the evolution of the Chilean society between 1964 and 1973.
Keywords: youth, magazines, music, socialism, political commitment, society.

Antonia GARCÍA CASTRO, «La palabra pintada. Notas sobre la Brigada Ramona Parra y el muralismo político en Chile».
Resumen. Creada por el partido comunista chileno a fines de los años 1960, y pensada como un órgano de propaganda, la brigada Ramona Parra (BRP) fue mucho más que eso: un medio de comunicación que permitió expresar consignas y deseos y, como tal, un instrumento importante de la campaña electoral de 1970. A partir de la victoria de Salvador Allende y bajo el gobierno de la Unidad Popular (1970-1973, fue también indisociable de un modo de narrar y de celebrar conquistas políticas. Razón por la cual, la experiencia de la BRP permite también aproximarse a una realidad pocas veces abordada: la alegría en política. El presente artículo retoma algunos de los hitos de su historia e indaga en la relación de lo artístico y lo político, lo efímero y lo duradero recurriendo, entre otros materiales, a una entrevista con quien fuera el primer encargado nacional de la brigada: Danilo Bahamondes.
Palabras claves: Chile, Unidad Popular, Brigada Ramona Parra, muralismo chileno, Danilo Bahamondes, alegría, arte efímero, estética.

Résumé. C'est à la fin des années 1960 que le parti communiste chilien crée la brigade Ramona Parra (BRP), alors conçue comme instrument de propagande. Elle sera beaucoup plus que cela : un moyen de communication qui permet d'exprimer des mots d'ordre mais aussi des désirs, des requêtes et, de ce fait, un instrument important de la campagne électorale de 1970. À partir de la victoire de Salvador Allende aux élections présidentielles et sous le gouvernement de l'Unité Populaire (1970-1973), la brigade élabore un récit et une esthétique qui entendent célébrer des conquêtes politiques. C'est pourquoi, l'expérience de la BRP permet aussi d'appréhender une réalité souvent délaissée par les analystes : le phénomène de la joie en politique. Le présent article s'intéresse à quelques moments-clés de cette histoire et interroge dans ce cadre les relations entre art et politique, mais aussi entre dimension éphémère et pérennité des œuvres peintes. Mobilisant diverses sources, l'article se nourrit également du témoignage du premier responsable national de la brigade : Danilo Bahamondes.
Mots-clés : Chili, Unité Populaire, Brigade Ramona Parra, peintures murales au Chili, Danilo Bahamondes, joie, art éphémère, esthétique.

Abstract. The Ramona Parra brigade (BRP) was created by the Chilean communist party at the end of the 1960s as a propaganda tool. It turned into much more than that: the brigade became a communications tool to express slogans, instructions, but also desires, claims. It was also a de facto major tool for the 1970 electoral campaign. Once Salvador Allende won the presidential elections and throughout the government of Popular Unity (1970-1973), the brigade elaborated a story and an aesthetics celebrating political conquests. The BRP's experience offers an occasion to grasp a reality that is often neglected by analysts: joy in politics. This article focuses of some key moments of this history, and questions, in this very context, the links between art and politics but also between ephemeral and lasting painted works. The article uses various sources among which accounts by Danilo Bahamondes, the first national leader of the brigade.
Keywords: Chili, Popular Unity, Ramona Parra Brigade, mural painting, Danilo Bahamondes, joy, ephemeral art, aesthetics.

Eugenia PALIERAKI, « Écrire l'histoire des années 1960-1970 chiliennes. Vieilles controverses et nouvelles pistes historiographiques».
Résumé. Cet article se propose de dresser un panorama des écrits militants et scientifiques portant sur l'histoire chilienne des années 1960-70 et sur l'un de ses acteurs les plus représentatifs la « nouvelle gauche ». Son objectif est de rendre manifestes les logiques selon lesquelles s'organise cette littérature foisonnante qui, à première vue, semble particulièrement éclatée. Qu'ils soient concomitants aux faits ou écrits durant la dictature ou la transition, les travaux traitant des ardeurs révolutionnaires des années 1960-1970 chiliennes et publiés entre les années 1960 et la fin des années 1990, partagent un trait fondamental : l'imbrication entre les intentions politiques des auteurs et les interprétations du passé qu'ils proposent. La production récente sera aussi évoquée au travers des nouveaux chantiers historiographiques qu'elle a mis en œuvre, mais aussi à l'imbrication entre les intentions politiques des auteurs et les interprétations du passé qu'ils proposent, à travers sa perméabilité aux controverses idéologiques passées et à la conjoncture politique actuelle.
Mots clés: Chili, années 1960 1970, « nouvelle gauche », violence politique, historiographie.

Resumen. Este artículo propone un panorama de los escritos militantes y científicos sobre la historia chilena de los años 1960-1970 y uno de sus actores más representativos, la «nueva izquierda». Su objetivo es manifestar las lógicas según las cuales se organiza esta literatura abundante, a primera vista particularmente dispar. Concomitantes de los hechos o escritos durante la dictadura o la transición, los trabajos que tratan de los movimientos revolucionarios de los años 1960-1970 chilenos y el final de los años 1990, comparten un rasgo fundamental: la imbricación entre las intenciones políticas de los autores y las interpretaciones que proponen del pasado. También se evocará la producción

reciente a partir de los nuevos campos historiográficos que abrió, de la imbricación entre las intenciones políticas de los autores y las interpretaciones que estos proponen del pasado, a partir de la permeabilidad a las controversias ideológicas pasadas y la coyuntura política actual.
Palabras claves: Chile, años 1960 1970, « nueva izquierda », violencia política, historiografía.

Abstract. This paper aims at providing a comprehensive overview of the literature both militant and scientific focused on the Chilean 1960s-1970s and on one of its most representative actors, the "New Left". Its purpose is to identify the guidelines that define this rich literature, which, at first sight, seems extremely fragmented. The texts that focus on 1960s-1970s revolutionary turmoil in Chile, whether they were contemporary to the facts described or published during the dictatorship or the democratic transition, share a common feature: the authors' political agenda is intertwined with their interpretation of past events. This article also addresses the recent scholarship, the new historiographical trends it inaugurated, as well as its permeability to old ideological controversies and current political context.

Keywords: Chile, 1960s 1970s, "New Left", political violence, historiography.

Carlos VALLINA, Lía GÓMEZ, « El silencio de la infancia en el cine de Albertina Carri ».

Resumen. El artículo se propone abordar el cine de Albertina Carri, cineasta, hija de secuestrados-desaparecidos por la última dictadura cívico-militar en la Argentina de 1976. A partir del análisis crítico narrativo del cortometraje *Restos* (2010) y el film *Los Rubios* (2003) se problematiza el concepto de memoria en la construcción estética del cine. Se propone como hipótesis principal que el lenguaje del cine constituye la voz del silencio de la infancia de los hijos, niños que han sido víctimas del terrorismo de Estado y que problematizan en sus propios modos narrativos la construcción del presente y el pasado.
Palabras claves: Cine, representación, memoria.

Résumé. Cet article propose d'aborder le cinéma d'Albertina Carri, cinéaste, fille de disparus durant la dernière dictature civico-militaire de l'Argentine de 1976. À partir de l'analyse critique narratif du court-métrage *Restos* (2010) et du film *Los Rubios* (2003), il s'agit de problématiser le concept de mémoire dans la construction esthétique du cinéma. La principale hypothèse ici proposée est que le langage du cinéma constitue la voix du silence des enfants de disparus, victimes à leur tour du terrorisme d'État et qui problématisent, dans les modes narratifs qui leur sont propres, la construction du présent et du passé.
Mots clés : cinéma, représentation, mémoire.

Abstract. The article aims at putting up for discussion Albertina Carri's films. Albertina Carri is a film-maker whose parents were kidnapped and disappeared during the last civic-military dictatorship (1976). The concept of memory in the aesthetic construction of films is the main axis of this study, which begins with the critical narrative analysis of her short *Restos* (2010) and her film *Los Rubios* (2003). The main hypothesis is that cinema language is the representation of the silent voice of children who have been victims of state terrorism, and whose present and past is discussed in their own narrative styles.
Keywords: cinema, representation, memory.

Dessin de couverture : Omar Estela
Graphisme : Isadora Espinosa Risolo